MASTER
NEGATIVE
NO. 95-82345-7

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States (Title 17, United States Code) governs the making of photocopies or other reproductions of copyrighted materials including foreign works under certain conditions. In addition, the United States extends protection to foreign works by means of various international conventions, bilateral agreements, and proclamations.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

The Columbia University Libraries reserve the right to refuse to accept a copying order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

Author:
Sömme, Axel

Title:
La Lorraine métallurgique

Place:
Paris

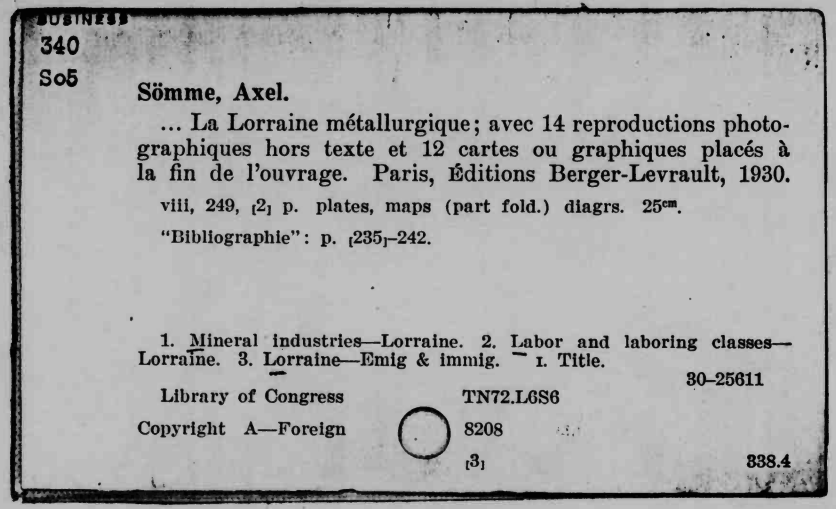
Date:
1930

95-82345-7
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD



BUSINESS
340
So5

Sömme, Axel.

... La Lorraine métallurgique; avec 14 reproductions photographiques hors texte et 12 cartes ou graphiques placés à la fin de l'ouvrage. Paris, Éditions Berger-Levrault, 1930.

viii, 249, [2] p. plates, maps (part fold.) diagrs. 25cm.

"Bibliographie": p. [235]–242.

1. Mineral industries—Lorraine. 2. Labor and laboring classes—Lorraine. 3. Lorraine—Emig & immig. I. Title.

30-25611

Library of Congress TN72.L6S6

Copyright A—Foreign 8208

[3] 338.4

RESTRICTIONS ON USE:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 12X IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 2-2-95 INITIALS: W.W

TRACKING # : 04208

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

2.0 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

1.5 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

PM-MGP 13"x18"
METRIC GENERAL PURPOSE TARGET
PHOTOGRAPHIC

200 mm

150 mm

100 mm

A4

A5

1.0

1.1

1.25

1.4

1.6

1.8

1.0 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

1.5 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

2.0 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

2.5 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

PRECISION℠ RESOLUTION TARGETS

Century

A&P
1303 Geneva Avenue
St. Paul, MN 55119

4.5 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

3.5 mm ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

D340 S05
Columbia University
in the City of New York
LIBRARY
School of Business

La Lorraine métallurgique

AXEL SÖMME

LA LORRAINE MÉTALLURGIQUE

AVEC 14 REPRODUCTIONS PHOTOGRAPHIQUES HORS TEXTE
ET 12 CARTES OU GRAPHIQUES PLACÉS A LA FIN DE L'OUVRAGE

PARIS
EDITIONS BERGER-LEVRAULT
5, Rue Auguste-Comte (VIe)
—
1930

eck for d

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARY

Bus
81-9925

D340
S05

Copyright by Éditions Berger-Levrault, Paris. 1930.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

APR 28 1931 DAINES
APRIL 28, 1931 DAINES
May 1
DA

INTRODUCTION

Le gisement de minette lorrain, avec ses cinq milliards de tonnes exploitables de minerai de fer, représente à lui seul plus de la moitié des réserves totales de l'Europe, et ne se trouve dépassé que par les vastes gisements du Lac Supérieur, aux États-Unis. L'extraction actuelle qui est de 50 millions de tonnes par an, épuisera donc ces richesses au bout de cent ans, si le gisement ne se prolonge pas en profondeur vers l'ouest. Sinon la Lorraine métallurgique ne continuera son existence, ainsi que tant d'autres bassins épuisés, que grâce aux énormes capitaux investis dans les usines et à l'expérience d'une main-d'œuvre entraînée pendant des générations.

Près des deux tiers du minerai extrait sont utilisés en Lorraine et la production de fonte est actuellement comme avant la guerre de 10 millions de tonnes environ; le reste est expédié surtout en Belgique, une grande quantité s'en va dans la Sarre, et le reste soit vers le Nord, soit dans la Ruhr.

La minette lorraine est un minerai pauvre; sa teneur en fer est de 30 à 36 %, parfois même un peu plus et pour produire une tonne de fonte il faut près de 3 tonnes de minette, tandis que les hauts fourneaux de la Ruhr qui consomment principalement les riches minerais suédois et espagnols, n'en ont besoin que de 1,7 tonne.

La consommation d'une si forte proportion du minerai, malgré les frais élevés de transports, dans les bassins houillers voisins, s'explique pour des raisons de propriété, les sociétés plus anciennes et plus riches de ces bassins ayant mis la main sur une partie importante du gisement; il est également avantageux de s'installer à proximité des clients, puisque les industries de transformation sont toujours établies dans les régions houillères.

Les charbonnages les plus proches, ceux de la Sarre, ne fournissent que de médiocres charbons à coke, et les hauts fourneaux de Lorraine cherchaient leur coke dans la Ruhr pour les trois quarts avant la guerre. Depuis, la dépendance de la Lorraine envers la Ruhr est devenue moins grande : des bassins houillers secondaires ayant accru de beaucoup leur production, les métallurgistes lorrains s'y sont assurés des intérêts charbonniers importants.

La Lorraine métallurgique possède en plus de ses mines, ses hauts fourneaux, ses aciéries et ses laminoirs, des moulins à scories qui utilisent les déchets des aciéries Thomas, des briqueteries et des cimenteries qui utilisent le laitier des hauts fourneaux. Depuis la guerre les grandes sociétés ont construit des fours à coke qui cependant n'arrivent à satisfaire qu'à une faible partie de la consommation. Mais l'acier n'est qu'élaboré en partie sur place, il n'est jamais consommé en Lorraine, car l'industrie de transformation n'y existe pas.

La Lorraine métallurgique, avec ses 120.000 mineurs et ouvriers d'usine est une région peu importante si on la compare à la Ruhr et aux autres grands bassins houillers de l'Europe occidentale. En dehors de la région de Nancy, séparée du gisement principal plus au nord par une zone très pauvre et inexploitable, la région métallurgique compte une population de 450.000 habitants. Mais c'est un pays qui offre beaucoup de particularités; créé pour ainsi dire tout d'une pièce dans une période de trente ans à peine, il nous rappelle par ses 150.000 étrangers de toutes nationalités les cités du Far West des États-Unis. Il se divise en cinq bassins différents, ayant chacun son individualité propre.

Le gisement lorrain était, avant la guerre, partagé entre l'Allemagne, la France, le Luxembourg et la Belgique (1). La part qui revient à la Belgique est sans aucune importance. Les réserves du Luxembourg même seront, par la forte extraction actuelle, épuisées dans une quarantaine d'années. La France possédait déjà en 1914 les deux tiers des réserves; elle en possède maintenant la presque totalité et peut ainsi s'élever à la même puissance industrielle que l'Angleterre et l'Allemagne si ses métallurgistes savent tirer le plein profit des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux.

Les grandes usines des sociétés allemandes de Lorraine annexée ont passé depuis la guerre aux mains de l'État français qui les a vendues à des consortiums français. La métallurgie luxembourgeoise appartenait pour les deux tiers à des sociétés allemandes qui s'étaient assurées également sur le plateau de Briey des intérêts miniers qu'elles ont perdus depuis. Elles ont préféré vendre leurs filiales du Luxembourg à des consortiums franco-belges, et des métallurgistes français ont même pu s'emparer de la majorité de l'industrie de la Sarre, où l'État français, conformément au traité de Versailles, est entré en possession des anciennes mines fiscales.

Il n'y a pas lieu de déplorer le sort de l'Allemagne; ce qu'un pays conquiert par la force, il doit s'attendre à le perdre dans la guerre suivante. En 1871, la frontière fut tracée de manière à laisser à l'Allemagne la presque totalité du gisement alors connu, excepté le petit bassin de Villerupt, et ceux plus éloignés de Longwy et de Nancy. Maintenant les rôles ont été renversés.

La région qui nous occupe ne représentait pas alors l'immense valeur qu'elle a prise depuis. On ignorait la partie la plus importante du gisement, qui se continuait en profondeur en territoire resté français. L'acier obtenu par le minerai lorrain dont la teneur en phosphore est très élevée, était cassant et considéré comme de mauvaise qualité, jusqu'à la découverte du procédé Thomas, en 1878, qui permet de déphosphorer l'acier. C'est à cette même

(1) 73.000 hectares pour la France, 43.000 pour l'Allemagne, 3.600 pour le Luxembourg et 400 pour la Belgique.

époque qu'on découvrit également le minerai dissimulé sous le plateau de Briey, mais les nouvelles mines n'entrèrent en pleine production qu'à partir de 1900 et la région commençait à peine à prendre son plein essor quand la guerre éclata. Les destructions causées par la guerre et la nouvelle orientation nécessitée par les changements de frontières, retardèrent cet essor d'une dizaine d'années, et c'est seulement depuis 1927 et 1928 que la Lorraine métallurgique a pu reprendre sa marche ascendante d'avant-guerre.

LA LORRAINE MÉTALLURGIQUE

CHAPITRE I

L'ANCIENNE INDUSTRIE DU FER

Ce sont les chutes d'eau qui déterminent essentiellement l'emplacement de l'ancienne industrie. — L'essor donné à la métallurgie par l'utilisation de la minette et de la houille et par les premières voies ferrées. — L'industrie s'établit dans la vallée de la Chiers. — La région de Nancy. — Le déplacement des hauts fourneaux luxembourgeois vers la minette. — Les vallées de l'Orne et de la Fentsch. — Les nouvelles usines dans la vallée de la Moselle, en amont de Metz. — La Belgique méridionale.

Le gisement de minette lorraine est d'origine sédimentaire et par conséquent disposé en couches parallèles aux terrains dont il fait partie intégrante. Il plonge en gros de 1 mètre pour 100 vers l'intérieur du bassin parisien, mais affleure dans la côte que termine le plateau de Briey vers la vallée de la Moselle à l'est, vers le Luxembourg au nord, et dans les vallées qu'ont creusées les affluents de la Moselle et de l'Alzette. Ce n'est pourtant qu'au milieu du dernier siècle qu'on a commencé à utiliser le minerai de minette et seulement après 1880, au moment de la découverte du procédé Thomas, qui permet de réduire la proportion trop élevée de phosphore, que la Lorraine acquit son importance mondiale actuelle.

L'ancienne industrie du fer utilisait les nombreux petits gisements de minerai riche, d'âge tertiaire, non interstratifiés dans la série sédimentaire qu'on trouvait en Lorraine comme un peu partout en France. Les deux départements lorrains d'où l'on extrait à l'heure actuelle plus des neuf dixièmes de minerai produit en France, n'avaient presque aucune importance à l'époque de la Révolution. Le département de la Moselle dans ses limites d'avant 1870 comprenait l'arrondissement de Briey et occupait le soixante-quatrième rang parmi les départements producteurs de minerai de fer.

De nombreuses réserves de minerai, mais de capacité restreinte, se trouvaient en maint endroit surtout dans la partie nord du plateau de Briey, dans l'actuelle province belge du Luxembourg et dans le Grand-Duché de Luxembourg, tandis que le massif ardennais en est dépourvu. Ce que les géologues appellent le Golfe du Luxembourg est une région très fracturée; les failles que nous pouvons suivre sur le plateau de Briey dans la direction nord-est, se rapprochent à cet endroit et comme dans toutes les régions très fracturées, les sources ferrugineuses ont laissé des poches de minerai. Les cours d'eau ont entraîné le gravier et le sable ferrugineux du plateau qui renferme le gisement de minette et les ont déposés dans le Luxembourg, d'abord les parties les plus lourdes dont la teneur en fer est la plus élevée, comme autour de Pétange, les parties les plus légères plus au nord, comme dans la région de Mersch.

La Lorraine est une région particulièrement forestière. Dans le Luxembourg les forêts couvrent encore un tiers de la superficie; dans l'arrondissement de Briey un cinquième seulement, mais le long de l'escarpement du plateau vers le nord et vers l'est, s'étend une bande boisée presque continue; les champs se trouvent sur le plateau même, mais les petites vallées qui en descendent sont encore couvertes de forêts et c'est précisément dans ces vallées que s'élevaient les anciens hauts fourneaux.

L'emplacement de ces anciens hauts fourneaux n'était déterminé ni par le minerai lui-même ni par les forêts, mais par la proximité d'une chute pour actionner les soufflets et le marteau. Les machines d'autrefois ne permettaient d'utiliser que de petites chutes et 40 chevaux suffisaient encore au XVIII^e siècle comme force motrice (1). Mais on n'a pas assisté en Lorraine comme dans d'autres régions, à ma connaissance, aux déplacements accomplis par les hauts fourneaux pour chercher des cours d'eaux de plus en plus puissants.

L'ancienne industrie du fer n'avait que peu de rapports avec celle d'aujourd'hui qui travaille jour et nuit l'année entière; dans la région de Longwy les petits cours d'eaux se desséchaient souvent complètement en été, et dans la vallée de l'Orne et de la Fenstch des crues subites risquaient d'entraver la marche des hauts

(1) LEVAINVILLE.

fourneaux (1). Enfin durant les moissons, les ouvriers abandonnaient l'usine pour les travaux de la terre.

Vers le milieu du XIX^e siècle les hauts fourneaux lorrains ont changé complètement de caractère. A peu près à la même époque les usines commencent à substituer le minerai pauvre dit de minette au minerai superficiel plus riche dit minerai fort et à utiliser des combustibles minéraux au lieu du charbon de bois.

Même pour la production, à nos yeux insignifiante, de ce temps les hauts fourneaux consommaient d'énormes quantités de bois, réduisant ainsi de façon alarmante la superficie des forêts. Dans les Cahiers de doléances de 1789 nous trouvons l'écho de ces dévastations. Depuis qu'on a cessé d'utiliser le charbon de bois la superficie forestière du Grand-Duché de Luxembourg a augmenté du quart au tiers.

Enfin les prix du charbon de bois avaient atteint de telles proportions qu'il était plus avantageux d'utiliser le bois pour d'autres buts que la carbonisation. Les hauts fourneaux à bois de Lorraine atteignaient, du fait de ce combustible, des prix de revient bien supérieurs à ceux de leurs concurrents anglais qui avaient déjà commencé à employer le combustible minéral dès la fin du XVIII^e siècle.

La consommation croissante de fer rendait insuffisants les minerais superficiels usités seuls jusqu'alors. Les hauts fourneaux de Moyeuvre et de Hayange avaient cependant depuis quelque temps ajouté le minerai de minette au minerai fort et dans la région de Longwy et dans le Luxembourg on commence depuis le milieu du XIX^e siècle à en faire autant. Le minerai de minette était bien moins cher et on comptait en Luxembourg qu'il revenait du tiers au quart du coût du minerai fort d'alluvions.

C'est à peu près à cette époque que l'on posa les premières lignes de chemin de fer permettant aux hauts fourneaux situés hors de la région de la minette de s'approvisionner en minerai à des prix modérés; et bientôt on cessa complètement de se servir du minerai superficiel. Les anciens hauts fourneaux qui n'étaient pas situés près d'une des nouvelles lignes de chemin de fer ou dans la région minière, s'éteignirent, et les propriétaires émigrèrent avec leurs ouvriers pour s'établir près des nouvelles mines. En même temps les usines substituèrent la vapeur à la force hydraulique; les hauts

(1) LEVAINVILLE.

fourneaux situés dans les petites vallées écartées à leur tour ne purent subsister et de nouvelles usines s'édifièrent à proximité des voies ferrées et des mines.

Dans la région de Longwy au commencement du siècle dernier, il n'existait pas un seul haut fourneau dans la vallée de la Chiers qui est maintenant devenue une rue d'usines continue depuis Mont-Saint-Martin, près de la frontière belge, jusqu'à Rehon, en aval de Longwy. A cette époque il y avait un haut fourneau à La Sauvage, dans le vallon solitaire, encore complètement boisé, creusé par le ruisseau de Côte-Rouge qui, dans son cours supérieur, délimite la frontière entre le Luxembourg et la France; il se trouvait sur le versant luxembourgeois. Dans la partie supérieure de la vallée de la Moulaine et dans sa partie inférieure, près du village de Herserange, avant le confluent des deux ruisseaux, se trouvaient également des hauts fourneaux. Ces trois usines sont toutes situées à l'intérieur de la région de la minette et recevaient la plupart de leur minerai du gisement de Saint-Pancre, sur le plateau situé au nord de la vallée de la Chiers ou bien du plateau d'Aumetz. En dehors de la région de la minette, il n'y avait que deux hauts fourneaux dans la région de Longwy; un à Longuyon qui fut pendant quelque temps l'usine la plus considérable de toute la Lorraine, un autre dans l'étroit vallon du Dorlon qui descend du plateau de Saint-Pancre pour se jeter dans la Chiers en aval de Longuyon. Ces deux hauts fourneaux s'éteignirent plus tard, leur situation étant trop défavorable dans ce nouvel état de choses [1].

En 1863, les nouvelles lignes de chemin de fer atteignirent Longwy. Les hauts fourneaux purent désormais s'approvisionner en combustible minéral à des prix bien plus avantageux, et leur marché se trouva afranchi de notable façon; de plus les usines trouvèrent un client de premier ordre dans les chemins de fer récemment créés.

Les chemins de fer donnèrent un essor de large envergure à l'industrie de la région de Longwy; vers 1863, M. Labbé, propriétaire des hauts fourneaux de Gorcy, les premiers dans la région de Longwy qui procédèrent à un emploi exclusif du minerai de minette, construisit des hauts fourneaux à coke à Mont-Saint-

[1] Dans le courant de la première moitié du XIXe siècle on construisit un nombre considérable de petits hauts fourneaux dans la région de Longwy. En 1865 il y avait en tout 13 usines avec 23 hauts fourneaux dont 18 à feu. Dès le commencement du siècle, il existait un haut fourneau à Villerupt.

Martin. Un officier de cavalerie, d'origine suédoise, le baron d'Adelswärd, en fait autant à Prieuré, localité voisine. Un nouveau haut fourneau à coke, construit depuis quelque temps par l'ancienne usine de la Moulaine, appartenant à des maîtres de forges des Ardennes, fut mis en marche à la même époque. Plus tard, par la fusion de ces trois usines, naquit la Société des Aciéries de Longwy, le plus important établissement métallurgique de la région de Longwy et un des plus grands de France. Au même moment, M. de Saintignon, propriétaire de l'ancien haut fourneau de La Sauvage (Luxembourg), transporta son usine à Longwy-Bas, où il avait acheté un ancien haut fourneau à bois éteint depuis quelque temps, pour y construire de nouveaux hauts fourneaux à coke, et la Société belge de la Providence qui avait déjà des usines dans le Nord de la France, établit des hauts fourneaux à Rehon dans la vallée de la Chiers, en aval de Longwy.

Dans la région de Nancy, où des noms comme Sexey-aux-Forges et Val-de-Fer rappellent l'ancienne industrie du fer, mais où les hauts fourneaux de jadis qui exploitaient des réserves restreintes de minerai superficiel, s'étaient éteints depuis longtemps [1], l'ingénieur en chef des Mines constatait, au milieu du dernier siècle, la présence de gisement de minette au-dessous du plateau de Haye, délimité par la Meurthe et la Moselle, et sous le bois de Faulx, sur la rive droite de la Meurthe.

La première concession fut accordée en 1845, à l'époque de la construction des premiers chemins de fer; la région possédait déjà alors un réseau de canaux [2].

En l'espace de vingt ans, de 1848 à 1868, s'élevèrent toutes les usines sidérurgiques que la région possède encore, sauf celles de Pompey et de Neuves-Maisons [3]; elles étaient situées à la fois sur la voie ferrée et sur la voie fluviale. Deux d'entre ces cinq usines furent construites par des maîtres de forge du Nord de la France (Jarville et Maxéville); une troisième (Frouard) fut achetée par une usine aux environs de Paris (Montataire), peu après son achèvement. Les hauts fourneaux de Pont-à-Mousson furent installés par un fondeur de Nancy et une famille de Sarrebruck.

Après la guerre de 1870, Dupont et Fould, propriétaires de

[1] D'après MAQUIS il n'en existait pas au commencement du XIXe siècle. Un haut fourneau à charbon de bois fonctionnait à Chavigny de 1836 à 1876 (HOTTENGER).

[2] Le canal de la Marne au Rhin fut construit de 1838 à 1853.

[3] Les hauts fourneaux de Liverdun et de Champigneulles se sont éteints depuis.

forges dans les Ardennes et des hauts fourneaux d'Ars, en installèrent des nouvelles plus importantes à Pompey au confluent de la Meurthe et de la Moselle. Ils possédaient déjà une mine près de Pompey sous le bois de Faulx, et les nouvelles usines avaient encore l'avantage d'être à proximité du canal et du chemin de fer. Pour garder la clientèle française, l'Aciérie actuelle de Dieulouard (Gouvy et C^ie) fut également transplantée en France.

Dans la Lorraine annexée certains noms de lieux témoignent de l'ancienne industrie du fer; plusieurs des usines actuelles remontent même au Moyen Age. Cependant, au commencement du XIX^e siècle, leur nombre était réduit à trois : une à Ottange, sur le ruisseau de Kaylbach, affluent de l'Alzette luxembourgeoise, les deux autres à Hayange, dans la vallée de la Fentsch, et à Moyeuvre, dans la vallée de l'Orne.

La famille de Wendel, originaire de la région de Trèves, avait acheté en 1701 l'ancien haut fourneau de Hayange et dans les années suivantes d'autres petites usines de la vallée de la Fentsch, pour concentrer la production à Hayange; plus tard ils acquirent dans l'Est de la Lorraine plusieurs usines et y concentrèrent leur production à Kreuzwald; enfin, en 1811, les de Wendel achetèrent les anciens hauts fourneaux de Moyeuvre.

En remontant la rue principale de Hayange on remarque une forte déclivité. Elle décèle la présence de l'ancienne chute d'eau et explique ainsi l'établissement des anciens hauts fourneaux en ce lieu. Le débit de la Fentsch, qui prend ses sources sur le bord du haut-plateau, est bien plus faible que celui des eaux de l'Orne qui arrive même de la plaine de Woëvre.

A partir de 1825, on commence à utiliser le combustible minéral dans les hauts fourneaux de Hayange, et c'est à peu près à la même époque que les de Wendel acquièrent des terrains houillres le long de la frontière lorraine-sarroise où l'on venait de découvrir le prolongement du gisement de la Sarre.

Au milieu du siècle, quand fut construite la ligne de chemin de fer Metz—Sarrebruck, les de Wendel établirent des hauts fourneaux à Stiring-Wendel, en même temps qu'on forait les puits de Petite-Rosselle. La Compagnie de chemins de fer leur avait accordé des prix de faveur pour le transport du minerai, afin de s'assurer un minimum de trafic immédiat.

Avant la guerre de 1870-1871, les trois usines de la maison de Wendel produisaient plus de 100.000 tonnes de fer, principalement

de fer puddlé, par an, c'est-à-dire moins du dixième de leur production d'acier à l'heure actuelle; à cette époque, les établissements de Wendel occupaient dans toute la Lorraine une situation privilégiée, et aucune autre firme des régions de Longwy et de Nancy, ou du Luxembourg, n'atteignait un chiffre de production équivalent.

Vers le milieu du XIX^e siècle, deux maîtres de forge de Charleville (Ardennes) et les propriétaires des hauts fourneaux de Champigneulles, les plus anciens de la région de Nancy, élevèrent deux usines à hauts fourneaux à Ars; la famille belge de Sepulchre, établie dans le Nord, et qui possédait également des hauts fourneaux à Maxéville, près de Nancy, en installa à Novéant, dans la vallée de la Moselle, en amont de Metz ([1]); le gisement de minette affleure en cet endroit, mais il n'existe qu'une seule couche exploitable, d'un mètre à peine, tandis qu'on peut exploiter deux ou trois couches plus loin vers le nord et cinq dans le Luxembourg. Ces trois usines dont l'établissement est en liaison étroite avec la construction de la voie ferrée, survécurent à la guerre franco-allemande, mais s'éteignirent avant la fin du siècle ([2]).

Dans le Grand-Duché de Luxembourg où la présence de minette fut reconnue en 1842, il existait huit usines à hauts fourneaux, qui alors n'utilisaient que du minerai fort et du charbon de bois. Des noms tels que Fischbach, Eich-Mühlenbach et Septfontaines-Ansembourg nous révèlent que les anciens hauts fourneaux étaient tous situés dans le voisinage d'une chute d'eau.

Le Luxembourg construisit son premier chemin de fer en 1846, et tandis que trois anciennes usines s'éteignent au cours des dix années suivantes, leur situation étant désormais trop défavorable, trois nouvelles usines à coke s'allument près des lignes de chemin de fer récemment créées qui les approvisionnent en minerai de minette et en charbon; mais il n'existait pas encore un seul haut fourneau dans la région de la minette, où s'éleva en 1870, à Esch,

([1]) Dupont et Dreyfus, plus tard Lothringische Eisenwerke, bâtirent en 1846 leurs deux premiers hauts fourneaux dont le nombre fut porté à cinq par la suite. Karcher et Westermann installèrent leur premier haut fourneau en 1855, et un deuxième en 1861, également à Ars; la firme belge de Vezin-Aulnoye leur premier en 1855, à Novéant.

([2]) En 1865, le département de la Moselle produisit 209.000 tonnes de fonte; dont 104.000 tonnes dans les trois usines Wendel, 65.000 dans les trois nouvelles usines de Novéant et d'Ars, tandis que dans la région de Longwy 10 usines ne produisaient que 28.000 tonnes (d'après SAUER). Au milieu du XIX^e siècle s'éleva un haut fourneau à charbon à Audun-le-Tiche, qui après la guerre de 1870 fut successivement remplacé par trois hauts fourneaux à coke.

la première usine construite par le propriétaire d'un ancien haut fourneau situé à Eich, au nord de Luxembourg et par une Société belge du territoire de la Sarre. Les années suivantes, on construisit des usines, une nouvelle à Esch, et d'autres à Rodange et Rumelange.

En 1873, le Luxembourg produisit 1,3 millions de tonnes de minerai, un quart de million de tonnes de fonte, donc plus qu'en Lorraine annexée.

Dans le Luxembourg belge on avait déjà commencé l'exploitation du minerai de minette; les premiers hauts fourneaux de la région minière s'élevèrent à Athus en 1872, tandis que ceux de Halanzy et de Musson ne s'allumèrent qu'après 1880.

CHAPITRE II

LA DÉCOUVERTE DU PROCÉDÉ THOMAS ET LA MISE EN VALEUR DU BASSIN DE BRIEY

L'invention du procédé Thomas permet de déphosphorer le fer. — La découverte du bassin de Briey après la guerre de 1870-1871. — La ruée des métallurgistes vers les nouveaux gisements. — Les capitaux élevés, nécessaires pour l'installation simultanée d'une mine et d'une aciérie Thomas. — L'intégration à distance. — Les avantages de l'usine complète, avec intégration sur place. — Le progrès des capitaux étrangers à la région.

Vers 1880, deux événements se produisent simultanément, donnant au bassin de minette lorrain, qui jusqu'alors n'avait eu qu'une importance purement locale, une envergure européenne et mondiale. Deux ingénieurs anglais inventent un procédé qui permet de fabriquer un acier de première qualité avec le minerai lorrain, malgré sa teneur élevée en phosphore. Quelques années plus tard, on découvrit les riches gisements de minerai sous le plateau de Briey.

Auparavant on obtenait en Lorraine un fer puddlé de bonne qualité, mais à la longue le fer n'a pu, nulle part, supporter la concurrence de l'acier dont la dureté est double et qui se fond plus aisément que le fer. En 1855, l'ingénieur anglais Bessemer construisit son four convertissant la fonte directement en acier en quantités plus considérables, dans un espace de temps beaucoup plus rapide et avec une main-d'œuvre très réduite (1); l'acier commença ainsi la conquête du monde. Les usines lorraines auraient subi, de la baisse des prix résultante, une crise à peu près fatale, si les deux ingénieurs anglais Thomas et Gillchrist, par une simple modification du garnissage de la cornue, qu'ils rendaient basique au lieu d'acide, n'avaient réussi à débarrasser l'acier du phosphore. Ils obtenaient ainsi un acier qui ne se cassait plus comme auparavant. Les scories de déphosphorisation provenant du garnissage de la cornue contiennent de la chaux et de l'acide phosphorique et constituent un excellent engrais, dont la vente contribue à abaisser le prix de revient de l'acier.

(1) Avec un convertisseur Thomas on obtient en vingt minutes autant d'acier qu'en quatre jours avec un four à puddle (WEIGERT).

Le procédé Thomas n'a pas excité d'intérêt en Angleterre et en Amérique, où les hauts fourneaux disposent de quantités suffisantes de minerai pauvre en phosphore. Les inventeurs vendirent immédiatement leur procédé pour un bon dîner et une somme dérisoire à un Belge qui le revendit à deux firmes françaises pour un prix très élevé. Par deux firmes de la Ruhr, le procédé fut cédé à toute une série d'usines en Lorraine allemande, dans le Luxembourg, dans la Sarre et surtout dans la Ruhr.

La frontière de 1871 entre la France et l'Allemagne fut tracée de manière à laisser à celle-ci la totalité du gisement lorrain connu à cette époque, excepté le petit bassin de Villerupt [1].

Un négociateur habile, lui-même grand actionnaire d'une usine de Villerupt, réussit à garder cetre région à la France. L'Allemagne faillit même laisser à la France le plateau d'Aumetz, sans intérêt stratégique, français de langue en sa plus grande partie. On ne soupçonnait pas à cette époque les richesses minières qui s'y cachaient et qui constituent les deux tiers des réserves minières de la Lorraine annexée.

Mais comme il était probable que le gisement se prolongeait en profondeur sous le territoire français, des sondages furent entrepris le long de la frontière par la Maison de Wendel de Hayange et Moyeuvre, par la Société belge Vezin-Aulnoye, qui possédait des usines dans le nord de la France, par l'usine de Gorcy de la région de Longwy, et par la fonderie de Pont-à-Mousson. Le hasard fit que les premiers sondages, entrepris sur des points mal choisis, constataient que le gisement s'appauvrissait à mesure qu'on avançait vers l'ouest.

En 1882, la Société belge réussit enfin à trouver de riches terrains miniers dans la vallée de l'Orne près de Homécourt, et entre 1883-1886 on reconnut le gisement dans sa totalité dans la vallée de l'Orne; quelques années s'écoulèrent avant la découverte du minerai situé entre la vallée de l'Orne et le bassin de Longwy; dès la fin du siècle, le bassin de Briey était connu sur son étendue actuelle et les concessions accordées sauf pour le bassin de Crusnes, que l'État avait mis à part comme réserve future.

Le minerai de Briey est calcaire et se fond sans qu'il soit nécessaire d'ajouter de la chaux. Pour obtenir une tonne de fonte du minerai pauvre de Lorraine, il faut 2,9 tonnes de minerai; si le

[1] Sans compter les bassins de Longwy et de Nancy.

minerai est siliceux il faut y ajouter environ 300 kilos de chaux qu'on doit peut-être amener de loin; l'emploi du minerai calcaire réduit aussi d'une manière sensible la consommation des hauts fourneaux en coke, par tonne de fonte.

La répartition des réserves de minerai entre les différents bassins, en tenant compte du caractère du minerai, ressort du tableau suivant [1] :

Réserves de minerai en milliers de tonnes.

	Siliceux	Calcaire	Total
Région de Longwy	300	»	»
Région de Nancy	200	»	»
Plateau de Briey	»	2.000	»
Bassin de Crusnes	600	»	»
Meurthe-et-Moselle	*1.100*	*2.000*	*3.100*
Au nord de la Fentsch	263	863	»
Entre la Fentsch et l'Orne	»	385	»
Au sud de l'Orne	150	180	»
Moselle	*413*	*1.428*	*1.841*
Luxembourg	*125*	*125*	*250*
TOTAL	1.638	3.553	5.191

Les usines de la région de Longwy et celles de la région de Nancy possèdent donc une base minière locale à la fois insuffisante comme quantité et presque exclusivement siliceuse; les usines du Grand-Duché de Luxembourg ont du minerai siliceux et du minerai calcaire, mais en quantité trop restreinte pour la capacité des usines. Ces trois bassins avaient donc un intérêt primordial à s'assurer leur approvisionnement en minerai calcaire du bassin de Briey, et à acquérir des réserves pour le moment où leurs propres ressources locales seraient épuisées. Les usines du bassin de Metz—Thionville elles-mêmes, malgré leurs puissantes bases minières, trouvèrent plus prudent d'avoir leur part des richesses nouvellement découvertes.

La métallurgie des bassins houillers voisins étant beaucoup plus ancienne, disposait ainsi de capitaux plus considérables et trouvait absolument nécessaire d'avoir sa part; sa base locale de minerai était presque complétement épuisée à cette époque. La seule question était de savoir s'il lui fallait acquérir ou bâtir des usines en Lorraine pour expédier le minerai sous forme de fonte aux usines-mères, au lieu de le faire sous forme de minerai.

Le procédé Thomas provoqua dans une certaine mesure et en

[1] D'après KOHLMANN, *Stahl und Eisen*, 1911.

tout cas pour une durée limitée, la migration des hauts fourneaux des bassins houillers vers la région minière. Cela revenait meilleur marché de faire expédier par chemin de fer une tonne de fonte que 3 tonnes de minerai. A cette époque il fallait 1,3 tonne de coke pour produire une tonne de fonte et comme le coke est plus léger et occupe beaucoup plus de volume [1] il était avantageux d'expédier des quantités considérables de minerai aux bassins houillers pour obtenir des courants de marchandises égaux dans les deux sens.

Un petit nombre seulement de Sociétés lorraines disposaient des capitaux élevés nécessaires pour installer simultanément une aciérie Thomas, avec laminoirs, et un puits de mine dans le bassin de Briey; elles se trouvaient donc dans l'obligation de se laisser absorber par des usines plus puissantes des houillères voisines qui, de ce fait, acquirent des intérêts considérables en Lorraine.

Pour produire 100.000 tonnes d'acier laminé par an, il fallait, en effet, compter avant la guerre 12 millions de frais d'établissements. L'installation d'une mine d'une capacité d'un million de tonnes n'était pas moins coûteuse. Les frais de premier établissement pour la mine de Saint-Pierremont se montaient à 18 millions de francs. Les sociétés devaient en outre compter avec des frais d'amortissement très élevés, surtout pour la mine; une mine de fer, quoique moins chère à installer, s'épuise beaucoup plus rapidement qu'une mine de houille. Enfin, pour abaisser leurs frais généraux les sociétés préférèrent produire sur une très grande échelle. La plupart des aciéries lorraines étaient installées à la veille de la guerre pour une production de 300.000 à 500.000 tonnes par an. La Fonderie de Pont-à-Mousson qui n'avait besoin que de 400.000 tonnes de minerai calcaire de sa nouvelle concession du plateau de Briey, préféra installer ses mines pour une capacité de 2,4 millions de tonnes par an.

A la fin du dernier siècle une concurrence plus âpre provoquait un fort mouvement de concentration.

Une aciérie peut restreindre sa production en temps de crise, tandis qu'éteindre et rallumer un haut fourneau est toujours une affaire coûteuse. Si l'aciérie possède aussi des hauts fourneaux, elle n'utilise, dans les temps de crise, que sa propre fonte, tandis que les hauts fourneaux isolés écoulent alors difficilement leur production. L'usine complète vend ses produits laminés bon marché, mais

[1] 1 mètre cube de coke pèse 0,35 tonne, 1 mètre cube de minerai pèse 1 t. 7 (SCHUMACHER).

elle demande des prix élevés pour ses lingots d'acier aux laminoirs isolés : ceux-ci ne peuvent donc vendre leurs produits à des prix aussi modérés aux clients qui sont les mêmes pour les uns et les autres. Donc, l'aciérie sortait généralement vainqueur de la lutte, réalisant ainsi cette intégration à distance; plusieurs hauts fourneaux lorrains furent de cette façon annexés par des aciéries du dehors.

C'est à peu près à la même époque qu'on commença à utiliser le gaz des hauts fourneaux; on le laissait jusque-là échapper dans l'air, mais il est maintenant employé, d'abord pour chauffer l'air qui sera soufflé dans le haut fourneau, puis brûlé sous une chaudière ou dans une centrale de moteurs à combustion interne, pour la production de l'électricité. Une partie du courant ainsi obtenue actionne les souffleries; si l'usine est complétée par une aciérie et par des laminoirs, la consommation de charbon dans ces derniers peut être presque supprimée et, le plus souvent, il y a encore du courant pour la vente au dehors.

Les aciéries et les laminoirs isolés des bassins houillers qui ne pouvaient utiliser ainsi le gaz des hauts fourneaux, ne soutenaient pas facilement la concurrence des usines possédant à la fois des hauts fourneaux, une aciérie et des laminoirs. Dans l'usine complète la fonte est envoyée à l'état liquide à l'aciérie et les lingots d'acier incandescent aux laminoirs, ce qui représente une économie de combustible considérable.

Cette intégration sur place fut réalisée un peu plus tôt dans la Ruhr qu'en Belgique et qu'en Lorraine, où des sociétés allemandes, françaises et belges dotaient des hauts fourneaux existants d'aciéries et de laminoirs. Mais les avantages de l'usine complète déterminèrent également les sociétés locales à compléter leurs installations quand le procédé Thomas fut tombé dans le domaine public [1].

[1] Une usine complète en Lorraine est composée comme suit :

1° 3 à 8 ou 10 hauts fourneaux, leur capacité journalière étant de 250 tonnes et atteignant très rarement 300 tonnes ou davantage.

2° Une aciérie Thomas avec 3 à 5 convertisseurs d'une capacité de 20 à 30 tonnes, qui produit des lingots d'acier d'un poids de 3 à 5 tonnes qui sont envoyés aux laminoirs encore tout rouges, dès solidification de l'extérieur;

3° Une aciérie Martin avec un ou plusieurs fours d'une capacité de 20 à 30, parfois 50 à 80 ou 100 tonnes qui, avec des ferrailles, produit des qualités d'acier qui ne peuvent être obtenues dans l'aciérie Thomas;

4° Un ensemble de trains de laminoirs pour transformer les lingots d'acier Thomas et Martin en barres de tous profils, en tôles, etc.;

5° Une briquetterie ou une cimenterie pour utiliser les laitiers des hauts fourneaux, un moulin à scories pour faire de l'engrais avec les scories de l'aciérie Thomas, une fonderie et un atelier de réparations.

(D'après M. Seigle, secrétaire du Comité des Forges de l'Est.)

CHAPITRE III

LES BASSINS MÉTALLURGIQUES DE LORRAINE

Les sociétés locales et étrangères installées dans la région de Longwy. — Trois nouvelles aciéries s'ajoutent aux anciennes. — La vallée de la Chiers devenue une ville continue. — Le bassin de Villerupt. — La puissance de la région en 1913.
L'essor de Neuves-Maisons et de Pont-à-Mousson dans la région de Nancy. — Caractères dispersé de la métallurgie. — La position du bassin de Nancy en 1913.
Deux puissantes firmes allemandes s'établissent au Luxembourg. — Une grande société belge fait de même. — Le mouvement de concentration terminé par la constitution de l'Arbed — La métallurgie du Luxembourg en 1913.
La prédominance de la maison de Wendel jusqu'à la fin du XIXe siècle. — La sidérurgie de la Sarre établit des filiales en Lorraine. — Quatre sociétés belges y ont une existence éphémère. — Les trois nouvelles aciéries de Knutange, Rombas et Hagondange. — Le partage des richesses minières. — La puissance du bassin de Metz—Thionville en 1913.
La première aciérie Thomas en France s'élève à Jœuf. — Les autres usines de la vallée de l'Orne. — La production du bassin en 1913.
La Belgique méridionale.

La région de Longwy.

Dans la région de Longwy, les deux usines relativement nouvelles de Mont-Saint-Martin et de Prieuré qui l'année suivante s'annexent une troisième, celle de Moulaine, fusionnent en 1880 pour construire une aciérie Thomas à Mont-Saint-Martin qui commence à produire en 1883. A peu près en même temps, la société nouvelle, Les Aciéries de Longwy, acquiert la concession de Valleroy dans la vallée de l'Orne et en 1899 la concession de Tucquegnieux, où on commence immédiatement à creuser une mine d'une capacité annuelle d'environ 1 million de tonnes. A la veille de la guerre, les Aciéries de Longwy étaient devenues un des plus importants établissements métallurgiques de France et occupaient en 1913, 6.744 ouvriers dans leurs usines et mines.

Aucune des autres usines à hauts fourneaux ne se procurèrent la licence du procédé Thomas, ni celles de Rehon (La Providence) et de Longwy-Bas (de Saintignon), construites entre 1860 et 1870, ni les nouvelles de Villerupt (Micheville) et de Saulnes (Raty), dans la partie inférieure de la vallée de Côte-Rouge, élevées entre

1870 et 1880, ni les dernières à Longwy-Bas (La Chiers) à Hussigny (Société Lorraine industrielle) dans la partie supérieure de la vallée de Côte-Rouge, bâties immédiatement après 1880 (1). Ces usines écoulèrent leur fonte par le comptoir de Longwy créé en 1877, ainsi que le firent les anciens hauts fourneaux de Herserange et les deux anciennes usines du bassin de Villerupt.

L'usine complète de Mont-Saint-Martin a gardé son caractère local, tandis que dans d'autres les capitaux étrangers à la région se sont introduits.

Déjà en 1866, une société belge, la Providence, alluma des hauts fourneaux à Rehon. En 1883, la famille d'Huart, d'origine belge, qui possédait un haut fourneau de faible capacité à Senelle, près de Longwy, y établit, de concert avec une usine de Maubeuge, dans le Nord, de nouveaux hauts fourneaux et en 1892 l'ancienne usine de Maubeuge fusionne avec la nouvelle.

En 1881, une des plus grandes usines du Centre, Châtillon-Commentry à Montluçon, établie sur un charbonnage, prend la suite des hauts fourneaux de Sainte-Claire, annexe de Villerupt, située aux sources de l'Alzette, sous une chute de 10 mètres au moins, mais de faible tirant d'eau. L'origine de ces hauts fourneaux remonte à 1838; Châtillon-Commentry leur adjoint en 1883 un nouveau haut fourneau, mais ne tarde pas à abandonner cette usine pour s'établir, en 1897, dans la région de Nancy. Son ancienne filiale est absorbée par une fonderie d'Auberive (Ardennes), à l'extrémité française de la vallée de la Meuse.

Les hauts fourneaux de Villerupt, les plus vieux de la région, situés près de l'ancien village, passèrent également à une forge des Ardennes, à Laval-Dieu. Cette Société fut absorbée en 1913 par une société lorraine (Senelle-Maubeuge). Dans la Société d'Auberive-Villerupt, par contre, la majorité des actions fut acquise par une firme allemande, la Gelsenkirchen, qui voulait mettre la main sur ses richesses minières, et construisit une puissante installation pour stocker et expédier le minerai.

Le domaine minier des hauts fourneaux actuels de Hussigny appartenait à la société sarroise de Dillingen, mais passa, en 1880, à la Société Lorraine industrielle. Dans les hauts fourneaux de

(1) Le chemin de fer entre Longwy et Villerupt fut inauguré en 1878; la même année on alluma le premier haut fourneau de Micheville; en 1881 et 1883 s'allumèrent les hauts fourneaux de Hussigny; à cette même époque les anciens hauts fourneaux de Villerupt et de Villerupt-Sainte-Claire furent dotés d'une nouvelle installation.

La Chiers à Longwy-Bas, se trouvaient dès l'origine, des capitaux belges considérables, mais ce n'est que plus tard (1903) que la Société Ougrée-Marihaye acquiert la presque totalité des actions. La fonte était convertie dans l'usine de Vireux-Molhain (Ardennes), également contrôlée par la Société belge.

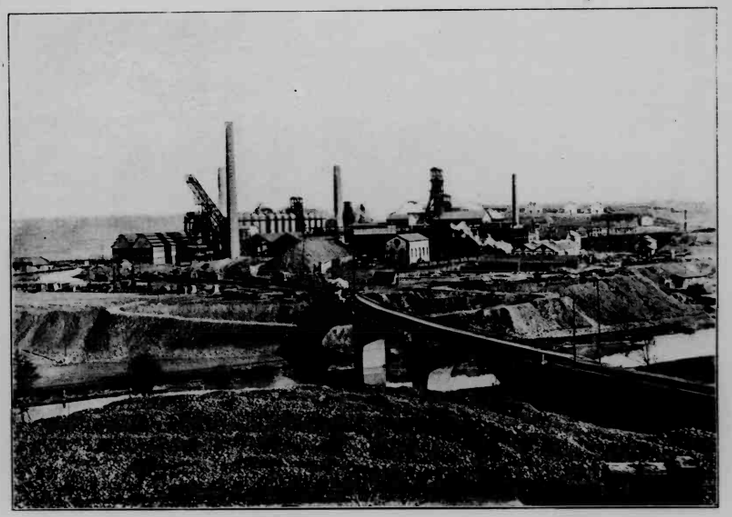
Les cinq autres sociétés restèrent locales. L'usine de Gorcy, qui s'adjoint une petite aciérie Martin, est encore de faibles dimensions, mais son propriétaire est un des principaux actionnaires des aciéries de Longwy. Par contre, quand le procédé Thomas tomba dans le domaine public, les hauts fourneaux de Micheville, ancien hameau dépendant de Villerupt, établis par un notaire, un cultivateur et un marchand de grains, construisirent une usine complète, mise en marche en 1895. Peu de temps après, la Société acquiert une concession sur le plateau de Briey et commence les travaux d'établissement d'une mine près du village de Landres. Le minerai siliceux est extrait dans les environs immédiats de l'usine.

Les hauts fourneaux de M. Raty, à Saulnes, ne produisent que de la fonte de moulage et sont restés de moyennes dimensions, mais la Société est cependant fort riche et possède à elle seule la mine de Sancy sur le plateau de Briey, près du village de Trieux; ce n'est qu'après la guerre qu'elle atteignit et dépassa une production annuelle d'un million de tonnes, comme les mines des aciéries de Micheville et de Mont-Saint-Martin. M. Raty est encore un des principaux actionnaires des Aciéries de Longwy.

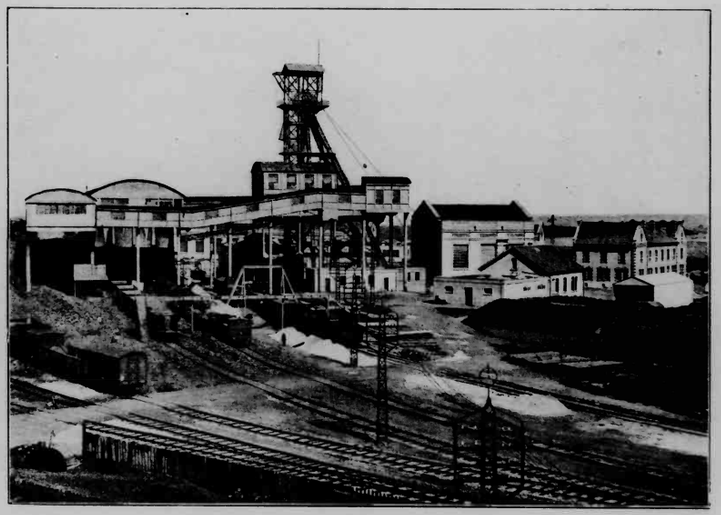
Les autres sociétés de la région de Longwy n'ont que des participations dans les mines exploitées, mais toutes les sociétés ont assuré plus ou moins leur avenir.

Dans les années qui précédèrent la guerre, trois grandes nouvelles aciéries furent construites dans la région de Longwy. Les hauts fourneaux de Senelle qui pendant presque trente ans avaient expédié leur fonte aux usines que la Société possédait à Maubeuge, trouvèrent plus avantageux d'expédier des demi-produits de l'aciérie et des laminoirs nouveaux, établis à Senelle et mis en marche en 1910. La Société belge de la Providence, qui avait des usines dans le Nord et en Belgique, en fait autant à Rehon, et la production commence en 1911. La même chose se produit en 1914 pour la nouvelle aciérie et les laminoirs que La Chiers établit à Longwy-Bas.

Les hauts fourneaux sans aciéries se sont spécialisés dans la



VUE GÉNÉRALE DE LA MINE-USINE D'AUBOUÉ



VUE GÉNÉRALE DU CARREAU

production des fontes de moulage. Le minerai du bassin de Longwy, à la fois phosphoreux et siliceux, s'y prête particulièrement, une certaine proportion de phosphore et de silicium étant de rigueur pour constituer une bonne fonte de moulage. En 1913, la région de Longwy en produisait 367.000 tonnes, consommés un peu partout. Seuls les hauts fourneaux de Villerupt possèdent une fonderie tout en expédiant une moindre partie de leur fonte à la fonderie d'Auberive, appartenant à la même société.

Depuis 1880 à peu près, aucune nouvelle société ne s'est établie dans la région de Longwy, où les anciennes usines ont besoin des terrains encore libres pour leurs extensions futures. La vallée de la Chiers, qui a sa largeur maximum près de la frontière belge-luxembourgeoise, s'encaisse plus en aval, de façon à empêcher complètement l'établissement des usines. Elle est devenue une seule ville continue depuis Mont-Saint-Martin jusqu'à Rehon où la vallée s'élargit un peu pour la dernière fois par deux affluents qui viennent se jeter dans la Chiers. Le débit de la rivière principale n'est pas si considérable qu'on n'ait pu l'emprisonner en partie pour empêcher l'eau des hauts fourneaux d'empoisonner l'air.

L'ancien village de Rehon dont les champs s'étendaient sur les plateaux au nord et au sud, était situé lui-même au fond de la vallée, tandis que Mont-Saint-Martin se trouve sur le sommet d'une colline où s'érigeait aussi un ancien couvent. L'ancienne ville fortifiée de Longwy était placée sur le bord du plateau, tandis que les petites gens habitaient Longwy-Bas près de la rivière où la nouvelle cité industrielle s'est développée et qui, outre les deux aciéries de La Chiers et de Senelle, abrite aussi une faïencerie et une usine pour produits réfractaires. Il ne reste pas davantage d'emplacement libre dans le petit bassin de Villerupt qui comptait trois usines en 1913. Les statistiques classent ce bassin dans la région de Longwy, mais au point de vue géographique il se rattache au Luxembourg et c'est l'Alzette qui l'a creusé, comme ses affluents ont creusé les petits bassins d'Audun-le-Tiche et de Redange, en Lorraine annexée. Les aciéries de Micheville reçoivent leur coke et expédient leurs produits par Audun-le-Tiche et Esch-sur-Alzette.

Les usines de la région de Longwy produisaient en 1913, 1,7 million de tonnes de fonte et 1,1 million de tonnes d'acier. Ses hauts fourneaux consommaient environ 5 millions de tonnes de minerai dont 4 provenaient probablement du plateau de Briey. Des 3 mil-

lions de tonnes du minerai, presque exclusivement siliceux, extrait dans les mines de galeries et à ciel ouvert de la région plus de la moitié était expédiée en Belgique, en Lorraine annexée, dans la vallée de l'Orne, le Nord de la France, le Luxembourg et la Sarre (1).

Les deux anciennes aciéries locales avaient une capacité totale égale à celle des trois nouvelles étrangères à la région qui fabriquèrent des demi-produits laminés pour des usines dans le Nord et en Belgique, tandis que les usines de Mont-Saint-Martin et de Micheville transformèrent la plus grande partie de leur production en produits finis et se spécialisèrent, comme la plupart des usines indépendantes de Lorraine, dans la fabrication des produits qui reçoivent leur forme définitive dans les laminoirs.

La région de Longwy était donc devenue, à la veille de la guerre, une région conditionnée plutôt par les importations de minerai que par sa propre extraction; des intérêts étrangers y avaient pris une place importante, mais la gestion de l'industrie était pourtant restée, dans la plus grande mesure, locale, grâce à une certaine accumulation de capitaux qui s'était produite quelque temps déjà auparavant, quand s'ouvrirent les grandes possibilités amenées par la découverte du procédé Thomas et du bassin de Briey.

La région de Nancy.

Dans la région de Nancy ne fut bâtie aucune aciérie Thomas immédiatement après 1880, ni par les sociétés locales, ni par les sociétés étrangères à la région qui possédaient les hauts fourneaux de Maxéville, de Frouard et de Jarville. Quand le procédé Thomas fut tombé dans le domaine public, les Fould établirent une aciérie et des laminoirs à Pompey, mis en marche en 1895. Un peu plus tard, la Société de Montataire adjoignit à ses hauts fourneaux de Frouard une petite aciérie Thomas mise en marche en 1900, mais elle ne fut pas assez prévoyante pour s'assurer une concession sur le plateau de Briey et l'usine de Frouard est donc restée de faibles dimensions.

A Jarville, on n'a pas établi d'aciérie Thomas; l'usine-mère en éleva une près de Valenciennes.

(1) Le lit de fusion ne comprend plus comme autrefois un tiers de minerai siliceux et deux tiers de minerai calcaire. LEVAINVILLE cite l'exemple suivant : 2 % de minerai magnétique, 13 % de minerai siliceux du bassin de Longwy, 25 % de minerai silico-calcaire de la partie ouest du bassin de Briey et 60 % de minerai calcaire de la partie est.

En 1897, une société du Centre, Châtillon-Commentry, acquiert les hauts fourneaux de Pont-Saint-Vincent récemment établis (1), ceux de Champigneulles, les plus anciens de la région, et ceux de Liverdun éteints déjà depuis longtemps (2) qui, ensemble, avaient réuni un domaine minier important. Elle commença tout de suite à Neuves-Maisons la construction d'une nouvelle usine complète, mise en marche en 1903. De concert avec l'aciérie de Pompey, les usines de Neuves-Maisons ont acquis des intérêts miniers sur le plateau de Briey et sont devenus le plus grand fournisseur de demi-produits de la région de Nancy.

En 1902, les anciens hauts fourneaux de Maxéville furent achetés par un consortium de petits consommateurs de la Haute-Marne, ils ne produisaient que de la fonte de moulage.

En 1856 s'élevèrent à Pont-à-Mousson deux petits hauts fourneaux carrés à charbon de bois qu'un ouvrier chargeait en montant sur une échelle, un panier sous le bras. Ces deux premiers hauts fourneaux, bientôt remplacés par des hauts fourneaux à coke, passèrent pour quelque temps à la firme sarroise de Rœchling, son fournisseur en coke. En 1886 fut constituée la Société actuelle qui, dans un espace très bref, sous deux chefs remarquables, MM. Rogé et Cavallier, atteignit une position d'importance mondiale.

M. Rogé débuta comme ingénieur d'une fonderie de la Haute-Marne dont, à cette époque, la métallurgie était bien plus importante qu'en Meurthe-et-Moselle. M. Cavallier était le fils d'un garde forestier du Bois-le-Prêtre, tout près de Pont-à-Mousson; ingénieur des Arts et Métiers de l'École de Châlons-sur-Marne, il a monté tous les échelons à l'usine de Pont-à-Mousson pour en assumer seul la direction depuis 1900.

C'est M. Rogé qui comprit la portée de la découverte du bassin de Briey et qui installa à Auboué des mines et des hauts fourneaux. C'est M. Cavalier qui, par sa participation dans la découverte de nouveaux bassins houillers, devait assurer, après la guerre, l'approvisionnement complet des usines en coke. C'est lui enfin qui inaugura une politique de participations métallurgiques fondée sur le fait qu'il n'y a pas de coïncidence entre les crises qui frappent les fonderies et celles que subissent les aciéries.

(1) 1890 et 1892.

(2) Les hauts fourneaux de Liverdun furent éteints en 1878, ceux de Champigneulles en 1885. Communiqué par la Société.

En 1905, la Société établit une filiale à Foug, près de Toul; elle exportait en 1913 plus de la moitié de sa production sous forme de tuyaux de toutes dimensions, et envoyait des équipes d'ouvriers placer des conduites d'eau et d'assainissement dans le monde entier. Les Établissements de Pont-à-Mousson, d'Auboué et de Foug occupaient ensemble presque 6.000 ouvriers.

La région de Nancy ne possède que des mines de galeries, mais aucune minière, comme dans la région de Longwy et en Luxembourg, ni de puits, comme sur le plateau de Briey. Ses réserves de minerai, encore plus restreintes que dans la région de Longwy, se trouvent pour la plupart sous le plateau de Haye, au pied duquel s'élèvent quatre des six usines actuelles. On extrait également du minerai sous le bois de Faulx, sans qu'on ait construit ici des usines.

L'industrie du fer est plus dispersée que dans les autres bassins lorrains. En prenant la route de Nancy à Pompey, on trouve d'abord à Maxéville, qui ne fait plus qu'un avec l'agglomération nancéienne, deux petits hauts fourneaux; dans le village prochain, Champigneulles, il ne subsiste que des laminoirs. Après cette localité la vallée de la Meurthe se resserre ne laissant place que pour la rivière, le canal, la route et la voie ferrée; ici, un peu avant le confluent de la Meurthe et de la Moselle, se massent les usines de Frouard, et sur l'autre rive de la Moselle, celles de Pompey.

Entre Pompey et l'ancienne frontière, par contre, la vallée de la Moselle a gardé son caractère agreste, sauf autour de Pont-à-Mousson et de Dieulouard.

Si nous contournons le bas du plateau de Haye, au sud de Nancy, nous rencontrons les quatre hauts fourneaux à Jarville en chômage depuis la guerre, puis nous laissons à notre droite une série de villages entièrement ruraux jusqu'à Neuves-Maisons, où une vaste usine flanquée d'une agglomération ouvrière importante, s'étale sur toute la largeur de la vallée de la Moselle.

En 1913, la région de Nancy produisait à peine 2 millions de tonnes de minerai, la moitié à peine fut consommée sur place, le reste expédié dans la Sarre, en Belgique et dans le Nord. Les hauts fourneaux dépendaient donc principalement du minerai de Briey, mais leur production de fonte et d'acier n'atteignait que la moitié de celle de la région de Longwy, et une seule usine, celle de Neuves-Maisons, représentait la moitié de l'acier produit.

Le Luxembourg.

En Luxembourg, après la découverte du procédé Thomas, s'éleva une usine complète dont l'aciérie fut mise en marche en 1886; cette usine, située à Dudelange dans une des petites vallées qui descendent vers le Luxembourg du Haut-Pays, fut construite par une société nouvelle où se retrouvaient les principaux actionnaires des hauts fourneaux de Dommeldange, au nord du Luxembourg, et l'usine belge de Burbach dans la Sarre. Ces deux usines possédaient déjà ensemble des hauts fourneaux à Esch.

Les autres hauts fourneaux n'élevèrent pas d'aciéries Thomas. Ce n'est qu'à partir du xx^{e} siècle que l'industrie sidérurgique atteint sa puissance actuelle par la fusion des usines locales avec des sociétés étrangères qui disposaient de capitaux élevés.

En 1896, une nouvelle société construisit des hauts fourneaux à Differdange; elle entra en liquidation dès 1899 pour fusionner avec un charbonnage de la Ruhr; la nouvelle Société ainsi créée, commença immédiatement l'élévation d'une grande aciérie, mais fit faillite deux ans plus tard. Ses biens furent vendus à une société constituée par Hugo Stinnes sous le nom de la Deutsch-Luxemburgische-Bergwerks- und Hüttenverein A. G., avec siège social à Bochum. Cette nouvelle société acquiert les années suivantes par des achats et des fusions, une série de charbonnages et d'usines sidérurgiques dans la Ruhr et prit une place prépondérante.

En 1905, les anciens hauts fourneaux de Rumelange qui avaient depuis 1889 en bail pour cinquante ans les hauts fourneaux d'Ottange, fusionnent avec l'aciérie de Saint-Ingbert dans la Sarre. En 1911, cette nouvelle Société se lie par une communauté d'intérêts à la Deutsch-Luxemburgische qui s'annexe aussi le charbonnage de Sarre-et-Moselle en Lorraine annexée, comprenant ainsi en Lorraine une grande usine complète à Differdange, des hauts fourneaux à Ottange et Rumelange, une aciérie et des laminoirs dans la Sarre [1], des mines de houille en Lorraine annexée et des mines de fer un peu partout en Luxembourg et dans les bassins de Metz—Thionville et de Briey.

Une aciérie Thomas à Aix-la-Chapelle, Rothe Erde (Terre Rouge) achète des anciens hauts fourneaux à Esch en 1892, et d'autres récemment établis à Audun-le-Tiche en Lorraine annexée, en 1903;

(1) L'aciérie Thomas à St.-Ingbert fut arrêtée en 1914.

les deux usines expédièrent leur fonte à Aix-la-Chapelle à l'usine-mère, qui, les années suivantes, cherche à s'assurer sa base charbonnière par des achats et des participations, mais sans y parvenir suffisamment. La Rothe Erde est ainsi amenée à conclure d'abord une communauté d'intérêts pour fusionner ensuite, en 1907, avec le plus grand charbonnage de la Ruhr, Gelsenkirchener-Bergwerksverein, qui produisait avant la guerre 10 millions de tonnes de charbon par an. La nouvelle Société qui possédait également des usines sidérurgiques dans la Ruhr, commença en 1909 l'installation d'une usine complète à Belval, tout près d'Esch, ayant une capacité d'un million de tonnes de fonte par an; la nouvelle usine fut mise en marche en 1913.

En 1905, les hauts fourneaux de Rodange furent absorbés par la Société belge Ougrée-Marihaye, créée elle-même par la fusion d'un charbonnage et d'une usine sidérurgique. Une nouvelle aciérie Thomas commença à fonctionner en 1907 à Rodange où le nombre des hauts fourneaux un peu plus tard s'augmenta de deux unités.

La première aciérie Thomas de Dudelange s'adjoignit peu à peu trois nouveaux hauts fourneaux et une aciérie Martin. En 1911, elle fusionne avec ses deux Sociétés-mères, les hauts fourneaux de Dommelange et l'usine de Burbach, dans la Sarre, qui toutes deux avaient accumulé des réserves de minerai tant en Lorraine annexée qu'au Luxembourg. La nouvelle société prit le nom des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (A. R. B. E. D.). L'année suivante, elle achète l'usine de Hostenbach dans la Sarre et y joint en 1913 deux nouveaux hauts fourneaux et une aciérie Thomas d'une capacité annuelle de 400.000 tonnes aux anciens hauts fourneaux d'Esch élevés en 1871 par les usines de Dommeldange et de Burbach. La même année l'Arbed conclut une communauté d'intérêts pour une période de trente ans avec un charbonnage du bassin d'Aix-la-Chapelle, Eschweiler-Bergwerksverein, qui lui assure la gestion de la Société allemande, celle-ci comprenant aussi une section métallurgique. En 1913, l'Arbed se classait premier dans le cartel allemand de l'acier.

Ces trois sociétés avaient donc acquis des dimensions bien supérieures à la moyenne des sociétés lorraines; toutes trois s'étaient assurées leur approvisionnement en charbon en se liant à des charbonnages. Elles possédaient des aciéries et des laminoirs en Luxembourg, mais expédiaient cependant des quantités considérables de fonte à des aciéries situées dans les charbonnages.

Quant à l'Arbed sa gestion était restée locale, bien que ses capitaux fussent étrangers en partie, mais les deux autres étaient des sociétés purement allemandes quoique leurs filiales en Luxembourg, dans la production brute tendent, à la veille de la guerre, à égaler et même à dépasser les usines-mères.

L'usine belge de Rodange est restée de dimensions moyennes. Les hauts fourneaux de Steinfort qui s'adjoignirent avant la guerre une petite aciérie Martin et un haut fourneau électrique, sont restés une des plus petites usines de toute la Lorraine; ils furent achetés en 1910 par une grande fabrique de câbles allemande (Felten et Guilleaume), qui voulait s'assurer la qualité de son approvisionnement.

Ces cinq sociétés s'étaient annexées presque la totalité du minerai luxembourgeois : l'Arbed presque un tiers, la Deutsch-Luxemburgische à peu près autant, tandis que trente autres sociétés luxembourgeoises et étrangères possédaient ensemble un septième des réserves. Ces petites exploitations minières se trouvent surtout à l'extrémité ouest, près de Rodange.

Des neuf usines fabriquant de la fonte, deux se trouvaient hors de la région de la minette, mais sur les deux lignes principales qui amènent les produits de la sidérurgie luxembourgeois à l'étranger, et dans des régions où le recrutement de la main-d'œuvre est moins difficile que dans les centres industriels situés au pied des collines où le minerai affleure. A Esch et dans ses environs se trouvaient trois usines à hauts fourneaux mais seulement deux aciéries. Dudelange, Differdange et Rodange possédaient des usines complètes, Rumelange n'avait que des hauts fourneaux.

En 1913, les mines du Luxembourg produisaient 7,3 millions de tonnes de minerai calcaire et siliceux; 4,3 millions de tonnes de minerai étaient consommés sur place, le reste expédié surtout en Belgique et, en plus faibles quantités, vers la Ruhr et dans la Sarre et, enfin, en quantités très minimes, dans la région de Longwy.

Grâce au développement considérable qu'avait obtenu à la veille de la guerre la métallurgie luxembourgeoise, ses hauts fourneaux devaient importer autant de minerai qu'ils consommaient de minerai indigène, surtout du bassin de Metz—Thionville où l'Arbed et la Gelsenkirchen s'étaient assurés de vastes possessions minières. La Deutsch-Luxemburgische et la Gelsenkirchen avaient également pris des participations importantes dans deux mines du plateau de Briey.

Le Luxembourg produisait plus de fonte que la région de Longwy, qui dépassait légèrement le Luxembourg dans sa production d'acier. Plus de la moitié de la fonte était exportée principalement en Allemagne et une certaine quantité en Belgique.

Le bassin de Metz-Thionville.

En Lorraine annexée, seule la Maison de Wendel commença, immédiatement après 1880, à Hayange, la construction d'une aciérie Thomas. En 1871, la firme avait été transformée en Société en commandite sous le nom de Petits-Fils de François de Wendel; seuls les descendants en ligne directe de François de Wendel peuvent posséder des parts; si une branche de la famille s'éteint, les autres participants ont le droit de reprendre la part afin d'éviter qu'elle tombe en des mains plus éloignées. Si une part est divisée par héritage, le droit de vote reste un.

C'est cette forme qui a donné à la Maison de Wendel sa force : pas d'assemblée générale à consulter, la Direction peut donc prendre des décisions rapides et la discrétion la plus absolue est toujours gardée sur les transactions de la Société; point de dividendes à payer pour une année mauvaise pour soutenir les cours en bourse comme dans le cas d'une société par actions; enfin les limites des dépenses personnelles sont assez restreintes pour le petit groupe d'actionnaires dans une société ainsi fermée. Presque tous les bénéfices que la firme a réalisés durant son existence, déjà assez longue, ont donc été employés à des agrandissements et à des acquisitions de nouveaux intérêts.

Après la guerre de 1870, on éteignit les hauts fourneaux de Stiring-Wendel, les chemins de fer allemands refusant les tarifs de faveur dont jouissait la maison pour ses transports de minerai. On devait donc expédier de la fonte de Hayange et la réchauffer à Stiring. Cela pouvait se faire sans inconvénient à l'époque du fer puddlé; mais après l'introduction du procédé Thomas, les usines de Stiring durent être fermées définitivement. On créa à leur place de nouveaux laminoirs à Saint-Jacques, dépendance sur la Fentsch du village de Nilvange, lui-même placé sur le revers d'une côte. Les nouveaux laminoirs se trouvaient à côté de l'aciérie Thomas de Hayange, permettant ainsi d'éviter le réchauffage.

En même temps on construisit à Moyeuvre une nouvelle aciérie

Thomas, avec trains de blooming et de billettes; les demi-produits sont transportés à l'état froid aux forges de Jamailles, hameau dépendant du village de Rosselange, à 2 kilomètres en aval de Moyeuvre, pour y être laminés et transformés en petits fers.

Entre les usines de Moyeuvre et celles de Jamailles s'installèrent en 1912 des fours à coke, et tout le fond de la vallée est maintenant entièrement occupé. On a dû construire un chemin de fer à voie unique qui permet de déverser le laitier dans la vallée latérale de Conroy. Dans la vallée principale, quatre voies ferrées se côtoient : deux publiques, une appartenant à la maison de Wendel, l'autre aux aciéries de Rombas.

En 1900, on établit à Hayange une aciérie Martin dont les aciers sont laminés à l'usine de la Fenderie sur le territoire de la commune d'Erzange; c'est là qu'autrefois se trouvaient les machines à couper le fer, ce qui explique ce nom.

Les hauts fourneaux qui remontent le plus loin dans le passé se trouvent à proximité de l'aciérie Thomas et les laminoirs de Saint-Jacques; un groupe de six hauts fourneaux plus récents ont été allumés entre 1907 et 1913 à Paturel, plus en aval, où l'on faisait autrefois paître le bétail, entre le groupe déjà mentionné et les laminoirs de la Fenderie.

Les usines de Wendel dans la vallée de la Fensch s'étendent ainsi sans interruption sur une longueur de presque 4 kilomètres et traversent les trois communes de Nilvange, de Hayange et d'Erzange; plus en aval se trouvent la briqueterie de laitier de Schremange et le moulin à scories de Daspich.

En 1842, la maison de Wendel relia ses usines de la vallée de la Fentsch, à cette époque aussi nombreuses que leurs remplaçantes actuelles sont vastes, par un chemin de fer de Hayange au port du Barrage sur la Moselle, celles de la vallée de l'Orne au port de Blettange. La houille de la Sarre descendait alors la Sarre jusqu'au confluent de la Moselle qu'elle remontait ensuite.

Ces chemins de fer, d'abord à traction animale, furent plus tard reliés entre eux, et le chemin de fer privé de Wendel suit maintenant les quatre voies publiques entre Hagondange et Ebange.

Les Établissements des de Wendel, dans les vallées de l'Orne et de la Fentsch, représentaient ainsi une puissance extraordinaire; appuyés sur une base charbonnière puissante et des intérêts importants dans l'industrie de transformation ils venaient, dans le cartel allemand de l'acier en 1909, en quatrième place comme produc-

teur d'acier après Phönix, Krupp et Thyssen, et pour la fonte, elle n'était dépassée que par Phönix. En 1913 la Maison de Wendel se trouvait dépassée également par l'Arbed, la Deutsch-Luxemburgische et la Gelsenkirchen (1).

Dans la Sarre où, immédiatement après 1880 furent construites une aciérie Thomas et quatre autres entre 1891 et 1896, les usines acquièrent de bonne heure des concessions dans le bassin de Metz—Thionville et trouvent leur approvisionnement dans leurs propres mines; un peu plus tard elles trouvèrent plus avantageux de faire venir de la fonte plutôt que du minerai; la Société de Dillingen éleva des hauts fourneaux à Redange, le Baron Stumm de Neunkirchen à Uckange, dans la vallée de la Moselle et les frères Rœchling de Vœlkingen à Thionville (2).

Au début de ce siècle la production des trois filiales sarroises en Lorraine annexée et celle d'Esch en Luxembourg n'était plus suffisante, et l'importation de minerai, qui avait toujours continué, prit dès lors une importance tout à fait prépondérante. Les hauts fourneaux d'Ottange furent également annexés par l'industrie sarroise par un bail et une communauté d'intérêts.

Deux aciéries belges, qui voulaient s'assurer leur base minière et leur approvisionnement en fonte, et deux autres sociétés belges qui désiraient avoir leur part dans les richesses du bassin de Metz—Thionville, achetèrent ou bâtirent aux environs de 1900, quatre usines à hauts fourneaux. La Société de la Moselhütte, en 1898, alluma deux hauts fourneaux à Maizières-lès-Metz, à côté des trois déjà existants dans la même localité; ces derniers avaient fait de mauvaises affaires et changé de mains plusieurs fois quand ils furent acquis en 1898 par une nouvelle société belge, Sambre-et-Moselle, qui au même moment prit possession d'une aciérie en Belgique. Ces hauts fourneaux expédiaient leur fonte aux usines-mères de Montignies, sur la Sambre canalisée.

En 1901, furent allumés les deux hauts fourneaux de la Fentscher-Hütte à Fontoy et la même année l'aciérie belge d'Angleur, qui la première en date construisit une aciérie Thomas en Belgique, constitua une société qui acquiert les trois vieux hauts fourneaux d'Audun-le-Tiche qui furent remaniés par ses soins (3).

(1) Chiffres de participations le 20 septembre 1913.

(2) Les trois hauts fourneaux de Redange furent mis en marche en 1883, 1889 et 1900; ceux d'Uckange en 1891, 1893, 1896 et 1898. Les deux premiers des quatre hauts fourneaux de Thionville s'allumèrent en 1899 (*Das Reichsland Elsass-Lothringen*).

(3) Les deux premiers hauts fourneaux de Maizières (ceux de Sambre-et-Moselle) s'allumèrent en 1882, le troisième en 1898; les trois vieux fourneaux d'Audun-le-Tiche en 1872, 1889 et 1891. (*Das Reichsland Elsass-Lothringen.*)

Aucune de ces quatre sociétés belges n'eut une longue existence en Lorraine; elles avaient installé leurs usines à une période où les prix de construction étaient élevés, et commencèrent à fonctionner durant une hausse des charbons. L'Angleur céda en 1903 ses hauts fourneaux à l'aciérie isolée de la Rothe Erde, qui possédait déjà des hauts fourneaux à Esch. Ceux de Fontoy passèrent, peu de temps après leur achèvement, à l'aciérie belge de Knutange, tout à côté, les deux usines de Maizières aux deux nouvelles aciéries allemandes de Rombas et Hagondange, distantes de quelques kilomètres.

Déjà avant que le procédé Thomas fût tombé dans le domaine public, une grande maison de gros allemande, Spaeter à Coblentz, qui, comme les Rœchling de la Sarre et les Klœckner de la Ruhr, d'une firme commerciale est devenue peu à peu une firme industrielle, avait installé des hauts fourneaux à Rombas dans la vallée de l'Orne, en aval de Moyeuvre.

En 1900, furent mis en marche à Rombas une aciérie Thomas et des nouveaux hauts fourneaux (1). Une nouvelle cité ouvrière s'éleva à Amnéville, hameau sur l'Orne, dépendant du village de Gandrange, lui-même placé sur le bord d'une terrasse fluviale qui domine le fond de la vallée. La nouvelle cité fut baptisée du nom significatif de Stahlheim (Cité de l'Acier).

Une société belge, Aumetz-Friede, issue d'une fusion de deux sociétés récemment fondées, qui apportaient, l'une une minière à Nilvange, la Friede, l'autre la concession d'Aumetz, construit une nouvelle usine complète avec l'aciérie Thomas à l'endroit où l'étroit vallon d'Algrange se confond avec la vallée de la Fentsch. Ce vallon, autrefois si riant et solitaire, était à cette époque déjà en pleine activité; quatre usines de la Sarre et deux sociétés rhénanes y avaient installé des mines. Maintenant tout le fond de la vallée depuis Knutange, que traverse la Fentsch, jusqu'aux portes de l'ancien village d'Algrange est envahi par les usines, et la cité ouvrière de la Société belge a dû se réfugier sur le versant, où se trouvait déjà le vieux village de Nilvange.

Les nouvelles usines de Rombas et de Knutange—Nilvange avaient une capacité presque double de celle des deux usines

(1) Deux hauts fourneaux furent mis en marche en 1890, le troisième en 1893, le quatrième en 1898, les cinquième, sixième et septième en 1900 (*Das Reichsland*).

complètes de la région de Longwy (Micheville et Mont-Saint-Martin). Le bassin de Metz—Thionville possédait donc, au début de ce siècle, quatre grandes aciéries.

Les grandes aciéries de la Ruhr s'étaient déjà assurées de vastes concessions en Lorraine annexée, mais ce n'est qu'en 1911 que Thyssen commence l'élévation de ses grandes usines à Hagondange dans la vallée de la Moselle, terminées en 1913, considérées comme les meilleures d'Europe au point de vue technique. Krupp avait acheté des terrains à Woippy, tout près de Metz, pour y installer des usines, et la Gutehoffnungshütte à Manom, près de Thionville, mais ici comme là les travaux n'étaient pas commencés à la déclaration de guerre.

La large et plate vallée de la Moselle était ainsi en passe de devenir, sur sa rive gauche, où est la voie ferrée entre Metz et Thionville, une rue continue d'usines et de maisons ouvrières. En quittant Metz pour aller à Thionville, on passe d'abord devant les deux usines à hauts fourenaux de Maizières, puis devant celles de Thyssen à Hagondange, qui comprennent aussi une cimenterie, une briqueterie et un moulin à scories. La cité ouvrière de la Société de Rombas atteint presque la voie ferrée, tandis qu'on aperçoit leurs usines ainsi que celles de Rosselange et Moyeuvre, appartenant à la Maison de Wendel, au delà dans la vallée de l'Orne. A Uckange, on passe devant les premiers hauts fourneaux sarrois, à la sortie de la vallée de la Fentsch, où l'espace est plus resserré que dans la vallée de l'Orne, devant le moulin à scories de la Maison de Wendel et une grande cimenterie; aux portes de Thionville, se trouvent la deuxième usine à hauts fourneaux sarroise et quelques usines moins importantes.

Trois des quatre petites vallées qui descendent du Haut-Pays vers le Luxembourg, possèdent dans leurs parties supérieures des hauts fourneaux. Comme leur situation le désignait, ceux d'Audun-le-Tiche et d'Ottange étaient, à la veille de la guerre, absorbés par des usines luxembourgeoises situées plus bas dans les mêmes vallées; ceux de Redange étaient rattachés à une usine de la Sarre. A Volmerange, ne se trouvaient que des mines dont deux appartenaient à une aciérie, placée dans la partie luxembourgeoise de la même vallée.

Les réserves de minerai du bassin de Metz—Thionville sont le double de celles des régions de Longwy et de Nancy et du Luxembourg ensemble. Entre l'Orne et la Fentsch, le minerai est exclu-

sivement calcaire; au nord de la Fentsch, où se trouvent les deux tiers du minerai mosellan, à la fois calcaire et siliceux, mais en majorité calcaire.

Comme on pouvait s'y attendre, la Maison de Wendel s'est assurée une part prépondérante dans les richesses minières du bassin de Metz—Thionville; elle a doublé son domaine minier depuis 1871 et possède maintenant presque le quart de la superficie concédée, mais pas tout à fait autant des réserves.

Les cinq sociétés métallurgiques de la Sarre s'emparèrent de bonne heure d'un domaine minier qui, réuni, est presque aussi étendu que celui de la Maison de Wendel, les frères Rœchling exclusivement, les trois usines du groupe Stumm [1] principalement sur le plateau d'Aumetz, ces dernières avaient des concessions moins importantes au sud de l'Orne.

Les réserves minières de la cinquième usine sarroise passèrent, en 1911, par la constitution du groupe de l'Arbed, au Luxembourg. Une autre société du Luxembourg, la Gelsenkirchen, possédait le long de la frontière germano-luxembourgeoise des terrains miniers étendus à proximité de ses usines d'Esch et de Belval.

Les aciéries locales de Rombas, Knutange et Hagondange s'étaient assurées, bien entendu, leur base minière. Les sociétés rhénanes privées de filiales en Lorraine annexée ou en Luxembourg, n'avaient même pas acquis un cinquième de la superficie concédée [2].

En 1913, l'extraction minière du bassin de Metz—Thionville s'élevait à 21 millions de tonnes de minerai et dépassait ainsi légèrement celle du département de Meurthe-et-Moselle. Deux tiers du minerai fut tiré des mines de galeries, un tiers seulement provenant des sept puits de mines sur les plateaux de Malancourt et d'Aumetz; le forage des puits présente des difficultés très grandes, et on a préféré percer des galeries à flanc de coteau très longues, de 6 kilomètres par exemple pour la mine d'Hettange-Grande, plutôt que de descendre verticalement les 100 mètres nécessaires.

Un peu plus de la moitié du minerai était consommée par les hauts fourneaux locaux qui, en 1913, produisaient 3,8 millions de tonnes de fonte, c'est-à-dire un peu plus que dans les trois bassins français de Longwy, Nancy et de l'Orne à la fois, ceux-ci dépassant

---

[1] Neunkirchen, Dillingen, Brebach.
[2] KOHLMANN, dans *Stahl und Eisen*.

pourtant le bassin de Metz—Thionville dans la production d'acier. 30 % de la fonte furent expédiés surtout dans la Sarre, mais aussi dans la Ruhr et dans d'autres parties de l'Allemagne.

Durant les années qui suivirent la découverte du procédé Thomas, on fabriqua à Hayange et Moyeuvre principalement des demi-produits pour la vente, mais avant la guerre la firme de Wendel transformait toute sa production d'acier en produits finis. Sur une moindre échelle c'était également le cas pour les usines de Knutange, tandis que Rombas et Hagondange ne livraient presque que des demi-produits et les nouvelles usines de Thyssen à Hagondange en expédiaient, en 1913, 180.000 tonnes aux usines-mères de la Ruhr.

La vallée de l'Orne.

Dans la vallée de l'Orne, l'industrie a précédé l'extraction minière sur le côté français de l'ancienne frontière. Pour conserver sa clientèle française après 1871, la Maison de Wendel aurait été disposée à transplanter ses établissements principaux à Jœuf et garder ses anciennes propriétés principalement pour l'extraction minière; mais le projet dut être abandonné à cause des lenteurs de l'Administration française (1).

Les de Wendel et Schneider avaient acquis ensemble la licence du procédé Thomas pour la France, et c'est de concert avec le Creusot que la Maison de Wendel éleva à Jœuf la première aciérie Thomas de France; elle commença à fonctionner en 1882 et forma juridiquement une société indépendante qui produisait surtout des rails.

De la même importance que les usines de Mont-Saint-Martin et de Micheville dans la région de Longwy, elle n'atteignit pourtant pas la moitié de la production d'acier des usines de Wendel en Lorraine annexée, qui la distançaient davantage encore pour les produits finis.

Tout de suite après l'achèvement de l'usine de Jœuf, la Société belge de Vezin-Aulnoye réussit à trouver de riches terrains miniers dans la vallée de l'Orne et se mit à forer des puits; un peu plus tard elle installa des usines, mais, par manque de capitaux, elle dut en 1903 les céder à une grande société du Centre, La Marine, issue

(1) R. KREBS.

de la fusion de plusieurs sociétés de la région de Saint-Étienne. L'usine de Homécourt, égale de celle de Jœuf en importance, fut terminée en 1901.

La fonderie de Pont-à-Mousson se vit attribuer la partie de la vallée de l'Orne située à l'ouest de Homécourt; elle n'éleva que des hauts fourneaux à Auboué, qui produisirent de la fonte pour la vente.

La vallée de l'Orne, fortement encaissée à la frontière dans les calcaires du Bajocien, s'élargit d'est en ouest. La rivière coule en méandres près du versant nord, ne laissant pas de place sur ce côté pour des constructions industrielles, sauf à la frontière même, où la rivière frôle le versant sud-est. C'est là que s'élèvent maintenant les usines de Wendel. Mais l'ancien village de Jœuf et la cité ouvrière de Genibois se trouvent sur le côté opposé. Le chemin qui conduit aux usines passait même en territoire allemand et était entretenu par les autorités allemandes.

Les usines de Jœuf étaient reliées au réseau allemand de la vallée de l'Orne et s'approvisionnaient de cette façon en coke et en houille, mais pour des raisons stratégiques les administrations française et allemande se montrèrent alternativement hostiles au raccordement entre les usines de Jœuf et la gare de Homécourt, terminus du réseau français. Un projet de tramway à voie unique fut également repoussé à deux reprises et 90 chevaux faisaient encore les charrois dans les années qui précédèrent la guerre (1), les produits métallurgiques s'écoulant principalement sur le marché français.

L'ancien village de Homécourt qui ne formait qu'une seule rue le long de la rivière sur le côté sud, avait ses champs dans une plaine de méandres qui descend en pente douce vers la rivière et qui est maintenant occupée par l'usine construite en amphithéâtre, les hauts fourneaux et leurs tours Cowper plus en haut, les aciéries quelques mètres plus bas, et, plus bas encore, les laminoirs, tous placés en lignes parallèles.

Les agglomérations de Jœuf et de Homécourt ne forment plus qu'une seule ville industrielle. A Auboué, où les usines sont également placées au sud de la rivière, l'espace est plus grand, et plus à l'est la vallée qui se fond avec les plateaux a gardé son caractère rural, malgré les mines.

(1) D'après GRANDET et DUMAZET.

En 1913, ces trois sociétés produisirent 4,6 millions de tonnes de minerai et 950.000 tonnes de fonte, c'est-à-dire autant de fonte que les huit usines de la région de Nancy ensemble, et beaucoup plus d'acier. Le minerai étant exclusivement calcaire, les hauts fourneaux doivent faire venir leur minerai siliceux de la Lorraine annexée et des bassins de Metz—Thionville, de Longwy et de Nancy (1).

(1) Immédiatement après la découverte du procédé Thomas, la Société belge qui possédait les hauts fourneaux d'Athus fut réorganisée pour la construction d'une aciérie Thomas sur place. Cette usine qui ne pouvait naturellement s'approvisionner en minerai en Luxembourg belge qu'en quantités insignifiantes, a acquis des concessions dans la région de Longwy et en Luxembourg, sans devenir jamais une grande usine. Elle absorba en 1911 une usine de la région de Liège, possédant un haut fourneau, une aciérie Martin, des laminoirs et des fours à coke.

L'usine est située tout près de la frontière luxembourgeoise et Athus se fond maintenant avec le village luxembourgeois de Rodange où s'éleva, quelques années avant la guerre, une usine complète. Quelques kilomètres plus loin, on peut voir les usines de Mont-Saint-Martin en France; les hauts fourneaux belges de Halanzy et de Musson sont, par contre, cachés par un repli du terrain, mais on peut apercevoir leurs fumées.

TRANSBORDEUR A MINERAIS

ENTRÉE DE LA MINE HEINTZENBERG (SOCIÉTÉ MINIÈRE DES TERRES ROUGES)

CHAPITRE IV

LA SIDÉRURGIE DANS LES BASSINS HOUILLERS VOISINS

L'origine et l'emplacement de la métallurgie de la Sarre. — Ses intérêts en Lorraine annexée et au Luxembourg. — Comment elle a remédié à sa situation peu favorable.
Les bassins de Valenciennes et de la Sambre dans le Nord. — Leurs rapports avec la Lorraine. — Le bassin de la Sambre se consacre au finissage des produits lorrains. — La production brute se maintient dans le bassin de Valenciennes.
Le déclin de la métallurgie du Centre. — La puissance de ses filiales en Lorraine et dans le Nord.
Les bassins de Liége et de Charleroi. — Un siècle de métallurgie belge. — Ses filiales en Lorraine et ses participations minières.
L'emplacement des usines métallurgiques de la Ruhr. — La prédominance du minerai suédois. — La métallurgie de la Ruhr dépasse en puissance la Lorraine entière.
Les deux petits bassins de la région d'Aix-la-Chapelle. — Leurs étroits rapports avec la Lorraine.

La Sarre.

De vastes forêts et des réserves restreintes de minerai sont à l'origine de l'industrie de la Sarre. Le gisement houiller qui constitue à l'heure actuelle la richesse principale du territoire de la Sarre, ne fut exploité sur une grande échelle qu'à partir du commencement du XIXe siècle, et ce n'est qu'un peu avant 1850 qu'on substitua dans les hauts fourneaux le combustible minéral au charbon de bois.

A cette même époque les réserves locales de minerai s'épuisèrent; les usines s'approvisionnèrent d'abord dans le district de la Lahn, sur la rive droite du Rhin, une d'elles y établit même des hauts fourneaux. Le minerai et la fonte descendaient en chalands plats la Lahn pour remonter ensuite la Moselle et la Sarre.

Après l'établissement des premiers chemins de fer le minerai emprunta bientôt la voie ferrée qui amenait aussi vers la Sarre la minette lorraine, d'abord uniquement utilisée comme mélange. En 1857, s'alluma à Burbach le premier haut fourneau employant exclusivement le minerai de minette, approvisionné par ses propres mines à Esch et à Maxéville, près de Nancy.

Les dernières des vieilles usines abandonnèrent maintenant leur emplacement dans les hautes forêts pour s'établir dans la vallée de la Sarre, le long de la rivière à peine canalisée [1] où s'élèvent quatre des usines actuelles (Brebach, Burbach, Vœlkingen et Dillingen) ou bien le long des nouvelles voies ferrées qui s'enfoncent dans les vallées latérales (Neunkirchen et St.-Ingbert).

Au cours du XIX^e siècle, quatre des six usines sidérurgiques passaient dans les mains de la famille de Stumm et des familles alliées avec elle. Les Stumm étaient des maîtres de forges venant de Hunsrück qui s'étaient établis dans la Sarre au début du dernier siècle.

En dehors du groupe Stumm se trouvaient seulement les usines de Burbach et de Vœlkingen. Celle de Burbach fut construite immédiatement après 1850 par une société belge qui, pour éviter les droits de douane, préféra transporter sa production à l'intérieur de l'union douanière allemande. L'usine de Vœlkingen, qui importait sa fonte, ne pouvait plus subsister dans ces nouvelles conditions et fut arrêtée pour être remise en marche par la firme de gros de Rœchling qui l'achéta en 1881 et y bâtit des hauts fourneaux. La situation des autres usines était bonne et trois parmi elles acquirent la licence du procédé Thomas immédiatement après 1879, mais seul Stumm établit tout de suite une aciérie Thomas (1881) à Neunkirchen. Plus tard furent construites des aciéries Thomas à Burbach et à Vœlkingen (1891), à St.-Ingbert (1894) et à Dillingen (1896) où fonctionnait depuis 1880 une aciérie Martin.

L'industrie métallurgique sarroise s'est assurée, avant 1871 déjà, mais surtout après, sa base minière en Lorraine annexée et en Luxembourg et les usines y ont construit plus tard des hauts fourneaux; celle de Burbach le fit déjà en 1872, à Esch, de concert avec une société luxembourgeoise, certaines concessions entraînant l'obligation de traiter le minerai dans le pays même. Les usines de Dillingen élèvent des hauts fourneaux à Redange, celles de Neunkirchen à Uckange, celles de Vœlkingen à Thionville. Enfin en 1905, l'aciérie de St.-Ingbert fusionne avec les hauts fourneaux de Rumelange en Luxembourg et d'Ottange en Lorraine annexée. Seule la fonderie de Brebach n'était pas, à la veille de la guerre, liée à des hauts fourneaux dans le bassin de la minette.

L'usine de Dillingen ne produit de fonte qu'à Redange depuis

[1] Inaugurée en 1866.

1886 jusqu'à 1905, année où elle alluma de nouveaux hauts fourneaux à Dillingen. A partir de 1900, les avantages de l'usine complète devinrent si évidents que les industriels de la Sarre préférèrent importer du minerai. En 1900, la production en fonte des quatre filiales de Lorraine annexée égalait presque celle des cinq usines sarroises (427.000 tonnes [1] contre 555.000). En 1913, les usines sarroises ne recevaient que 473.000 tonnes de fonte de leurs filiales de Lorraine annexée, qui dans la même année produisaient 818.000 tonnes de fonte, dont presque la moitié était vendue au dehors [2]. Les importations de minerai dans la Sarre atteignaient en 1913, 4,2 millions de tonnes, dont la grande majorité provenait du bassin de Metz—Thionville et le reste de celui de Briey, du Luxembourg et, par voie d'eau, de la région de Nancy.

En convertissant les importations de fonte en minerai la consommation des hauts fourneaux de la Sarre égale ceux de la région de Longwy, mais la production de fonte n'atteignait plus en 1913 que 1,4 million de tonnes, celle d'acier d'élevant par contre à 2,1 millions de tonnes, c'est-à-dire presque autant que dans les régions de Longwy, de Nancy et le bassin de l'Orne à la fois.

Les sociétés sarroises doivent supporter des frais élevés de transport pour leur minerai, désavantage insuffisamment équilibré par les prix du coke local; il leur faut donc élaborer aussi loin que possible leurs produits pour réaliser des bénéfices satisfaisants. Ceci est possible dans la Sarre, où l'ancienneté de l'industrie mettait à la disposition des usines une main-d'œuvre qui faisait défaut en Lorraine.

Tandis que l'industrie de transformation n'existe pas dans les bassins lorrains, elle s'est installée dans la Sarre, au début pour satisfaire au besoin des mines en machines et matériel divers, elle exportait à la veille de la guerre une certaine quantité de ses productions, principalement dans l'Allemagne du Sud qui, trop éloignée de la Ruhr, était aussi la principale cliente de la sidérurgie sarroise [3].

La métallurgie de la Sarre n'avait ni base minière locale, ni base charbonnière suffisante; ce n'est qu'une faible partie des

[1] Dont 303.000 tonnes étaient expédiées dans la Sarre.

[2] Les importations de fonte du Luxembourg (l'usine d'Esch) sont toujours restées peu considérables et se montaient en 1913 à 64.000 tonnes.

[3] D'après WEIGERT, l'Allemagne du Sud (circonscriptions ferroviaires 29 à 37) absorbait 40 % des produits laminés en 1913.

charbons qu'on peut utiliser pour la cokéfaction. Dans les hauts fourneaux, il fallait le coke sarrois mélangé avec du coke de la Ruhr, distante de la Sarre de plus de 350 kilomètres. Les sociétés sarroises furent ainsi amenées à des acquisitions houillères en dehors, et pour réduire encore leurs prix de revient ils élevèrent des fours à coke sur place. Mais le coke sarrois étant moins dur que celui de la Ruhr, on ne peut pas charger autant les hauts fourneaux et ils sont donc plus petits qu'en Lorraine; les salaires et les frais généraux par tonne de fonte produite deviennent par conséquent plus élevés.

Le Nord.

Dans le Nord de la France se trouvent deux bassins métallurgiques géographiquement restreints mais d'importance considérable : l'un autour de Valenciennes le long de l'Escaut canalisé, dans la partie la plus anciennement connue du gisement houiller, l'autre autour de Maubeuge, le long de la Sambre canalisée, près de la frontière belge, mais dépourvu à la fois de charbon et de minerai, les anciennes réserves de minerai local étant épuisées depuis longtemps. L'unique richesse du bassin de la Sambre, à côté des capitaux investis dans les usines, consiste en une main-d'œuvre hautement qualifiée qui fait totalement défaut en Lorraine.

L'ancienne industrie du fer basée sur des réserves restreintes de minerai et sur de vastes forêts était surtout représentée dans le bassin de la Sambre, mais ce n'est qu'à partir du moment où on commença à utiliser le combustible minéral dans les hauts fourneaux que la sidérurgie du Nord prit de l'extension véritablement.

Ce fut en 1837 que la Société de Denain et Anzin, qui était avant la guerre le plus grand producteur d'acier en France, construisit ses premiers hauts fourneaux dans la région de Valenciennes où l'extraction houillère était déjà en plein essor. En 1842, la Société belge de la Providence s'établit dans la région de la Sambre pour allumer, quelques années plus tard, ses premiers hauts fourneaux qui furent alimentés en coke par la Belgique.

Quand les réserves locales s'épuisèrent au milieu du dernier siècle, on s'approvisionna en minerai d'abord un peu partout pour le chercher ensuite principalement en Lorraine. Denain et Anzin

se contente de recevoir du minerai de Lorraine, tandis que la Providence établit des hauts fourneaux dans la région de Longwy, une société belge de la région de la Sambre, Vezin-Aulnoye, en allume à Novéant, dans le bassin de Metz—Thionville, et à Maxéville dans la région de Nancy. Une société plus récente de la région de Valenciennes, les Forges du Nord et de l'Est, acquiert des hauts fourneaux, également dans la région de Nancy.

La découverte du procédé Thomas qui fut fatale à la production brute des usines du Centre, n'eut pas le même effet sur la sidérurgie du Nord, où la première aciérie Thomas fut installée en 1884 près de Valenciennes, par les Forges du Nord et de l'Est, qui transformèrent leurs convertisseurs Bessemer récemment établis pour cette production. Quand le procédé tomba dans le domaine public, Denain et Anzin en fit autant avec ses anciens convertisseurs Bessemer en 1894; en 1909, elle construisit une aciérie Thomas de type moderne, remplaçant l'ancienne. La même année, à Isbergues, hors des deux bassins industriels, s'élève la troisième, établie par une société du Centre, les Aciéries de France.

Les deux sociétés du bassin de la Sambre qui possédaient des hauts fourneaux dans le bassin de Longwy, arrêtèrent leur production de fonte, l'usine de Maubeuge en 1900, La Providence seulement en 1911. Juste avant la guerre mondiale ces deux sociétés adjoignent des aciéries et des laminoirs à leurs hauts fourneaux de Lorraine.

Les seuls hauts fourneaux existant dans le bassin de la Sambre à la veille de la guerre, ceux de Louvroil, furent vendus en 1903 par la Société Vezin-Aulnoye à une autre société belge, l'Espérance-Longdroz, qui possédait déjà des laminoirs et qui, en 1912, mit en route la première aciérie Thomas de la région de la Sambre, mais la quatrième du Nord. Les usines que Vezin-Aulnoye avait à Haumont, également dans le bassin de la Sambre, furent cédées ainsi que ses mines et ses usines de Homécourt, dans la vallée de l'Orne, à une société du Centre, La Marine. Trois de ces quatre usines du bassin de la Sambre étaient ainsi, à la veille de la guerre, liées à des hauts fourneaux, des aciéries et des laminoirs en Lorraine et ce bassin devient de plus en plus un centre de l'industrie de transformation, tandis que la grosse production se maintenait dans la région de Valenciennes.

Il serait inexact de dire que la sidérurgie du Nord dans les dix années qui précédèrent la guerre, avait une tendance à délaisser les

houillères pour se fixer sur le minerai. En 1913, les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est établirent une nouvelle aciérie Thomas et des laminoirs à Valenciennes, près des anciennes usines; elles y allumèrent en 1910-1911 leurs premiers hauts fourneaux du Nord, la totalité de la fonte élaborée jusqu'ici provenant des hauts fourneaux que la Société possédait à Jarville, au sud de Nancy. La Mine de Lens, une des plus grandes compagnies minières établies sur le prolongement du gisement houiller dans le département du Pas-de-Calais, bâtit à Pont-à-Vedin, aux environs de Lens, une usine complète, de concert avec une société du Centre possédant une participation importante dans une des nouvelles mines du plateau de Briey. D'autres sociétés élargissaient leurs établissements à la même époque.

Dans les bassins de Valenciennes et de la Sambre, la métallurgie est concentrée sur un terrain plus étroit qu'habituellement en Lorraine; les usines d'Isbergues et de Pont-à-Vedin étaient situées au contraire hors de ces régions entièrement industrialisées. A Calais et à Boulogne, se trouvaient également des hauts fourneaux, d'ailleurs de faibles dimensions, et qui s'approvisionnaient en minerai par la mer.

Les trois quarts du minerai consommé dans le Nord provenaient de la Lorraine; le Nord produisait en 1913 autant de fonte que la région de Nancy, mais une quantité double d'acier et dépassait même la région de Longwy comme producteur d'acier. L'industrie de transformation si développée dans le Nord met à la disposition des aciéries des quantités considérables de ferrailles qui font défaut en Lorraine, et les aciéries du Nord produisent ainsi autant d'acier Martin que d'acier Thomas.

Le Centre.

La métallurgie du Centre avait à l'origine à sa disposition et du charbon et du minerai, et ce sont ses usines qui commencèrent la production d'acier Bessemer et Martin sur une grande échelle en France. En 1876, les usines du Centre étaient les plus grands producteurs de rails, fabriquant cette même année 400.000 tonnes de fonte, c'est-à-dire plus que dans le Nord et dans aucun des bassins lorrains.

Ce fut à cette même époque que, les réserves locales de minerai

s'épuisant, les usines durent s'approvisionner en Espagne et en Algérie, et plus tard, après la découverte du procédé Thomas, en Lorraine.

Les charbonnages du Centre sont pauvres en charbon à coke et l'extraction devient, par la nature du gisement, plus chère que dans d'autres bassins houillers. Les frais de transport sont onéreux pour ces usines situées à l'intérieur du pays; elles ont donc préféré abandonner la production des articles lourds et bon marché au Nord et à la Lorraine pour se spécialiser dans la fabrication des aciers fins principalement utilisés dans les armements. Une main-d'œuvre qualifiée par des générations de travail métallurgique et ses charbonnages propres sont les deux causes qui expliquent la survivance de la sidérurgie du Centre, car la consommantion en charbon est beaucoup plus élevée pour les aciers spéciaux, qui sont réchauffés à plusieurs reprises que dans la grosse production pratiquée en Lorraine.

Le Centre produisit en 1913, 186.000 tonnes de fonte et 136.000 tonnes d'acier brut contre une proportion de 3,8 millions de tonnes de fonte et 2,1 millions de tonnes d'acier brut en Meurthe-et-Moselle, mais comme le finissage est poussé beaucoup plus loin dans le Centre, ses usines sidérurgiques occupaient plus d'ouvriers que celles de Meurthe-et-Moselle.

La sidérurgie du Centre n'a donc jamais joué un rôle important, ni comme consommateur de minerai de minette, ni dans le finissage des demi-produits lorrains. Immédiatement après la découverte du procédé Thomas, les Schneider, moins éloignés de la Lorraine que les autres usines du Centre, installèrent une aciérie Thomas au Creusot, la seule qui existe dans le Centre, et un peu plus tard à l'extrémité sud du plateau de Briey, une mine qui d'ailleurs livra jusqu'à la guerre une quantité limitée de minerai, les besoins des usines-mères étant très faibles. Dans le département de la Loire, par contre, on ne consomme pas de minerai lorrain.

En 1913, la production de produits finis en acier Thomas, dans le Centre, ne se montait qu'à 136.000 tonnes, dont à peu près la moitié provenait de la fonte produite au Creusot; ce ne fut donc qu'une partie très minime des 712.000 tonnes de demi-produits livrés à la vente par les usines de Meurthe-et-Moselle qui fut élaborée dans le Centre.

Mais les usines du Centre prirent une part très active dans le développement de la sidérurgie du Nord et de la Lorraine; quand

le minerai local s'épuisa, les usines du Centre qui ne voulaient abandonner, ni leur longue expérience, ni leur clientèle, construisirent des filiales près des côtes. Déjà en 1891, La Marine, une société de la région de Saint-Étienne, établit des hauts fourneaux à l'embouchure de l'Adour (Basses-Pyrénées), alimentés par du minerai espagnol; en 1903, elle reprend les usines et les mines d'Homécourt sur le plateau de Briey. La Société de Châtillon-Commentry s'établit d'abord, en 1881, à Villerupt, dans la région de Longwy, en 1897 elle crée les vastes établissements de Neuves-Maisons.

La Société de Commentry-Fourchambault-Decazeville élève, de concert avec un charbonnage, une usine complète dans le Nord; une autre société du Centre, les Aciéries de France, avaient fait de même quelques années auparavant.

La Belgique.

Les usines sidérurgiques belges sont concentrées dans deux bassins industriels, autour de Liége, le long de la Meuse canalisée, et autour de Charleroi, le long de la Sambre canalisée. Mais l'ancienne industrie du fer avait son emplacement plus au sud, dans le Condroz et entre Sambre et Meuse, où il y avait de vastes forêts, des chutes d'eau et du minerai en quantité suffisante pour ce temps.

En 1821, l'Anglais John Cockerill alluma à Seraing, près de Liége, les premiers hauts fourneaux à coke en Belgique; quelques années après, s'élevèrent les premiers hauts fourneaux du bassin de Charleroi, et les années suivantes les anciennes usines abandonnèrent les forêts pour se fixer dans les bassins houillers.

Jusqu'à 1865, à peu près, les réserves locales de minerai furent suffisantes; mais les hauts fourneaux belges se trouvant dans le voisinage de la mer, ont facilement pu s'approvisionner avantageusement de minerai étranger, surtout espagnol; plus tard, après la découverte du procédé Thomas, ils reçoivent de plus en plus de minerai lorrain, d'abord du Luxembourg, puis, après la mise en valeur du plateau de Briey, principalement de France. Cependant, on ne cesse d'importer une certaine quantité des riches minerais d'Espagne.

Après la découverte du procédé Thomas, une seule société belge, Angleur, près de Liége, construit une aciérie Thomas et acquiert et modernise en 1901 les hauts fourneaux d'Audun-le-Tiche en

Lorraine annexée, pour les abandonner deux années après, tout en gardant une participation dans le domaine minier. Une nouvelle société de la région de Charleroi, Sambre-et-Moselle, achète en même temps des usines en Belgique et des hauts fourneaux à Maizières, en Lorraine annexée, mais les abandonne bientôt pour ne garder que les concessions minières. Une usine de la région de Liége, Ougrée-Marihaye, s'annexe, par un échange d'actions, les hauts fourneaux de la Chiers, dans la région de Longwy, et deux ans plus tard ceux de Rodange en Luxembourg, auxquels elle ajoute une aciérie Thomas et des laminoirs.

Sur le plateau de Briey les sociétés belges ne s'étaient pas assurées à temps leurs approvisionnements, et ce n'était qu'une faible partie des importations belges qui provenaient des mines dans lesquelles les usines possédaient des participations.

L'extraction minière en Belgique est insignifiante; les importations de minerai se sont élevées de 2,5 millions de tonnes en 1900, à 7 millions de tonnes en 1913, dont 4,7 millions de tonnes provenant de France, 1,5 du Luxembourg; environ 1/2 million était importé par mer.

En 1913, la Belgique produisait 2,5 millions de tonnes de fonte et pas moins de 2,4 millions d'acier. Un quart de la fonte consommée était importée de l'étranger. Comme producteur d'acier, la Belgique dépassait les trois bassins industriels français de Lorraine réunis, et dans la fabrication des produits finis elle occupait une place plus prépondérante encore.

La Ruhr.

Tandis que la sidérurgie de la Sarre, celle du Nord de la France et celle de la Belgique, n'ont pas changé d'emplacement depuis le milieu du dernier siècle, celle de la Ruhr a suivi l'extraction houillère dans sa marche vers le nord. Quand l'ancienne industrie du fer quitta les vallées qui descendent du massif schisteux rhénan, le charbon fut extrait dans les vallées latérales sud de la rivière de la Ruhr où le charbon affleure; plus au nord le charbon s'enfonce, mais le gisement est plus régulier et plus riche en charbon à coke, tandis que les charbons maigres dominent plus au sud. Mais l'emplacement des hauts fourneaux était déterminé aussi par la pré-

sence du minerai de fer (blackband) qui se trouve surtout dans la partie est de la Ruhr, autour de Hœrde et Dortmund.

Quand les hauts fourneaux de la Ruhr furent obligés de s'approvisionner de plus en plus en minerai étranger, ils durent d'abord recourir à l'Espagne, et après la découverte du procédé Thomas, à la Suède; comme les minerais suédois et espagnols empruntaient la voie d'eau, les usines avaient intérêt à se rapprocher du Rhin, tendance qui ne fut d'ailleurs prédominante qu'à partir de notre siècle. C'est ici que la grosse production se concentre de plus en plus, tandis que le finissage est accompli en partie plus à l'est.

Une série d'usines de la Ruhr acquiert tout de suite le procédé Thomas et les deux premières aciéries Thomas, l'une à Duisburg, près du Rhin, l'autre près de Dortmund, dans la partie est de la Ruhr, étaient déjà mises en marche en 1879; en 1900, le nombre d'aciéries Thomas était de huit; en 1913, de douze. Le riche minerai phosphoré suédois fut mélangé dans les hauts fourneaux avec la minette lorraine et au minerai à forte proportion de manganèse allemand. Les usines de la Ruhr, qui avaient de bonne heure acquis des charbonnages dans la Ruhr et des mines de fer dans le district de la Lahn, y ajoutent des concessions en Lorraine annexée, en Luxembourg et même dans le plateau de Briey.

Les importations toujours grandissantes de minerai suédois amenèrent les sociétés de la Ruhr à conclure des contrats de longue durée avec les producteurs suédois, et le minerai lorrain garde une importance de second plan; mais à partir de la fin du XIX^e^ siècle, quand les avantages de l'usine complète devinrent évidents, les sociétés de la Ruhr possédant des concessions en Lorraine, y établissent des filiales qui, à la veille de la guerre, égalaient pour la production brute les usines mères de la Ruhr.

En 1913, la Ruhr produisait 8,2 millions de tonnes de fonte, c'est-à-dire un peu plus que les hauts fourneaux de Lorraine annexée, de la Sarre et du Luxembourg à la fois (7,8 millions de tonnes). Les hauts fourneaux de la Ruhr consommaient plus de minerai suédois que de minerai lorrain, d'après le contenu de fer une quantité presque double; les bassins allemands de Sieg, Lahn et Dill expédiaient autant de minerai vers la Ruhr que la Lorraine, d'après le contenu de fer même davantage. La plupart du minerai lorrain provenait des mines appartenant aux sociétés rhénanes dans le bassin de Metz—Thionville; les nouvelles mines du

plateau de Briey représentent une proportion double de celle du Luxembourg (1).

Les usines mères de la Ruhr recevaient aussi des quantités importantes d'acier brut et de demi-produits de leurs filiales de Lorraine annexée et du Luxembourg, mais des quantités moins importantes de fonte (2).

Bien que la Lorraine ait dépassé la Ruhr dans la production de la fonte (en 1913, 10,2 contre 8,2 millions de tonnes) celle-ci dépassait pourtant de beaucoup tous les bassins lorrains à la fois comme producteur d'acier, et dans le finissage la Lorraine ne comptait presque pas en comparaison avec la Ruhr.

La région d'Aix-la-Chapelle.

Les mines de houille du bassin d'Aix-la-Chapelle ne produisaient en 1913 que 3,3 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire très peu, même en comparaison avec le territoire de la Sarre, mais comme ce bassin se trouve à une assez faible distance de la Lorraine, il s'est trouvé plus étroitement lié aux destinées de la Lorraine qu'aucun autre bassin houiller, excepté la Sarre.

Tout de suite après l'établissement des premières lignes de chemin de fer s'allumèrent à Eschweiler des hauts fourneaux qui réduisaient du minerai provenant de la partie nord de l'Eifel avec du coke local. Le gisement houiller de cette région est divisé en deux bassins, celui d'Inde autour d'Eschweiler qui produit des charbons à coke, et celui de Wurm, plus près de la frontière hollandaise, qui ne contient que des charbons maigres et où la sidérurgie s'approvisionnait en fonte belge. Dans ce dernier bassin une fabrique de wagons, une seconde de machines et une troisième de chaudières créèrent, en 1845, ensemble une société, Rothe Erde, dont les usines s'approvisionnaient également en Belgique pour la fonte et qui, après 1880, construisirent une aciérie Thomas.

Tandis que d'autres sociétés pour parer à l'élévation des droits de douane sur la fonte préférèrent émigrer dans la Ruhr, comme le firent Phœnix et Hœsch, pour y prendre une extension beau-

(1) La Ruhr recevait en 1913 17,5 millions de tonnes de minerai indigène et étranger, dont la moitié par voie d'eau (OTTO QUELLE). De la Lorraine la Ruhr recevait cette même année 4,5 millions de tonnes (Voir tableau p. 223).

(2) En 1913, 264.000 tonnes de fonte (statistique ferroviaire).

coup plus considérable, Rothe Erde s'établit en Lorraine où elle acquit, en 1892, des hauts fourneaux à Esch et, en 1903, à Audun-le-Tiche; les filiales lorraines envoyaient leur fonte à Aix-la-Chapelle aux usines mères (1) qui, peu de temps après, abandonnent leur indépendance pour fusionner avec un charbonnage de la Ruhr (Gelsenkirchen).

La Rothe Erde ne possède pas de terrains houillers dans la région d'Aix-la-Chapelle où la législation française qui n'impose pas aux concessions la limite de 200 hectares comme le fait le droit allemand, était en vigueur jusqu'à 1865; le résultat fut que deux sociétés, qui gardèrent longtemps leur caractère familial et s'unirent au commencement de ce siècle, monopolisèrent presque la totalité de la production. Pour se garantir des fluctuations des prix, cette puissante compagnie minière, Eschweiler Bergwerksverein, conclut un accord avec la firme sarroise des frères Rœchling pour sa production totale de charbon à coke; pour protéger sa vente davantage encore elle se lia en 1913 au groupe Arbed pour une période de trente ans, mais perdit de ce fait son indépendance. Les hauts fourneaux d'Eschweiler s'assurèrent ainsi en même temps leur approvisionnement en minerai.

Le bassin d'Aix-la-Chapelle produisait en 1913, 1 million de tonnes de coke, dont la presque totalité est représentée par Eschweiler Bergwerksverein. L'intérêt principal pour l'Arbed, dans cette combinaison réside surtout dans les possibilités d'extension de l'avenir. D'autres usines lorraines acquirent des concessions dans les parties moins connues du gisement durant les années qui précèdent la guerre.

(1) En 1913, la circonscription ferroviaire 26 recevait 630.000 tonnes de fonte du Luxembourg et de Lorraine annexée.

CHAPITRE V

L'INDUSTRIE LORRAINE ET LE COKE DE LA RUHR

La production en coke des bassins houillers environnants. — La dépendance de la Lorraine vis-à-vis de ses fournisseurs de la Ruhr. — La participation des métallurgistes lorrains dans la découverte des nouveaux bassins. — Les filiales allemandes et belges ont leur ravitaillement assuré par leurs sociétés-mères. — La base houillère de la maison de Wendel est solidement établie. — Situation plus difficile des métallurgistes de Meurthe-et-Moselle.

Les hauts fourneaux lorrains consommaient en 1913 10,5 millions de tonnes de coke. On se rend mieux compte de l'importance de ce chiffre quand on pense que la France, dans la même année, ne produisait que 4 millions de tonnes, et que le coke entre pour plus de la moitié dans le prix de revient de la fonte (1).

Les houillères les plus voisines de la Lorraine sont celles de la Sarre, mais elles ne donnent que de faibles quantités de charbon à coke. Le coke sarrois est de qualité inférieure; il se brise facilement et pour produire une tonne de fonte il faut employer une quantité supérieure de coke de la Sarre que de coke de la Ruhr. Dans les hauts fourneaux de la Sarre le coke local fut, avant la guerre, de plus en plus mélangé au coke de la Ruhr qui, en 1913, représentait un tiers de la consommation.

La Sarre, où les de Wendel possédaient d'ailleurs depuis très longtemps une petite cokerie (2), ne pouvait donc rien exporter en Lorraine.

(1) D'après LEVAINVILLE, une tonne de fonte consommait avant la guerre :

3 tonnes et demie de minette à 4f 50 la tonne	15f 75
1.200 kilos de coke de la Ruhr à 20 francs la tonne, grevé de 8 francs de transport par tonne	33 60
Manganèse	2 25
Main-d'œuvre	3 50
Frais généraux, fonds de roulement	3 50
TOTAL	58f 60

(2) A Hirschbach, près de Sulzbach; production en 1913 : 135.000 tonnes; elle fut démontée en 1914.

Les mines de houille en Lorraine annexée, où l'extraction commença en 1858, jouent un rôle important pour l'approvisionnement des aciéries lorraines en charbon, mais la petite cokerie de Carling, établie en 1910, ne livre qu'une quantité négligeable de coke aux hauts fourneaux.

Les houillères françaises du Nord et du Pas-de-Calais ne peuvent pour leur production actuelle, et moins encore pour leurs réserves, supporter la comparaison avec la Ruhr et les plus grands charbonnages anglais; elles sont également beaucoup plus pauvres en charbon à coke, mais les charbonnages du Nord produisaient cependant en 1913 une quantité double de coke (2,5 millions de tonnes) que n'en consommaient ses hauts fourneaux. On fabrique aussi dans la région du coke avec du charbon importé (1). Les hauts fourneaux de Meurthe-et-Moselle pouvaient donc satisfaire dans une proportion assez forte leurs besoins en coke dans le Nord qui expédia même un peu de coke en Lorraine annexée (2).

Autrefois la sidérurgie belge trouva des quantités de coke abondantes et à bon marché dans le pays même, mais avec l'extension qu'elle a prise au xx^e siècle, il lui fallut importer des quantités croissantes de charbon et de coke.

En 1913, la Belgique produisait 3,5 millions de tonnes de coke, mais ses cokeries employaient en grande partie des fines à coke étrangères, allemandes principalement. Les importations directes de coke (environ 1 million de tonnes) étaient contre-balancées par des exportations, qui s'acheminaient vers des filiales, appartenant à des compagnies belges en Lorraine (3).

Le bassin d'Aix-la-Chapelle produisait en 1913 3,3 millions de tonnes de charbon et 1 million de tonnes de coke. Dans la partie sud du Limbourg hollandais, où le prolongement du gisement d'Aix-la-Chapelle fut connu depuis le Moyen Age, sans que la production en grand fût entreprise qu'à partir de 1899, l'extraction en 1913 ne se montait qu'à 1,9 million de tonnes de charbon. Ces deux bassins envoyaient une certaine quantité de coke en Lorraine.

Les hauts fourneaux lorrains se voyaient donc obligés de s'approvisionner en grande majorité dans la Ruhr. En 1913, presque les trois quarts des 10 millions de tonnes de fonte produites en Lorraines étaient réduites avec du coke de la Ruhr; le Luxembourg tirait la presque totalité de ses cokes de la Ruhr et du bassin d'Aix-la-Chapelle; le bassin de Metz—Thionville recevait de la Ruhr les quatre cinquièmes de ses cokes, le département français de Meurthe-et-Moselle plus de la moitié (1). Puisque les hauts fourneaux de la Ruhr n'emploient qu'une faible quantité du minerai lorrain, ceux de Lorraine étaient réduits à un état de dépendance envers la Ruhr, renforcée du fait que la plupart des charbonnages de la Ruhr étaient aux mains des usines sidérurgiques; celles-ci avaient donc intérêt à vendre le coke aussi cher que possible à leurs concurrents de Lorraine.

(1) En 1913 : 608.000 tonnes.
(2) En 1913 : 222.000 tonnes de coke.
(3) Exportation belge en 1913, en France : 511.000 tonnes; en Lorraine annexée : 343.000 tonnes. Le Luxembourg recevait dans la même année 183.000 tonnes de coke d'autres pays que l'Allemagne, provenant certainement presque exclusivement de la Belgique.

Les usines métallurgiques de la Ruhr avaient eu de très bonne heure la prudence de s'assurer leur base charbonnière, et les sociétés qui n'avaient pas été aussi prévoyantes fusionnèrent au cours des années qui précédèrent la guerre avec des charbonnages, mais perdirent ainsi généralement leur indépendance.

Ce n'est qu'à partir du xx^e siècle que les usines lorraines éprouvèrent le besoin de s'assurer un approvisionnement en coke suffisant et à bon marché. Les hauts fourneaux des trois anciens bassins français qui consommaient en 1913 4,4 millions de tonnes de coke, n'en employaient en 1880 que 850.000 tonnes, et même en 1900 leur consommation ne se montait qu'à 1,3 million de tonnes, dont 334.000 tonnes provenaient d'Allemagne (2). C'est la mise en marche, à cette dernière date, des nouveaux puits de mines du plateau de Briey qui fit prendre un essor extraordinaire à l'industrie dans tous les bassins lorrains.

Un charbonnage entièrement installé et assez grand pour suffire aux besoins en coke d'une grande usine, représentait avant la guerre une valeur de bourse de plusieurs millions de francs. Les usines lorraines étaient toutes, sauf la firme de Wendel, de dates plus récentes que celles de la Ruhr, et disposaient donc de moins de capitaux; elles étaient ainsi dans la nécessité de chercher des solutions moins coûteuses en prenant part à la découverte des nouveaux bassins houillers, ou bien en acquérant des concessions soit inexploitées, soit à peine mises en valeur.

(1) A. Dreux au Congrès de la Navigation à Rouen, 1921.
(2) Dreux.

Dans la partie nord de la Ruhr les usines lorraines pouvaient encore acheter des terrains miniers à des prix raisonnables; comme à cette époque l'écoulement de la production était difficile, les sociétés propriétaires ne s'empressaient pas de mettre en valeur ces parties les plus récemment découvertes. Dans les parties les moins connues du bassin d'Aix-la-Chapelle on pouvait également se faire attribuer des concessions.

Le gisement houiller dans la partie sud du Limbourg hollandais se prolonge en territoire belge, où il s'enfonce vers l'ouest. Des sondages ont été pratiqués dans la Campine belge depuis 1898 et les sociétés françaises ont pris une part très active à la découverte du gisement, tandis que les usines belges n'y ont pas attaché l'intérêt auquel on aurait pu s'attendre.

Les réserves que contient le bassin de la Campine sont presque triples de celles des anciens charbonnages plus au sud; comme dans le Limbourg hollandais, la Campine possède une proportion assez élevée de charbon à coke, tandis que ces espèces de charbon tendent à s'épuiser dans les anciens bassins.

Le prolongement dans le Pas-de-Calais du gisement charbonnier du Nord fut découvert au milieu du dernier siècle, et les concessions qui représentent encore la presque totalité de la production furent accordées à cette époque; la direction générale du gisement va d'est en ouest et on a longtemps cru qu'il était inutile de chercher le charbon au sud de la faille de Midi; ce fut à partir de la fin du dernier siècle et au commencement du XX^{e} siècle qu'on découvrit la partie sud du gisement. En règle générale, la proportion de charbon gras, apte à la cokéfaction, s'élève à mesure qu'on avance vers le sud; les usines métallurgiques du Nord et deLorraine avaient donc intérêt à prendre une part active dans la reconnaissance de cette partie du bassin, et se firent attribuer dans les années qui précédèrent la guerre cinq concessions dans le département du Pas-de-Calais qui s'échelonnent d'est en ouest à la limite sud du bassin.

En Luxembourg l'approvisionnement en coke n'était pas un problème aussi troublant que dans les autres bassins; deux des trois grandes usines luxembourgeoises étaient des filiales des sociétés rhénanes qui disposaient de plus de charbon qu'il ne leur était nécessaire; la troisième grande firme, l'Arbed, avait conclu une communauté d'intérêts pour trente ans avec un charbonnage du bassin d'Aix-la-Chapelle.

L'usine de Rodange appartenait à la seule société métallur-

DÉCHARGEMENT DE MINERAI LORRAIN AUX QUAIS DE DUISBURG-RUHRORT

LA FRIEDRICH-ALFRED-HÜTTE DE KRUPP, A RHEINHAUSEN, AU BORD DU RHIN

gique belge qui, déjà avant la guerre, avait suivi l'exemple des sociétés allemandes en fusionnant avec un charbonnage.

Parmi les quatre grands producteurs de Lorraine annexée, la filiale de Thyssen à Hagondange avait, bien entendu, son approvisionnement en charbon assuré par les mines de la famille Thyssen dans la Ruhr. L'aciérie de Knutange achète en 1901 le charbonnage Général, en 1910 et 1912 deux autres charbonnages de la Ruhr, Victor et Ickern; ces trois mines produisaient en 1913, ensemble 1.869.000 tonnes de charbon et 854.000 tonnes de coke. Par contre, l'usine de Knutange abandonna une autre houillère de la Ruhr, acquise par les hauts fourneaux de Fontoy avant leur absorption par les usines de Knutange.

Les usines de la Maison de Wendel recevaient leur charbon de leurs propres mines de Lorraine annexée, ouvertes immédiatement après la construction des voies ferrées reliant la région charbonnière avec les vallées industrielles de l'Orne et de la Fentsch; pour approvisionner leurs hauts fourneaux en coke, la firme acquit en 1899 des terrains houillers dans la partie nord-est de la Ruhr, près de Hamm; les travaux furent commencés en 1901 et en 1913 les deux sièges d'extraction livraient 534.000 tonnes de charbon et 352.000 tonnes de coke. En Limbourg hollandais, de Wendel acquit la majorité des actions dans la mine de Oranje-Nassau, qui en 1913 atteignait une production de 535.000 tonnes de houille.

Dans le Nord de la France, les de Wendel firent deux acquisitions en s'assurant la majorité des actions de la mine de Crespien-Nord, près de Valenciennes, que la première société avait dû abandonner, et de la mine de Clarence dans le Pas-de-Calais. Depuis 1874, les de Wendel possèdent les cinq septièmes d'une petite mine belge, Six-Bonniers. Ces trois mines ne produisaient en 1913 que 152.000 tonnes de charbon, mais surtout Crespin-Nord constitue une vaste réserve d'avenir. Dans le bassin d'Aix-la-Chapelle, en pleine région de houille à coke, les de Wendel se laissèrent également attribuer une grande concession.

A la veille de la guerre, les de Wendel possédaient ou contrôlaient quatre cokeries : à Hirschbach, dans la Sarre, la plus ancienne, à Hamm dans la Ruhr, à Crespin dans le Nord, et enfin à Moyeuvre dans la vallée de l'Orne, la plus récente, construite en 1912 et agrandie en 1914 (1).

(1) Le domaine houiller de la Maison de Wendel, d'après GRANDET : Petite-Rosselle : 2.680 hectares, en propriété.

Parmi les usines métallurgiques du Nord et de Lorraine, Denain-Anzin achète, en 1906, un petit charbonnage dans le Nord et y construit une cokerie; mais cette mine ne produisait encore en 1913 que 91.000 tonnes de charbon. Nord-et-Est devait abandonner la concession sur laquelle la Société avait entrepris des travaux importants. Ces deux sociétés et la plupart des grandes firmes lorraines prirent une part très active dans la découverte de la partie sud du gisement du Pas-de-Calais et de la Campine belge.

Les Aciéries de Longwy obtenaient la moitié de la concession Carl-Alexander du bassin d'Aix-la-Chapelle, qui était la propriété des frères Rœchling dans la Sarre, en échange de la moitié de leur mine de fer à Valleroy. Deux sociétés indépendantes furent constituées pour l'exploitation de la mine de Valleroy et la mise en valeur de la concession houillère, qui fut agrandie par l'achat de terrains houillers appartenant à Eschweiler-Bergwerksverein.

Un semblable arrangement fut proposé aux Aciéries de Micheville, peu de temps avant la guerre, mais la Société n'osa pas affaiblir sa base minière autant qu'il aurait été ainsi nécessaire (1). Même les Aciéries de Longwy qui possèdent plusieurs centaines de millions de tonnes de minerai, crurent nécessaires, après la perte de la moitié de la mine de Valleroy, d'ajouter à leur base minière une concession valant 2,5 millions de francs, qui d'ailleurs pouvait être exploitée par les puits déjà installés à Tucquegnieux.

En 1910, la fonderie de Pont-à-Mousson et les aciéries de Micheville et de Homécourt, qui déjà avaient des intérêts importants communes dans la Campine belge, acquirent sur une base d'option la concession Carolus-Magnus dans le bassin d'Aix-la-Chapelle. Les sondages entrepris donnant un résultat satisfaisant, l'achat fut fait définitivement et les travaux d'installation commencèrent immédiatement.

Aucune de ces nouvelles concessions acquises par la métallurgie lorraine dans les années qui précédèrent la guerre dans le Nord de la France, en Campine belge et dans le bassin d'Aix-la-Chapelle, ne virent leurs travaux terminés à la déclaration de guerre. Par contre, un groupe d'usines lorraines, sous la direction de la firme

Hamm : 1.750 hectares, en propriété, cokerie.
Crespin Nord : 2.800 hectares, principal actionnaire, cokerie.
Oranje-Nassau : environ 4.000 hectares, principal actionnaire.
Six-Bonniers : 280 hectares, principal actionnaire.
Glückauf : environ 2.200 hectares, principal actionnaire, inexploitée.

(1) VIGNES, *idem*.

de Wendel, avait acquis en 1906 une vaste concession houillère, Friedrich-Heinrich, sur la rive gauche du Rhin, près de Lintfort, qui, en 1913, produisaient déjà 468.000 tonnes de charbon et 146.000 tonnes de coke.

A une époque antérieure, la plupart des usines de la région de Longwy avait trouvé un moyen moins coûteux, mais aussi moins satisfaisant de s'assurer leur approvisionnement en établissant des cokeries collectives dans des régions où l'on peut acheter des fines à coke françaises ou étrangères bon marché. En 1900, six usines de la région de Longwy s'associèrent à Auby, dans le Nord, pour construire une cokerie avec récupération des sous-produits, de faibles dimensions d'ailleurs, et dont la majorité des actions, à l'heure actuelle, appartient aux Aciéries de Longwy. Un peu plus tard, quatre usines de la même région, avec les hauts fourneaux de la Chiers comme plus grand participant, construisent une cokerie plus importante en Hollande à Sluiskil sur le canal de l'Escaut à Gand, qui s'approvisionne en fines à coke anglaises et allemandes. L'usine de Senelle, qui était intéressée à ces deux cokeries, pouvait, de ce fait, satisfaire la moitié de sa consommation en coke. Les Aciéries de Rombas et les Hauts Fourneaux de la Chiers participaient à l'établissement d'une cokerie de Zeebrugge, en Belgique, à l'embouchure du canal qui relie Bruges à la mer.

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME DES TRANSPORTS A LA VEILLE DE LA GUERRE

Les transports à l'intérieur du bassin de la minette. — La faible importance des expéditions par voie d'eau. — Le puissant courant de transport entre la Ruhr et la Lorraine. — Les efforts des chemins de fer allemands pour remédier à la crise. — La canalisation de la Moselle. — Anvers, port d'exportation pour la Lorraine. — Le projet du canal de Nord-Est.

Avant la guerre, la Lorraine exportait 22,4 millions de tonnes de minerai, 3,3 millions de tonnes de fonte, et les expéditions de demi-produits et produits finis dépassaient les 5 millions; elle recevait 12,4 millions de tonnes de coke et environ 2 millions de tonnes de charbon. Cependant, des wagons vides ou à moitié vides quittaient la Lorraine en nombre bien supérieur à ceux qui y entraient, puisque le minerai et les produits en fer et acier exigent peu de place proportionnellement à leur poids, tandis que le coke occupe un volume hors de proportion avec son tonnage.

En Lorraine même, des transports importants se pratiquaient entre les différents bassins industriels. La région de Longwy importait plus des trois quarts de sa consommation en minerai, celle de Nancy une proportion analogue, presque exclusivement du plateau de Briey; le Luxembourg en importait la moitié, surtout du bassin de Metz—Thionville, mais aussi dans une certaine proportion des nouvelles mines de Briey.

A l'intérieur de chaque bassin lorrain, les sociétés effectuaient en grande partie leurs transports elles-mêmes au moyen de câbles aériens ou de chemins de fer privés. Dans la région de Nancy où les usines sont situées au pied des plateaux dans le flanc desquels s'enfoncent les galeries de mines, un tiers seulement du minerai consommé sur place emprunte les voies ferrées de la Compagnie de l'Est (1). Dans la région de Longwy, la moitié du minerai utilise

(1) Rapport de l'ingénieur en chef des Mines. Chiffres pour 1927, ceux de 1913 ne sont pas publiés.

les chemins de fer publics, la raison en est que la plupart des usines sont situées dans la vallée de la Chiers où l'extraction minière est très peu importante en comparaison de celle de la vallée de Côte-Rouge et de la région de Villerupt. Dans le bassin de Metz—Thionville, les usines les plus récentes se trouvent à une distance éloignée de leurs mines, mais les usines reçoivent pourtant plus que les trois quarts de leur minerai (1) sur des lignes de chemin de fer privées ou par des câbles aériens atteignant jusqu'à 17 kilomètres (2). En Luxembourg, où les usines sont situées près des côtes d'où est extrait le minerai en minières ou en galeries, les transports se font également en grande partie par les usines. Les aciéries de Differdange font même venir le minerai de leurs mines d'Ottange, en Lorraine annexée, par un câble aérien d'une capacité de transport de 100.000 tonnes par mois.

Le réseau de voies ferrées du bassin de la minette s'est beaucoup développé depuis le commencement de ce siècle. En Lorraine annexée, une nouvelle ligne allant de Fontoy par Aumetz à Audun-le-Tiche dessert les trois puits que possède actuellement l'Aciérie de Knutange sur le plateau d'Aumetz. Depuis la guerre tout le minerai emprunte des câbles aériens, également de la mine Ida-et-Amélia qui est reliée par un embranchement à Aumetz, d'où part le câble aérien. Seul le minerai de Crusnes, en Meurthe-et-Moselle, également relié par embranchement à Aumetz, utilise le chemin de fer public à partir de cette gare.

Sur le plateau de Briey les anciennes voies ferrées contournaient les nouvelles régions minières; la ligne de Conflans vers l'est s'arrêtait à Briey, et la ligne à voie unique de Longwy à Villerupt se

(1) Arrivages de minerai en 1927 aux gares de :

Ottange	3.000	tonnes
Audun-le-Tiche	2.000	—
Maizières	47.000	—
Uckange	129.000	—
Thionville	166.000	—
Rombas	177.000	—
Moyeuvre	175.000	—
Hayange	824.000	—
Algrange	42.000	—
Hagondange	840.000	—
TOTAL	2.364.000	tonnes
Consommation des hauts fourneaux en 1927	9.791.000	tonnes

(Chiffres du Service commercial des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine.)

(2) De la mine Sainte-Marie-aux-Chênes sur le plateau de Malancourt à Uckange.

terminait à cet endroit; la ligne Conflans—Longuyon longeait seulement l'extrémité ouest du bassin de Landres.

Pour desservir les quatre nouvelles mines du bassin de Tucquegnieux, la ligne de Briey fut continuée vers le nord jusqu'à Audun-le-Roman; pour desservir les six mines de la région de Landres, Audun-le-Roman fut relié à Barancourt, sur la ligne Conflans—Longuyon. La plupart du minerai étant expédié vers le nord, Audun-le-Roman fut également relié à Longuyon, Villerupt, et, par un embranchement de la ligne de Briey, à la vallée de la Fentsch.

On ne se sert pas de câble aérien sur le plateau de Briey.

Le bassin de la minette ne peut pas profiter de l'important réseau de canaux que possède la région de l'Est. Ce n'est que le bassin le moins important, celui de Nancy, qui peut se servir du canal de la Marne-au-Rhin et de la Sarre canalisée, qui tous deux furent achevés pendant le second Empire, et de la Meuse qui fut canalisée tout de suite après la guerre de 1870-1871, unissant la région de Nancy avec le réseau belge, mais non avec celui du Nord, le canal projeté entre la Meuse et la Sambre n'ayant pas été exécuté.

Plus des deux tiers du minerai expédié de la région de Nancy emprunte la voie d'eau. Sur la Meuse, en 1913, s'acheminent environ 200.000 tonnes de minerai vers la Belgique et le Nord, et 700.000 tonnes de charbon dans le sens contraire (1). La plupart du minerai que les hauts fourneaaux de la Sarre recevaient du bassin de Nancy, descendait la Sarre (2), mais les usines de la Sarre importaient cependant les neuf dixièmes de leur minerai par chemin de fer.

Le transport par voie d'eau étant beaucoup moins coûteux que celui par voie ferrée, on aurait pu s'attendre à ce qu'une partie du minerai fût expédiée d'abord par terre, puis par eau, cela étant facile puisque le minerai ne subit aucun dommage dans le déchargement; les hauts fourneaux de la Ruhr et de la Belgique sont tous situés sur une voie d'eau, ce qui évite un second déchargement. Par contre le coke se casse facilement et supporte malaisément le transfert de wagon en chaland; pour les fers et les aciers le nombre des destinataires est le plus souvent trop élevé pour rendre pratique ce mode de transport.

(1) Rapport de M. LUDINART au Congrès tenu à Metz par la Ligue de l'Aménagement et de l'utilisation des eaux, 1927.

(2) En 1913, 248.000 tonnes (*Saarwirtschaftsstatistik*).

Une faible partie du minerai de Briey empruntait la voie ferrée jusqu'à la frontière belge, à Givet, pour continuer ensuite par canaux vers les usines de la région de Liège. Du bassin de Metz—Thionville, un peu de minerai était expédié par chemin de fer à Unterlahnstein ou Ludwigshafen, continuant ensuite en chalands sur le Rhin (1), mais ces transports par voie d'eau ne comptaient pas en proportion avec les quantités expédiées par chemin de fer (2).

Le trafic le plus considérable était celui qui reliait la Lorraine à la Ruhr; cette région livrait les trois quarts du coke consommé par les hauts fourneaux et recevait du minerai et de fortes quantités de fonte, de demi-produits et de produits finis. Les trains entre la Ruhr et la Lorraine ne suivaient pas la rive gauche du Rhin où se trouve la ligne la plus anciennement construite, les pentes étant plus fortes que sur l'autre rive, la population plus dense et par cette raison le nombre de trains de voyageurs très élevé, les ponts à Cologne, à Düsseldorf et Ruhrort les plus encombrés sur le Rhin. Les trains prenaient donc la rive droite, pour toutes ces raisons, jusqu'à Oberlahnstein où ils traversaient le Rhin pour continuer par Trèves jusqu'à Thionville.

Mais cette ligne de la rive droite devenait également surchargée. Pour remédier à cette situation on essaya de diriger le trafic vers l'Allemagne du Sud par une ligne plus orientale dont la longueur fut raccourcie sensiblement, et celui en direction de la Lorraine fut dirigé sur des lignes plus à l'ouest, principalement la ligne de Venn qui relie le bassin d'Aix-la-Chapelle au Luxembourg et à la région de Longwy. A Stohlberg, les trains de la Ruhr rejoignaient ceux d'Aix-la-Chapelle, mais les pentes étant raides, les convois se trouvaient très réduits. Cette ligne fut également bientôt encombrée et avant la guerre on commençait à faire passer un certain nombre de trains de coke par la Belgique.

La canalisation de la Moselle qui aurait pu résoudre ce problème de transport, était, à la veille de la guerre, aussi éloignée de sa réalisation que lorsque le projet en fut formé immédiatement

(1) En 1913 la Ruhr recevait 54.000 tonnes de minerai des deux circonscriptions fluviales 34 (Ludwigshafen—Mannheim) et 26 *a* (Rive gauche du Rhin, de la Nahe à Coblenz).

(2) La statistique fluviale allemande ne distingue pas entre la minette et les autres minerais français qui remontaient le Rhin; c'est ainsi que les auteurs de *U. S. Geological Survey 703* ont supposé à tort que le cinquième du minerai de Briey expédié vers la Ruhr emprunte la voie d'eau à partir de Pagny-sur-Moselle; mais la statitique fluviale française pour 1913, montre que ce n'était que 1.000 tonnes de matières premières pour l'industrie métallurgique ui remontait la Moselle entre l'ancienne frontière et Frouard.

après la découverte du procédé Thomas. Les usines du bassin de Metz—Thionville et de la Sarre combattirent à cette époque le projet de canalisation de peur que les usines de la Ruhr qui disposaient de capitaux plus considérables, ne missent la main sur le gisement de minette. La Ruhr qui désirait s'approvisionner à bon marché en minerai phosphoreux lorrain, en était alors partisan.

Quand les usines de la Ruhr trouvèrent plus avantageux d'importer leur minerai de Suède, elles n'avaient donc plus aucun intérêt à favoriser ce projet. Mais à cette époque, les usines lorraines et sarroises en étaient devenues des partisans fervents, puisque la canalisation leur aurait permis de s'approvisionner en combustible minéral à bien meilleur compte, et d'expédier leurs produits fabriqués à des conditions également plus avantageuses. L'influence politique des magnats de la Ruhr était cependant la plus forte, et ceux-ci l'emportèrent; les usines de Lorraine se considéraient comme désavantagées par les tarifs de chemin de fer qu'elles trouvaient proportionnellement plus élevés pour le coke que pour le minerai.

Le trafic de la Lorraine vers le nord et le nord-ouest égalait celui vers la Ruhr, mais dans le sens inverse il lui était inférieur. La plus grande partie du minerai s'acheminait dans cette direction de même que les produits d'exportation qui, presque sans exception , aussi du bassin de Metz—Thionville étaient embarqués à Anvers. Le minerai à destination des usines de la région de Liège, quittait le réseau français déjà à Ecouviez, une petite partie par Longwy. Les expéditions pour le bassin de Charleroi passaient par Vireux et Givet [1], une petite partie plus au nord [2]. Du Luxembourg le minerai à destination des usines aux environs de Liège passait par Trois-Vierges, les produits d'exportation pour Anvers par Arlon—Bruxelles.

Anvers est le port naturel pour toute la Lorraine, non seulement parce qu'il est le plus proche, mais surtout parce qu'il est, au point de vue technique, merveilleusement équipé et travaille vite et à bon compte; un nombre très élevé de lignes régulières fait le service du port, et les usines lorraines peuvent toujours trouver des frêts avantageux. Le port lui-même considère toute la France

(1) La Belgique recevait en 1913 des bassins de Briey, de Longwy et de Nancy 4.697.000 tonnes de minerai; 2.331.000 tonnes passaient par Ecouviez, 1.406.000 par Vireux, 787.000 par Givet et 660.000 par Longwy (chiffres approximatifs ,communiqués par M. NÉROT, inspecteur général de la Compagnie de l'Est).

(2) D'après LEVAINVILLE le réseau du Nord transportait en 1913 2.267.000 tonnes de minerai lorrain à destination du Nord et de la Belgique, dont la grande majorité vers le Nord.

à l'est d'une ligne passant de Valenciennes à Belfort comme son arrière-pays naturel.

L'essor de l'industrie lorraine à partir de 1880 fit naître également un projet de canalisation dans la direction nord-ouest qui devait relier les usines de la région de Longwy à la mer. Après la découverte du minerai de Briey, ce projet prit une actualité de premier ordre; le premier projet prévoyait un canal entre la Sambre et la Meuse qui devait réaliser la liaison faisant défaut entre le réseau du Nord et celui de l'Est, et aussi la canalisation de la Chiers depuis son confluent avec la Meuse jusqu'à Longwy, avec prolongement éventuel en Luxembourg. Le second projet, après la découverte du minerai de Briey, prévoyait la canalisation de la Chiers jusqu'à Longuyon et celle de la Crusnes, de Longuyon à Pierrepont; le minerai devait être transporté à Pierrepont par câbles aériens ou par des petits tronçons de voies ferrées. Le prolongement du canal à travers le plateau de Briey même jusqu'à la vallée de l'Orne, le long des vallées de la Crusnes et de la Woigot, ou des vallées de la Piennes et du Grijolot, ou dans les vallées de l'Othain et du Grijolot, était difficilement réalisable à cause de la difficulté d'approvisionner les canaux en eau.

CHAPITRE VII

LE PARTAGE DES CONCESSIONS DANS LE BASSIN DE BRIEY

Les mines sont toutes la propriété des métallurgistes. — Les usines de la région de Longwy s'emparent de la majeure partie des nouvelles richesses minières. — Les parts prises par les autres bassins métallurgiques. — La Sarre, le Nord et la Belgique assurent également leur approvisionnement. — La Ruhr acquiert seulement des participations minières pour ses filiales de Lorraine.

La production régulière des nouvelles mines ne commença qu'en 1900, mais déjà en 1913 les dix-huit mines en activité livraient ensemble 15 millions de tonnes de minerai. La production moyenne des mines les plus anciennes dépassait presque partout 1 million de tonnes, tandis que les plus récentes n'atteignaient que des chiffres bien inférieurs; seules deux mines dépassaient ce chiffre : Auboué avec 2 millions et Homécourt avec 1,8 million.

On n'a pas construit d'usines en liaison avec les nouvelles mines des bassins de Landres et de Tucquegnieux; il aurait été difficile de trouver de l'eau en quantité suffisante pour les hauts fourneaux, mais la raison principale en est certainement que toutes les concessions sur le plateau de Briey appartiennent à des sociétés possédant des usines ailleurs en Lorraine ou dans les bassins houillers voisins; ces sociétés n'ont aucun intérêt à ce que des usines concurrentes s'installent sur le plateau de Briey.

Les trois usines de la vallée de l'Orne se sont assuré les terrains miniers nécessaires et un tiers du minerai produit en 1913 fut extrait par ces trois sociétés.

Les sociétés de la région de Longwy avaient l'avantage d'être les plus proches des nouveaux bassins et en comprirent par conséquent plus tôt l'importance; elles disposaient également de capitaux assez considérables, et leur besoin en minerai calcaire était plus grand.

Les aciéries de Mont-Saint-Martin et de Micheville et les Hauts Fourneaux de Saulnes établirent seuls des puits de mines; les autres

sociétés en installèrent de concert avec des sociétés étrangères, belges ou allemandes. La consommation en minerai de la petite usine de Gorcy, qui était pourtant fort riche, était si restreinte qu'elle dut s'associer à des firmes étrangères pour établir une mine d'une capacité permettant des prix de revient assez bas. L'usine de Senelle ne disposait pas de capitaux suffisants et s'associa avec l'Aciérie de Knutange pour mettre en valeur sa concession de Murville et avec trois sociétés de la Ruhr pour installer des puits sur sa concession de Jarny.

Les frais d'acquisition d'une concession sont sans importance en France où l'on ne paye qu'un droit minime par hectare tant que la concession est inexploitée; ce sont les sondages pratiqués avant que l'on connaisse à peu près l'emplacement du minerai qui sont coûteux; ensuite il ne s'agit plus que de devancer les autres, et c'est ce que comprirent les usines de la région de Longwy.

Dans la région de Nancy, la Fonderie de Pont-à-Mousson possédait seule une grande mine; les aciéries de Neuves-Maisons et de Pompey en exploitaient une en commun (La Mourière), la plus ancienne et en partageaient une autre, plus récente, avec une société du Nord (Giraumont). Les Hauts Fourneaux de Jarville s'approvisionnaient par la mine que possédait l'usine-mère dans le bassin de Landres. L'usine de Frouard était sans participations dans des mines en exploitation.

Les deux grandes sociétés allemandes possédant des filiales en Luxembourg, avaient acquis des participations importantes dans deux mines du plateau de Briey, Deutsch Luxemburgische à Moutiers (25 %) et Gelsenkirchen à Saint-Pierremont (environ 75 %) La troisième grande société du Luxembourg, l'Arbed, avait hérité de l'usine sarroise de Burbach, la moitié de la mine de Crusnes dont l'autre moitié appartenait aux de Wendel. Cette mine était à peine ouverte à la veille de la guerre.

La mine de Crusnes est située près de la frontière et par conséquent à proximité des usines principales de la Maison de Wendel à Hayange. L'aciérie germano-belge de Knutange avait acheté les quatre cinquièmes de la mine de Murville appartenant à une usine de la région de Longwy; Thyssen avait acquis pour sa filiale de Hagondange deux concessions le long de la frontière, au sud de l'Orne, mais sans avoir commencé le forage des puits.

Les intérêts miniers de l'usine sarroise de Burbach étaient passés au Luxembourg par la constitution de l'Arbed. Par contre,

les frères Rœchling de Vœlkingen acquirent la moitié de la mine de Valleroy en échange d'actions dans leur concession houillère du bassin d'Aix-la-Chapelle. Les sociétés sarroises avaient en plus des concessions ou des participations qu'elles laissaient inutilisées pour le présent.

Quatre des cinq aciéries du Nord qui produisaient en 1913 de la fonte Thomas, avaient des mines sur le plateau de Briey. Nord-et-Est, qui possédait déjà des hauts fourneaux en Lorraine, installa à elle seule une mine sur le plateau de Briey. Denain-Anzin, par contre, qui loue deux petites mines de la région de Nancy, s'était assuré une concession sans toutefois forer des puits.

Une usine du Centre possédant les deux tiers d'une mine du bassin de Landres (Joudreville), était ainsi en état d'approvisionner la nouvelle usine que la Société construisait dans le Nord, de concert avec la Mine de Lens. En 1912, une autre société du Centre, propriétaire de l'usine d'Isbergues dans le Nord, acquit les deux cinquièmes de la mine de Giraumont, dont les travaux n'étaient pas encore terminés à cette époque.

Les hauts fourneaux de Louvroil, les seuls du bassin de la Sambre, qui appartenaient à l'origine à la Société belge qui avait foré les puits et élevé l'usine de Homécourt, furent séparés de leur base minière première; mais ces hauts fourneaux furent vendus à une autre société belge du Nord, filiale de l'aciérie belge de l'Espérance-Longdroz; ces deux sociétés partageaient avec la Gelsenkirchen la mine de Saint-Pierremont.

L'unique société du Centre qui éleva une aciérie Thomas dans le Centre, Schneider, acquit deux concessions et installa des mines sur une d'elles; plusieurs autres sociétés du Centre s'assurèrent, dès la première heure, des concessions ou firent plus tard des achats importants, mais toujours uniquement pour approvisionner leurs filiales de Lorraine ou du Nord.

Les intérêts belges dans les mines de Briey étaient avant la guerre peu importants en comparaison de la consommation des hauts fourneaux belges en minerai de Briey. Deux sociétés belges, John Cockerill et Ougrée-Marihaye, avaient avec la Deutsch Luxemburgische acquis des participations importantes dans la mine de Moutiers [1]; la Société La Providence en commun avec sa filiale de Rehon, avait pris une participation de trois dixièmes dans la

[1] Des 7 membres du Conseil, 4 étaient en 1913 des Belges.

mine d'Amermont-Dommary. Par ses intérêts dans la Société de la Chiers, Ougrée-Marihaye était également intéressé dans la mine de Joudreville.

Les sociétés allemandes qui n'avaient pas de filiales en Lorraine annexée et en Luxembourg, avaient par contre très peu d'intérêts sur le plateau de Briey; trois sociétés rhénanes s'étaient assurées chacune un quart dans la mine de Jarville, d'où elles comptaient tirer chacune un quart de million, mais en 1913 la mine ne produisait que 350.000 tonnes.

CHAPITRE VIII

LA NOUVELLE ORIENTATION DES BASSINS MÉTALLURGIQUES

Destruction et reconstruction. — La liquidation des sociétés allemandes. — La situation générale de l'après-guerre.
La métallurgie luxembourgeoise s'adapte à ses nouveaux marchés. — Importance gardée par le marché allemand. — L'essor remarquable de l'Arbed-Terres-Rouges.
Les anciens et les nouveaux débouchés du bassin de Metz—Thionville. — Les résultats financiers des nouvelles sociétés. — L'ascension de la Maison de Wendel.
L'accroissement de la production brute des trois anciens bassins français. — Leurs excellents résultats financiers. — Les progrès de la région de Longwy. — La vallée de l'Orne et le bassin de Nancy. — Puissance de la fonderie de Pont-à-Mousson.

Considérations générales.

La région de Longwy et le plateau de Briey, y compris la vallée de l'Orne, furent occupés dès les premiers jours de la guerre par les Allemands. Pont-à-Mousson, par contre, fut évacué par les troupes ennemies après la première bataille de la Marne, mais le front n'était qu'à 3 kilomètres plus loin.

Les usines furent presque toutes détruites; les stocks avaient été réquisitionnés dès le début, et quand la pénurie des métaux se fit sentir, tout ce qui pouvait être démonté fut enlevé. Les fours Martin furent déménagés et remontés dans des usines allemandes, ainsi que les nouveaux laminoirs, les convertisseurs Thomas, au contraire, brisés le plus souvent. Les trains de laminoirs furent retrouvés en partie après la guerre en Allemagne et réinstallés à leur ancienne place en Lorraine.

De telles destructions peuvent être bienfaisantes pour des usines démodées, pourvu qu'elles se trouvent dans le pays victorieux et soient dédommagées. Mais en Lorraine, presque toutes les usines étaient de date récente; des cinq aciéries de la région de Longwy, trois avaient été construites au cours des années précédant immédiatement la guerre, d'autres venaient d'être complètement modernisées, comme celle de Micheville par exemple.

Les Allemands reprirent l'extraction dans un certain nombre de mines du plateau de Briey et de la région de Longwy, principalement avec l'aide de prisonniers russes. En 1917, la production des mines de Briey s'élevait à 5 millions de tonnes, c'est-à-dire le tiers du chiffre de 1913.

Les mines ont beaucoup souffert des procédés défectueuz d'exploitation visant uniquement un rendement élevé immédiat. Pour des raisons d'utilité, les Allemands firent fonctionner les pompes d'exhaure également dans les mines inexploitées pendant toute la durée de la guerre. Seules trois mines du groupe de Landres [1] furent noyées à la fin d'août 1914, durant les combats de la région de Spincourt qui rendèrent l'exhaure difficile à ce moment-là; et il fallut, après la guerre, des années pour les remettre en état.

La reconstruction des usines fut entreprise tout de suite après l'armistice, mais ce n'est qu'en 1927 et même en 1928 que certaines d'entre elles ont retrouvé leur production d'avant-guerre. Comme c'étaient seulement les accessoires des hauts fourneaux qui avaient été détruits ou enlevés, ces derniers ont été établis avec la même capacité qu'avant la guerre, tandis que dans le Nord les hauts fourneaux sont reconstruits pour une capacité supérieure. Cependant en Lorraine on charge maintenant un peu plus les hauts fourneaux, les sociétés obtenant ainsi une production plus élevée sans avoir augmenté ni leur nombre, ni leur capacité.

La famille de Wendel était, à la veille de la guerre, sise à la fois en Allemagne et en France, avec ses usines mères du côté allemand et une filiale importante du côté français; sans jamais perdre ses attaches françaises, elle avait dû se plier, pour des raisons pratiques, à l'ordre de choses créé par le traité de Francfort. Avant la guerre de 1914, elle se trouvait représentée au Reichstag par un de ses membres comme elle l'était aussi à la Chambre française. Malgré que la Société mère était de droit une société pleinement allemande, les usines de Hayange et de Moyeuvre furent saisies en 1916 et mises sous l'administration militaire pour en intensifier la production. La filiale de Jœuf, française de droit, fut détruite sans ménagement comme toutes les autres usines occupées.

Toutefois, la Maison put recueillir un avantage appréciable de cette situation particulière : les usines de Hayange et de Moyeuvre ne furent pas séparées de leurs houillères de la Ruhr comme l'était

[1] Amermont-Dommary, Piennes et Murville.

l'usine de Knutange qui appartenait à une société belge de droit, dont les biens furent liquidés purement et simplement, quoique les neuf dixièmes des actions (1) se trouvaient, en 1914, entre des mains allemandes.

Après la guerre les usines de Wendel purent prendre part au partage des mines et des usines allemandes de Lorraine annexée qui furent séquestrées et adjugées par l'État à des consortiums français à des prix qui, à cette époque, semblaient très favorables.

Les usines allemandes du Luxembourg ne furent pas mises en liquidation après la guerre, mais elles préférèrent entrer en pourparlers de vente au sujet de leurs filiales au Luxembourg dont le statut futur n'était pas encore réglé; que le pays conclût une union douanière avec la France, avec la Belgique, ou avec les deux à la fois, les firmes allemandes verraient s'élever une frontière douanière entre elles et leurs anciennes filiales en territoire luxembourgeois.

Dans la Sarre également la plus grande partie de l'industrie privée trouva avantageux de se laisser absorber par des consortiums et des usines français.

Les usines de Thyssen à Hagondange furent acquises par un consortium de consommateurs qui compte actuellement environ 400 membres. Toutes les autres furent vendues à des sociétés métallurgiques de Lorraine, du Centre et du Nord.

Les hauts fourneaux des frères Rœchling à Thionville furent repris par un groupe d'usines de la région de Longwy sous la direction des Aciéries de Longwy, et ceux de Stumm à Uckange par un consortium sous la direction de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est; le même groupe acquérait 60 % du capital des usines Stumm dans la Sarre (Neunkirchen et Hombourg).

Un consortium sous la direction de la Société des Aciéries de la Marine et Homécourt et des Aciéries de Micheville acheta les usines de Rombas et les hauts fourneaux de Redange; la participation française dans la Société mère de Dillingen dans la Sarre, fut portée de 40 à 60 % du capital. Le même groupe acquit également 48 % du capital des Hauts Fourneaux et Aciéries de Differdange, Saint-Ingbert et Rumelange (Hadir), constituée pour reprendre les propriétés de la Deutsch Luxemburgische; il acheta

(1) *Comptes rendus statistiques d'Alsace-Lorraine*, 1921.

aussi les hauts fourneaux liquidés d'Ottange pour les louer à la Hadir.

Un cinquième consortium, sous la direction de Schneider et de Wendel, se forma pour reprendre l'usine du Knutange d'où les actionnaires belges furent éliminés et les hauts fourneaux d'Audun-le-Tiche; le même groupe souscrit les trois quarts (1) du capital de la Société constituée pour reprendre les propriétés de la Gelsenkirchener Bergwerksverein en Luxembourg et à Aix-la-Chapelle (Société métallurgique des Terres-Rouges). Le reste du capital de ces deux nouvelles sociétés luxembourgeoises était belge.

Les concessions minières suivirent les usines dans la vente; le domaine minier des Sociétés sarroises fut attaché, sauf quelques cas d'exception, à leurs anciennes filiales lorraines. Les concessions appartenant à des sociétés allemandes sans filiale dans le bassin de Metz—Thionville et en Luxembourg, furent vendues séparément; les de Wendel et l'usine de Knutange, ainsi que celle de Hagondange purent donc arrondir et compléter leurs domaines miniers respectifs. Deux mines sont devenues belges; elles furent en effet adjugées à une société minière contrôlée par la petite usine de Steinfort (Luxembourg), française au lendemain de la guerre, actuellement belge.

Les sociétés allemandes ayant des intérêts sur le plateau de Briey et dans la région de Longwy, possédaient presque toutes des filiales en Lorraine et leurs propriétés ont généralement passé aux sociétés qui ont pris la suite de leurs anciennes filiales (2). Les inté-

(1) E. MAYERUS, p. 45.

(2)

Propriétés	Anciens propriétaires	Nouveaux propriétaires.
Fonderies d'Auberive-Villerupt (contrôle).	Gelsenkirchen.	Terres-Rouges.
Mine de Saint-Pierremont (environ 75 %).	»	Nord-et-Est.
Mine de Valleroy (50 %).	Rœchling.	Lorraine Minière et Métallurgique.
Mine de Moutiers (25 %).	Deutsch-Luxemburgische.	La Hadir (17,3 %).
Mine de Murville (4/5).	Aumetz-Friede.	Senelle-Maubeuge. Denain-Anzin. Knutange.
Mine de Jarny (3/4).	Trois sociétés rhénanes.	Senelle-Maubeuge et Séquestre.

La nouvelle société de Saint-Pierremont comprend outre Nord-et-Est les sociétés de Hagondange, de Montataire, de Halanzy et d'Espérance-Longdroz, celle-ci ancienne participante. La concession de Murville a été fondue avec les concessions de Malavillers appartenant à Denain-Anzin et à celle de Bertrameix, appartenant à Senelle-Maubeuge. Quant à la mine de Jarny, cette dernière société a empêché la vente en faisant valoir que les associés s'étaient réservé mutuellement un droit de préférence au cas où l'un d'eux se dessaisirait de ses actions.

rêts belges dans les mines de Briey n'ont pas sensiblement augmenté du fait de ces transferts.

Tous les bassins métallurgiques lorrains ont dû faire face après la guerre à des difficultés multiples; la main-d'œuvre si péniblement recrutée s'est trouvée dispersée, en Meurthe-et-Moselle pendant l'occupation, en Moselle pendant la période de liquidation, quand la marche des usines se ralentit considérablement.

Les impôts sont devenus beaucoup plus lourds qu'avant la guerre (1), les frais beaucoup plus élevés de l'exploitation des chemins de fer sont portés à la charge des usines qui doivent payer des tarifs sensiblement augmentés (2) pour le transport de leurs matières premières et de leurs produits finis. Le montant des salaires est devenu plus important par l'introduction de la journée de huit heures, mais la part représentée par le salaire dans le prix de revient d'une unité de produit fini, n'est pas nécessairement plus élevée, parce que les modifications d'installation ont permis de réduire le nombre des ouvriers (3). Les prix du coke sont relativement plus élevés qu'avant la guerre tandis que les prix métallurgiques se sont stabilisés vers le quintuple, au plus, et, pour beaucoup de produits métallurgiques, au-dessous (4).

Toutefois, les usines métallurgiques de Meurthe-et-Moselle, qui ont dû au surplus, partager après la guerre le marché français avec leurs anciens concurrents du bassin de Metz—Thionville devenu français, ont réussi à augmenter d'une manière importante leur

(1) M. DREUX, président des Aciéries de Longwy, nous communique à ce sujet que ses usines paient 25 fois plus d'impôts qu'avant la guerre. C'est-à-dire, en tenant compte de la dévalorisation du franc, cinq fois plus; mais en réalité pas autant, la production ainsi que le portefeuille ayant sensiblement augmenté.

(2) La fonderie de Pont-à-Mousson nous apprend que le coefficient de majoration, par rapport à l'avant-guerre, pour le coke provenant du Nord, atteint 5,77; de la frontière belge (Ecouviez) 6,77. Pour le minerai d'Auboué (14 kilomètres) le coefficient est de 12,01; pour les produits finis (tuyaux de fonte) de Pont-à-Mousson et Rouen 8,9 en wagons de 10 tonnes, 10,6 en wagons de 5 tonnes. Le fascicule qui donne ses précisions n'est pas daté, mais on tient probablement compte du relèvement général des tarifs de 11 % effectué à partir du 1er mars 1928.

Pour les Aciéries de Rombas ce relèvement représente une surcharge de 5 millions (*Rapport* de 1927). Le résultat financier de 1927 ne donnait ni perte ni bénéfice.

(3) Les Aciéries de Longwy obtiennent une production sensiblement plus élevée avec le même nombre d'ouvriers qu'avant la guerre (*Annuaire du Comité des Forges*); celles de Micheville la même production avec 2.800 ouvriers contre 3.600 en 1913, (Visite d'ingénieurs, d'après l'*Usine*, 22 et 29 juin 1928).

(4) Fin de 1927, le prix du coke français était encore au coefficient de 6 par rapport au prix moyen de la période 1910-1914, alors que les aciers n'étaient qu'au coefficient de 4. Ce dernier s'est amélioré depuis (*Rapport* de Rombas 1927). D'après l'indice du *Bulletin quotidien* le coefficient d'augmentation était en juin 1929 de 6,60 pour le minerai, de 5,93 pour le coke, de 5,79 pour la fonte de moulage et de 4, 57 pour les rails.

chiffre de production sur l'avant-guerre et leurs résultats financiers sont excellents, surtout depuis la fin de l'année 1927. Il en a été de même pour les usines de Wendel en Moselle désannexée et celles de l'Arbed en Luxembourg, grâce à l'abaissement considérable des prix de revient résultant de la modernisation des usines et des différentes mesures de rationalisation qui contre-balancent ainsi la hausse du coke, des frais de transport, des impôts, des salaires et des charges sociales.

Les cinq nouvelles sociétés qui ont pris la suite des aciéries de Hagondange, Knutange et Rombas, dans le bassin de Metz—Thionville, et des deux sociétés allemandes du Luxembourg ont eu des débuts très difficiles. La vente des usines séquestrées eut lieu en 1919 et au début de 1920, en pleine période de prospérité; après la chute des prix consécutive à la crise de 1920, le prix fixé pour les usines se trouva trop élevé. En dehors de l'achat des usines, les nouvelles sociétés avaient repris les stocks dont la vente se faisait, avec les nouveaux prix, à perte. Dans la période de liquidation des administrateurs publics qui ne disposaient que d'une expérience commerciale très restreinte, conclurent des contrats à longue échéance, sur lesquels les sociétés subirent des pertes. Le fisc a donc dû réduire plus tard les sommes demandées pour l'achat des usines et des stocks, et procéder à l'échelonnement du paiement.

A ces difficultés de caractère passager s'en ajoutèrent d'autres, d'ordre général. Le changement de propriétaire s'accompagnait d'un changement complet du personnel supérieur. En même temps, ces usines perdirent leur clientèle habituelle en Allemagne et durent chercher de nouveaux débouchés sur des marchés extérieurs, à une époque où la sidérurgie mondiale était aux prises avec des difficultés de vente extraordinaires.

Le Luxembourg.

La sidérurgie luxembourgeoise était avant la guerre orientée vers l'exportation de la fonte et des demi-produits, et les usines luxembourgeoises avaient leur vente assurée par leurs sociétés mères allemandes (la Gelsenkirchen et la Deutsch Luxemburgische). En 1913, le Luxembourg expédiait en Allemagne 40 % de sa production en fonte, 23 % de son acier brut et 38 % de ses demi-produits et produits finis.

Après la guerre, le Luxembourg désira une union douanière avec la France dont le marché intérieur aurait pu absorber une grande partie de la production sidérurgique. La sidérurgie belge elle-même était, par contre, dans la nécessité d'exporter les quatre cinquièmes de sa production et ne pouvait rien recevoir du Luxembourg.

La France ne désirait pas aliéner ses bons rapports avec la Belgique et déclina l'offre du Luxembourg, après que l'union douanière entre les trois pays eût été repoussée par la Belgique; le Luxembourg était donc forcé d'accepter l'union actuelle belgo-luxembourgeoise.

Le Luxembourg n'a presque pas d'industrie de transformation et la sidérurgie luxembourgeoise devait donc, dans ces conditions, faire écouler presque 100 % de sa production à l'étranger. Mais ces nouveaux marchés ne pouvaient pas absorber de la fonte, de l'acier brut et des demi-produits; l'industrie luxembourgeoise se trouvait ainsi dans la nécessité de transformer toute sa production de fonte en acier et d'acier en produits finis et de procéder aux constructions nécessaires [1].

Les hauts fourneaux isolés de Rumelange qui produisent de la fonte de moulage ont été éteints depuis l'armistice, mais sont rallumés depuis le commencement de 1929. A partir de 1926, l'Arbed a arrêté ses trois hauts fourneaux de Dommeldange qui se trouvent situés hors de la région de la minette.

Cependant la production de fonte se trouvait en 1927 supérieure à celle de 1913. La production d'acier atteignait presque le double de celle d'avant-guerre; la proportion d'acier expédiée sous forme de demi-produit, par contre, baisse d'année en année [2]. Le Luxembourg, en 1927, fabriquait presque deux fois et demie plus de produits finis qu'en 1913.

L'extraction minière reste la même; elle s'est élevée dans le bassin siliceux de Petange-Differdange, qui continue en territoire Luxembourgeois le bassin de Longwy, mais la production a baissé, surtout dans le bassin exclusivement calcaire de Rumelange—Dudelange.

(1) L'exportation de fonte en 1913 se montait à 1.194.000 tonnes; en 1927, la différence entre la production des hauts fourneaux, en augmentation de 294.000 tonnes depuis 1913, et la consommation en fonte des aciéries n'était que de 68.000 tonnes dont 25.000 tonnes furent utilisées par des fonderies locales.

(2) Demi-produits expédiés en 1924 : 616.000 tonnes; en 1927 : 399.000 tonnes.

Pour assurer sa vente l'Arbed, le plus souvent de concert avec Terres-Rouges, a pris des participations importantes dans l'industrie de transformation en Belgique et en Allemagne. Ce dernier pays est resté le client le plus important pour les scories de déphosphorisation, mais a réduit ses achats de fer et d'acier très sensiblement, tout en restant un débouché important, comme nous le montre le tableau suivant [1] :

	En milliers de tonnes		
	1913	1926	1927
Fonte	1.034	23	34
Demi-produits	278	139	170
Produits finis :	295	47	197

Les deux nouvelles sociétés franco-belges, les Terres-Rouges et la Hadir, constituées pour reprendre les propriétés de la Gelsenkirchen et la Deutsch Luxemburgische eurent une marche pénible qui contraste avec l'essor de la vieille société locale de l'Arbed, dont les capitaux sont belgo-franco-luxembourgeois, mais qu'on peut cependant considérer encore comme une firme luxembourgeoise [2].

Depuis la guerre, la Société des Terres-Rouges, dans laquelle Schneider était le principal actionnaire, ont eu des bureaux de vente en commun avec l'Arbed (Columeta), plus de quarante en tout. En 1926, la Société a dû fusionner avec l'Arbed, qui possède maintenant la presque totalité des actions; quatre actions de Terres-Rouges furent échangées contre une action de l'Arbed.

Après quelques années difficiles, la Hadir a obtenu des résultats financiers satisfaisants [3]. Son aciérie de Differdange produisait en 1927, 595.000 tonnes d'acier et, avec l'usine de Saint-Ingbert, dans la Sarre, 665.000 tonnes de produits laminés. La capacité des hauts fourneaux de Differdange, d'Ottange et de Rume-

(1) BERKENKOPF (1913), *Note statistique, extrait de l'Annuaire officiel de 1928* (1926) et *Bulletin du Comité des Forges* (1927).

(2) Des 22 membres du Conseil, même après la fusion avec Terres-Rouges), 10 habiten le Luxembourg, 8 la Belgique et 4 la France (*Annuaire du Comité des Forges*). En 1927, la Société Générale de Belgique acquit 40.000 parts Arbed, estimées au bilan à 100 millions de francs belges, d'un groupe allemand qui les avait recueillies petit à petit en vue de les revendre avec bénéfice. Il existe au total 250.000 parts sociales sans désignation de valeur.

(3) La Hadir a distribué des dividendes depuis 1924; après l'exercice de 1927 qui se terminait avec un bénéfice élevé, il ne reste que 55 francs à payer sur le dividende cumulatif de 60 francs auquel les actionnaires ont droit pour les huit exercices de la Société.

lange s'élève à 1 million de tonnes par an. La Société occupe en Luxembourg 5.410 ouvriers et employés.

Après sa fusion avec Terres-Rouges, l'Arbed est devenue d'une puissance que seule dépasse les Vereinigte Stahlwerke dans la Ruhr; elle possède trois aciéries Thomas en Luxembourg et une dans la Sarre, toutes d'une capacité variant de 400.000 à 600.000 tonnes par an; la production s'élevait en 1927, à 2.224.000 tonnes de fonte, 2.148.000 tonnes d'acier et 1.718.000 tonnes de produits finis laminés (1). Ses usines et mines en Luxembourg occupent 19.400 ouvriers et employés, ceux de la Sarre et de Lorraine désannexée 12.170 (2). Si on comprend celui des houillères et des usines du bassin d'Aix-la-Chapelle, le personnel s'élève à 65.000 (3). Le portefeuille de l'Arbed est estimé, au bilan de 1927, à 711 millions de francs belges (4). M. Mayrisch, l'ancien directeur général de l'Arbed, a dirigé les négociations qui ont amené la constitution du Cartel européen de l'Acier, et il en fut son premier président.

L'Arbed-Terres-Rouges a poursuivi une politique de concentration et de modernisation remarquable. L'ancienne aciérie Thomas d'Aix-la-Chapelle a été démontée, en 1926-1927, les fours Martin de la même usine arrêtés depuis la même époque; les hauts fourneaux de Dommeldange, distants de la région productrice de minerai sont éteints.

Par contre, à Dudelange et surtout à Esch, l'activité va toujours en augmentant. A Dudelange, on vient d'allumer un nouveau haut fourneau de 6 mètres de diamètre, le plus important jusqu'ici en Lorraine (5); deux autres sont prévus, on pourra ainsi produire plus de fonte avec trois nouveaux hauts fourneaux qu'avec six anciens.

Aux environs d'Esch on a créé, par la fusion de l'Arbed et des Terres-Rouges, un ensemble métallurgique dont la capacité de fonte est de 2 millions de tonnes. Les deux usines complètes, celle de Belval (Terres-Rouges), bâtie d'une façon spacieuse, permettant d'amples extensions, et celle d'Esch (Arbed) resserrée afin de réduire les pertes de chaleur par les transports à l'intérieur de

(1) Communiqué par la Columeta.
(2) Communiqué par M. Nickels, octobre 1928.
(3) *United States Department of Commerce. Trade Information Bulletin n° 559.*
(4) *Société Générale de Belgique. Compte rendu 1928,* qui ajoute : « Il existe une sérieuse plus-value ».
(5) D'après les chiffres donnés par l'*Usine,* 9 février 1929, la capacité en serait de 450 tonnes.

l'usine, ont toutes deux été construites durant les années précédant immédiatement la guerre. Les hauts fourneaux isolés d'Esch (Terres-Rouges), d'une capacité d'un demi-million de tonnes, qui expédiaient avant la guerre leur fonte à l'aciérie Thomas d'Aix-la-Chapelle, sont maintenant reliés par des conduits aux deux aciéries qui y amènent la fonte à l'état liquide. Des hauts fourneaux d'Audun-le-Tiche, produisant d'ailleurs moins de 100.000 tonnes par an, distants de 2 kilomètres, la fonte doit être encore transportée à l'état froid. 9 minières et 4 puits approvisionnent les 21 hauts fourneaux en minerai.

Le bassin de Metz-Thionville.

Le bassin de Metz—Thionville expédia en 1913, 30 % de sa fonte (dont les deux tiers dans la Sarre), 42 % de ses demi-produits et 38 à 40 % de ses produits finis en Allemagne. Convertie en fonte, l'Allemagne recevait, non compris la Sarre, 50 à 55 %, la Sarre comprise, 60 à 65 % de sa production. Le reste était exporté principalement par Anvers (1).

La guerre mondiale a rompu les liens qui unissaient les hauts fourneaux de Thionville, d'Uckange et de Redange à leurs usines mères sarroises, celles-ci préférant maintenant importer leur minerai. Les deux aciéries de Rombas et de Hagondange produisaient avant la guerre principalement des demi-produits livrés à des usines allemandes auxquelles elles étaient affiliées. Elles ont dû après la guerre, diriger leur production dans des sens différents. Les importations allemandes du bassin de Metz—Thionville ont été réduites à presque rien, après l'expiration des cinq années de franchise douanière, pour se relever ensuite comme nous le montre le tableau suivant (2) :

	En milliers de tonnes		
	1913	1926	1927
Fonte	1.194	37	82
Demi-produits	340	8	99
Produits finis	525-550	64	165

(1) BERKENKOPF.
(2) *Statistique ferroviaire allemande et* BERKENKOPF (1913), *Bulletin du Comité des Forges* (1926 et 1927).

Cependant, dans le bassin de Metz—Thionville les usines ne se trouvaient pas dans la nécessité de procéder à de nouvelles installations aussi importantes qu'au Luxembourg. L'industrie de transformation n'est certes pas aussi développée en France qu'en Allemagne, mais les anciennes usines allemandes ont pourtant pu écouler une certaine partie de leur production de fonte, de demi-produits et de produits finis sur le marché français. Les usines de Rombas ont d'ailleurs été absorbées par le groupe de Homécourt—La Marine, celles de Knutange par le groupe de Schneider, qui tous deux possèdent ou contrôlent de nombreuses usines transformatrices. Les usines de Hagondange ont été reprises par un consortium de consommateurs, mais ses membres n'utilisent que de l'acier de qualité, les produits en acier Thomas devant être vendus sur le marché libre; les usines sont donc forcées de travailler de plus en plus leurs produits (1).

Ces trois aciéries, toutes d'une production annuelle d'un demi-million de tonnes d'acier au moins, dépassent légèrement leur production d'avant-guerre, mais les résultats financiers ont été défectueux. La Société de Knutange a accumulé, l'exercice de 1927 compris, une perte globale de 54 millions de francs entravant ainsi les améliorations en vue de la réduction du prix de revient, si nécessaires dans les conditions de concurrence exaspérée d'après-guerre. La marche de la Société de Rombas a été plus satisfaisante, mais elle doit à ses actionnaires le dividende statutaire de 6 % pour quatre ans, exercice de 1927 compris. On a pourtant remplacé à Rombas trois des anciens hauts fourneaux par des nouveaux, un quatrième est en construction (2); en 1927 la Société fit une émission de 50 millions de francs pour ses travaux de modernisation. De nouvelles aciéries Thomas et Martin furent terminées en 1920 (3). Les usines tout à fait modernes de Hagondange n'ont terminé avec bénéfice que deux de leurs exercices, mais comme elles ont une forme coopérative, leur marche a été cependant satisfaisante.

Les sociétés qui ont repris les anciens hauts fourneaux sarrois ont obtenu des résultats financiers très satisfaisants; ceux de

(1) Produits finis en 1913 : 61.000 tonnes, en 1926 : 264.000 tonnes. Capacité de production donnée par l'usine à l'heure actuelle : 450.000 tonnes de produits finis et 75.000 tonnes de demi-produits.

(2) D'après *l'Usine*, qui ajoute qu'un haut fourneau moderne avec tous ses accessoires coûte 40 millions de francs.

(3) *L'Information économique et financière*, 14 mai 1921.

Redange chôment, ceux de Thionville et d'Uckange sont loin d'atteindre leur production d'avant-guerre, mais ces trois sociétés vendent une grande quantité de minerai, le prix du minerai ayant été très avantageux ces dernières années, tandis que celui de la fonte ne permet guère de réaliser de bénéfice. La Société Lorraine Minière et Métallurgique de Thionville envisage donc la construction d'une aciérie Thomas électrique de la même importance que l'aciérie de Mont-Saint-Martin et vient de faire un emprunt de 50 millions de francs, sans toutefois augmenter son capital. Elle dispose de terrains suffisants; l'hostilité de longue date entre les Stumm et les Rœchling les conduisit tous les deux à acquérir le plus de terrain possible autour de leurs usines réciproques pour en entraver les extensions futures, terrains échangés à la conclusion de la paix entre les deux firmes en 1900 (1).

Dans ces nouvelles conditions, les expéditions de fonte du bassin de Metz—Thionville ont été réduites de 1.391.000 tonnes en 1913, à 725.000 tonnes en 1927, dont 422.000 vendues à l'étranger. La production de fonte du bassin est également inférieure à celle d'avant-guerre.

Ainsi que l'Arbed au Luxembourg, l'ancienne firme locale de Wendel a continué sa marche ascendante; l'usine de Jœuf comprise, qui n'en forme maintenant plus qu'une avec celles de la vallée de l'Orne, la Société produisait en 1927, 4.308.000 tonnes de minerai (2), 1.478.000 de fonte et 1.469.000 d'acier. La presque totalité de la production est transformée en produits finis. Pour assurer sa vente, la Maison a pris des participations importantes dans l'industrie de transformation et occupe à l'heure actuelle (3) 20.660 ouvriers dans les vallées de la Fentsch et de l'Orne, Jœuf compris, 9.487 aux houillères de Petite-Rosselle, en tout avec les houillères de la Ruhr 41.000 (4). On va construire une nouvelle aciérie Thomas avec fours électriques à Hayange, pour remplacer l'ancienne qui fonctionne depuis 1880, la première de Lorraine. Les anciens hauts fourneaux du groupe de Saint-Jacques ont fait place à de nouveaux après la guerre, dont deux de grande capacité, les autres plus petits permettant d'utiliser du coke médiocre. Les usines

(1) WEIGERT.

(2) Chiffres auxquels il faut ajouter la moitié de la production de la mine de Crusnes, que la maison partage avec l'Arbed, soit 360.000 tonnes.

(3) 1er avril 1928; communiqué au cours d'une visite.

(4) *Nomenclature générale des produits*, édition 1928.

de Wendel obtiennent les prix de revient les plus bas en Lorraine.

Ce n'est qu'en 1928 que l'extraction minière du bassin de Metz—Thionville a atteint de nouveau les chiffres d'avant-guerre. Les clients les plus importants, la Sarre et la Ruhr, qui faisaient venir avant la guerre leur minerai de leur propres mines, préfèrenr maintenant acheter le minerai calcaire de Briey dont la teneur en fer est un peu plus élevée. Le tiers de l'extraction incombait aux mines luxembourgeoises.

La production de fonte est inférieure à celle d'avant-guerre tandis que celle d'acier dépasse la production de 1913 de 713.000 tonnes, mais c'est surtout le finissage des produits qui a dû prendre une extension plus considérable, parce que les nouveaux débouchés peuvent difficilement absorber de la fonte et des demi-produits comme le faisait le marché allemand avant la guerre. La production de produits finis a passé de 1.364.000 tonnes en 1913 à 1.750.000 tonnes en 1927.

Le bassin de Metz—Thionville, en règle générale, doit écouler sur des marchés extérieurs 50 à 60 % de sa production, proportion rarement atteinte en France; ses usines expédièrent en 1926 en France 347.000 tonnes de fonte, à l'étranger 422.000 tonnes (1); en 1927, 244.000 tonnes de demi-produits en France et 300.000 tonnes à l'étranger (2), dont le tiers à destination de l'Allemagne. Les derniers chiffres publiés pour les expéditions des demi-produits (1925) accusent des expéditions en France se montant à 707.000 tonnes, à l'étranger à 839.000 (3).

(1) Congrès de navigation intérieure, 1927.

(2) *Bulletin du Comité des forges.* Les expéditions de demi-produits se montaient en 1925 à 949.000 tonnes et en 1927, année de crise sur le marché intérieur, à 513.000.

(3) Statistique publiée par l'Association des Maitres de Forges de Lorraine jusqu'en 1925 : (Chiffres pour 1924 en parenthèses.)

	En milliers de tonnes		
	Fonte	Demi-produits	Produits finis
France	346	305	707
Sarre	77	22	7
Allemagne	61 (137)	45 (83)	77 82)
Belgique	87	4	8
Luxembourg	7	»	1
Italie	13	91	76
États-Unis	100	8	11
Angleterre	53	138	102
Autres pays	»	18	557

La Société de Knutange exportait en 1927 63,7 % de sa production contre 43 % en 1926 (*Rapport* de 1927), mais la consommation de produits métallurgiques en France était en 1927 de 30 % inférieure à celle de 1926, à cause de la crise de la stabilisation du franc (*Rapport* de Rombas).

Les bassins de Longwy et de Nancy et la vallée de l'Orne.

Les usines métallurgiques de Meurthe-et-Moselle ont sensiblement augmenté leurs chiffres de production depuis la guerre. Leur production de fonte en 1928 accuse un progrès de 691.000 tonnes sur celle de 1913; leur production d'acier s'est même élevée de 1.106.000 tonnes, et atteignait en 1928 3.405.000 tonnes. Cependant les usines de Meurthe-et-Moselle font encore des expéditions importantes de demi-produits (918.000 tonnes en 1927); ce n'est qu'en 1928 que leur fabrication de produits finis s'est relevée d'une façon considérable; elles ne se trouvent pas dans la nécessité de pousser aussi loin le finissage de leurs produits que leurs rivales du bassin de Metz—Thionville et du Luxembourg.

Comme ces dernières, les établissements de Meurthe-et-Moselle ont plus tendance à exporter qu'avant la guerre (1). La plus grande partie des progrès réalisés revient d'ailleurs à la région de Longwy, la mieux située à ce point de vue (2).

Pour réduire leurs prix de revient, presque toutes les grandes usines de Meurthe-et-Moselle se sont adjoint des cokeries depuis la guerre (3), si elles n'en possédaient déjà ailleurs, en propre ou par leurs sociétés mères (4). Leurs résultats financiers ont été excellents.

Un certain mouvement de concentration s'est produit; la Société de Senelle—Maubeuge n'a pas reconstruit ses hauts fourneaux de Villerupt, mais produit cependant aujourd'hui autant de fonte à Senelle que dans ses deux usines avant la guerre. La Société envisage l'établissement de nouveaux laminoirs à Senelle, remplaçant ceux de l'usine de Maubeuge, qui ne s'adonnerait plus à l'avenir qu'à la construction. Les hauts fourneaux de Saulnes (Raty) ont absorbé ceux de Hussigny. Saintignon et Cie n'a pas reconstruit ses hauts fourneaux détruits; le seul qui subsistait a été cédé à la Société de la Chiers, son domaine minier partagé en plusieurs parties et la Société se consacre uniquement à l'exploitation de son établissement thermal, installé sur la propriété d'un

(1) Demi-produits vendus en 1927 à l'étranger : 554.000 tonnes, en France : 364.000.

(2) Les Aciéries de Micheville exportent entre 30 et 40 % de leur production (Communiqué par la Société).

(3) Pont-à-Mousson, Neuves-Maisons, Homécourt, Mont-Saint-Martin et Micheville.

(4) Senelle et Jœuf (en propre), La Chiers et Rehon (Sociétés mères

ancien couvent de Longwy-Bas, où se trouve une source minérale, captée par un sondage de houille.

Les cinq aciéries de la région de Longwy produisent actuellement plus de 2 millions de tonnes d'acier contre 1.114.000 tonnes en 1913, mais nous devons remarquer que l'aciérie de la Chiers n'a commencé à fonctionner qu'en décembre 1913. La production de fonte a également augmenté de 1.737.000 tonnes en 1913 à 2.303.000 en 1928. La production de produits finis s'élevait en 1928 à 1.090.000 tonnes.

Les Aciéries de Longwy ont pris une place encore plus prépondérante qu'avant la guerre; leur production en acier était en 1927-1928 de 532.000 tonnes dont le quart en acier Martin. Les usines de Mont-Saint-Martin ont donc atteint les mêmes chiffres de production que les trois aciéries de Rombas, de Knutange et de Hagondange, en Lorraine désannexée, et dépassent de loin toutes celles de Meurthe-et-Moselle; les mines propres et les participations de la société donnaient, en 1927, 3,8 millions de tonnes de minerai, dont un dixième à peine pouvait être mis en vente. Le nombre d'ouvriers s'élève, y compris les forges de Sedan, les carrières et fours à chaux dans la Meuse et les ateliers de wagons, à un total de 8.500 ouvriers et employés (1).

Les trois autres aciéries de la vallée de la Chiers n'atteignent pas les mêmes proportions. Les usines de Senelle, dans lesquelles les de Wendel possèdent une participation importante, sont, depuis leur reconstruction, parmi les plus belles de la Lorraine; la Société possède une houillère du Nord, des forges dans les Ardennes (Laval-Dieu), des laminoirs et des ateliers de construction dans le bassin de la Sambre (Haumont). L'usine de Senelle est le plus grand expéditeur de demi-produits de la région.

L'aciérie de la Chiers à Longwy-Bas, dont la majorité des actions sont en la possession de la Société belge Ougrée-Marihaye, vient de fusionner avec deux forges des Ardennes, Vireux-Molhain, (que contrôle également Ougrée-Marihaye), et Blagny-Carignan (dont la presque totalité des actions appartient à l'aciérie de la Chiers) et avec des carrières et fours à chaux de la Meuse (2). Ce groupe reste sous le contrôle de la Société belge (3). On vient d'ad-

(1) Le 1er janvier 1928.
(2) Le capital de la Société de la Chiers doit être porté de 30 à 50 millions.
(3) Après la guerre les Tréfileries du Havre, qui possèdent une douzaine d'usines et qui sont un de ses principaux clients, ont pris une participation importante dans la Société de la Chiers.

joindre une aciérie Martin aux usines de la Chiers à Longwy-Bas qui produisent environ 300.000 tonnes d'acier par an et élaborent en partie des demi-produits de l'usine luxembourgeoise de Rodange, également filiale d'Ougrée-Marihaye.

L'autre usine belge du bassin de Longwy, celle de Rehon, appartenant à La Providence, produit 400.000 tonnes d'acier Thomas par an, tonnage atteint également par l'usine de Senelle pour l'acier Thomas et Martin réunis. 240.000 tonnes sont laminées sur place, le reste étant expédié aux usines que possède la Société dans le Nord (Haumont) et en Belgique (1).

Les hauts fourneaux de Saulnes, dont la capacité s'est accrue par l'annexion de ceux de Hussigny, ne produisent que de la fonte de moulage. Étant donné les prix défavorables des fontes, les hauts fourneaux de Saulnes ont préféré abaisser leurs prix de revient en acquérant plusieurs fonderies fabriquant surtout des radiateurs pour chauffage central. L'usine de Villerupt transforme elle-même sa production de fonte sur place ou dans ses usines d'Auberive; la capacité de la Société se monte à un tiers de celle de Pont-à-Mousson (2).

Les usines de Micheville et de Homécourt sont reconstruites d'après un programme commun; elles sont actuellement gérées en commun et partagent les bénéfices (« Marmiche »). Les usines de Micheville se sont spécialisées dans les profilés de toute dimension et de toute nature, celles de Homécourt dans les demi-produits (blooms et billettes), tôles et larges plats. Chacune d'elles a été reconstruite avec une puissance pour chaque produit au moins égale à la capacité totale des deux usines d'avant-guerre (3).

En 1928, les deux usines ont produit 850.000 tonnes de fonte et 770.000 tonnes d'acier et dépassent ainsi leur production d'avant-guerre. Les demi-produits de Homécourt sont laminés par l'usine que possède la Société dans le Nord (Haumont).

L'usine de Jœuf, le plus grand producteur de fonte en Meurthe-et-Moselle, expédie en grande partie ses blooms et billettes à Hayange, et la vallée de l'Orne atteint ainsi un faible tonnage de produits finis, mais de fortes expéditions de demi-produits, en

(1) *L'Usine*, 22 et 29 juin 1928.
(2) Capacité de production : à Villerupt 70.000 tonnes de fonte moulée, à Auberive 20.000.
(3) *Le Monde Illustré*, 30 décembre 1921.

1928 presque un demi-million de tonnes. La production brute a augmenté (1).

Dans la région de Nancy la situation a plutôt été stationnaire (2). Les usines qui se sont trouvées à l'arrière de la ligne du front, se sont en partie trouvées vieillies en comparaison des usines reconstruites plus au nord. Leur situation est également moins favorable; elles doivent supporter des charges plus élevées pour les transports du coke et du minerai calcaire de Briey, et la distance qui les sépare d'Anvers, leur port d'exportation, est plus grande d'environ 100 kilomètres. La région de Nancy élabore en totalité sa production d'acier sur place et se classe pour les produits finis bien avant la vallée de l'Orne, qui dépasse de loin la région de Nancy dans la production brute.

Des 25 hauts fourneaux de la région, 9 se trouvaient en chômage à la fin de 1927, tandis que dans la région de Longwy seuls 7 hauts fourneaux parmi 36 étaient hors feu au même moment. Les 4 hauts fourneaux de Jarville qui appartiennent aux Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, ne seront certainement jamais rallumés, la Société préférant produire sa fonte dans le Nord. Les 4 hauts fourneaux et l'aciérie de Frouard appartenant à l'usine de Montataire (Oise) ont été presque constamment en chômage. La Société, qui a subi des pertes sur ses derniers exercices, vient d'être reprise par la mine de Lens. Les hauts fourneaux de Maxéville, propriété d'un groupe de maîtres de forges de la Haute-Marne, n'atteignent que de faibles chiffres de production (3).

Les usines de Pompey sont restées de dimensions moyennes (4) mais sont plutôt en voie de progression. La majorité des actions se trouve encore aux mains de la famille Fould et les usines n'ont donc pu assurer leur vente par des échanges d'actions, comme le font tant d'autres sociétés, elles sont dans l'obligation de transformer autant que possible leur production sur place, dont le sixième est exporté par Anvers (5).

(1) Production de fonte en 1928 : 1.112.000 tonnes; en 1913 : 939.000; production d'acier en 1928 : 814.000 tonnes; en 1913 : 684.000.

(2) Production de fonte en 1928 : 759.000 tonnes dont 3 usines : 626.000 tonnes; en 1913 807.000 tonnes, dont les mêmes 3 usines 524.000; production d'acier en 1928 : 552.000 tonnes, en 1913 : 493.000.

(3) En 1927, 47.000 tonnes.

(4) Production de fonte en 1928 : 171.000 tonnes

(5) Renseignements communiqués par la Société, avril 1928. Pompey écoule ses produits vers le sud jusqu'à Lyon (transports par voie d'eau), vers l'ouest jusqu'à Châlons-sur-Marne et aux environs de Paris où se trouve le siège social.

Les usines de Châtillon-Commentry à Neuves-Maisons elles-mêmes ne sont pas non plus de gros producteurs. Elles fabriquaient, en 1927, 340.000 tonnes d'acier, c'est-à-dire pas plus qu'en 1913. La Société est cependant une des entreprises métallurgiques les plus puissantes de France, car elle ne vend que des produits complètement finis. De ses nombreuses usines du Centre sortent des ustensiles de ménage et toute espèce d'objets d'usage commun. Elle tire son minerai et sa houille de ses propres mines, elle a une participation importante dans une houillère du Nord, grande productrice de coke; elle possède une cokerie sur place et peut ainsi réaliser des profits sur toutes les échelles de la production.

Châtillon-Commentry vient d'acquérir 44 % du capital des Aciéries de France, dont les actions peuvent être échangées avec les siennes à raison de 1 contre 12. Une fusion complète est envisagée. Les Aciéries de France possèdent une bonne houillère du Centre et Châtillon-Commentry peut ainsi presque doubler sa production de houille. Les usines d'Isbergues et de Calais appartenant aux Aciéries de France peuvent produire 250.000 tonnes d'acier par an et augmenteront ainsi sensiblement sa puissance métallurgique.

La Fonderie de Pont-à-Mousson a poursuivi son essor d'avant-guerre et sa production atteint 125 % (1) par rapport à 1913; en 1926 elle exporta 52 %, en 1927 même 64 %.

Depuis la guerre, Pont-à-Mousson contrôle ses deux concurrents les plus sérieux; elle détient 60 % du capital de la fonderie de Brebach, dans la Sarre, dont les hauts fourneaux peuvent produire 200.000 tonnes par an, et sans posséder la majorité des actions elle a, de concert avec des sociétés affiliées, une participation importante dans les fonderies de Villerupt-Auberive.

Les participations métallurgiques qu'avait pris déjà la fonderie de Pont-à-Mousson avant la guerre, se sont développées depuis considérablement; elles sont assez importantes dans les aciéries de La Marine-Homécourt et de Micheville pour qu'elle soit représentée à leurs Conseils d'administration. De concert avec ces deux sociétés, elle a pris le contrôle des aciéries de Rombas en Lorraine annexée et de la Hadir, au Luxembourg.

L'approvisionnement en coke des usines de la Société est déjà complètement assuré; elle commence dès maintenant à recueillir

(1) 1er avril 1928, communiqué à Pont-à-Mousson.

les fruits de sa politique houillère d'avant-guerre dans la Campine belge et dans le bassin d'Aix-la-Chapelle; depuis la guerre elle a pris une participation dans la houillère liquidée de Sarre-et-Moselle qui appartenait à Stinnes et qui est peut-être destinée à devenir le plus grand charbonnage de France.

Les mines d'Auboué n'ont atteint que la moitié de leur production d'avant-guerre, ayant particulièrement souffert de l'exploitation allemande durant les hostilités et la Société sera obligée d'abandonner les sièges d'Auboué peut-être dix ans plus tôt qu'elle ne l'aurait fait dans des circonstances normales; des nouveaux puits sont en forage sur la concession voisine de Moineville.

Après la Maison de Wendel et Le Creusot, la Fonderie de Pont-à-Mousson est devenue, au cours d'une marche ascendante d'un demi-siècle, l'entreprise métallurgique la plus puissante de France.

CHAPITRE IX

LA SIDÉRURGIE DES BASSINS HOUILLERS

Les conséquences de la guerre dans la Sarre. — Par la reprise de ses débouchés allemands, la métallurgie sarroise reconquiert sa puissance d'avant-guerre.
Le développement de la métallurgie du Nord. — Ses deux grands producteurs. — Le rôle du Nord dans le finissage des produits lorrains.
L'essor de la métallurgie belge depuis la guerre. — Concentration et intégration. — Sa base minière est moins assurée que sa base charbonnière.
Les progrès de la métallurgie de la Ruhr réparent les pertes de guerre allemandes. — Concentration et rationalisation. — La puissance de la Ruhr égale ou dépasse celle des bassins lorrains réunis.

La Sarre.

En même temps que, par le traité de Versailles, les mines fiscales passaient à l'État français, les usines sidérurgiques de la Sarre perdaient leurs filiales en Lorraine annexée. En face de l'Administration minière française, deux des usines mères préférèrent abandonner leur indépendance. La Société de Pont-à-Mousson acquit les six dixièmes du capital de la fonderie de Brebach, et le consortium dirigé par les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est les six dixièmes des anciennes usines Stumm de Neunkirchen et de Hombourg. Dans la Société de Dillingen, les capitaux français furent portés de 40 à 60 %. Seules les usines de Vœlkingen gardèrent leur indépendance.

Depuis la perte de leurs filiales lorraines, les sociétés sarroises n'ont plus aucun avantage à importer de la fonte et elles en produisent seules actuellement autant qu'avec leurs quatre filiales réunies en 1913. En 1928 seulement, la production d'acier atteignit ses chiffres d'avant-guerre; celle des produits laminés est légèrement supérieure.

Les produits sidérurgiques de la Sarre avaient avant la guerre, comme la houille, leur marché principal dans l'Allemagne du Sud. Les expéditions des usines vers l'Allemagne, très réduites à un

certain moment, sont en train d'augmenter de nouveau comme le montre le tableau suivant (1) :

Expéditions de produits laminés en milliers de tonnes.

	1913	1925	1926	1927
Allemagne	1.246	365	514	940
France	79	286	340	218
Étranger	362	195	196	180

La politique économique française n'a pas été, dans la Sarre, couronnée du même succès qu'en Alsace et en Lorraine. Les bénéfices qu'a tirés l'État français des mines domaniales ont été inférieurs aux intérêts qu'aurait donnés une banque ordinaire des 300 millions de marks-or à quoi furent estimées les mines, d'un commun accord en 1922 (2), entre l'Allemagne et la France. La métallurgie de la Sarre a certainement trouvé de nouveaux marchés en France, mais c'est grâce à la reconquête, assez pénible, de ses anciens débouchés d'Allemagne qu'elle a retrouvé sa pleine activité d'avant-guerre. Les sociétés françaises se sont peut-être montrées moins disposées aux sacrifices nécessaires pour reprendre ces marchés que l'auraient été des firmes purement allemandes.

Les usines de la Sarre ne font plus venir du coke de la Ruhr comme avant la guerre (3), la production de leurs cokeries ayant augmenté sensiblement, mais elles sont toujours désavantagées par le transport du minerai. Le rendement des hauts fourneaux a, par contre, sensiblement augmenté depuis la guerre.

Comme il est maintenant évident que la Sarre, après le plébiscite de 1935, retournera à l'Allemagne, l'industrie française n'a plus le même intérêt à conserver sa main-mise sur la métallurgie sarroise. L'État prussien, selon toute probabilité, profitera de son droit de rachat des mines domaniales. En face d'une administration minière allemande, la situation des sociétés françaises, dépendant des mines domaniales pour leur approvisionnement en combustible, deviendrait plus difficile. L'usine de Neunkirchen est déjà redevenue allemande (1), mais on ne sait guère quelle sera la prochaine.

(1) D'après *Saarwirtschaftsstatistik*. Source : Statistique ferroviaire allemande pour 1913 et Statistique ferroviaire sarroise depuis 1925.

(2) Les mines domaniales ont versé pour les sept exercices de 1920 à 1926 un dividende (calculé sur les 300 millions marks or) moyen de 3,03 %; mais les réserves ont été augmentées sensiblement. Les versements compris, le bénéfice moyen a été de 5.63 % (*Rapport* de M. Defline, directeur général des Mines domaniales pour l'année 1926).

(3) Expéditions de coke par voie ferrée de la Ruhr en 1927 : 158.000 tonnes; d'Aix-la-Chapelle : 2.000.

Le Nord.

Les usines métallurgiques du Nord ont été reconstruites pour une capacité plus grande à celle d'avant-guerre. La production de fonte ne dépassait encore cependant en 1928 que légèrement celle de 1913, mais la production d'acier, dont la moitié en acier Martin, outrepassait en 1928 celle de 1913 de 372.000 tonnes et atteignait 1.549.000 tonnes. Dans la grosse production, le Nord est donc devancé de loin par la région de Longwy.

Les Aciéries et Forges du Nord et de l'Est, d'importance bien inférieure avant la guerre à Denain-Anzin et aux plus grandes sociétés de l'Est, ont pris depuis des dimensions beaucoup plus vastes. Elles ont absorbé les deux hauts fourneaux, l'aciérie Thomas et les laminoirs que possédait la Société belge de l'Espérance dans le bassin de la Sambre. La Société de Pont-à-Vedin n'a pas reconstruit ses usines, mais a cédé ses dommages de guerre aux Forges et Aciéries du Nord et de l'Est qui sont en train de rebâtir les trois hauts fourneaux détruits de Pont-à-Védin en liaison avec ses propres usines de Valenciennes et de Louvroil.

Pendant l'exercice de 1927-1928, la Société fabriquait déjà dans ces deux usines du Nord 572.000 tonnes de fonte et 503.0000 tonnes d'acier, et sa production ira en augmentant avec l'achèvement des travaux prévus (2).

Les quatre anciens hauts fourneaux de Jarville, dans la région de Nancy, sont hors feu depuis la guerre.

La Société a renforcé sa base minière en prenant le contrôle de la mine de Saint-Pierremont; son ancienne mine propre de Piennes a atteint une production annuelle de 1,5 million de tonnes.

En Lorraine désannexée, la Société possède 40 % du capital des mines et usines d'Uckange, qui détiennent une participation dans leur ancienne société mère de la Sarre. A ses intérêts houillers

(1) Depuis 1926, les frères Stumm détiennent 40 % du capital à Neunkirchen et à Hombourg, une banque d'Amsterdam 40 %, et le groupe de Nord et Est 20 %, mais d'après la composition du Conseil, la Société est actuellement en majorité allemande.

(2) Le rapport de 1927-1928 mentionne les travaux presque terminés d'un quatrième haut fourneau à Valenciennes et le commencement d'un troisième haut fourneau à Louvroil.

de la Campine belge et du Pas-de-Calais, la Société a adjoint, depuis la guerre, une participation dans le charbonnage belge de Levant-de-Mons. Mais cette remarquable extension a coûté à la Société son indépendance; la mine de Lens, le plus grand producteur de coke du Nord, est devenue son principal actionnaire.

Denain-Anzin n'a achevé sa reconstruction qu'en 1926. L'année suivante fut encore un exercice de mise au point. Ce n'est qu'en 1928 que les nouvelles installations atteignirent leur plein rendement, produisant 360.000 tonnes de fonte et 450.000 tonnes d'acier Martin et Thomas. La Société dispose à Escaudain de l'espace nécessaire pour porter à 6 et même à 8 le nombre de ses hauts fourneaux.

Par ses participations, Denain-Anzin a amélioré encore sa base minière et charbonnière et la Bourse estime au double sa puissance industrielle tandis que la plupart des autres sociétés se sont capitalisées en proportion avec la dépréciation du franc.

La troisième grande entreprise métallurgique du Nord, les usines de Calais et Isbergues, appartenant aux Aciéries de France, a eu une marche pénible au cours des dix dernières années; la Société possède des fours à coke, une participation sur le plateau de Briey et une mine en Normandie, mais elle doit cependant acheter en partie et son combustible et son minerai. La principale force de la Société qui vient d'être absorbée par Châtillon-Commentry réside dans un bon charbonnage du Centre.

Les hauts fourneaux de Calais et d'Outreau, près de Boulogne, n'ont pas été détruits comme tous les autres; après la guerre la Société de Firminy a construit un grand haut fourneau aux Dunes, près de Dunkerque, et ainsi les trois ports de la Manche sont dotés de hauts fourneaux qui s'approvisionnent par la mer.

Après la réunion de l'Alsace-Lorraine à laFrance, le Nord a dû assumer le rôle autrefois tenu par la Ruhr dans la transformation des demi-produits du bassin de Metz—Thionville. Le Nord, déjà avant la guerre, remplissait le même rôle envers les usines métallurgiques de Meurthe-et-Moselle.

En 1927, les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle envoyaient en France 608.000 tonnes de demi-produits (1), la plus grande partie de ces expéditions fut certainement préparée dans le Nord.

(1) *Bulletin du Comité des Forges.*

Une enquête faite dans le bassin de la Sambre (1) montre que les usines de cette région recevaient en 1924-1925, 356.000 tonnes de demi-produits de Rombas et de Hagondange, en Lorraine désannexée, de Homécourt, Senelle, Rehon et Longwy-Bas (Chiers) dans les bassins de Longwy et de l'Orne.

Le bassin de la Sambre est devenu dépendant de la Lorraine pour la moitié de sa production qui se monte à 600.000 tonnes de laminés finis, tandis que sa production d'acier brut n'atteint que 350.000 tonnes (2).

La région de Valenciennes, par contre, fabrique elle-même son acier et ne consomme pas beaucoup de demi-produits de Lorraine (3).

La Belgique.

Les usines métallurgiques belges furent également détruites en grande partie durant la guerre; elles ont été reconstruites sur une plus grande échelle et la Belgique produisait, en 1927, 50 % de fonte en plus et 50 % d'acier en plus qu'en 1913, tandis que la production de fonte en Lorraine (les quatre bassins français et le Luxembourg ensemble) a été stationnaire (+ 2 %), celle d'acier s'est relevée de 22 %. Les progrès se sont encore affirmés en 1928. La totalité presque entière de l'acier est élaborée comme avant la guerre.

Cette prospérité s'explique, pour une grande partie, par le mouvement de concentration et d'intégration qui s'est produit en Belgique depuis la guerre.

Les trois quarts de l'acier sont fournis par les 5 plus grandes des 12 aciéries, quatre cinquièmes des produits laminés sortent des usines complètes possédant hauts fourneaux, aciéries et laminoirs. La concentration est plus prononcée dans la région de Liège où trois usines réunissent les neuf dixièmes de la production, tandis qu'il subsiste des sociétés de plus faibles dimensions dans le bassin de Charleroi. Deux grandes sociétés, Athus-Grivigny et Angleur-Charbonnages belges, issues toutes deux de fusions antérieures, se sont fondues. Sambre-et-Moselle a absorbé l'aciérie de Châtelineau.

(1) *Annales de Géographie*, 1926.
(2) *Le Nord industriel*, 8 avril 1928.
(3) La région de Valenciennes produisait en 1927 : 303.000 tonnes d'acier Thomas (384.000 tonnes de fonte) et 251.000 tonnes d'acier Martin (*Idem*).

Avant la guerre, une seule société belge, Ougrée, s'était intégrée à un charbonnage, Marihaye; cette nouvelle Société a encore amélioré sa base charbonnière depuis la guerre en absorbant une houillère qui donne 400.000 tonnes de charbon à coke par an (1). En 1923, Angleur fusionna avec une houillère importante. Le doyen des entreprises métallurgiques belges, John Cockerill, qui s'adonne d'ailleurs autant à la construction qu'à la production sidérurgique, tire presque tout son combustible de ses propres mines et la firme possède en plus des participations dans la Campine. La Providence a assuré aussi son avenir et celui de sa filiale de Rehon, mais doit encore, à l'heure actuelle, acheter du charbon à coke, tandis que Sambre-et-Moselle produit tout le coke qu'elle consomme.

Les cinq grandes sociétés métallurgiques belges qui toutes seules ou avec leurs filiales de Lorraine produisent environ un demi-million d'acier ou davantage (2), n'ont pas réussi à s'approvisionner exclusivement en minerai par leurs propres mines et participations, mais elles en achètent une quantité inférieure qu'avant la guerre, les mines françaises auxquelles elles sont intéressées produisant davantage (3).

John Cockerill a obtenu une nouvelle participation dans la mine d'Amermont-Dommary, Sambre-et-Moselle, dans la concession inexploitée de Bouligny, appartenant autrefois à Thyssen. Athus-Grivigny a absorbé l'usine de Steinfort en Luxembourg, qui lui apportait le contrôle de deux mines importantes en Lorraine désannexée, où la Société partage avec Ougrée-Marihaye et la Providence une mine qui a accru sensiblement sa production en ces dernières années (Ottange II).

La Ruhr.

L'Allemagne produisait, en Lorraine annexée, avant la guerre, les trois quarts de son minerai; les hauts fourneaux de la Sarre,

(1) *L'Usine*, 30 novembre 1928. Charbonnage de Fontane-l'Évêque.

(2) Sambre-et-Moselle est le plus grand producteur d'acier de Belgique, mais avec sa filiale de Rehon, La Providence atteignait en 1927-1928 un chiffre de 847.000 tonnes d'acier; plus que la moitié de la production de fonte doit incomber à sa filiale de Rehon (production en 1928 : 455.000 tonnes de fonte).

(3) La production des quatre mines du plateau de Briey dans lesquelles les Sociétés belges ont des participations est montée de 3.600.000 en 1913 jusqu'à 4.700.000 en 1927.

du Luxembourg et du bassin de Metz—Thionville fabriquaient autant de fonte que la Ruhr.

Comme il fallait s'y attendre, l'Allemagne n'a pas pu réparer complètement ses pertes, malgré son relèvement prodigieux de ces dernières années. Sa production en fonte en 1927, dans ses frontières actuelles (sans Sarre et Lorraine), se montait à 78 % de celle de l'ancienne et plus grande Allemagne d'avant-guerre, sa production d'acier à 93 %. Ce résultat est dû surtout aux efforts de rationalisation accomplis depuis la guerre (1) et à l'extension prise par l'industrie de la Ruhr. Les indemnités que recevaient les sociétés ayant des propriétés en Lorraine et le montant des ventes de leurs intérêts luxembourgeois ont été utilisés pour des agrandissements et des modernisations dans la Ruhr.

De 1926 à 1927, la production de fonte et d'acier a fait un bond formidable, mais cette expansion est surtout due à l'élargissement du marché intérieur, l'industrie de transformation s'étant développée considérablement ces dernières années. L'exportation des produits sidérurgiques ne joue plus le même rôle qu'avant la guerre, et l'exportation nette ne se montait, en 1927, qu'au dixième de la consommation intérieure. La métallurgie de la Ruhr contraste ainsi profondément avec celle de Lorraine qui s'oriente principalement vers l'exportation.

Dans la Ruhr, 21 usines avec 77 hauts fourneaux en activité (fin de l'année) produisaient, en 1927, 10,4 millions de tonnes de fonte, c'est-à-dire plus que toute la région de minette lorraine; la production d'acier brut se montait à 13 millions de tonnes, contre 8 millions en Lorraine, celle des produits finis à 10 millions contre 4.6 millions en Lorraine. La métallurgie de la Ruhr ne livre presque pas de demi-produits pour la vente (2). La puissance de la métallurgie de la Ruhr dépasse de loin celle d'avant-guerre (3), mais elle a cependant été obtenue sans augmentation des effectifs ouvriers, malgré la journée de huit heures.

Les importations de minerai lorrain, qui, fortement réduites, se sont relevées ces trois dernières années, n'atteignent pas la

(1) La production de fonte par haut fourneau et par semaine d'activité s'est élevée de 1913 à 1927 dans toute l'Allemagne de 1,120 tonnes à 2,252 (frontières actuelles). Le nombre d'usines a été réduit par la rationalisation de 70 à 48, le nombre de hauts fourneaux en activité de 204 à 116.

(2) 788.000 tonnes en 1927.

(3) En 1927, la Ruhr produisait 2.143.000 tonnes de fonte, 2.865.000 tonnes d'acier et 760.000 tonnes de produits finis de plus qu'en 1913.

moitié des chiffres d'avant-guerre; si on tient compte de sa faible teneur en fer, le minerai lorrain ne joue presque aucun rôle.

Les hauts fourneaux de la Ruhr consommaient en 1927 15.975.000 tonnes de minerai, dont 7.199.000 tonnes de minerai suédois. Les importations en minerai de la Suède ont presque doublé, celles de minerai non phosphoreux d'Espagne et de l'Afrique du Nord restent sur le même plan qu'avant la guerre ainsi que les expéditions des bassins miniers allemands de la Lahn, de la Sieg et de la Dill.

L'essor de la métallurgie allemande a été grandement favorisé par la concentration qui s'est produite surtout dans la Ruhr. Les trois quarts de la production de fonte incombent maintenant à six sociétés dont cinq se trouvent dans la Ruhr; la plus grande d'entre elles, les Vereinigte Stahlwerke, fondées en 1926 par l'union des anciens établissements Stinnes (Rhein-Union-Elbe), de Thyssen, de Phœnix et de Rheinische Stahlwerke, produisaient en 1926-1927 : 26 millions de tonnes de charbon, 8 millions de tonnes de coke, 4 millions de tonnes de fonte, 6.8 millions de tonnes d'acier brut et 5 millions de produits finis, et occupaient dans leurs mines et usines 200.000 ouvriers et employés. Au cours de ce même exercice, les Vereinigte Stahlwerke ont arrêté 13 mines, 1 cokerie, 10 hauts fourneaux, 8 convertisseurs et fours, 11 trains de laminoirs. L'usine Thyssen de Hamborn, en voie d'agrandissement, doit atteindre une production d'acier brut de 2,5 millions de tonnes (1).

En face d'une semblable entreprise, l'Arbed-Terres-Rouges même parait de propsrtions mesquines, mais les autres grandes firmes de la Ruhr ont acquis aussi une puissance remarquable. Le quantum de Krupp dont le carlel allemand d'acier brut se montait, le 1er janvier 1928, à 1,6 million de tonnes; Krupp se trouvait donc afnsi distancé par l'Arbed-Terres-Rouges, mais dépas sait pourtant les de Wendel. Le quantum de la Gutehoffnungshütte s'élevait à 1,1 million, ceux de Hœsch et de Klœckner à 0,9 million de tonnes, tandis que les plus grandes sociétés lorraines, exception faite pour l'Arbed et de Wendel, dépassent rarement le demi-million.

(1) *Bulletin du Comité des Forges.*

CHAPITRE X

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE SUR LE MARCHÉ DU COMBUSTIBLE

L'économie réalisée dans la consommation du combustible. — Les métallurgistes lorrains établissent des cokeries sur place. — La diminution des expéditions de coke de la Ruhr. — L'importance croissante des bassins secondaires : Campine belge, Limbourg hollandais et Aix-la-Chapelle. — La Sarre et les houillères lorraines. — Le Nord fournit à la Lorraine une quantité de coke plus considérable. — Comment la métallurgie luxembourgeoise a assuré son ravitaillement. — Le bassin de Metz—Thionville voit s'affaiblir sa base charbonnière. — Les contrats de coke entre les houillères du Nord et la métallurgie de l'Est. — Leurs échanges d'actions.

Les hauts fourneaux lorrains s'approvisionnent en coke, après comme avant la guerre, aux mêmes sources, mais ils utilisent toutefois une moindre quantité de coke de la Ruhr.

En Belgique, les mines du bassin de la Campine ont commencé à produire depuis la guerre; l'extraction en Hollande a quintuplé; les houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont augmenté leur production de coke de 50 %; dans la région d'Aix-la-Chapelle, de nouveaux charbonnages se sont ouverts et le bassin fournit beaucoup plus de charbon qu'en 1913, sans toutefois produire autant de coke. La Sarre et les houillères lorraines ont même accru leur importance en face de la métallurgie lorraine.

Les bassins d'approvisionnement secondaires ont donc accru leur importance au détriment de la Ruhr, réduisant ainsi la dépendance gênante de la métallurgie lorraine vis-à-vis de ses concurrents allemands. L'indépendance des usines lorraines est encore plus sauvegardée du fait que le coke et le charbon à coke, consommés par elles, proviennent de plus en plus de leurs mines particulières. Elles ont sensiblement réduit leurs prix de revient en élevant des fours à coke en Lorraine et ont aussi diminué leur consommation de combustible par une stricte économie et une meilleure utilisation du gaz des hauts fourneaux qu'avant la guerre.

Les hauts fourneaux lorrains consomment moins de coke avec

une production plus élevée, c'est surtout le cas pour ceux de Meurthe-et-Moselle, ainsi que le montre le tableau suivant :

	Consommation de coke en milliers de tonnes.			*Consommation de coke par 1.000 kilos de fonte* (1).		
	1913	1926	1927	1913	1926	1927
Meurthe-et-Moselle .	4.400	4.111	4.080	1.250	1.075	1.040
Moselle.	4.500	4.133	3.832	»	»	1.135
Luxembourg	3.200	3.022	3.342	»	1.181	1.186
TOTAL . . .	12.100	11.266	11.254			

A côté de la consommation des hauts fourneaux en coke, celle des aciéries et laminoirs en charbon est de bien moindre importance. On comptait, avant la guerre, qu'il fallait 100 kilos de houille par tonne de lingots et de moulage, 200 kilos par tonne de blooms et de billettes et 300 kilos par tonne de produits finis (2) tandis qu'il faut environ 1.100 kilos de coke pour produire une tonne de fonte. Par une meilleure utilisation du gaz des hauts fourneaux, les besoins des aciéries et des laminoirs du bassin de Metz—Thionville ont été réduits de moitié depuis 1913 (3); en Meurthe-et-Moselle l'économie réalisée est encore plus considérable (4).

Les usines vendent à l'extérieur le surplus d'électricité de leurs centrales à gaz. Les industriels de la région de Longwy ont mêmn créé une centrale de distribution commune; mais en général oe ne peut trouver une utilisation pour tout le gaz disponible; c'est surtout pour les usines qui possèdent des cokeries, dont les gaz, après qu'on en a tiré les sous-produits, goudron, ammoniaque et benzol, peuvent également être utilisés dans les centrales d'électricité. La fonderie de Pont-à-Mousson envisage la distribution de gaz de chauffage et d'éclairage à Nancy.

Déjà en 1912, la Maison de Wendel avait établi des fours à coke à Moyeuvre; la fonderie de Pont-à-Mousson en construisait à la déclaration de guerre.

A l'heure actuelle, presque toutes les grandes usines possèdent

(1) Il faut ajouter à ses chiffres environ 300.000 tonnes consommés par les hauts fourneaux du Luxembourg belge.

(2) M. Alexandre Dreux.

(3) Consommation en 1913 : 793.000 tonnes de charbon; en 1927 : 395.000 (pour une plus grande production).

(4) Consommation en 1927 : 255.000 tonnes.

des cokeries en Lorraine. Les cokeries de Homécourt, Neuves-Maisons, Pont-à-Mousson, Thionville et Moyeuvre produisaient en 1927 déjà 1 million de coke par an, et la fabrication sera probablement dans quelques années portée à 2 millions. Au cours de l'année suivante des cokeries furent mises en route à Mont-Saint-Martin et à Micheville. Les usines de Hagondange ont commencé la construction de fours, celles de Rombas n'ont été retenues que par leurs difficultés financières. Les cokeries existantes s'adjoignent de nouvelles batteries.

La Ruhr fournit encore la plus grande partie du coke consommé, quoique moins qu'avant la guerre. Le Luxembourg recevait en 1913 de l'Allemagne, la presque totalité de son coke, en 1926, à peine les deux tiers; le bassin de Metz—Thionville recevait en 1913 les quatre cinquièmes, en 1926 seulement trois cinquièmes, en 1927 à peine la moitié, bien que la forte diminution dans la consommation du coke de la Ruhr en cette dernière année s'explique par un désaccord sur les prix pendant une partie de l'année.

La Ruhr expédiait en 1927 par chemin de fer, vers la Lorraine, 5.375.000 tonnes de coke (1) auxquelles il faut ajouter 418.000 tonnes de coke envoyées par le bassin d'Aix-la-Chapelle (2). Le bassin de Metz—Thionville était le plus grand consommateur, mais une quantité presque égale se dirigeait vers le Luxembourg.

Les hauts fourneaux consommaient la même année en tout 11.254.000 tonnes de coke; la moitié exactement provenait donc de la Ruhr, et du bassin d'Aix-la-Chapelle, mais la dépendance de la Lorraine vis-à-vis de la Ruhr est moindre que ne le fait supposer ce chiffre, parce que les quatre cokeries que possèdent des firmes lorraines dans ces deux bassins produisaient, en 1927, 1.798.000 tonnes de coke. Une partie des fines à coke consommée par les cokeries en Lorraine provient également des cinq mines lorraines de la Ruhr et d'Aix-la-Chapelle dont la production se montait, dans la même année à 6.713.000 tonnes contre 3.803.000 en 1913.

Dans la Campine belge, la première mine commença son exploitation en 1917; en 1927, cinq mines donnaient ensemble 2.433.000 tonnes de houille, en 1928, 2.890.000 (3). L'extraction s'est déve-

(1) Des circonscriptions ferroviaires 22 et 23 en Alsace-Lorraine, Luxembourg et France (circonscriptions 29, 59 et 58).

(2) De la circonscription 26 aux mêmes destinations.

(3) *Glückauf.*

loppée si rapidement qu'en Belgique même on a dû faire appel à la main-d'œuvre étrangère.

On n'a pas encore construit les cokeries prévues auprès des nouvelles mines, qui doivent atteindre d'abord des chiffres de production beaucoup plus élevés permettant des prix de revient suffisamment réduits. Les deux mines françaises [1] déjà en exploitation produisaient ensemble, en 1927, 1 million de tonnes; mais on considère en général que la marche ordinaire ne peut commencer avant que chaque mine ait atteint ce chiffre de production.

La production de coke en Belgique a augmenté sensiblement depuis la guerre, passant de 3.523.000 tonnes en 1913 à 5.927.000 en 1928; les nouvelles mines de la Campine fournissent une quantité considérable de charbon à coke, mais les importations de fines à coke se sont élevées dans des proportions encore plus fortes. Plus de la moitié des charbons consommés par les cokeries sont de provenance étrangère[2]. Les cokeries les plus récentes, celles de Zeebrugge, Hoboken (Anvers), Willebroeck et Vilvorde se sont toutes établies à proximité d'une voie d'eau dans le Nord de la Belgique, hors de la région productrice de charbon.

Ce surplus de coke est absorbé par les hauts fourneaux belges, dont la production s'est élevée de 50 % depuis la guerre. La Belgique doit même importer 2.921.000 tonnes de coke, dont la plus grande partie d'Allemagne, une certaine quantité de Hollande. Elle exporte cependant 819.000 tonnes (1927) en France; mais ce chiffre n'a rien de surprenant; les deux filiales belges de la région de Longwy (Rehon et La Chiers) en consomment autant; enfin les Aciéries de Rombas et les Hauts Fourneaux de La Chiers ont des participations dans la cokerie collective de Zeebrugge [3].

La production houillère en Limbourg hollandais a été quintuplée depuis la guerre; les mines domaniales ont porté leur production de 418.000 tonnes en 1913 à 5.831.000 tonnes en 1927. La Société Oranje-Nassau dans laquelle la Maison de Wendel détient la majorité des actions, a presque triplé sa production qui se montait en 1927 à 1.680.000 tonnes. Les mines de Laura et Vereeniging, dans lesquelles l'Arbed est intéressée, ont doublé la leur.

Jusqu'à l'achèvement de la canalisation de la Meuse, l'industrie hollandaise préférera importer son charbon d'Angleterre et d'Allemagne et le Limbourg hollandais écoule actuellement la moitié de ses charbons en France, en Belgique et dans le bassin d'Aix-la-Chapelle. En 1928, la France recevait de Hollande 834.000 tonnes de charbon et 612.000 tonnes de coke [1], l'union douanière belgo-luxembourgeoise 2.147.000 tonnes de charbon et 226.000 tonnes de coke [2].

(1) Beeringen-Courcell et Limbourg-Meuse.
(2) En 1927, 3.851.000 tonnes de la consommation totale de 7.342.000.
(3) Production en 1928 : 550.000 tonnes (Communiqué par la Société nancéienne de Crédit)

La mine domaniale d'Emma est le plus gros producteur de coke [3], mais la cokerie établie par des industriels lorrains à Sluiskil, sur le canal maritime de Gand, qui s'alimente en charbon allemand et anglais, représente également une production importante [4]. Des accords conclus entre les métallurgistes de l'Est et les mines hollandaises permettront dans quelques années de porter les importations de coke de Hollande à 1 million par an [5].

Dans le bassin d'Aix-la-Chapelle la production de coke n'a pas encore atteint les chiffres d'avant-guerre; les sociétés mères lorraines vendent même presque la moitié du coke fabriqué sur le marché libre [6]; mais la production houillère a augmenté considérablement et dépassait en 1927 les 5 millions. Toutes les mines du bassin sont maintenant absorbées par l'industrie et 90 % du capital des sociétés houillères sont, à l'heure actuelle, étrangers [7]. Les deux nouvelles mines lorraines de Carl Alexandre et de Carolus Magnus produisaient ensemble, en 1927, 764.000 tonnes de houille, mais seule la mine de Carolus Magnus possède déjà des fours à coke [8]. Le programme de production pour les deux mines est de 1 million de tonnes chacune.

L'Administration française des mines de la Sarre a réussi à donner à la vente des charbons sarrois de nouveaux débouchés; la France, dans ses limites actuelles, recevait en 1926 presque la moitié de leur production, en 1913 seulement un cinquième.

La production de coke dans la Sarre est passée de 1.750.000 tonnes en 1913, à 2.373.000 en 1928; les usines ont établi de nou-

(1) En 1927, 528.000 tonnes.
(2) Chiffres communiqués par le Comité des houillères.
(3) La mine d'Emma produisait, en 1926, 689.000 tonnes de coke sur une production totale de 1.199.000 tonnes; en 1927, la production s'est élevée à 888.000 tonnes.
(4) En 1927-1928, 282.000 tonnes. Une nouvelle batterie est en construction (*Rapport* des Aciéries de Longwy, 1927-1928).
(5) *L'Europe Nouvelle*, 14 avril 1928.
(6) 453.000 tonnes d'une production totale de 1.058.000 tonnes sont vendues en Allemagne (Statistique ferroviaire allemande).
(7) E. BAUMONT.
(8) 171.000 tonnes de coke en 1927.

velles batteries depuis la guerre, des travaux sont en cours à Neunkirchen et à Vœlkingen (1), mais cette production plus élevée est presque entièrement absorbée par les usines elles-mêmes qui, après la perte de leurs filiales de Lorraine annexée, ont fortement augmenté leur production de fonte. Elles ont réduit leurs importations de coke de la Ruhr à presque rien (2) et la quantité de coke que la Sarre peut mettre à la disposition des hauts fourneaux lorrains reste donc très faible.

Cependant, la Sarre expédia en 1927, 138.000 tonnes de coke (3); les hauts fourneaux de Rombas recevaient une certaine quantité de coke des usines de Dillingen qui sont contrôlées par le groupe de La Marine-Homécourt comme celles de Rombas. La production de coke de Burbach est montée de 354.000 tonnes en 1913 à 575.000 tonnes en 1927 (4), dont probablement une quantité moindre peut être mise à la disposition des usines du Luxembourg. Les mines domaniales, par contre, expédient plus de coke en Italie qu'aux usines métallurgiques de Lorraine (5).

Les sociétés métallurgiques lorraines n'ont pas été très favorisées dans le partage des intérêts houillers allemands liquidés. Le charbonnage de Sarre-et-Moselle dont la production a été presque doublée depuis 1913, et qui a pris la même importance que les mines de Wendel à Petite-Rosselle, a été adjugé à un groupe de houillères sinistrées du Nord.

Les Aciéries de Longwy, de Micheville, de La Marine-Homécourt et la fonderie de Pont-à-Mousson ont repris la concession de Faulquemont, appartenant avant la guerre aux frères Rœchling. Deux autres concessions inexploitées, celles de Longeville et de Haute-Vigneulles, ont été attribuées aux hauts fourneaux de Thionville et de Redange.

Seules les mines de Sarre-et-Moselle ont des fours à coke, qui, en 1927, produisaient 150.000 tonnes de coke dont 42 % vendus aux usines lorraines. On n'utilise pas de fines à coke étrangères, mais on obtient cependant un coke suffisamment dur (6).

Les charbons à coke des trois houillères lorraines sont consi-

(1) *Le Temps économique.*
(2) 160.000 tonnes en 1927 (Statistique ferroviaire allemande).
(3) Chiffre probablement exagéré. Les criblages entrent dans les statistiques sous la même nomenclature. Expéditions en 1926 : 436.000 tonnes.
(4) Communiqué par la Columeta.
(5) Vente de coke en Moselle et Meurthe-et-Moselle en 1928 : 46.000 tonnes.
(6) Rapport de l'ingénieur en chef des mines.

dérés comme moins aptes à la carbonisation que les fines de la Sarre, mais la Maison de Wendel les utilise cependant dans ses fours à coke de Moyeuvre. Les deux cokeries du bassin de Metz—Thionville reçoivent donc un tiers de leurs fines des houillères lorraines, mais une quantité plus grande provient de la Campine belge et de Hollande. Par contre, plus de la moitié des charbons à coke consommés par les cokeries de Meurthe-et-Moselle provenaient, en 1927, de la Sarre, mais les fines étrangères jouent un rôle plus important que celles de Lorraine.

Jusqu'ici, les usines métallurgiques de Lorraine ont tiré peu de profit des nouvelles concessions qu'elles se sont vues attribuer dans le Pas-de-Calais, quelques années avant la guerre. Seule une de ces concessions vient d'entrer en exploitation (1). Une autre a été cédée à une société houillère et les autres sont restées inexploitées.

La Société de Senelle-Maubeuge a acquis en 1922 une des plus anciennes houillères du Nord, celle de Douchy, qui, en 1927, produisait 201.000 tonnes de coke. La mine de Crespin Nord, contrôlée par les de Wendel, produit presque autant (2); la mine d'Azincourt appartenant à Denain-Anzin n'atteint encore que de faibles chiffres (3).

La production des mines appartenant en propre aux usines métallurgiques ne se monte donc plus qu'à 478.000 tonnes de coke. La production totale du bassin a cependant progressé dans de fortes proportions et atteignait, en 1928, 3.630.000 tonnes contre 2.470.000 tonnes en 1913. La consommation des hauts fourneaux du Nord s'est certainement élevée (4), mais les deux tiers environ de la production des cokeries houillères peuvent être mis à la disposition de la métallurgie de l'Est.

Il faut ajouter à ce chiffre la production des cokeries non houillères du Nord, qui en 1926 se montaient à 925.000 tonnes contre 608.000 en 1913. La cokerie collective d'Auby, dont la majorité des actions à l'heure actuelle appartient aux Aciéries de Longwy, produit 300.000 tonnes (5). Les Aciéries de France ont construit des fours à coke en liaison avec leurs usines.

(1) La mine de Gouy-Servins. Production en 1928 : 58.000 tonnes de charbon.
(2) En 1927, 181.000 tonnes de coke.
(3) En 1927, 96.000 tonnes de coke.
(4) Les hauts fourneaux du Nord consommaient en 1926 : 1.012.000 tonnes de coke (*Statistique de l'Industrie minérale*).
(5) En 1927-1928 (*Rapport* des Aciéries de Longwy).

La production totale de coke des houillères françaises se montait en 1928 à 4.400.000 tonnes contre 2.940.000 en 1913, mais les hauts fourneaux de l'Est ne reçoivent que de faibles quantités des mines du Centre (1) et presque rien des usines d'électricité (2).

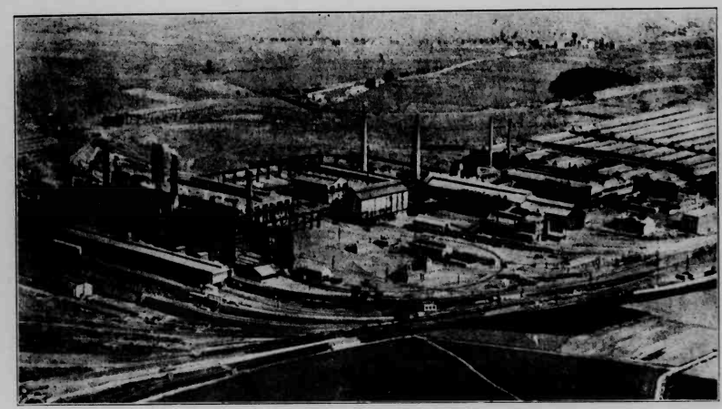
En Luxembourg, les anciennes filiales allemandes qui ont été reprises par des consortiums franco-belges ont certainement perdu la base charbonnière que leur assuraient autrefois leurs usines mères allemandes. Terres-Rouges se sont assuré de nouveau leur ravitaillement en fusionnant avec l'Arbed. La Hadir appartient à des Sociétés métallurgiques et à des banques qui contrôlent également des charbonnages. Pour les usines de Rodange, il n'y a pas de changement; elles appartenaient déjà avant la guerre à la seule société métallurgique belge ayant fusionné avec un charbonnage. L'usine de Steinfort, depuis 1921 en possession de la Société d'Athus-Angleur, a ainsi son ravitaillement assuré.

Les mines de l'Arbed, dans le bassin d'Aix-la-Chapelle, n'ont pas encore retrouvé leur fabrication de coke d'avant-guerre, mais leur production en pourrait être facilement doublée ou triplée; des nouvelles batteries sont en construction à cet effet. Depuis la guerre, l'Arbed a acquis des participations dans une des nouvelles mines de la Campine belge où les travaux se poursuivent sans que la production ait encore commencé, et dans la Société hollandaise de Laura et Vereeniging qui livrait 723.000 tonnes de charbon en 1927.

En Lorraine désannexée, l'Aciérie de Knutange a été séparée de ses importantes houillères de la Ruhr, liquidées par les Allemands pendant la guerre. Les usines de Hagondange ne reçoivent naturellement plus leur coke des mines Thyssen de la Ruhr comme avant la guerre. Les de Wendel ont par contre gardé leur puissante base charbonnière. La production de coke de leurs mines propres, à Hamm (Ruhr), qui n'ont pas été liquidées est légèrement inférieure à celle de 1913; la Société de Friedrich Heinrich, liquidée par les Allemands pendant la guerre a été rachetée depuis; les intérêts des de Wendel y sont plus prépondérants qu'avant la guerre. La production de coke se montait en 1927 à 565.000 tonnes, celle de charbon à 1.453.000 tonnes. Les mines que contrôlent les

(1) 2,3 % du coke consommé en Moselle provenait de la Loire. Pour la Meurthe-et-Moselle il n'y a pas d'indication.

(2) La grande usine d'électricité de Genevilliers sur la Seine, en marche depuis 1926, n'envoie que de faibles quantités de coke, ainsi que le fait la cokerie de Ronchamps, propriété d'une houillère, également usine d'électricité.



USINE DE BELVAL (TERRES ROUGES) — VUE GÉNÉRALE

UN CHANTIER DE DÉPILAGE

de Wendel en Hollande ont également sensiblement accru leur production.

En Meurthe-et-Moselle, la fonderie de Pont-à-Mousson s'est assuré complètement son ravitaillement en coke par ses participations en Campine belge, dans la région d'Aix-la-Chapelle, dans le Nord et en Lorraine. Les aciéries de Micheville et de La Marine-Homécourt dont les besoins sont plus grands, ont pourtant leur approvisionnement moins assuré; c'est aussi le cas pour les autres sociétés possédant ou contrôlant des charbonnages. Les sociétés de Meurthe-et-Moselle ont donc préféré garantir leur avenir en concluant des contrats avec des houillères du Nord qui comportent des modes de fixation de prix, et elles peuvent ainsi compter toujours sur les prix les plus avantageux. Ces contrats sont le plus souvent renforcés par des échanges d'actions.

Le premier de ces accords fut conclu entre les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est et la Mine de Lens, le plus grand producteur de coke du Nord. Mais c'est surtout ces dernières années que de telles combinaisons se sont faites. La crise charbonnière qui sévit partout oblige les mines à carboniser une proportion toujours grandissante de leur houille et de restreindre autant que possible les ventes de houille crue; une concurrence acharnée des cokes de la Ruhr est à prévoir en Lorraine. Jusqu'ici les mines suivantes sont liées à des usines métallurgiques du Nord et de l'Est [1] :

Lens	Nord-Est, Montataire.
Aniche	Denain-Anzin.
Azincourt	Denain-Anzin (en propriété).
Béthune	Aciéries de France.
Anzin	Marine-Homécourt.
Escarpelle (pas de cokerie)	Marine-Homécourt.
Dourges	Châtillon-Commentry, Saulnes.
Nœux	Pompey.
Douchy	Senelle-Maubeuge (en propriété).
Crespin	Wendel et Cie (contrôle).

Ces dix mines représentaient en 1927 la presque totalité du coke produit par les houillères du Nord; celles liées exclusivement à des sociétés lorraines produisaient environ 1.500.000 tonnes de coke.

(1) *L'Information*, 22 mars 1929.

CHAPITRE XI

LES CHANGEMENTS SURVENUS DANS LES TRANSPORTS

Les principaux courants de transport. — La rivalité de Dunkerque et d'Anvers. — Tonnages transportés. — La généralisation de l'emploi des wagons spéciaux à minerai et ses conséquences. — Les expéditions de minerai par le port de Strasbourg. — La canalisation de la Moselle jusqu'à Thionville.

A la suite des nouvelles frontières politiques et douanières, les expéditions de minerai, de fer et d'acier de Lorraine annexée et du Luxembourg vers la Ruhr se sont trouvées fortement réduites. Par contre, les exportations de minerai en Belgique, les envois de charbon et de coke du Limbourg hollandais, de la Campine belge et du bassin d'Aix-la-Chapelle se sont accrus d'année en année; enfin les expéditions des produits métallurgiques par Anvers ont atteint des chiffres beaucoup plus considérables, tous les bassins lorrains étant beaucoup plus orientés vers l'exportation qu'avant la guerre.

La plus grande partie du minerai envoyé en Belgique quitte le réseau français à Vireux et à Givet; une quantité plus faible passe par Écouviez et Longwy (1). Les exportations par Écouviez sont moindres qu'avant la guerre, mais s'accroîtront probablement quand la nouvelle gare de La Tours (Belgique) sera achevée. Les produits métallurgiques luxembourgeois empruntent les deux lignes de Trois-Vierges et d'Arlon-Bruxelles-Anvers, mais les industriels du Luxembourg se plaignent que cette dernière ligne qui est la plus courte se trouve embouteillée; les produits métallurgiques étaient donc, dans une certaine mesure, dirigés par Dunkerque, mais ces expéditions s'expliquent peut-être plus par le mécontentement des industriels relativement aux tarifs des chemins de fer belges que par l'encombrement des lignes. Les usines

(1) En 1927 : par Longwy 856.000 tonnes, par Ecouviez 1.839.000, par Vireux 2.196.000 et par Givet 1.648.000.

luxembourgeoises ne jouissaient pas des mêmes tarifs de faveur que leurs concurrentes belges. Pour s'attirer le trafic par Dunkerque, la Compagnie du Nord a accordé les mêmes tarifs à ce port que celui payé par les usines au port d'Anvers, malgré une distance supérieure de 100 kilomètres (1).

Les chemins de fer belges viennent maintenant d'accorder les mêmes tarifs de faveur aux usines luxembourgeoises qu'aux usines belges pour les produits métallurgiques (2), mais ils ne sont pas encore sur un pied d'égalité avec les sociétés belges, les tarifs des cokes et des matières premières sont encore supérieurs (3).

Les transports effectués par chemins de fer pour le compte de la métallurgie ont atteint des chiffres considérables; la Compagnie de l'Est transportait en 1927, 19,2 millions de tonnes de minerai, 10,4 millions de tonnes de combustibles minéraux et 8,9 millions de tonnes de produits métallurgiques. Ces trois groupes de marchandises représentaient ensemble 65,46 % du trafic total (4). Les lignes françaises du Nord et de l'Est peuvent cependant transporter des quantités bien plus considérables, tandis qu'en Belgique plusieurs des lignes fournissent dès maintenant le maximum de leur effort et le trafic doit emprunter des lignes moins chargées (5).

Depuis la guerre on emploie de plus en plus des wagons spéciaux pour le transport du minerai; ces wagons se vident automatiquement au moyen de trappes pratiquées dans le fond et chargent 40 tonnes au lieu de 20 pour les wagons ordinaires. Ces wagons kippables sont le plus souvent la propriété des usines et permettent de décharger un convoi de vingt wagons dans l'espace de quelques minutes.

La question de frets de retour n'entre plus en jeu, le coke ne supportant pas ce déchargement automatique. Les trains de minerai doivent donc regagner, vides, les mines, mais avec un nombre de

(1) Longwy—Anvers : 265 kilomètres; Longwy—Dunkerque : 374 kilomètres (A. Dreux).

(2) D'après *l'Écho des Mines et de la Métallurgie*, cette réduction des tarifs coûterait aux chemins de fer belges 35 millions de francs belges par an.

(3) Le Luxembourg a porté la question en litige devant la Société des Nations, et un tribunal arbitral va se prononcer. Les usines demandent une indemnité pour les années écoulées.

(4) Les chemins de fer d'Alsace-Lorraine et le réseau Guillaume en Luxembourg transportaient en 1927, 12,5 millions de tonnes de minerai, 6,1 millions de produits métallurgiques et 16,3 millions de combustibles minéraux, soit 68,10 % du trafic total.

(5) Les Chemins de fer belges ont fait faire une carte que j'ai eu l'occasion de voir à Bruxelles, qui montre les quantités transportées par chaque ligne dans les deux sens et les quantités qu'elles peuvent recevoir encore.

wagons doublé pour chaque convoi. A la réduction obtenue pour chaque wagon chargé, les compagnies ferroviaires ont ajouté une réduction supplémentaire par convoi complet formé, mesure qui a favorisé la généralisation de l'emploi des wagons kippables.

L'emploi de ces wagons particuliers a réduit les expéditions par voie d'eau de la région de Nancy vers la Belgique, ces transports étant tombés de 200.000 tonnes en 1913 à 2.000 en 1926 (1). La quantité de minerai envoyée par voie d'eau de la région de Nancy dans la Sarre est supérieure à celle d'avant-guerre (2).

Le nouveau port de Strasbourg aménagé depuis la guerre, a construit une installation spéciale de déchargement pour le minerai. Les wagons kippables sont élevés sur un plan incliné au-dessus du chaland et y laissent tomber leur charge; un chaland rhénan d e1.500 tonnes peut ainsi être chargé en quelques heures.

En 1927, on expédia par Strasbourg vers la Ruhr 1.146.000 tonnes de minerai, c'est-à-dire le tiers de la consommation allemande en minerai de minette. La plupart de ce minerai provenait de Meurthe-et-Moselle; toutes les mines de la vallée de l'Orne expédient leur minerai à destination de l'Allemagne par Strasbourg. Les deux mines de Piennes et Joudreville du bassin de Landres, font de même (par Barancourt et Conflans); par contre, des expéditions ne se font jamais par Audun-le-Roman et Thionville (3). Du bassin de Metz—Thionville, où les mines d'exportation se trouvent surtout dans la partie nord, un tiers seulement du minerai envoyé en Allemagne passe par Strasbourg.

L'ancien projet de canalisation de la Moselle a, pour le moment, perdu son caractère d'actualité, l'Allemagne n'ayant plus aucun intérêt à collaborer à sa réalisation. Le canal du Nord-Est est trop cher à exécuter; les travaux d'un canal entre Metz et Thionvilles, sur la rive gauche de la Moselle, seront par contre bientôt commencés. Mais quatre écluses sont nécessaires et le coût du projet est assez important. Le bassin de Metz—Thionville sera ainsi relié au réseau navigable de la région parisienne, grande consommatrice de produits métallurgiques, mais ni le minerai ni le coke n'emprunteront ce canal.

Quant au Canal du Nord-Est, les solutions proposées avant la

(1) *Congrès de Metz 1927. Ligue générale de l'aménagement et de l'utilisation des eaux.*

(2) 248.000 tonnes en 1913 et 358.000 tonnes en 1926.

(3) Des 1.039.000 tonnes de minerai expédiées de Meurthe-et-Moselle en Allemagne, 887.000 passaient par Strasbourg en 1927.

guerre ont été remplacées par une autre qui représente un parcours plus long, mais où les nouveaux tronçons à exécuter sont plus courts, et le nombre d'écluses moins élevé. D'après cette nouvelle solution le Canal du Nord-Est commencera à Richemont, sur la Moselle, et empruntera la vallée de l'Orne jusqu'à Étain; au lieu de suivre la vallée de la Meuse, il utilisera l'Aisne canalisée.

CHAPITRE XII

LA PUISSANCE DE LA MÉTALLURGIE LORRAINE ET SA PLACE SUR LE MARCHÉ MONDIAL

Les sociétés étrangères à la région établies en Lorraine. — Leurs filiales tendent à dépasser les anciennes usines mères du dehors. — L'ascension des sociétés locales. — Elles assurent leur vente en annexant des forges et usines transformatrices. — Le renforcement des sociétés locales par suite de la guerre. — La production en 1913 et 1928. — L'acier Martin. — La rationalisation. — Le marché mondial en 1913 et 1927. — L'Allemagne et l'Angleterre, principaux clients des gros produits. — A la recherche des débouchés lointains pour les articles finis. — Les possibilités d'extension du marché intérieur français.

De région dépendante qu'elle était autrefois, la Lorraine métallurgique a atteint peu à peu une puissance de premier ordre et son influence s'étend maintenant sur tous les bassins industriels qui l'entourent.

Quand la métallurgie lorraine prit son premier essor, essor bien modeste, vers 1865, à l'époque des premiers chemins de fer, des maîtres de forges des Ardennes ont acquis ou élevé des hauts fourneaux dans tous les bassins lorrains, surtout dans la région de Longwy, mais aussi dans le bassin de Metz—Thionville et aux environs de Nancy.

La vallée de la Meuse (Ardennes) était à cette époque une région métallurgique bien plus importante que la Lorraine, mais ses réserves de minerai étaient déjà complètement épuisées. Dans la Haute-Marne, au contraire, dont la métallurgie vers 1865 était aussi considérable que celle des Ardennes, l'extraction minière dépassait encore celle du bassin de Nancy, et ce n'est que postérieurement qu'un groupe de maîtres de forges de la Haute-Marne acquit une usine à hauts fourneaux de Lorraine, d'ailleurs de faibles dimensions.

Des maîtres de forges du Nord, par contre, s'installèrent en Lorraine à cette même date; une famille belge, établie dans le bassin de la Sambre, éleva des hauts fourneaux sur deux points

différents et s'établit plus tard sur un troisième. Une société belge qui possédait également une filiale dans le bassin de la Sambre, et des maîtres de forges de la région de Valenciennes firent de même.

Les capitaux étrangers à la région renforcèrent également leur emprise sur la Lorraine, quand sa métallurgie prit son véritable essor à la fin du XIXe siècle. Pour installer un puits de mine sur le plateau de Briey et construire une usine complète avec aciérie Thomas, il fallait disposer de capitaux très considérables, que les sociétés locales n'étaient pas toujours en état de réunir, et elles devaient souvent abdiquer leur indépendance en s'associant à des sociétés du dehors plus puissantes.

Dans le bassin de Metz—Thionville la Maison de Wendel gardait seule son caractère local. Les trois nouvelles usines complètes et les sept nouvelles usines à hauts fourneaux ont été toutes élevées par des sociétés belges, sarroises et westphaliennes.

Dans le département de Meurthe-et-Moselle, cinq des dix usines complètes avec aciérie Thomas ont été installées ou plus tard acquises par des firmes du dehors dont deux étaient belges. Des huit usines dépourvues d'aciérie Thomas, quatre seulement, qui se trouvaient dans la région de Longwy, ont toujours gardé leur caractère local.

Dans le Luxembourg, trois des cinq usines complètes ont été construites par des sociétés allemandes ou belges.

Étant donnée l'importance croissante de la Lorraine, ces nouveaux Établissements tendaient à dépasser leurs usines mères dans les régions avoisinantes.

L'usine de Senelle, par exemple, fondée avec l'appui d'un établissement du Nord, absorba ce dernier une dizaine d'années plus tard pour s'annexer, à la veille de la guerre, une forge des Ardennes, propriétaire de hauts fourneaux en Lorraine.

Une puissante société du Centre qui possédait déjà des Établissements sur la côte basque, s'installa au début de ce siècle à Homécourt et dans le Nord; ses usines lorraines représentent à l'heure actuelle la principale activité de la Société.

On ne peut guère en dire autant des usines de Neuves-Maisons, les anciens et nombreux établissements du Centre de la Société Châtillon-Commentry tiennent encore la première place.

Pour les deux grandes sociétés allemandes établies au Luxembourg, les filiales lorraines tendaient, à la veille de la guerre, à prédominer dans leur production brute, mais elles gardaient pour-

tant tout à fait leur caractère de filiales, ainsi que les deux usines belges de la région de Longwy.

Mais les sociétés locales poursuivaient pendant ce temps leur marche ascendante et dépassaient même en importance les usines des sociétés étrangères à la région dont nous venons de parler.

La Maison de Wendel, la doyenne des sociétés lorraines, occupait incontestablement le premier rang à la veille de la guerre. L'Arbed était déjà alors une entreprise puissante, bien que son véritable essor n'ait eu lieu qu'après la guerre. La Société des Aciéries de Longwy se classe toujours au premier rang dans la région Longwy, et la Fonderie de Pont-à-Mousson dans la région de Nancy. Les usines de Micheville et de Jœuf égalent en importance les autres étrangères à la région, mais étaient dépassées et le sont encore par les grandes usines du bassin de Metz—Thionville et du Luxembourg.

Les années précédant la guerre ont été témoins de la forte expansion au dehors de ces sociétés locales qui ont voulu s'assurer leur vente par l'acquisition des forges dans d'autres régions industrielles et leur ravitaillement en charbon par leur mainmise sur des charbonnages. La métallurgie des Ardennes, maîtresse autrefois de tant d'usines lorraines, a été complètement annexée par la métallurgie lorraine, et c'est sur les rives de la Meuse que les Aciéries de Longwy, de Pompey (1), les usines de Senelle et de Jœuf, se consacrèrent au petit laminage de leurs produits de Lorraine; de leur côté, les Aciéries de Micheville ont absorbé des forges de la Haute-Marne.

Toutes ces acquisitions ont été faites avant la guerre; mais c'est surtout depuis que l'Arbed s'est assuré ses importantes participations dans l'industrie de transformation, en s'assurant le contrôle de la Tréfilerie de Felten et Guilleaume de Cologne, qui, elle-même, contrôle neuf autres sociétés; c'est également depuis la guerre que l'Arbed a pris le contrôle des Clouteries et Tréfileries des Flandres en Belgique, celle-ci de son côté étant à la tête de cinq autres sociétés.

Les usines étrangères à la région avaient déjà leur vente assurée en grande partie par leurs sociétés mères; les demi-produits de Homécourt sont laminés dans le Nord par les propres usines de la Société, ceux de Rehon en Belgique et dans le bassin de la Sambre; les produits de Neuves-Maisons sont travaillés dans le Centre. Leur ravitaillement en coke pouvait aussi, dans une certaine mesure, se faire grâce aux charbonnages appartenant à leurs sociétés mères et ces usines ne se sont associées aux sociétés locales que dans une mesure restreinte pour l'acquisition de charbonnages.

(1) Ces forges ont été transportées, depuis la guerre, à Eure, sur la Seine

L'indépendance et la puissance de la Lorraine se sont trouvées renforcées par l'issue même de la guerre. Dans ses relations avec la Sarre, les rôles ont été renversés, et deux des anciennes sociétés mères sont devenues indépendantes de leurs filiales d'autrefois. Au Luxembourg, la Société locale de l'Arbed a absorbé l'une des deux anciennes filiales allemandes; dans l'autre, les capitaux allemands ont été remplacés par des capitaux français et belges, mais la gestion de l'entreprise est devenue plus locale qu'avant.

Dans le bassin de Metz—Thionville, le contrôle des usines de Rombas a passé à trois sociétés lorraines. Les hauts fourneaux de Thionville, qui sont en train de s'adjoindre une usine complète, appartiennent à un groupe de sociétés de la région de Longwy. Dans les usines de Hagondange, par contre, des capitaux lorrains ne se trouvent pas engagés et ils sont probablement en minorité dans celles de Knutange.

L'extraction minière a passé de 1880 à 1913 d'environ 5 millions de tonnes à presque 50 millions, et la production s'élève, à l'heure présente, à quelques millions de plus. La production de fonte, d'environ 10 millions de tonnes, a également été décuplée entre ces deux dates mais reste légèrement inférieure encore à celle de 1913.

En tant que productrice d'acier, la Lorraine avait peu d'importance jusqu'à 1900; à la veille de la guerre, sa production était déjà quintuplée et elle a augmenté d'un tiers depuis 1913. La fabrication de produits finis s'est accrue depuis la guerre dans la même proportion. Ce sont les derniers stades de la fabrication qui donnent toute sa valeur au fer, et la Lorraine a donc pris une importance bien plus grande depuis la guerre.

La Lorraine a réduit ses expéditions de fonte de la moitié depuis 1913, principalement parce que le Luxembourg, à l'heure actuelle en transforme la totalité en acier, mais les envois de demi-produits atteignent les mêmes chiffres qu'avant la guerre, bien que la grande majorité de l'acier soit maintenant travaillée sur place.

Les usines lorraines continuent à se spécialiser dans la fabri-

cation des gros laminés de prix assez modiques, la main-d'œuvre leur faisant défaut pour pousser plus loin l'élaboration. Elles s'adonnent, comme la nature du minerai l'impose, presque uniquement à la fabrication de produits en acier Thomas. Le Luxembourg ne produit pour ainsi dire pas d'acier Martin. Les deux départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle ont doublé le leur depuis la guerre, et livrent à l'heure actuelle les trois cinquièmes de l'acier Martin produit en France, si on ajoute, comme de juste, l'acier Martin fabriqué par les Forges que les sociétés lorraines possèdent dans les Ardennes. Mais en Lorraine, cet acier ne représente que le cinquième de l'acier Thomas, tandis que dans la Ruhr et dans le Nord les deux espèces d'acier s'équilibrent.

On peut s'étonner des fortes quantités de ferrailles exportées par la France, mais en Lorraine toute la ferraille est utilisée sur place (1) et il est naturel qu'on fabrique l'acier Martin dans des régions où les industries de transformation mettent à la disposition des métallurgistes les ferrailles dont ils ont besoin, au lieu de les transporter en Lorraine.

L'étonnante prospérité de la métallurgie lorraine tient principalement aux richesses minières que la nature a mises pour ainsi dire gratuitement à sa disposition; cet avantage était avant la guerre contrebalancé par la cherté du coke, dont les prix vont maintenant en s'abaissant grâce à la réalisation de son programme charbonnier.

Les efforts de rationalisation n'ont pas été poussés aussi loin qu'ailleurs. Dans les mines, l'effectif n'a pas augmenté en proportion de la production; par rapport au prix de vente, le salaire qui entre dans une tonne de minerai est bien inférieur à ce qu'il était avant la guerre (2). Dans les usines, les effectifs sont supérieurs à ceux d'avant-guerre, mais en tenant compte que l'élaboration est poussée beaucoup plus loin qu'alors, ils sont plutôt réduits. Le nombre de hauts fourneaux en activité en 1913 était de 181, en 1927 il était de 143 pour une production exactement semblable (3). Les progrès réalisés sont donc peu considérables si on compare la Lor-

(1) Ferraille expédiée par chemin de fer de la Moselle en 1913 : 169.000 tonnes, tonnage certainement utilisé sur place à l'heure actuelle.

(2) Le salaire moyen par tonne dans les mines du plateau de Briey était en 1913 de 1 fr. 66 et en 1927 de 6 fr. 55; le minerai se vendait en 1913 environ 4 fr. 50 la tonne, en 1927, 30 fr.

(3) Meurthe-et-Moselle : Nombre de hauts fourneaux à feu le 31 décembre 1913 et 1927; Moselle : hauts fourneaux en activité en 1913, à feu le 31 décembre 1927; Luxembourg : hauts fourneaux en activité en 1913, à feu en 1927.

raine avec l'Allemagne, où la capacité d'un haut fourneau a été doublée depuis la guerre; la métallurgie de la Sarre, considérée autrefois comme retardataire par rapport à la Lorraine, réussit maintenant à produire 40 % de plus de fonte avec le même nombre de hauts fourneaux à feu qu'avant la guerre.

Au début de ce siècle, l'Angleterre détenait la moitié du commerce mondial de fer et d'acier; en 1913, sa proportion était tombée au tiers; à l'heure actuelle ce sont les pays qui emploient exclusivement les minerais de minette qui représentent la moitié du commerce mondial, comme nous le prouve le tableau suivant (1) :

Exportation de produits sidérurgiques (en milliers de tonnes métriques).

	1913	1927
France	1.021	4.921 (2)
Belgique	1.747	4.364 (3)
Allemagne	6.498 (4)	3.307
Angleterre	5.049	3.704
États-Unis	2.747	1.826

Ce renversement des rôles n'a été possible que par un très fort développement de la production dans ces pays; dans ses limites d'avant-guerre, la France a augmenté sa production de fonte d'un quart, sa fabrication d'acier de plus d'un tiers, dans ses frontières actuelles son tonnage d'acier est monté presqu'au double. La Belgique a accru sa production de fonte et d'acier de la moitié, le Luxembourg qui transforme actuellement toute sa fonte sur place, atteint un tonnage d'acier double de celui d'avant-guerre.

La production d'acier des principaux pays avant et après la guerre ressort du tableau suivant :

Production d'acier (en milliers de tonnes métriques).

	1913	1928 (5)	Accroissement
France de 1914	4.686	6.390	+ 1.704
Alsace-Lorraine	2.284	2.997	+ 713
Sarre	2.080	2.073	— 7
Luxembourg	1.336	2.572	+ 1.236
Belgique	2.467	3.935	+ 1.468
Pays de la minette	12.853	17.967	+ 5.114

(1) D'après les chiffres du *Bulletin du Comité des Forges*.
(2) Avec l'Alsace-Lorraine et la Sarre.
(3) Avec le Luxembourg.
(4) Avec l'Alsace-Lorraine, le Luxembourg et la Sarre.
(5) Chiffres provisoires.

	1913	1928	Accroissement
Allemagne (frontières actuelles) . . .	11.917	14.517(1)	+ 2.600
Angleterre	7.786	8.661	+ 875
États-Unis	31.800	50.665	+ 18.865

Les aciers lorrains occupaient aussi avant la guerre une place importante sur le marché mondial. Plus de 2 millions des exportations allemandes provenaient du bassin de Metz—Thionville, du Luxembourg et de la Sarre qui se répartissaient en 1913 comme suit (2) :

Sarre	464.000 tonnes
Luxembourg	547.000 —
Moselle.	1.080.000 —

Il n'existe plus de statistique pouvant nous renseigner sur ce sujet, excepté pour la Sarre, dont les expéditions dans d'autres pays que l'Allemagne et la France ont été réduites à la moitié depuis la guerre (3). On peut présumer que la presque totalité de la production luxembourgeoise est exportée et que la proportion exportée du bassin de Metz—Thionville est sensiblement supérieure à celle d'avant la guerre.

Il n'a pas été facile pour la métallurgie française qui, avant la guerre travaillait presque uniquement pour le marché intérieur (4) de placer trois millions et demi de tonnes nouvelles de fer et d'acier sur le marché mondial, bien que les nouvelles sociétés françaises aient pu hériter en grande partie des anciens débouchés des sociétés allemandes du bassin de Metz—Thionville, et le nouveau tonnage qu'il fallait placer se trouve ainsi réduit à 2 millions et demi, ce qui est encore une quantité très appréciable.

Les principaux clients de la France sont l'Allemagne et l'Angleterre; sa métallurgie se spécialise encore dans la fabrication de gros laminés, et les demi-produits représentent plus de la moitié de l'exportation totale et se vendent facilement dans ces pays à industries de transformation si développées. La Belgique est aussi un client d'importance; ces trois pays représentent environ les trois cinquièmes des exportations totales. La Suisse et l'Italie constituent aussi des débouchés importants; ce n'est seulement qu'un

(1) Lock-out. En 1927, 16.167.000 tonnes; accroissement depuis 1913 4.250.000 tonnes.
(2) Statistique ferroviaire allemande. Pour le Luxembourg d'après BERKENKOPF.
(3) 362.000 tonnes en 1913, 180.000 tonnes en 1927.
(4) Il absorbait les neuf dixièmes de la production.

cinquième à peine qui se répartit sur les quatre autres parties du monde, bien que la métallurgie française ait acquis de fortes positions au Japon, en Argentine et au Brésil. Les colonies françaises n'absorbent au contraire que 200.000 tonnes, c'est-à-dire à peu près rien.

La Belgique a ses principaux clients également en Angleterre et en Allemagne; la Hollande constitue aussi un marché important. La métallurgie belge ne pousse pas très loin non plus l'élaboration des ses produits, mais cependant plus que la France, et les demi-produits ne représentaient que le sixième de ses exportations. Les métallurgies belge et luxembourgeoise ont fait un effort remarquable pour conquérir des marchés d'Extrême-Orient et d'Amérique du Sud et écoulent de grandes quantités aux Indes, en Chine, au Japon, en Argentine et au Brésil.

Toutes ces exportations passent par le port d'Anvers, devenu le port de fer du monde. Les métaux et ouvrages en métaux embarqués en 1926, quand la métallurgie lorraine n'avait pas encore pris son plein essor, se montaient à 4.121.000 tonnes. Le montant des tonnages transités s'élevait à environ 2.500.000 dont le quart arrivait à Anvers par canal ou rivière. L'exportation de produits métallurgiques de Dunkerque dans la même année n'était que de 363.000 tonnes, mais un lock-out de quatre mois avait diminué sensiblement les expéditions (1).

Pour la France, les chiffres d'exportation pour 1927 n'ont pas été atteints l'année suivante; pour la Belgique les chiffres totaux de 1928 sont légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente, mais ce sont les envois de demi-produits qui ont diminué, les expéditions de produits finis ayant augmenté.

Depuis la fin de 1927, surtout, la métallurgie est entrée dans une période de vraie prospérité; les prix se sont affermis en grande partie grâce aux effets du Cartel européen de l'Acier constitué en 1926, et les contingents furent fixés à un moment où les métallurgies française et belge produisaient selon leur capacité à peu près entière, tandis que la métallurgie allemande subissait encore un certain ralentissement.

Ce record d'exportation n'a rien de réconfortant pour la France et la Belgique, ni au point de vue national ni même au point de vue des industriels, parce que le bénéfice à l'heure actuelle réside

(1) Exportation de métaux de Dunkerque en 1927 : 583.000 tonnes.

dans la transformation poussée aussi loin que possible par l'intégration verticale depuis les matières premières jusqu'aux articles de consommation. Une tonne de fonte de moulage se vend 475 francs, les rails 800 francs, le métal qui entre dans une machine se paie plusieurs milliers de francs.

Le marché intérieur français surtout, le marché intérieur belge beaucoup moins, peut absorber des quantités bien supérieures qu'il ne le fait actuellement. Avant la guerre, la France importait une proportion élevée de wagons et de locomotives; ses chantiers construisaient des navires grands et moyens, mais il fallait importer les petits. Les tonnages consommés par les armements et l'industrie automobile, celle-ci d'ailleurs beaucoup plus développée depuis la guerre, sont insignifiants, mais représentent une haute valeur. Les grands débouchés de la métallurgie sont cependant la construction métallique (ponts, charpentes, etc.) et la construction mécanique qui se développent d'année en année, mais les importations des machines restent toujours très considérables. Les efforts des industriels français s'orientent donc à l'heure actuelle vers un finissage de plus en plus poussé des produits métallurgiques et vers leur utilisation en France.

CHAPITRE XIII

LES DIFFICULTÉS DU RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

A partir de la fin du dernier siècle la main-d'œuvre ne peut plus se recruter sur place. — Les conséquences de la journée de huit heures. — Les besoins plus importants des bassins houillers. — La population des centres miniers et industriels. — Les chemins de fer, fondateurs de villes.

L'excédent élevé des naissances sur les décès dû à la présence de nombreuses familles étrangères. — Les communes rurales ont perdu un tiers de leur population. — La croissance des centres industriels. — Les nouveaux venus : Italiens et Allemands avant la guerre, Polonais depuis. — Le nombre des ouvriers étrangers reste plutôt stationnaire, mais le nombre de femmes et d'enfants étrangers se multiplie.

Les besoins de main-d'œuvre de l'ancienne industrie du fer ont été longtemps insignifiants. Les huit usines existantes au début du XIXe siècle dans l'ancien département de la Moselle qui embrassait à cette époque aussi l'arrondissement actuel de Briey, occupaient en tout, à l'intérieur, comme forgerons, fondeurs, marteleurs 68 maîtres et 122 manœuvres, en dehors comme voituriers, bûcherons, charbonniers et mineurs, pas moins de 1.289 (1). Eu 1872 encore, les mines et usines de la Lorraine annexée n'employaient que 7.800 ouvriers; à la fin du siècle, leur nombre s'était élevé à 10.500 (2), en 1913 à 40.900. Toute la région de la minette occupait dans la même année 41.000 ouvriers dans les mines (3) et plus de 100.000 en tout.

Les usines et les mines, jusqu'à la fin du XIXe siècle n'éprouvaient aucune difficulté à recruter sur place la main-d'œuvre nécessaire, et les vieux ouvriers se souviennent encore du temps où il était inutile de se présenter chez les de Wendel sans être muni d'un certificat de bonne vie et mœurs du curé de leur village. Mais depuis la fin du dernier siècle les besoins en main-d'œuvre se sont accrus de telle façon qu'on a même dû faire venir à grands frais

---

(1) COLCHEN.
(2) Probablement dans l'année 1894 (*Das Reichsland Elsass-Lothringen*).
(3) Voir tableau, p. 119.

des ouvriers de l'étranger, surtout d'Italie avant la guerre, et après, de Pologne principalement.

Avec l'introduction de la journée de huit heures, on aurait dû s'attendre à un accroissement de l'effectif ouvrier d'un tiers, les deux équipes étant remplacées par trois, mais grâce aux mesures de rationalisation, on peut obtenir la même production qu'avant la guerre avec le même effectif, et dans certains cas avec moins. Le nombre d'ouvriers a pourtant augmenté fortement dans beaucoup d'usines, mais la raison en est que la production est poussée plus loin qu'avant la guerre, et ce sont les derniers stades de la production qui demandent le plus de main-d'œuvre. Certaines usines, par exemple les Aciéries de Longwy, qui obtiennent une production brute plus forte et élaborent une proportion toujours grandissante, le font avec le même nombre d'ouvriers qu'avant la guerre.

Dans les mines où on ne travaillait déjà plus que huit heures avant la guerre, l'effectif est resté sensiblement le même, et mines et usines occupent à l'heure actuelle 120.000 ouvriers dont un tiers se répartit sur les mines et deux tiers sur les usines métallurgiques.

La Lorraine reste donc une région industrielle d'importance bien inférieure à celle de la Ruhr, dont le nombre de mineurs, malgré la croissance de l'extraction, tend à se stabiliser aux environs de 400.000. Les usines sidérurgiques de la Ruhr occupent 105.000 ouvriers, le finissage étant poussé beaucoup plus loin qu'en Lorraine. Un bassin houiller secondaire comme la Sarre, y compris les trois mines lorraines, emploient même plus de 100.000 mineurs et 36.000 sidérurgistes, mais il faut pourtant compter 4 ou 5 fois plus de mineurs dans une mine de houille que dans une mine de fer, de capacité égale.

Avant la guerre, les aciéries et laminoirs du Nord et du Pas-de-Calais employaient un nombre d'ouvriers bien supérieur à celui des usines de Meurthe-et-Moselle dont la production d'acier brut était pourtant le double. Le nombre d'ouvriers des aciéries et laminoirs du Centre, qui finissent complètement leurs produits, était aussi élevé qu'en Meurthe-et-Moselle, mais leur production brute se montait à peine au quart (1).

Les grandes villes des bassins houillers sont inconnues en Lor-

(1) Ouvriers (acier métal brut, demi-produit et produit fini) en 1912 (les chiffres pour Meurthe-et-Moselle pour 1913 font défaut dans la statistique officielle) :

Nord et Pas-de-Calais	20.920
Loire, Rhône et Loire	15.762
Meurthe-et-Moselle	14.923

MOYEUVRE-LA-GRANDE — RUE DE ROSSELANGE

MOYEUVRE-GRANDE — RUE JEAN-PIERRE SPANIER

raine; une seule, Esch-sur-Alzette, en Luxembourg, dépassait, déjà avant la guerre, 20.000 habitants, mais elle renfermait sur son territoire et dans ses environs immédiats, deux établissements métallurgiques complets et une usine de hauts fourneaux isolés. Seule Hayange avait dépassé 10.000 habitants; après la guerre, Moyeuvre et Jœuf ont également atteint ce chiffre. En règle générale, on peut dire qu'une usine complète, d'une capacité d'un demi-million de tonnes d'acier, crée autour d'elle une ville de 10.000 habitants.

La plupart des nouveaux centres ouvriers sur le plateau de Briey où l'extraction minière se monte en général à 1 million de tonnes par an (1) comptent environ 2.000 habitants; Mancieulles, autrefois hameau du village d'Anoux, s'est élevé d'environ 100 habitants à 2.216, Moutiers de 369 à 2.072.

Ce n'est qu'exceptionnellement que les communes minières atteignent un chiffre de 4.000 habitants, comme c'est le cas pour Piennes, Tucquegnieux et Bouligny; mais la cause en est pour Tucquegnieux qu'il se trouve deux mines sur son territoire; à Piennes se trouve la cité ouvrière de la mine de Landres et une partie des cités ouvrières des mines de Piennes et de La Mourière. Dans ces centres plus importants les commerçants ont préféré s'établir aussi.

Entre les villages miniers et les villes industrielles de 10.000 habitants se placent les communes ayant seulement des hauts fourneaux. Rumelange (Luxembourg) dépassait déjà avant la guerre 5.000 habitants, chiffre qu'atteignit depuis la guerre Auboué; mais en ces deux points une extraction minière importante s'ajoute aux hauts fourneaux. Il en est de même pour Audun-le-Tiche dont la population maintenant s'élève à 6.000 habitants, mais l'importance de cette agglomération est moins due aux hauts fourneaux qu'aux deux puits de mine dont l'extraction ne se monte pas à moins de 2,6 millions de tonnes par an.

Ce ne sont pas seulement l'industrie et les mines qui sont générateurs de villes; les chemins de fer le sont dans une proportion qu'on ignore en général. A Jarny, dont la population a monté de 771 en 1901 à plus de 6.000 habitants en 1926, le personnel de la gare et des trains dépasse le nombre d'ouvriers employés par les trois mines voisines (2). A Thionville, où cinq lignes se rencontrent

(1) En 1927, la production de 13 des 20 mines du plateau de Briey dépassait le million.

(2) Personnel de la gare et service des trains : 1.400 hommes (communiqué par le chef de gare, octobre 1928); les trois mines (production en 1927, 1.668.000 tonnes) : 1.317 ouvriers.

et où, comme à Jarny, passent 200 trains de marchandises par jour, le service de la gare et des trains demande un personnel aussi élevé que les hauts fourneaux et la cokerie (1). Les chemins de fer d'Alsace-Lorraine possèdent à Basse-Yutz un important atelier de réparations et l'agglomération thionvilloise est beaucoup plus un centre de communications qu'une ville industrielle. Thionville même compte actuellement 13.040 habitants, le chiffre ayant baissé depuis la guerre, du fait que la garnison n'atteint pas les mêmes proportions que sous la domination allemande.

Les villes qui ne sont que des centres ferroviaires comme Audun-le-Roman, sur le plateau de Briey, où quatre lignes se rencontrent, Bettembourg et Pétange, en Luxembourg (2) ont presque toutes entre 2.000 et 3.000 habitants, mais ne sont pas des gares de la même importance que Thionville et le personnel de la gare et du service des trains est bien inférieur (3).

En somme, le nombre d'ouvriers nécessités par les mines, l'industrie et les chemins de fer, n'est pas aussi considérable que dans beaucoup d'autres régions industrielles, mais le recrutement de la main-d'œuvre a pourtant rencontré des difficultés exceptionnelles, surtout parce que l'excédent de la population, comme dans l'ensemble de la France, est trop faible.

Ce fait ne s'explique pas d'ailleurs par une natalité inférieure à celles des pays voisins; les naissances sont presque aussi nombreuses qu'en Allemagne (4), en Angleterre, en Belgique, en Hollande et dans les Pays scandinaves, mais la mortalité égale presque celle de l'Europe méridionale et orientale. En France, les naissances augmentent et les décès diminuent à mesure qu'on avance vers le Nord et l'Est, ainsi que le montre le tableau suivant (5) :

Année 1926. — Par 10.000 habitants.

	Naissances	Décès	Excédents
France. (6)	188	175	13
Nord	209	149	60

(1) Les hauts fourneaux ont augmenté leur effectif de 1913 à 1926 de 714 à 1.368, mais le chef de gare a sous ses ordres environ 1.500 hommes (Communiqué au cours d'une visite, octobre 1928); mais le nombre est en décroissance à mesure qu'on introduit le freinage automatique des trains de marchandises; de ce fait le personnel avait été réduit les derniers six mois de 80 unités.

(2) Sans écarts.

(3) A Bettembourg 371, à Pétange 321 (Service de la gare et des trains). Communiqué par l'Administration des chemins de fer.

(4) Naissances en Allemagne en 1926 : 195 par 10.000 habitants et 117 décès, excédent : 68.

(5) *Statistique du mouvement de la population*, année 1926, 1° partie.

(6) Chiffres provisoires pour 1928 : 182 naissances, 165 décès, excédent : 17.

	Naissances	Décès	Excédents
Pas-de-Calais	262	148	114
Seine-et-Marne	179	193	— 14
Meuse	212	179	33
Meurthe-et-Moselle	237	180	57
Moselle	244	145	99
Bas-Rhin	211	145	66
Luxembourg	208	151	57
Luxembourg belge	194	141	53

Si on examine la situation en Meurthe-et-Moselle, on est frappé par la place spéciale occupée par l'arrondissement de Briey comme le montre le tableau ci-dessous (1) :

1926. — Par 10.000 habitants.

Arrondissements	Naissances	Décès	Décès au-dessous d'un an pour 100 naissances
Briey	314	158	12
Lunéville	207	177	10
Nancy	217	192	10
Toul	194	165	13
Le département	237	180	11

Les naissances nombreuses et la mortalité infantile élevée de l'arrondissement de Briey, s'expliquent par la présence des familles italiennes et polonaises, mais la mortalité générale est inférieure à celle des autres arrondissements, parce que, dans les cités industrielles, la proportion d'hommes d'âge moyen est très élevée. Ces nouveaux venus quittent la région avant leur vieillesse pour passer leurs dernières années dans leur pays natal, en France ou à l'étranger.

Dans le canton d'Esch en Luxembourg, et dans l'arrondissement de Thionville-Ouest, en Lorraine désannexée, il en est de même; les naissances sont nombreuses à cause des familles d'ouvriers étrangers, la mortalité générale est au-dessous de la moyenne, la mortalité infantile, sauf dans le canton d'Esch, au-dessus, comme le montre ce tableau :

1926. — Par 10.000 habitants.

	Naissances	Décès	Décès au-dessous d'un an pour 100 naissances
Canton d'Esch	243	109	12
Grand-Duché de Luxembourg	208	151	13
Arrondissement de Thionville-Ouest	299	135	14
Département de la Moselle	244	145	12

(1) Chiffres de la Préfecture de Nancy.

Si on examine la situation par commune sur le plateau de Briey, on remarque une moyenne de 4 naissances par 100 habitants dans les villages industrialisés et une moyenne qui atteint rarement 2 % dans les villages ruraux.

Durant l'année 1926, les naissances et les décès s'équilibrent dans 8 des 100 communes rurales de l'arrondissement de Briey, 31 de ces communes ont un excédent de décès; les autres ont, comme les 28 communes industrielles, un excédent de naissances.

Mais la dépopulation est pourtant plus grande que ces chiffres ne le laissent supposer, parce que les jeunes gens abandonnent leur village natal en plus grand nombre que les hommes âgés qui y reviennent et les quelques nouveaux venus. La population décroît donc à chaque recensement dans presque toutes les communes rurales.

Cette dépopulation rurale est en grande partie naturelle; grâce aux machines agricoles, aux engrais artificiels et la sélection des semences, on peut cultiver actuellement la terre avec bien moins de bras qu'avant. Aux États-Unis, le nombre d'heures de travail nécessaires pour produire un bushel de blé a été réduit à un dixième de ce qu'il était il y a cent ans. L'agriculture européenne n'est pas si mécanisée qu'en Amérique, mais la population rurale décroît dans toute l'Europe. En France, cette décroissance a peut-être dépassé les proportions imposées par la réduction des besoins de l'agriculture en main-d'œuvre; l'élevage a souvent refoulé la culture des céréales dans des cas où la terre se prête mieux aux céréales qu'aux prairies parce que le cultivateur ne peut trouver les bras nécessaires.

La dépopulation des communes rurales commence au milieu du dernier siècle (1), plutôt avant qu'après 1850. Cette époque voit la construction des premiers chemins de fer qui accélèrent l'émigration des villages vers les villes. Un grand nombre de communes ont perdu la moitié de leur population depuis 1841, mais sur des étendues plus vastes la décroissance n'a pas été aussi forte.

Vingt et une communes rurales du plateau de Briey au sud de la Chiers, mais au nord des nouvelles mines des bassins de Landres et de Tucquegnieux ont perdu le tiers de leur population; il en est de même pour 17 communes rurales situées au sud des bassins

(1) Dans le département de la Moselle, la population de tous les arrondissements augmente de 1847 à 1852, mais elle diminue à partir de cette date.

miniers, mais au nord de la vallée de l'Orne, et de 16 communes rurales sur le plateau au sud de l'Orne, sur tous les deux côtés de l'ancienne frontière; dans toutes ces régions la décroissance dans la période entre 1841 et 1926 est d'un tiers environ (1).

Dans le bassin de Metz—Thionville, la rive droite de la Moselle entre Metz et Thionville a tout à fait gardé son caractère rural; abstraction faite de quelques communes où habitent les ouvriers d'usines travaillant de l'autre côté de la rivière, la population a diminué dans la même proportion. Dans le canton d'Esch, en Luxembourg, il n'y a pas un recul semblable à constater (2).

Mais dans les communes restées complètement nettes d'influences industrielles, la dépopulation, depuis 1841 dépasse le tiers et atteint presque la moitié; on peut le constater en voyant la densité de population par commune à l'intérieur des régions dont nous venons de parler. Il est tout à fait remarquable de constater combien la densité de la population diminue à mesure qu'on s'éloigne des villes minières et industrielles les plus proches, mais d'autres facteurs entrent également en jeu; une superficie forestière plus ou moins grande et le caractère du sol se prêtant plus ou moins à l'extension de l'élevage.

Ce n'est que dans les vallées de l'Orne et de la Fentsch que la population continue sa progression ininterrompue durant tout le XIX^e siècle; Moyeuvre, qui comptait déjà en 1801 une population de 1.003 habitants, atteignait en 1866 3.195 et en 1900 8.772; Hayange, d'un chiffre de 807 habitants en 1801, a monté en 1866 à 3.896 et en 1900 à 8.510. Au dernier recensement, 8 communes de la vallée de la Fentsch comptaient ensemble 43.100 habitants tandis que les mêmes communes en 1801 n'avaient que 2.700 habitants. Dans la vallée plus large de l'Orne, 7 communes comptaient ensemble en 1801 3.600 habitants et 31.900 en 1926.

Dans la vallée de la Chiers (et Côte-Rouge) où vivent maintenant 37.500 habitants répartis en 7 communes, ne se trouvaient

(1) Régions	Communes	Population 1841	Population 1926	Diminution	Densité par kmq en 1926 variant entre	
Au sud de la Chiers, mais au nord des bassins miniers	21	10.347	6.788	3.559	83	11
Au nord de l'Orne, mais au sud des bassins miniers	17	6.641	4.237	2.404	56	13
Au sud de l'Orne	14	7.243	4.331	2.912	67	11

(2) Les cinq communes purement rurales ont à peu près le même nombre d'habitants qu'en 1843.

en 1866, quand furent établis les premiers hauts fourneaux dans la vallée principale, que 7.500 habitants.

Au bas de la côte bornant le plateau de Briey vers le nord et dans les petits vallons qui s'ouvrent vers la Belgique et le Luxembourg, 21 communes belges, luxembourgeoises et françaises ont vu leur population croître d'environ 20.000 en 1866 à plus de 100.000 en 1926.

Dans la vallée de la Moselle, sur la rive gauche, entre Metz et Thionville, où les premières usines ont été élevées à la fin du XIX^e siècle, 21 communes ont accru leur population de 7.600 en 1890 à 22.900 en 1926; mais la vallée de la Moselle n'est pas devenue une rue d'usines continues comme les vallées de l'Orne et de la Fentsch.

Sur le plateau de Briey, la dépopulation continue partout jusqu'à 1900. Dans la vallée de l'Orne, à partir de Conflans jusqu'à l'ancienne frontière, 12 communes ont maintenant près de 40.000 habitants; ces mêmes communes avaient déjà en 1900 15.000 habitants, mais de ce chiffre un tiers incombait à une commune, celle de Jœuf qui, déjà depuis 1880, possédait une grande usine complète. Autour des nouvelles mines des bassins de Landres et de Tucquegnieux, la population s'est accrue dans une proportion plus considérable encore; 9 communes qui, en 1900, n'avaient que 2.000 habitants, ont vu leur population s'élever en dix ans à 15.000 habitants; elle dépasse à l'heure actuelle sans doute les 20.000.

Cette croissance rapide s'est effectuée pour les bassins industriels les plus anciens par l'immigration des communes rurales voisines. Mais depuis 1895 l'immigration étrangère est devenue de plus en plus importante. En Lorraine annexée et en Luxembourg, sont arrivés surtout des Allemands, puis des Italiens; dans la région de Longwy des Italiens principalement et une certaine proportion de Belges et de Luxembourgeois; dans les nouvelles agglomérations minières et industrielles du plateau de Briey l'élément italien était devenu, à la veille de la guerre, absolument prépondérant.

Plus de la moitié des mineurs dans tout le bassin de la minette, avant la guerre était formée de nationalités étrangères. Sur le plateau de Briey, où le développement industriel s'est fait dans un espace de temps beaucoup plus court que dans les autres bassins, seul un cinquième des mineurs était de nationalité française; dans

le bassin de Metz—Thionville et au Luxembourg l'élément étranger était loin d'atteindre de pareilles proportions (1).

Parmi les ouvriers sidérurgistes, l'élément étranger est beaucoup moins prépondérant, surtout dans le bassin de Metz—Thionville où les usines sont dispersées et où le recrutement de leur main-d'œuvre a été, de ce fait, plus facile; dans la région de Longwy, au contraire, la plupart des usines sont rassemblées dans la vallée de la Chiers, rendant le recrutement beaucoup plus compliqué, et les étrangers prédominaient certainement dans les usines comme dans les mines. Dans les trois usines de la vallée de l'Orne la proportion d'étrangers était encore plus élevée, ces usines ayant dû constituer leur personnel d'un seul coup, tandis que la plupart des autres ont eu des débuts modestes et se sont agrandies en plusieurs étapes.

Après la guerre, sauf en Luxembourg qui n'y a pas participé, l'élément étranger s'est renforcé sensiblement partout. Les soldats alsaciens-lorrains se sont battus sur le front oriental où les pertes étaient faibles en comparaison avec celles du front occidental, mais le bassin de Metz—Thionville a souffert après sa réunion à la France d'un déficit permanent, car les ouvriers d'origine allemande se sont en grande partie rapatriés.

Sur le plateau de Briey, occupé pendant toute la durée de la guerre, où les soldats n'ont pu aller chez eux pendant leurs permissions, la population a diminué fortement et les étrangers sont partout plus nombreux qu'avant la guerre.

Dans l'arrondissement de Thionville-Ouest, la population étrangère s'est élevée du quart à environ la moitié, mais moins par le départ de familles ouvrières allemandes que par l'arrivée de célibataires polonais ou autres. Presque toutes les communes de cet arrondissement sont touchées par l'industrie et la grande proportion d'étrangers n'a rien de surprenant; dans l'arrondissement de

(1)

Bassins	*Mineurs.* Totaux		Indigènes		Italiens		Polonais
—	1913	1927	1913	1927	1913	1927	1927
Metz—Thionville. .	17.430	14.391	10.264 (*)	3.777	5.336	3.899	3.752
Briey	13.246	14.017	2.850	2.747	8.972	5.278	5.038
Longwy.	2.301	2.002	392	457	1.215	999	287
Nancy	2.123	1.713	2.079	1.560	6	25	83
Luxembourg. . . .	5.830	5.850	2.431	3.210	2.060	1.225	»
Totaux . . .	40.930	37.973	18.016	11.751	17.589	11.426	9.160

(*) Alsaciens-Lorrains et Allemands.

Briey, l'invasion étrangère est bien plus forte; 28 seulement des 128 communes sont industrialisées et pourtant la moitié environ de la population totale de l'arrondissement est maintenant étrangère.

Cette population étrangère est encore de caractère très instable, mais cependant moins qu'avant guerre. Une forte proportion d'Allemands installés dans le bassin de Metz—Thionville, se sont mariés avec des Lorraines et sont, de ce fait, en vertu du traité de Versailles, devenus français. Beaucoup d'Italiens ont fait venir leurs femmes de leur pays; ils ont des enfants, ont pris des habitudes sédentaires et ne veulent plus continuer leur ancienne vie nomade (1).

Les célibataires ne sont pas aussi nombreux que dans les premières dix années qui suivent l'installation d'une nouvelle usine; on ne rencontre plus de centres miniers ou industriels dans lesquels le nombre d'hommes dépasse deux ou trois fois celui des femmes (2); dans la maison de Wendel elle-même qui, dans une proportion plus élevée que d'autres sociétés, a recruté sa main-d'œuvre sur place, le pourcentage d'ouvriers mariés ne s'élève qu'à 57 % (3).

Ce sont en partie les mêmes familles italiennes qui sont reve-

(1) HOTTENGER (*Pays de Briey*) reproduit le livret d'un vrai nomade, un mineur italien né en 1873, qui :

De 1897 à 1899 travaille à divers tunnels en Suisse;
En 1899 à Grand-Moyeuvre, Jœuf;
En 1900 à Fontoy, Hayange, Rombas;
En 1901, à Algrange, chez Rœchling et à Angevillers;
En 1902 à Audun-le-Tiche, Villerupt, Hussigny, Knutange;
En 1913 à Auboué, Jœuf, puis rentre en Italie;
En 1904 à Moutiers, Auboué, Esch, Micheville;
En 1905 à Micheville, puis en Italie;
De 1905 à 1908 à Landres, puis en Italie;
Du 19 novembre 1909 à Piennes, d'où il sortait en avril 1910;
De 1910 à 1911 au Métropolitain à Paris;
Le 3 octobre 1911 il rentre de nouveau à Piennes.

(2)

Communes	Population en 1910	
	Hommes	Femmes
Clouange	2.116	937
Hagondange	1.154	573
Knutange	3.580	2.032
Hayange	6.765	4.717

(*Ortschaftsverzeichnis*, 1910.)

(3) En 1925, de 16.633 ouvriers (effectif moyen), 9.523 bénéficiaient des allocations familiales (Les petits-fils de François de Wendel et Cie, Hayange et Moyeuvre; *Exposé des Œuvres sociales*, 1927).

nues depuis la guerre; mais la population étrangère est devenue beaucoup plus composite qu'avant. Le régime fasciste a entravé le recrutement des usines et les industriels ont dû chercher leurs nouveaux ouvriers en Pologne et dans d'autres pays de l'Europe centrale et orientale. Ces nouveaux venus sont, pour la plupart, des célibataires, mais il est probable que cette nouvelle main-d'œuvre, surtout polonaise, se montrera d'un caractère plus stable que l'ancienne, les Polonais n'ayant pas les mêmes possibilités que les Italiens pour trouver un emploi ailleurs.

CHAPITRE XIV

L'IMMIGRATION ALLEMANDE DANS LE BASSIN DE METZ-THIONVILLE

Le noyau d'ouvriers lorrains dans la Maison de Wendel. — Ces ouvriers habitent encore en grande partie leur village natal. — Les villages agricoles débordant d'ouvriers d'usine. — Les parcelles ouvrières. — Le réseau privé des de Wendel draine la main-d'œuvre des villages.

Le brusque essor du bassin de Metz—Thionville à la fin du dernier siècle. — L'afflux vers les nouveaux centres des immigrants lorrains, allemands et italiens. — Où dominent les Lorrains et où prévalent les immigrants allemands. — Le déplacement de la frontière linguistique, surtout dû à l'arrivée de Lorrains de langue allemande. — Les rapatriements. — L'élément étranger renforcé depuis la guerre.

Dans le bassin de Metz—Thionville les usines métallurgiques sont assez dispersées pour avoir réussi à recruter leur main-d'œuvre en grande partie sur place. Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'évolution de l'industrie s'est faite d'une manière lente et continue. Les usines ont pu puiser dans des réserves abondantes; jusqu'en 1912, le département de la Moselle et surtout l'arrondissement de Thionville-Ouest disposait d'un excédent de naissances considérable (1). Dans la partie de langue allemande du département surtout on trouve encore des familles nombreuses (2). Depuis la guerre, la natalité a fortement diminué, mais l'excédent des naissances reste encore important.

Pour s'attirer la main-d'œuvre locale, la Maison de Wendel a commencé à construire de bonne heure des habitations ouvrières,

(1) 1912. Par 10.000 habitants :

Communes	Naissances vivantes	Décès (sans mort-nés)	Excédent
	—	—	—
Au-dessus de 2.000, Moselle	289	150	139
Au-dessous de 2.000, Moselle	263	161	109
Au-dessus de 2.000, Thionville-Ouest	384	165	219
Au-dessous de 2.000, Thionville-Ouest	386	151	235

(2) Par exemple, voici les chiffres de 1927 pour un arrondissement de langue purement française, Château-Salins, et un autre de langue purement allemande, Thionville-Est, où les résultats ne sont pas trop faussés par l'industrie :

Par 10.000 habitants :	Naissances	Décès	Excédent
	—	—	—
Thionville-Est	225	137	88
Château-Salins	176	150	26

mais en général un ouvrier logé par la firme ne pouvait conserver son logement que si ses fils aînés habitant encore avec lui entraient à leur tour dans le service de la Maison.

Pour faciliter le transfert des ouvriers habitant leurs villages, la firme organisa un service régulier de trains sur son réseau privé qui leur permettaient de faire le trajet pour ainsi dire gratuitement. La Maison a toujours pris une attitude patriarcale vis-à-vis de ses ouvriers; les usines de Hayange et de Moyeuvre ne congédient pas brusquement un millier d'ouvriers comme l'ont fait souvent les autres grandes sociétés de la région. Les de Wendel pouvaient se permettre de continuer la production durant des périodes de crises.

En matière de salaires la Société s'est efforcée de les augmenter avant que les ouvriers n'aient formulé des demandes précises, politique qui, à la longue, tend plutôt à garder aux salaires leur niveau bas.

Les de Wendel se sont ainsi attaché étroitement leur personnel et on est frappé par le fait que les ouvriers habitant les villages continuent à travailler à Hayange et à Moyeuvre après que d'autres sociétés aient établi des usines et des mines à proximité de leur habitation. Dans une périphérie de 10 kilomètres, les ouvriers se rendent journellement aux usines; certains ouvriers habitent même à 40 kilomètres de Hayange, mais dans ce cas ils ne retournent chez eux que tous les samedis et se logent près des usines.

Il n'existe pas de statistique qui donne les lieux de travail et de domicile des ouvriers. L'Office de Statistique de Strasbourg dresse des listes nominatives à l'occasion de chaque recensement qui indiquent le patron de chaque salarié, mais ce serait un travail interminable de dépouiller de semblables listes. On peut arriver, par d'autres moyens, à vérifier à peu près le nombre des ouvriers enrégimentés par l'industrie, mais habitant encore leur village natal. En établissant par exemple, des tableaux de la population(1) à intervalles d'années rapprochés, on peut voir quand la décroissance s'arrête et comment les chiffres augmentent de nouveau. On peut également étudier la proportion des parcelles ouvrières dans les villages agricoles qui décèlent la présence d'ouvriers industriels (2). On peut enfin s'appuyer sur le nombre d'abonnements ouvriers accordés par les différentes gares (3).

(1) Voir le tableau, p. 224-225, qui résume par régions les tableaux que j'ai dressés par communes.

(2) Voir le tableau p. 229, qui résume également par régions les tableaux par communes; ce travail ne peut se faire que pour les parties de la Lorraine antérieurement allemandes.

(3) L'administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ne possède pas de statis-

A 2 kilomètres au nord de Hayange, sur le bord du plateau, se trouve le village de Marspisch; une ligne ininterrompue de maisons suit maintenant la route entre Hayange et Marspisch; un tramway électrique projeté sera commencé sous peu.

Sur le plateau au sud de la Fentsch, se touve le village de Neufchef, à 3 km 5 de Hayange et un peu plus éloigné le village de Ranguevaux, niché au fond d'un petit vallon qui s'ouvre vers l'est; cette dernière localité ne s'est guère accrue, mais comme elle aurait dû perdre le tiers de ses habitants par suite de la dépopulation normale des villages agricoles, il est sûr qu'elle abrite un certain nombre d'ouvriers d'usine.

Les villages d'Erzange et de Schrémange ne font plus qu'un avec Hayange; ils sont devenus de véritables villes comme Florange avec ses deux hameaux d'Ebange et de Daspisch, ces deux derniers plus rapprochés de la Moselle. Florange est relié à Hayange par tramway.

Au pied du plateau, entre les vallées de l'Orne et de la Fentsch dans un site abrité, entouré d'arbres fruitiers, s'élève le village de Fameck avec ses quatre hameaux, dont deux relativement proches de Hayange; Fameck lui-même n'est distant d'Uckange que de 4 kilomètres, mais comme les hauts fourneaux d'Uckange n'employaient en 1913 que 590 ouvriers tandis que les usines de Hayange, pourtant plus éloignées, en employaient 6.360; la plupart des habitants travaillaient donc chez les de Wendel; un tramway abrège le trajet depuis quinze ans environ. Enfin les ouvriers se rendent journellement à Hayange de Volkrange, situé en bas du plateau au nord de la Fentsch.

Ces huit communes ont accru leur population entre 1841 et 1910, de 4.687 (1), chiffre auquel il faut ajouter la diminution

tique d'ensemble et on ne peut obtenir ces renseignements qu'en s'adressant à chaque chef de gare.

(1) Communes	Dépopulation s'arrête en	Population à cette date	Population en 1910	Exploitations agricoles en ha- au-dessous 1/2	Exploitations agricoles en ha- entre 1/2 et 2
—	—	—	—	—	—
Marspisch	1880	505	1.019	171	45
Neufchef	1880	552	814	107	35
Ranguevaux	1875	821	814	161	11
Erzange	1841	231	1.063	151	8
Schrémange	1841	243	1.409	208	18
Florange	1875	1.223	2.611	270	77
Fameck	1880	1.066	1.296	113	99
Volkrange	1880	585	887	98	39
TOTAL	»	5.226	9.913	1.279	332

moyenne de la population des communes rurales d'un tiers à peu près (dans ce cas : 1.742 habitants). Si on compte quatre à cinq personnes par ménage on arrive à cette conclusion que 1.300 à 1.600 familles ouvrières sont restées ou se sont installées dans ces villages.

La plupart de ces ouvriers, travaillant presque tous dans la Maison de Wendel, sont d'anciens manœuvres, dont les fermiers n'ont plus besoin, bien que l'exode a été poussé plus loin que ne le demandait la modernisation de l'agriculture. Ils possèdent en général leur maison et un petit champ de pommes de terre et de légumes, mais ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils peuvent nourrir une vache (1).

Le nombre de parcelles ouvrières dans ces huit communes se monte à environ 1.600. Toutes ces parcelles n'appartiennent pas nécessairement à des mineurs et à des ouvriers métallurgistes, mais d'un autre côté tous les ouvriers ne possèdent pas de terrain. Les nouveaux venus, même les immigrants allemands se sont rarement installés, malgré la crise du logement, dans les villages agricoles, comme on peut le voir au nombre élevé de maisons désertées dans les villages distants de quelques kilomètres des localités industrielles (2). Leurs habitudes citadines sont déjà trop enracinées.

Un ouvrier qui travaille huit heures dans une usine, dix heures ou plus avant la guerre, et qui perd plusieurs heures par jour dans le trajet de son village à l'usine, se contente en général d'un terrain de 50 ares; la valeur des terres a été portée à des prix excessifs par la proximité de l'industrie et les économies d'un ouvrier ne lui permettent jamais d'en acquérir davantage, sinon par héritage.

Le nombre de cultivateurs qui se trouve en face de ces masses d'ouvriers d'usine, est extrêmement limité. Pour se consacrer uniquement à l'agriculture il faut disposer de 20 hectares. Dans les 8 communes que nous venons de nommer, 30 fermes atteignent cette grandeur, mais une ferme au-dessous de 20 hectares peut aussi nourrir son homme. Si les villages sont bien abrités, leurs habitants peuvent se consacrer surtout à la culture des arbres fruitiers, comme à Fameck par exemple, et dans ce cas, même un terrain de 5 hectares peut suffire. Dans ces 8 communes, nous

(1) En Moselle, les parcelles au-dessous de 50 ares ne possèdent jamais de vache, tandis que celles entre 50 ares et 2 hectares en possèdent (0,75 vache), celles entre 2 et 5 hectares, plusieurs (2,51 vaches). Recensement de 1907.

(2) La *Ortschaftsverzeichnis* de 1910 donne le nombre de maisons inhabitées par commune.

pouvons relever 95 exploitations entre 5 et 20 hectares, dont la moitié se trouve à Fameck. Un jardinier qui ne fait que cela, n'a pas besoin de plus de 2 hectares.

Dans la vallée de l'Orne, les localités de Moyeuvre, Rosselange, Clouange, Vitry-sur-Orne, Rombas, Amnéville et Hagondange, ces trois dernières sur l'autre rive ne forment, à proprement parler plus qu'une seule agglomération; mais à partir de Vitry, la rive gauche de l'Orne a gardé son caractère agreste. De belles cultures s'étendent sur la terrasse au bord de laquelle sont posés çà et là les villages de Gandrange et de Richemont et leurs dépendances de Boussange et de Bévange, avec leurs champs derrière, leurs prairies en bas. Mais ces villages, dont l'aspect reste si rural, sont habités presque exclusivement par des ouvriers d'usine (1).

Les villages qui jalonnent la rive droite de la Moselle fournissent moins d'ouvriers aux usines de l'autre rive qu'on aurait pu s'y attendre. Deux ponts, à Hauconcourt et à Blettange, traversent la rivière entre Metz et Thionville et en des points incommodes pour les ouvriers qui se rendent à leur travail, mais pour chaque village des bacs facilitent la traversée.

Le village d'Illange a recommencé à s'accroître à partir de 1900 et a gagné environ 100 habitants. Il en est de même pour Bertrange, situé vis-à-vis des hauts fourneaux d'Uckange. Le seul village qui ait véritablement augmenté est Guénange, situé en face de Richemont, d'où le réseau privé des Wendel amène les ouvriers à Moyeuvre. Guénange a porté sa population de 419 en 1890 à 769 en 1926. En face de Hagondange se trouve Ay-sur-Moselle, dont la dépopulation s'est seulement arrêtée en 1910 et qui a progressé depuis de 72 habitants. Vis-à-vis de Maizières, à Ennery (pont de Hauconcourt) la proximité de l'industrie se fait à peine sentir. Nous constatons la même chose dans les villages qui parsèment la pente du plateau, au sud de Bronvaux; le recensement professionnel de 1907 ne relève dans aucun de ces villages une population industrielle dépassant 25 %.

Il n'existe aucune statistique faite après la guerre qui puisse nous renseigner sur la composition professionnelle de la population par commune ou qui donne le nombre des parcelles ouvrières.

(1) Le village de Gandrange avait, en 1907 : 57 parcelles au-dessous de 50 ares et 52 au-dessus; sa population ne s'est guère accrue entre 1910 et 1926 (de 636 habitants à 708). M. Jost, le maire, estime à 70 le nombre d'ouvriers habitant Gandrange qui travaillent à Moyeuvre, Rombas et Hagondange à l'heure actuelle (mai 1928).

La seule donnée pouvant nous guider, et seulement dans une certaine mesure, est le nombre d'ouvriers se rendant à leur travail par chemin de fer.

Les voies ferrées publiques ne sont pas de beaucoup d'utilité pour les transports quotidiens d'ouvriers. La ligne d'Hettange-la-Grande, venant du nord, celle de Sierck, du nord-est et celle de Metzervisse du sud-est, se rencontrent à Thionville, mais les ouvriers qu'amènent ces deux dernières lignes sont surtout des cheminots travaillant à la gare de Thionville ou aux ateliers de réparations de Basse-Yutz; la ligne d'Hettange est trop courte pour être d'importance. Par contre, à Thionville même, 350 ouvriers de la ville et des environs, ceux-ci venant à bicyclette, prennent le train, la moitié pour Hayange, un quart pour Knutange et le dernier quart pour Hagondange et Uckange (1).

Le trajet entre Thionville et Hayange ne dure que vingt minutes au plus, mais l'horaire est établi pour permettre aux ouvriers d'arriver à temps à Nilvange-Algrange. On perd donc ainsi du temps; quand les ouvriers d'Hayange quittent la tournée de nuit à 6 heures du matin ils prennent un train à 6 h. 16, mais ceux qui ont fini leur travail à 14 et à 22 heures doivent attendre plus longtemps (2).

Des trains directs partant de Metz amènent un nombre assez considérable d'ouvriers à Hagondange, Rombas et Moyeuvre, mais ces lignes publiques sont peu importantes en comparaison du réseau privé de la Maison de Wendel qui, en 1928, dans la vallée de la Fentsch, délivrait par mois 2.654 permis de circulation, et dans la vallée de l'Orne 706.

La Maison de Wendel occupe (3) 12.058 ouvriers et employés dans la vallée de la Fentsch. Environ 3.000 ouvriers et employés se rendaient à leur travail par chemin de fer. Dans les garages de bicyclette on peut, en été, compter pour les trois tournées un millier de bicyclettes. Le nombre de ceux qui arrivent à pied ou en tramway et autobus peut certainement être évalué à 2.000, étant donné que seuls les villages d'Erzange, Schrémange, Florange, Daspisch et Ebange sont reliés au réseau privé de la Maison. On arrive

(1) Abonnements hebdomadaires accordés à la gare de Thionville en septembre 1928 : destination d'Hayange, 667; de Knutange, 378; de Hagondange, 267; Uckange, 80 (Communiqué pendant une visite en octobre 1928).

(2) Départs de Hayange : 14 h. 34 et 22 h. 38.

(3) 1er avril 1928.

donc à cette conclusion qu'à peu près la moitié des ouvriers habite les villages voisins ou un peu plus éloignés.

La région a été dotée d'un réseau de lignes d'autobus très serré, mais le service est moins fréquent et les prix plus élevés que sur les voies ferrées, et les autobus sont plutôt employés par les paysans se rendant au marché et par les femmes d'ouvriers pour leurs courses en ville, que par les ouvriers allant à leur travail.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le bassin de Metz—Thionville ne comptait qu'une seule aciérie, celle de Hayange, et le besoin de main-d'œuvre se trouvait donc très limité. En 1894, les mines occupaient 3.709 ouvriers, les usines de Wendel de Hayange, Moyeuvre et Stiring-Wendel, 5.576; les sept usines à hauts fourneaux isolés n'employaient que 1.215 ouvriers (1).

Dans les toutes dernières années du XIX^e siècle on construisit trois grandes nouvelles aciéries et sept nouvelles usines de hauts fourneaux. Cet essor brusque nécessitait des masses ouvrières qu'il était impossible de recruter sur place et il fallait donc les chercher ailleurs, dans d'autres parties de la Lorraine, en Allemagne et à l'étranger. Déjà à cette époque le bassin comptait un certain nombre d'ouvriers étrangers à la région (2).

En 1910, la situation avait beaucoup changé. L'arrondissement de Thionville-Ouest avait 88.000 habitants; 36.000 étaient des Alsaciens-Lorrains, 27.000 sujets d'autres États allemands, 25.000 étrangers proprement dits. Les ouvriers étrangers étaient plus nombreux que ceux venus d'Allemagne, mais comme la plupart des Italiens étaient célibataires la population allemande se trouvait plus importante.

Parmi les nouveaux venus les Alsaciens-Lorrains étaient à peu près aussi nombreux que les Allemands dont la presque totalité provenait de la province rhénane (3). Le nombre d'Alsaciens était insignifiant (4).

(1) *Das Reichsland Elsass-Lothringen.*

(2) Le canton de la Fentsch qui embrassait la plupart des centres industriels, comptait en 1895, 41.695 habitants, dont 17.284 nés dans leurs communes d'habitation; 9.540 étaient nés dans une autre commune lorraine et seulement 565 en Alsace. Pas moins de 10.148 étaient originaires d'Allemagne même, 4.159 de l'étranger (*Das Reichsland*).

(3) En 1907, 4.231 des 5.102 mineurs et ouvriers métallurgistes allemands étaient nés dans la province rhénane.

(4) Les neuf communes les plus importantes du bassin de Metz—Thionville (Algrange, Audun-le-Tiche, Thionville, Moyeuvre-Grande, Hayange, Knutange, Basse-Yutz, Nilvange et Rombas) avaient en 1910, 75.000 habitants dont 23.000 étaient nés dans leurs communes d'habitation 19.000 étaient nés dans d'autres communes d'Alsace-Lorraine; 20.000 en Allemagne et 14.000 à l'étranger.

La population de Hayange et de Moyeuvre a subi une progression lente et continue; cette croissance s'est effectuée, surtout pour Hayange, par l'afflux des Lorrains; en 1910 encore, le nombre d'habitants nés en Lorraine y était trois fois supérieur au nombre d'habitants nés en Allemagne. Dans la vallée de l'Algrange où s'étaient installés entre 1874 et 1896 six sociétés minières allemandes, la situation était inverse : le chiffre des Allemands était presque le triple de celui des Lorrains.

Les Alsaciens-Lorrains étaient plus nombreux que les Allemands à Knutange et à Nilvange, où la maison de Wendel transplanta ses ouvriers après la fermeture des usines de Stiring. A Rombas même, la population indigène égalait les immigrants allemands; Rombas était déjà une grande commune avant l'établissement des usines qui se sont d'ailleurs agrandies peu à peu. La nouvelle cité ouvrière des aciéries de Rombas, Stahlheim, était certainement devenue une ville pleinement allemande.

Cette invasion allemande a puissamment contribué au déplacement de la frontière linguistique, quoique ce changement s'explique davantage par l'immigration de Lorrains de langue allemande; des Lorrains de langue française se sont certainement installés dans les nouveaux centres industriels, mais leur nombre est bien inférieur à leurs compatriotes de langue allemande, étant donné que près des trois quarts du département de la Moselle parle allemand et que l'excédent des naissances est plus élevé dans ces régions.

Le premier recensement linguistique date de 1900 (1), mais l'Administration allemande a procédé à des enquêtes assez complètes aussitôt après la guerre de 1870 et selon les résultats obtenus les communes furent classées comme appartenant à la région de langue allemande, de langue française et de langue mixte. Les communes de langue française avaient toujours le droit de se servir du français dans l'adminstration, les communes mixtes l'avaient aussi le plus souvent, et toujours dans la région qui nous occupe (2).

En 1871, la vallée de l'Orne était entièrement de langue fran-

(1) Les résultats par communes des recensements linguistiques de 1900 et 1910 ne sont pas imprimés mais se trouvent en manuscrits à l'Office de Statistique de Strasbourg où je me suis servi des résultats de 1910. Les résultats de 1905 sont publiés dans la *Gemeindeverzeichnis* de 1905.

(2) Les archives des administrations allemandes ont été compulsées par M. Paul Lévy dont le travail sera publié par la Faculté des lettres de Strasbourg.

çaise; seule Moyeuvre-Grande fut classée comme commune mixte, parce que commune frontière, ayant un nombre élevé de douaniers et gendarmes. Mais déjà à partir de 1890, Moyeuvre, et depuis 1892 Rombas et Rosselange étaient classées comme allemandes.

En 1905, la population de la vallée de l'Orne était pour les deux tiers de langue allemande; cinq ans plus tard pour les trois quarts; Rombas et Stahlheim étaient complètement germanisés; à Moyeuvre même la population de langue allemande était le double de celle de langue française. Seul, Gandrange avait gardé sa majorité française.

La vallée de la Fentsch était autrefois exclusivement de langue française, sauf le village d'Algrange, relié par de mauvaises routes à la vallée principale; ses habitants communiquaient avec le monde extérieur par le chemin qui du fond du vallon monte pour descendre vers les villages de langue purement allemande au pied du plateau situé au nord de la Fentsch.

Hayange et Schrémange furent classés en 1871 comme villages mixtes, mais déjà à partir de 1890 et 1892 Hayange, Knutange, Nilvange et Fontoy sont considérés comme de langue allemande. Dans la vallée inférieure (Schrémange et Erzange), prévalait encore en 1910 la langue française, ainsi qu'à Marspich. Knutange et Nilvange étaient tout à fait germanisés, mais Hayange gardait toujours une minorité importante de langue française.

La frontière linguistique passait à travers le plateau d'Aumetz, fait qui s'explique probablement par l'absence de routes (1). Avant l'installation des mines, quatre communes étaient de langue française, trois de langue allemande (Angevillers, Rochonvillers et Escherange) (2). En 1910, la majorité était encore de langue française; le nombre d'ouvriers étrangers était relativement plus élevé que dans les vallées de l'Orne et de la Fentsch. Le village d'Aumetz, qui possède la mine la plus ancienne du plateau, avait trois fois plus d'habitants parlant allemand que français, et le village de Boulange, dont la mine est plus récente, quatre fois plus.

Le plateau de Malancourt, au sud de l'Orne, était en 1871 entièrement français de langue, mais les quatre puits de mine avaient, en 1910, déterminé une majorité allemande. Les nouveaux

(1) D'après THIS.

(2) Rochonvillers fut, par une erreur de l'Administration, classé de langue française, mais le recensement linguistique montre qu'il est entièrement allemand; la faute fut d'ailleurs corrigée l'année suivante.

venus se concentraient à Sainte-Marie-aux-Mines et à Montois, mais quatre des sept communes avaient gardé leur majorité française.

Dans les villages situés sur le versant, au nord de la Fentsch, la population a toujours été entièrement de langue allemande, au sud de la Fentsch, par contre, de langue française; l'immigration allemande a peu touché ces derniers villages, seule la commune minière de Marange-Silvange était devenue de majorité allemande.

La vallée même de la Moselle s'est au contraire, beaucoup modifiée; la rive gauche était, avant 1870, entièrement de langue française jusqu'aux portes de Thionville. La commune de Florange (1) fut par erreur classée comme étant allemande, mais ce n'est qu'en 1910 que les habitants de langue allemande dépassent en nombre ceux de langue française. Il en était de même de la nouvelle commune de Terville, à 2 km. 5 de Thionville. Uckange et Maizières devinrent allemands de bonne heure; mais Hagondange avait gardé encore en 1910 sa majorité française; les grandes usines de Thyssen ne furent en effet mises en marche que successivement, entre 1911-1913; l'afflux d'ouvriers qu'elles provoquèrent ont renforcé l'élément germanique d'une manière prépondérante aussi dans d'autres communes, et sur la rive gauche de la Moselle la langue allemande prévaut probablement maintenant.

Les villages de la rive droite de la Moselle sont de langue française de Metz jusqu'à Bousse; Illange, le village précédant Thionville est au contraire allemand; les deux villages intermédiaires, Guénange et Bertrange, avaient encore gardé leur majorité française en 1910, malgré une certaine immigration ouvrière.

Metz et ses villages environnants étaient avant 1870 tout à fait français. L'élément français faillit être submergé sous l'invasion germanique, mais l'immigration allemande était moins importante qu'elle ne le semblait et parmi la population civile ce n'était que la moitié, en 1910, qui parlait l'allemand.

Les recensements français de 1921 et 1926 ont remplacé l'ancienne question : « Quelle est votre langue maternelle? » par la question : « Quelle est votre langue usuelle ? » (2). La première

(1) THIS fait la même erreur dans son ouvrage : *Die Sprachgrenze in Lothringen*, Strasbourg 1887, qui est basé sur une enquête faite dans chaque village. Les recensements linguistiques l'ont démenti dans la région qui nous occupe pour les communes de Florange, Terville, Bertrange et Guénange. L'auteur dit que la population de Florange et de Terville parle un français appris et non le patois local. Pas de précisions sur les deux dernières communes.

(2) Les matériaux ne se trouvent pas à Strasbourg, mais à Paris. Le dépouillement n'a pas été opéré.

question me semble plus importante, personne ne pouvant se soustraire à l'empreinte de la langue de son enfance; mais cette question peut utilement être complétée par l'autre, et au point de vue français il est de première importance de savoir combien de personnes apprennent le français et s'en servent de recensement en recensement.

Il est donc impossible d'affirmer si la frontière linguistique s'est déplacée de nouveau. Dans la région messine, le français est certainement devenu prépondérant, mais dans la région industrielle les changements ne sont guère considérables.

On n'a pas établi non plus une statistique d'émigration qui pourrait nous renseigner. Les premières semaines qui suivirent l'armistice, l'autorité civile était exercée par les chefs successifs des armées françaises en marche vers le Rhin. Depuis le début de 1919, la statistique d'immigration allemande est rétablie; jusqu'au 1er octobre 1920, on avait enregistré 95.000 émigrants d'Alsace-Lorraine, chiffre auquel il faut ajouter environ 15.000 qui s'étaient enfuis pendant les premières semaines (1), mais on ignore leur lieu d'origine et leur profession (2).

Le seul point sur lequel nous pouvons nous appuyer est que les communes où les usines ont ralenti leur marche pendant la période de liquidation, ont probablement perdu une proportion plus grande de leur population allemande que Hayange et Moyeuvre, par exemple.

Moyeuvre comptait en 1910, 2.931 sujets d'autres États allemands, mais un bon nombre d'entre eux s'étaient mariés avec des Lorraines; 1.039 sont devenus, de ce fait, citoyens français, 200 ou 300 qui n'avaient pas le droit de réclamer la nationalité française ont été naturalisés d'une manière normale.

Au recensement de 1926, 800 à 900 seulement des 4.746 étrangers étaient Allemands (3) et si on additionne les trois catégories différentes d'Allemands, on arrive à cette conclusion qu'environ 800 Allemands seulement se sont rapatriés, dont une grande partie étaient des fonctionnaires de la Maison de Wendel; tous les instituteurs, sauf un, étaient des Alsaciens-Lorrains, mais parmi les

(1) D'après R. ERNST : *Die Eingliederung der vertriebenen Elsass-Lothringer in das deutsche Wirtschaftsleben*, 1921.

(2) Le paiement des indemnités peut certainement donner des indications sur la profession des émigrants et probablement aussi sur leur lieu d'habitation.

(3) Chiffres communiqués à la mairie de Moyeuvre en mai 1928.

autres fonctionnaires publics se trouvait sans doute un certain nombre d'Allemands.

L'élément allemand était beaucoup plus réduit à Nilvange dont l'usine fut mise en liquidation. En vertu du traité de Versailles, 400 Allemands environ sont devenus français, et par voie de naturalisation ordinaire 70 à peu près (1). En 1928, il ne restait que 136 citoyens allemands. En additionnant ces trois mêmes chiffres, nous voyons l'élément allemand réduit de 1.842 en 1910 à 605 à l'heure actuelle. Mais ces rapatriements ont à peine modifié la situation linguistique; un enfant sur cinq parle le français en entrant à l'école de garçons ou de filles; à l'école mixte tous les élèves sont de familles de langue allemande (2).

Nilvange comptait en 1910 plus de sujets alsaciens-lorrains que de sujets d'autres États allemands; dans une commune comme Algrange où les immigrants d'Allemagne formaient une majorité écrasante, les rapatriements ont été beaucoup plus nombreux; entre les recensements de 1910 et 1921, la commune a perdu 2.529 habitants et le nombre des rapatriés atteint probablement ce chiffre.

L'unique statistique existante sur la nationalité des ouvriers nous montre qu'un quart des mineurs est actuellement Alsacien-Lorrain ou Français tandis qu'avant la guerre les six dixièmes étaient Alsaciens-Lorrains ou Allemands et on peut supposer qu'alors les Allemands étaient aussi nombreux que les indigènes (3). La plupart des mineurs allemands sont maintenant remplacés par des Polonais.

Chez les ouvriers sidérurgistes l'élément indigène était, en 1913, plus important que l'élément allemand et semble aujourd'hui renforcé (4); ceci est en partie dû au nombre élevé d'Allemands devenus Français; à l'armistice, environ un sur cinq des ouvriers sidérurgistes était marié à une Lorraine ou fils d'un mariage mixte et pouvait ainsi réclamer la nationalité française (5).

(1) Le maire de Nilvange, au cours d'une visite en octobre 1928, m'a communiqué les renseignements suivants : sur les listes électorales figuraient 149 anciens sujets d'autres États allemands naturalisés en vertu du traité de Versailles et 41 par voie de naturalisation normale. Il estime que la première catégorie avec leurs familles se monte à 400, la deuxième à 70 environ.

(2) Becker, directeur de l'école de garçons.

(3) En 1907, le nombre des mineurs allemands dépassait celui des mineurs indigènes.

(4) A la fin de 1925, 62 % des ouvriers sidérurgistes étaient des Alsaciens-Lorrains ou des Français. Des 12.777 étrangers, 4.866 étaient des Italiens, 2.741 des Polonais, 1.541 des Luxembourgeois et seulement 1.020 des Allemands (PAIRAULT, *L'immigration organisée*); mais la proportion est certainement moins forte à l'heure actuelle.

(5) Des 19.969 ouvriers sidérurgistes, 5.924 étaient des sujets allemands; 1.171 étaient alliés à des Alsaciens-Lorrains; des 957 employés, 550 étaient des Allemands dont 18 seulement étaient alliés à des Alsaciens-Lorrains.

Avant la guerre, la population étrangère n'était en majorité que dans la seule commune d'Audun-le-Tiche; dans la vallée de l'Orne la proportion des étrangers ne se montait qu'au cinquième, dans la vallée de la Fentsch la proportion était encore plus faible.

L'arrondissement de Thionville-Ouest a vu porter sa population étrangère depuis la guerre à presque la moitié de son total (1); une commune comme Moyeuvre elle-même comptera bientôt autant d'étrangers que d'indigènes (2). Les nouveaux venus sont surtout des Polonais; à Nilvange, par exemple, un certain nombre de familles polonaises étaient déjà arrivées pendant la guerre, des parties de la Pologne occupées par les armées allemandes. Cette localité a vu sa population étrangère doubler depuis la guerre (3) et comme beaucoup d'autres villages se former d'éléments de plus en plus composites; un débris de l'armée de Wrangel y a même été rejeté. Une colonie d'environ 400 Russes s'est installée dans une cité ouvrière à part, avec leur chapelle et leur pope, et on voit des colonels et des princes peiner comme de simples ouvriers.

La grande masse des Polonais sont des célibataires. Leur nombre égale presque celui des Italiens dans la population masculine, mais comme une plus grande partie des Italiens est mariée, l'élément italien est encore beaucoup plus nombreux. Les Allemands sont presque tous mariés, mais leur nombre est peu élevé et surtout inférieur à celui de leurs compatriotes devenus français en vertu du Traité de Versailles ou par simple naturalisation.

(1) En 1926, sur une population de 95.937 habitants, 40.758 étaient des étrangers, mais ce chiffre n'a pas beaucoup augmenté depuis (fin de 1928) 42.360, dont 19.315 italiens, 10.622 Polonais et 3.650 Allemands.

(2) En 1926, 5.639 Français et 4.746 étrangers.

(3) A la fin de 1927, 2.914 étrangers dont 134 Allemands; en 1910, 1.570 (non compris les sujets d'autres États allemands).

CHAPITRE XV

LA MAIN-D'ŒUVRE BELGE DE LA RÉGION DE LONGWY

Les villages français éloignés de quelques kilomètres n'envoient pas leurs ouvriers aux usines. — Les ouvriers belges habitent jusqu'à 40 kilomètres de distance. — Les villages frontières. — Les lignes d'Arlon et de Virton. — Quatorze heures d'absence de chez soi. — L'horaire défectueux des lignes de Montmédy et d'Audun-le-Roman. — Pas d'arrivages belges à Villerupt, ville italienne. — L'élément étranger de la vallée de la Chiers.

Jusqu'aux années précédant immédiatement la guerre, la région de Longwy ne possédait que deux aciéries, celles de Mont-Saint-Martin et de Micheville et les besoins en main-d'œuvre étaient donc assez limités, mais pourtant difficiles à satisfaire parce que la plupart des usines se concentrent dans un espace resserré de la vallée de la Chiers.

La croissance des nouveaux centres industriels a été causé par l'apport des villages voisins, mais le nombre d'ouvriers qui habitent encore leur coin natal tout en travaillant aux usines, est extrêmement restreint. Une ceinture de forêts assez large s'étend sur le côté sud de la vallée de la Chiers et autour des vallées de la Moulaine et de Côte-Rouge et les villages se trouvent trop éloignés des usines. La population de ces communes a donc regressé de recensement en recensement malgré l'évolution de l'industrie.

Seulement autour de Rehon se trouvent trois villages, deux sur le plateau au sud de la vallée, Cutry et Mexy, et un au nord, Lexy, qui ont vu s'augmenter leur population. Le premier village de la vallée de la Chiers, au-dessous de Rehon, a également gagné une centaine d'habitants, le suivant n'a pour ainsi dire pas progressé malgré le chemin de fer. La commune de Cosnes-et-Romain, près de Longwy, s'est accrue aussi. Mais, exception faite de ces cinq communes, la dépopulation a continué depuis le milieu du siècle dernier comme si la région se trouvait complètement à l'écart de la vie moderne.

Les usines de la région de Longwy ont pu heureusement couvrir

leur déficit de main-d'œuvre en Belgique méridionale. Aucun des villages que nous venons de nommer ne se trouve éloigné de plus de 2 ou 3 kilomètres des usines; les ouvriers belges, au contraire, qui viennent tous les jours aux usines de la région habitent des villages distants de 20, 30 ou 40 kilomètres.

Les deux arrondissements belges d'Arlon et de Virton n'ont pas un excédent de naissances très élevé; dans le dernier la population a cependant à peine diminué entre 1866 et 1926; dans le premier elle a même augmenté, malgré le caractère tout à fait rural gardé par les deux arrondissements.

Cette partie de la Belgique méridionale comptait en 1910, 84.000 habitants; il n'existait pour ainsi dire d'autres industries que celles satisfaisant les besoins de la population locale. Les trois usines métallurgiques n'occupaient en 1910 que 874 ouvriers (1). Comme les Belges n'émigrent pas dans les pays d'outre-mer, le surplus de la population de cette contrée se trouvait dans l'obligation, depuis que l'agriculture ne peut plus occuper autant de bras qu'autrefois, de s'établir dans les centres industriels de la France et du Luxembourg ou bien de s'y rendre chaque jour en chemin de fer. Le recensement belge de 1910 constate que 3.497 ouvriers dont les 2.462 mineurs et sidérurgistes, habitant les deux arrondissements d'Arlon et de Virton ont leur travail à l'étranger, c'est-à-dire plus du tiers de la population artisane et industrielle. 2.000 environ travaillaient dans des mines et usines métallurgiques de la région de Longwy (2).

Un certain nombre de ces ouvriers habitent si près de la frontière qu'ils se rendent à leur travail à pied ou à bicyclette. Le village d'Aubange, à 3 km. 5 de l'aciérie de Mont-Saint-Martin, a vu sa population passer de 705 en 1890 à 1.772 en 1920. La vie a toujours été meilleur marché en Belgique qu'en France; les ouvriers peuvent surtout se construire à meilleur compte une petite maison sur le côté belge de la frontière. La route de Mont-Saint-Martin à Aubange, d'où en 1910, 191 ouvriers travaillaient en France, est flanquée de nouvelles maisons ouvrières aussitôt la douane franchie. Au contraire de ce qui se produit dans le bassin de Metz-Thionville, la population indigène d'Aubange, de langue allemande, a été noyée sous l'invasion d'ouvriers wallons qui s'y sont établis.

(1) *Recensement de l'Industrie et du Commerce*, 1910. Première partie, vol. II. Bruxelles, 1913.

(2) *Recensement de l'Industrie et du Commerce*. 1910. Première partie, vol. III et IV. Bruxelles, 1913.

Halanzy également est éloigné de 3 km 5 de Mont-Saint-Martin; les hauts fourneaux de Halanzy n'occupaient en 1910 que 160 ouvriers, dont une certaine quantité venaient de villages belges situés plus au nord, mais 177 ouvriers de Halanzy travaillaient en France. Il en était de même pour Mousson dont les hauts fourneaux occupaient 110 ouvriers, tandis que 138 avaient leur emploi en France.

La grande majorité des ouvriers belges prennent le train; dans un pays aussi plat et aussi peuplé que la Belgique, où la construction des voies est peu coûteuse et les recettes abondantes, les tarifs des chemins de fer sont peu élevés et le prix d'un abonnement hebdomadaire était, avant la guerre, le tiers de ce qu'il était en France. A l'heure actuelle encore les ouvriers belges paient un supplément disproportionné pour les quelques kilomètres de trajet en France (1).

Le recensement belge de 1910 nous permet de déterminer jusqu'à quelle distance et dans quelle proportion s'exerce la force d'attraction des usines de la vallée de la Chiers.

La majorité des ouvriers emprunte la ligne Athus—Arlon—Habay-la-Neuve jusqu'à Libremont (2). Les habitants d'Athus travaillent surtout à Athus même ou à Rodange, en Luxembourg. De la gare d'Arlon partent aussi des ouvriers des villages environnants qui s'y rendent par le chemin de fer vicinal venant d'Attert, ou bien à pied et à bicyclette; certains ont même 10 kilomètres à faire sur des routes qui montent et descendent et il leur faut pour cela de trois quarts d'heure à une heure, et la nuit et par mauvais temps davantage (3).

Une proportion moins forte d'ouvriers emprunte la ligne de Virton à Athus pour y prendre le train d'Arlon allant vers Longwy; les habitants des villages entre Athus et Virton ne sont pas seuls à se servir de cette ligne; un nombre important utilise la ligne Marbehan—Virton et doit donc changer deux fois de train, à Virton et à Athus.

Il est difficile de s'imaginer le temps perdu par ces ouvriers nomades au cours de leurs trajets journaliers. Même ceux qui habi-

(1) Sept trajets par semaine entre Arlon et Athus reviennent à 11 fr. 50 belges par semaine; le billet Arlon—Longwy est de 19 fr. 40.

(2) Libremont est la dernière gare qui envoie des ouvriers en France (en 1910 : 1 ouvrier).

(3) Dans la consigne de la gare d'Arlon, on compte jour et nuit une moyenne de 15 à 20 bicyclettes, et autant dans un garage privé tout proche; ce qui nous permet de supposer que le nombre d'ouvriers venant des villages voisins oscille entre 90 et 120 (Visite en octobre 1928).

tent près de la frontière et travaillent dans la première usine française (Mont-Saint-Martin) ne sont guére plus favorisés. Les horaires des trains ont été établis pour les ouvriers qui continuent jusqu'à Longwy, en France, et jusqu'à Differdange et peut-être jusqu'à Esch, au Luxembourg.

Le service sur la ligne d'Arlon est le meilleur. Les ouvriers qui quittent leur travail à Mont-Saint-Martin, à 22 heures, arrivent à Arlon à 23 h. 26, mais s'ils habitent aux environs ils ne sont chez eux qu'après minuit. Le train arrive à Habay-la-Neuve où descendent encore beaucoup d'ouvriers, à 23 h. 51, mais le village est à quelque distance de la gare.

Le train de l'après-midi est meilleur; il arrive à Arlon à 15 h. 14, mais il s'y arrête très longtemps et les ouvriers de Habay ne sont chez eux qu'à 15 h. 50. Le train de nuit ne continue pas au delà d'Arlon.

Si on se trouve à la gare d'Athus avant l'arrivée de France du train ouvrier on croirait assister à un débarquement de bétail. Le quai est barré par une palissade; le train se vide entièrement et les ouvriers dont le nombre atteint plusieurs centaines doivent passer à la douane avant que le train ne continue. Cela fait perdre déjà du temps; ceux qui changent pour Virton en perdent davantage. Pour les meilleurs trains il faut attendre dix ou quinze minutes, pour les trains du matin vingt minutes, et pour le train de minuit, trente et une minutes. Ce dernier arrive à Virton-Saint-Mard à minuit 2; si les ouvriers vont jusqu'à Florenville, et c'est le cas pour un certain nombre, ils ne sont à destination qu'à 0 h. 59. S'ils changent de train à Virton, le trajet est au moins aussi long. Il en est de même pour ceux qui habitent loin des gares. Dans ces cas extrêmes les ouvriers passent six heures dans leur double trajet et huit heures aux usines, et il ne leur reste donc de temps que pour dormir et manger.

Le besoin en main-d'œuvre des usines de la région de Longwy s'est fortement accru depuis 1910 par l'établissement des trois nouvelles aciéries de Rehon, Senelle et Longwy-Bas, mais le nombre d'ouvriers belges empruntant le chemin de fer, ne semble pas avoir beaucoup augmenté. On ne peut arriver à une conclusion définitive que par une enquête pour chaque gare (1), mais on

(1) L'excellent ouvrage de Ernest MAHAIM, *Les abonnements ouvriers*, 1910, basé sur le nombre d'abonnements accordés par chaque gare en janvier et en juillet 1906 et groupés d'après chaque industrie, ne contient que les chiffres pour quelques gares de la région qui nous occupe.

atteint un résultat approximatif en comptant le nombre de places dans les trains à leur arrivée à Athus. On économise singulièrement le matériel et le nombre d'ouvriers dépasse plutôt le nombre des places disponibles.

Le train qui arrive le matin à Athus compte environ 600 places; le second, qui amène les ouvriers ne travaillant que le jour entre 7 heures et 16 heures, en compte 350; le train de l'après-midi et celui du soir, 500 places chacun, ce qui fait un total de 1.950 places (1). A chacun des quatre trains descendent 300 personnes à Athus dont une moitié travaillent à Athus même, l'autre à Rodange ou plus loin, mais une moindre quantité venant de Virton monte, une soixantaine pour chaque train (2).

On aurait dû relever le nombre d'ouvriers étrangers travaillant en France sans y habiter; 1.237 étrangers dont 1.113 Belges et 122 Luxembourgeois (3) ont la permission de travailler à Longwy tout en habitant dans leur pays. Le territoire de la ville comprend les deux usines métallurgiques de Senelle et de La Chiers, employant l'une 3.300 ouvriers, l'autre 2.300 et en outre une faïencerie et une usine de produits réfractaires d'importance bien moindre. Les ouvriers nomades ne peuvent pas continuer jusqu'à Rehon, mais à Mont-Saint-Martin leur nombre est certainement plus élevé qu'à Longwy.

Le service des trains dans la direction de l'ouest est mauvais et peu d'ouvriers utilisent la ligne de Longuyon; ce sont surtout des cheminots et des ouvriers d'usines qui travaillent en dehors des trois équipes et cessent leur travail à 16 heures; mais le train ne quitte Longwy qu'à 16 h. 44 et arrive à Longuyon à 17 h.15. Un certain nombre d'entre eux continuent sur Montmédy, d'autres prennent la ligne du sud-est vers Audun-le-Roman, mais il leur faut attendre quarante-cinq minutes la correspondance; s'ils habitent Pierrepont ou les villages environnants de Mercy-le-Bas,Boismont, Saint-Supplet, Bazaille et Ville-au-Boismont, ils ne sont chez eux qu'à 18 h. 20. Pour atteindre le train du matin, ils doivent se lever avant 4 heures; ils sont donc absents de chez eux quatorze heures par jour.

Si les ouvriers continuent dans la direction de Montmédy, l'at-

(1) Chiffres communiqués par le sous-chef de gare d'Arlon où se forment les trains
(2) Estimation du chef de gare d'Athus.
(3) Communiqué par le commissariat de police de Longwy.

tente de la correspondance est moins longue de cinq minutes seulement.

Dans ces conditions on comprend qu'on n'ait pu recruter un nombre appréciable d'ouvriers dans les villages situés le long des voies ferrées, même si on y avait disposé d'une main-d'œuvre abondante.

Dans le petit bassin de Villerupt se trouvaient avant la guerre trois usines, deux à l'heure actuelle. Les trains partant de Longwy arrivent quelques minutes après le commencement des tournées, empêchant ainsi les usines de recruter leur main-d'œuvre à Longwy; le nombre des trains est aussi trop limité. Les aciéries de Micheville ont donc leurs ouvriers sur place, et la Société a dû loger une proportion plus élevée de personnel qu'il n'est d'usage dans la région de Longwy; le reste habite l'ancien village de Villerupt et les villages voisins de Thil et Tiercellet sur le côté français de l'ancienne frontière, d'Audun-le-Tiche et Russange, du côté allemand(1).

Les deux tiers de la population de Villerupt sont des étrangers et quand on se promène dans les rues on se croit dans une ville italienne. Il y a peu de Polonais, comme partout dans la région de Longwy, et la population italienne n'a aucune tendance à décroître comme c'est le cas dans le bassin de Metz—Thionville et sur le plateau de Briey.

L'élément étranger est moins prépondérant à Rehon, à Herserange, où se trouve la cité ouvrière des usines de Senelle, et à Mont-Saint-Martin; Longwy est d'ailleurs autant un centre de commerce et de chemins de fer, et on s'aperçoit peu de l'élément étranger.

Les Italiens sont partout dans la région de Longwy beaucoup plus nombreux que les Belges qui viennent en second; des 27.900 étrangers du canton de Longwy, 17.700 sont Italiens, 2.800 seulement des Polonais, mais ces derniers sont pour la plupart célibataires, tandis que les Italiens sont très souvent mariés; le nombre de femmes italiennes se montait à 4.100, d'enfant au-dessous de quinze ans à 6.100 (2).

Les étrangers habitent un nombre assez limité de communes et

(1) Le commissariat de police me communique au cours d'une visite le 17 octobre 1928 que 1.800 ouvriers environ travaillent dans la commune de Villerupt, mais habitent les villages voisins; dans ce chiffre entrent 1.500 étrangers. Les deux usines occupent environ 5.000 ouvriers.

(2) Le 31 décembre 1927; chiffres communiqués par le sous-préfet de Briey.

on a ainsi la sensation d'une forte empreinte étrangère; à côté des Italiens dont la majorité est écrasante, les autres immigrants forment une masse extrêmement composite et le nombre des nationalités différentes s'élève à 21 (Villerupt). Les Portugais atteignent 500 à Herserange et dépassent 1.000 en tout. Quelques centaines de Marocains ajoutent une note pittoresque au paysage humain. Au contraire du bassin de Metz—Thionville où les ouvriers indigènes sont probablement les plus nombreux dans les usines, leur proportion dans les aciéries de Mont-Saint-Martin et de Micheville ne dépasse pas le tiers et elle est peut-être plus basse dans d'autres usines. Dans la vallée de la Chiers, le nombre de Belges installés atteint presque la moitié de la population italienne, et renforcés par leurs compatriotes nomades, ils sont probablement les plus nombreux dans les usines de la vallée.

CHAPITRE XVI

LA MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE ET ÉTRANGÈRE AU LUXEMBOURG

La main-d'œuvre indigène, de minorité est devenue, depuis la guerre, majorité. — La population étrangère reste pourtant aussi nombreuse. — L'augmentation des effectifs se recrute uniquement dans le pays. — Luxembourg, résidence d'ouvriers métallurgistes. — La ligne d'Attert. — Le dixième des ouvriers se rendent à leur travail par train.

Les difficultés du recrutement de la main-d'œuvre au Luxembourg ne se firent sentir d'une façon aiguë qu'à partir de ce siècle. Les besoins en main-d'œuvre des hauts fourneaux isolés étant très limités, les deux usines construites à Esch après 1870 ne firent augmenter la population en vingt ans que de 3.600 habitants; Dudelange, où s'éleva après 1880 une aciérie de dimensions moyennes, a vu sa population s'accroître autant en dix ans; Differdange, où s'établit une très grande aciérie à la fin du XIX^e siècle, a vu la sienne en faire autant en cinq ans.

En 1900, le tiers à peu près de la population du canton d'Esch était formé d'étrangers; à cette époque les Italiens étaient plus nombreux que les immigrants allemands; en 1910, c'était le contraire. La plupart des Allemands provenaient de la province rhénane, un certain nombre d'Alsace-Lorraine. Differdange comptait presque autant d'étrangers que de Luxembourgeois, mais dans le centre plus ancien de Dudelange, la proportion étrangère était moins forte.

Depuis la guerre le nombre des ouvriers italiens, tant dans les usines que dans les mines, s'est fortement réduit, mais la population italienne est aussi nombreuse qu'avant la guerre, un nombre plus élevé d'entre eux étant actuellement marié.

La population du canton d'Esch s'est accrue d'environ un tiers depuis la guerre; cependant les étrangers (1927) sont relativement un peu moins nombreux qu'en 1910 [1]. Au contraire du bassin de

[1] En 1910, proportion étrangère : 36 %; en 1927 : 31 %.

Metz—Thionville et du plateau de Briey, le Luxembourg n'a pas vu arriver de Polonais [1]. L'élément allemand qui s'était fortement réduit depuis l'armistice, augmente de nouveau. Dans aucun des centres industriels ou miniers les étrangers ne forment la majorité.

Tandis que dans tous les autres bassins lorrains l'élément indigène est inférieur à celui d'avant la guerre, le contraire s'est produit au Luxembourg. Deux tiers des ouvriers employés par les usines métallurgiques en 1927 étaient des Luxembourgeois; les ouvriers allemands étaient plus nombreux que les Italiens. Avant la guerre, l'élément étranger prévalait dans les usines. Dans les mines également l'élément indigène domine à l'heure actuelle [2]; le Luxembourg ne possède que des mines de galeries et des mines à ciel ouvert et les ouvriers n'éprouvent donc pas la même répugnance à ce travail que la population des autres bassins.

Les usines métallurgiques en 1927 employaient 8.678 ouvriers luxembourgeois de plus qu'avant la guerre, les mines 779 de plus; ceci ne peut s'expliquer que de deux manières : ou par une forte immigration luxembourgeoise dans les villes industrielles ou par des va-et-vient plus nombreux d'ouvriers habitant loin des usines.

Si on se trouve à la gare d'Esch ou à celle de Differdange à l'arrivée des trains ouvriers, on est très frappé par la masse d'ouvriers qui descendent. La plupart de ces ouvriers nomades habitent la ville de Luxembourg et ses environs, où ils ont pu se loger plus facilement qu'à proximité des usines, mais un certain nombre prennent le train aux gares entre Luxembourg et Esch. Les deux communes traversées par la ligne Luxembourg—Esch ont fortement augmenté leur population, l'extension du centre ferroviaire de Bettembourg mise à part.

Un certain nombre d'ouvriers descendent à Bettembourg pour prendre la correspondance de Dudelange, d'autres descendent à Schifflange, où le train quittant Luxembourg vers midi et demi arrive à 13 h. 15, mais la plupart continuent jusqu'à Esch.

L'aciérie de Differdange voit arriver ses ouvriers de la direction opposée, aussi loin vers le nord que d'Useldange [3]. Le trajet

[1] Au 1^er décembre 1927, dans le canton d'Esch : 29.114 étrangers, dont 11.400 Italiens et 1.340 Polonais.

[2] Voir tableau p. 119.

[3] La ligne Nœrdange—Martelange ne délivre pas d'abonnement à des ouvriers travaillant à Differdange et à Esch (Lettre de la direction cantonale).

n'est que de 42 kilomètres, mais comme le train s'arrête à chaque gare et doit attendre la correspondance d'autres trains ouvriers, le voyage est très long, et les ouvriers doivent se lever le matin avant 4 heures pour commencer la tournée à 6 heures.

Un petit nombre d'ouvriers descendent à Steinfort; le train s'arrête à Pétange pour y prendre les ouvriers venant de Belgique par Athus et les ouvriers indigènes des villages situés sur le parcours de la ligne directe Luxembourg—Pétange; les ouvriers de Luxembourg même travaillant à Differdange préfèrent prendre ces trains plutôt que de passer par Esch (1).

C'est à Eischen, distant de Differdange de 28 kilomètres, que monte le plus grand nombre d'ouvriers habitant entre Usseldange et Pétange. Les ouvriers d'Eischen qui sont pris dans la tournée du matin perdent quatre heures neuf minutes par jour dans les deux trajets; ceux de la tournée de l'après-midi perdent trois heures dix minutes, et ceux de la tournée de nuit trois heures trente-quatre minutes. Ceux qui sont en dehors des trois tournées sont les mieux servis et ne perdent que deux heures cinquante-neuf minutes, mais comme une grande partie d'entre eux ont plusieurs kilomètres à faire à pied ou à bicyclette jusqu'à la gare, nous trouvons qu'en Luxembourg également une journée d'ouvrier de quatorze heures n'est pas rare.

Les ouvriers habitant la ville de Luxembourg ne sont guère plus favorisés et doivent en général prendre un train qui part une heure et demie avant le commencement de leur travail. Les ouvriers belges, surtout ceux qui empruntent la ligne de Virton, ont moins de chance encore, mais leur nombre n'est pas très élevé, la plupart des Belges travaillant à Rodange.

L'Administration des chemins de fer luxembourgeois a bien voulu procéder à mon intention à une petite enquête qui montre qu'il arrive par chemin de fer tous les jours 204 ouvriers à Dudelange, 652 aux deux aciéries et hauts fourneaux d'Esch et 378 à l'aciérie de Differdange. Un huitième des ouvriers se rendant à Esch emprunte la ligne directe Luxembourg—Pétange; tous les ouvriers de Differdange arrivent bien entendu du Nord par Pétange. Le total s'élève à 1.253, mais comme un certain nombre de gares nous ont échappé, on peut supposer qu'environ 2.000 mineurs et sidérurgistes se rendent à leur travail quotidiennement en chemins de fer (1).

(1) Voir note 1, p. 145.

Deux mille sur un total de vingt mille peut sembler un chiffre faible, mais du point de vue des sociétés il en résulte un avantage évident; elles auraient dû sans cela construire 2.000 nouveaux logements dans ces centres surpeuplés. La proportion est d'ailleurs la même que celle relevée pour les mineurs belges non résidant des bassins de Liége et de Charleroi (2).

(1) En novembre 1928, les gares de la ligne d'Attert ont délivré les abonnements hebdomadaires pour ouvriers suivants :

De	Pour Differdange	Pour Esch
Hautcharage	283	4
Clemency	32	26
Kahler	281	40
Hagen	54	13
Steinfort	118	75
Eischen	400	62
Hovelange	209	31
Noerdange	92	41
Reichlange	23	20
Useldange	1	4
	1.266	342

Abonnements hebdomadaires pour ouvriers délivrés en décembre 1928 de la gare de Luxembourg à :

Dudelange-Usines	767
Dudelange-Ville	47
	814
Schifflange	427
Esch via Bettembourg	1.898
— Petange	4
	2.329
Differdange via Petange	283

(2) Enquête de 1896 non renouvelée depuis.

CHAPITRE XVII

LES ITALIENS ET LES POLONAIS SUR LE PLATEAU DE BRIEY

Presque pas de main-d'œuvre locale. — Le vieux village au bord duquel s'élèvent les cités n'a guère changé. — L'accroissement de la population étrangère depuis la guerre. — Le nombre des mineurs étrangers n'a guère augmenté. — Les Polonais remplacent les Italiens. — L'abondance des enfants dans les cités.
La main-d'œuvre française de la région de Nancy. — Le caractère dispersé de la métallurgie en a facilité le recrutement sur place.

Sur le plateau de Briey l'évolution industrielle s'est produite avec une telle rapidité que les mines et les usines ont dû, en majeure partie, recruter leur main-d'œuvre à l'étranger.

Au nord des trois centres industriels de Jœuf, Homécourt et Auboué s'étendent de grandes forêts et les villages sont trop éloignés de ces centres pour que leurs habitants se soucient d'y aller travailler. Au sud de la vallée on rencontre bientôt l'ancienne frontière qui a entravé le recrutement.

Les villages qui entourent les nouveaux centres miniers des bassins de Landres et de Tucquegnieux ont tout à fait gardé leur caractère agreste. Bettainvillers seul compte plus d'habitants à l'heure actuelle qu'au milieu du siècle dernier; les autres au contraire continuent leur mouvement de régression, même après l'installation des nouvelles mines.

Preutin a gagné 21 habitants depuis 1901, mais le village voisin, aussi proche des mines, a perdu un tiers de sa population depuis la même date; un troisième gagnait 15 habitants pendant les dix premières années de l'extraction minière pour les perdre ensuite. Le village de Norroy-le-Sec progressait pendant les années d'installation, mais compte actuellement 430 habitants contre 515 en 1891.

Les deux communes de Mairy et Anoux sont restées stationnaires, mais ce fait nous montre qu'une commune d'environ 300 habitants compte 10 à 15 ou 20 mineurs.

Aucun des villages que nous venons de nommer n 'est plus éloigné d'une mine que 2, 3 ou 4 kilomètres. Le nombre des mineurs dans ces villages ne dépasse certainement pas 200, tandis que les dix mines des deux bassins en emploient plus de 8.000.

Un nombre plus élevé de mineurs s'est installé dans les vieux villages aux portes desquels se trouvent les puits et les nouvelles cités ouvrières; mais les mineurs n'y sont qu'en petit nombre malgré la proximité de la mine. Le vieux village de Bonvillers n'a ainsi gagné que 86 habitants depuis 1901 (1), Valleroy 140, Joudreville, qui a deux mines toutes proches, 153; l'ancien Bouligny s'est augmenté de 174 habitants, mais il est devenu un centre d'une certaine importance, les commerçants n'étant pas autorisés à s'établir dans les cités ouvrières dépendant des mines. Le vieux Landres a accru sa population de 210 habitants (depuis 1901 également), mais Landres est devenu gare de triage d'une certaine importance et la présence des cheminots avec leurs familles explique cette augmentation. Dans d'autres communes, la cité ouvrière ne forme qu'un avec le vieux village et la statistique n'établit aucune distinction entre les deux, mais comme à Piennes par exemple, des commerçants ont construit de nombreuses maisons, et louent des chambres aux ouvriers.

En 1911, les étrangers formaient la moitié de la population de Jœuf, mais déjà dans le centre plus récent de Homécourt ils approchaient des deux tiers, à Auboué ils les dépassaient. Le plus souvent les communes minières comptaient alors deux tiers d'étrangers, une seule, Trieux, même trois quarts; dans d'autres, au contraire, la proportion était inférieure aux deux tiers (2). Dans tout l'arrondissement de Briey l'élément étranger dépassait le tiers.

La proportion des étrangers s'est beaucoup accrue depuis la guerre, à Piennes, par exemple, elle a passé des deux tiers aux trois quarts; à Tucquegnieux, où en 1911 les deux cinquièmes seulement étaient des étrangers, il ne reste presque plus maintenant de Français (3) et la population polonaise y est à peu près aussi nombreuse que la population italienne, l'unique cas que je connaisse. A Mancieulles également le nombre des étrangers s'est fortement accru (4).

(1) Population agglomérée au chef-lieu.
(2) La population étrangère par commune en 1911 est donnée pour les centres miniers par HOTTENGER, *Le pays de Briey*.
(3) Population en 1926 : 3.826 habitants. Étrangers, le 1er janvier 1928 : 3.781.
(4) Population en 1926 : 2.216. Étrangers, le 1er janvier 1928 : 1.844.

Le canton de Briey (18 communes) compte maintenant autant d'étrangers que de Français [1]; celui d'Audun-le-Roman (25 communes), le plus important au point de vue minier, bien davantage; le canton de Conflans, au contraire, seulement un quart. Dans la totalité de l'arrondissement de Briey cependant les étrangers sont encore en minorité, mais ils atteindront bientôt la moitié; depuis le recensement de 1926 leur nombre s'est augmenté de 9.500 [2].

L'extraction minière a été augmentée depuis 1913 jusqu'en 1927 de 4 millions de tonnes, mais l'effectif reste sensiblement le même (environ 800 mineurs de plus); le nombre de mineurs français reste également le même (100 mineurs français de moins). Le renforcement de la population étrangère ne s'explique pas par les 900 mineurs étrangers de plus, mais plutôt par l'accroissement de l'effectif étranger dans les usines de la vallée de l'Orne et de la région de Longwy, et surtout par le caractère plus stable de la main-d'œuvre étrangère.

En 1911, presque tous les étrangers étaient célibataires [3]; à l'heure actuelle, presque la moitié des mineurs italiens sont mariés, même dans le canton minier d'Audun-le-Roman; dans les cantons aussi industriels que miniers de Briey et de Longwy, la proportion d'Italiens mariés est même supérieure [4].

Avant la guerre, la presque totalité des étrangers était des Italiens, mais leur nombre a considérablement diminué depuis, et actuellement les mines du plateau de Briey comptent autant de mineurs polonais [5]. Quelques mines, comme par exemple celle de Moutiers, préfèrent la main-d'œuvre italienne et comptait parmi ses 851 ouvriers seulement 56 Polonais, tandis que les Italiens se montaient à 471. Les mines de Piennes et de La Mourière ont actuellement autant de mineurs polonais qu'italiens [6].

Les Polonais sont surtout arrivés au cours des années 1925

(1) Le 1er janvier 1928.

(2) Population étrangère au recensement de 1926 : 60.278 habitants. Population totale : 147.074. Population étrangère, le 1er janvier 1929 : 69.198, dont 42.509 Italiens et 15.048 Polonais.

(3) Étrangers dans l'arrondissement de Briey, le 1er juillet 1910 : 20.872 hommes, 2.491 femmes et 3.630 enfants.

(4) Italiens dans le canton d'Audun-le-Roman, le 1er janvier 1928 : 2.259 hommes, 1.647 femmes et 2.960 enfants; dans le canton de Briey : 4.950 hommes, 2.986 femmes et 4.906 enfants.

(5) En 1927 : 5.038 mineurs polonais et 5. 278 italiens.

(6) Communiqué par les mines au cours de visites en octobre 1928.

et 1926 [1]; ce ne sont pas des mineurs venus de la Ruhr comme dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, mais ils arrivent pour la plupart directement de Pologne et le plus souvent n'amènent pas de famille avec eux [2]. La population italienne a donc eu tendance à décroître bien que le nombre des mineurs italiens se soit élevé de 1926 à 1927 [3].

Quand on se promène dans les nouveaux centres ouvriers, on est frappé par le nombre d'enfants qui courent dans les rues; les familles italiennes et polonaises immigrées sont aussi fécondes que dans leur pays. Sur 254 naissances à Homécourt en 1927, 124 appartiennent aux familles italiennes, 34 aux familles polonaises, au total 158, tandis que 96 se répartissent entre les familles françaises et d'autres nationalités [4]. Si les enfants restent dans le pays, la population étrangère, sans nouvel apport, continuera à donner à la région une empreinte de plus en plus étrangère.

Dans la région de Nancy, la situation est exactement l'opposée de celle du plateau de Briey, et le recrutement de la main-d'œuvre n'a pas présenté de sérieuses difficultés. Une seule mine emploie plus de 500 ouvriers, c'est-à-dire le tiers des mineurs de la région. La fonderie de Pont-à-Mousson occupe 2.600 ouvriers [5], les usines de Pompey 3.000 [6] et celles de Neuves-Maisons 3.400 [7], mais ces trois principaux établissements de la région sont éloignés les uns des autres et peuvent donc attirer la main-d'œuvre des villages circonvoisins.

Le caractère stable de la main-d'œuvre de Pompey, par exemple, nous frappe par le nombre d'ouvriers mariés, qui se monte à 2.300 sur un effectif de 3.000, mais le nombre d'enfants n'est pas

(1) Meurthe-et-Moselle

	1925	1927
Mineurs italiens	51 %	36 %
Mineurs polonais	12 »	30 »

(2) Polonais dans le canton d'Audun-le-Roman, le 1er janvier 1928 : 2.592 hommes, 658 femmes et 1.175 enfants.

(3) Mineurs italiens en 1926 : 5.013; en 1927 : 5.278.

(4) Communiqué par le secrétaire de la mairie de Homécourt, le 17 octobre 1928.

(5) Le 1er mai 1928; chiffre communiqué par l'usine.

(6) Chiffre communiqué par l'usine, avril 1928.

(7) Ouvriers de Neuves-Maisons : 3.440, de Champigneulles : 460 (chiffres communiqués par l'usine, avril 1929).

très élevé (1). Des ouvriers viennent à bicyclette des villages situés sur le plateau au nord-ouest de Pompey ou en chemin de fer depuis Nomeny; l'usine leur paie une indemnité de déplacement, ils sont absents de leur petite ferme jusqu'à treize heures par jour, l'heure du déjeuner comprise.

L'ouvrier étranger est donc assez rare dans la région de Nancy. Un dixième seulement des mineurs est étranger; aux usines ils sont un peu plus nombreux. La Fonderie de Pont-à-Mousson, qui a chômé durant toute la guerre et a dû reconstituer sa main-d'œuvre, compte maintenant un quart d'étrangers, surtout des Polonais, auxquels s'ajoute une colonie de Portugais, établis à Pont-à-Mousson depuis sept ou huit ans déjà. Les étrangers sont bien moins nombreux à Pompey dont les usines ont marché pendant toute la guerre; on y trouve pourtant 400 Polonais célibataires. L'élément étranger est encore plus faible à Neuves-Naisons et à Champigneulles où seulement 170 ouvriers sur 4.900 ne sont pas français.

(1) Familles sans enfants. . . . 41,5 %
— avec 1 enfant . . . 19 »
— avec 2 enfants. . . 17 »
— avec 3 enfants. . . 7 »
Avec 4 enfants. . . . . 3,25 %
Avec 5 enfants. . . . . 1 »
Avec 6 enfants . . . . . 0,85 »

CHAPITRE XVIII

L'INSTABILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE SES CAUSES

L'instabilité d'avant et d'après-guerre. — Les années de service à la mine. — Les départs des Italiens dans la belle saison. — L'importance de la situation de la mine. — Les moyens dont on dispose pour faire respecter les contrats.
La proportion d'ouvriers indigènes. — Les salaires et le coût de la vie. — Les grandes différences de salaires, conséquences du travail aux pièces. — Les bas salaires des mineurs au jour et des ouvriers d'usine. — Comment les Italiens et les Polonais réussissent à réaliser des économies. — Les envois d'argent à l'étranger. — La situation de l'ouvrier marié. — Le nombre élevé d'accidents. — Leurs causes. — L'état sanitaire. — Les ravages de la tuberculose. — Le logement surpeuplé.

Si cette main-d'œuvre étrangère recrutée avec tant de peine s'était habituée au travail des mines et usines et s'était acclimatée dans les nouvelles cités ouvrières, ces difficultés n'auraient été que passagères; chaque nouvelle région industrielle à ses débuts doit se constituer une main-d'œuvre avec plus ou moins d'effort, mais en Lorraine cet effort doit se renouveler chaque année.

Les ouvriers introduits d'Italie arrivent le plus souvent munis d'un contrat de quatre mois, les Polonais d'un contrat d'un an; si les patrons paient les frais de voyage, ceux-ci sont retenus sur le salaire et il est donc naturel que les Polonais soient liés pour plus longtemps, mais beaucoup d'ouvriers, sans distinction de nationalité, partent avant l'expiration de leur contrat.

Une mine moyenne du plateau de Briey occupant 700 ouvriers, comptait au cours de 1923 1.400 embauchages, mais parmi ces ouvriers nouveaux il n'en restait le 1er mai 1924 que 40. Un tel fait est considéré actuellement comme tout à fait exceptionnel, mais avant la guerre il représentait la situation normale (1).

Dans ces dernières années, la situation s'est bien améliorée, mais en 1927 encore une mine du bassin de Metz—Thionville où

(1) M. HOTTENGER (*Le pays de Briey*) cite une mine qui, pour un chiffre rond de 600 ouvriers comptait 1.350 embauchages par an, et il ajoute que c'est une moyenne normale.

la main-d'œuvre est moins stable qu'en Meurthe-et-Moselle, avait 124 embauchages pour 100 ouvriers, la moyenne du bassin étant de 87 %.

Les ouvriers n'acquièrent donc pas beaucoup d'ancienneté, comme le tableau suivant donnant les années de service, en 1927, dans les mines de Briey le prouve :

Au-dessous de 3 mois	16 %	Entre 1 et 2 ans	24 %
Entre 3 et 6 mois	13 %	Entre 2 et 3 ans	11 %
Entre 6 et 9 mois	7 %	Au-dessus de 3 ans	25 %
Entre 9 et 12 mois	4 %	(En 1926	19 %)
Au-dessous d'un an	40 %		
(En 1926	56 %)		

Le recrutement est toujours le plus difficile durant la belle saison et la marche des mines se ralentit en été et en automne par le défaut de main-d'œuvre (1). Ce sont principalement les ouvriers embauchés à cette époque de l'année qui rompent leur contrat. Le nombre de ruptures de contrat est également plus élevé parmi les Polonais que parmi les Italiens, mais ce fait s'explique probablement par la durée plus longue du contrat.

Le travail des mines n'est pas très difficile; un terrassier s'en accommode vite et beaucoup d'Italiens s'embauchent durant le chômage d'hiver pour repartir aussitôt le printemps arrivé et chercher ailleurs un travail mieux rémunéré et qui leur plaise davantage.

Un nombre très considérable d'ouvriers introduits de Pologne et d'Italie n'ont jamais de leur vie vu une mine et beaucoup d'eux ne peuvent absolument pas s'habituer à ce travail. Des 1.433 ouvriers étrangers appelés par la mine de Tucquegnieux au cours de 1926, 20 %, appartenant à d'autres métiers, n'ont pu s'y habituer et 1.309 l'ont quittée au bout de quelques mois (2). Quand la mine appartient à une usine de Lorraine, les nouveaux venus qui se montrent inaptes au travail sont transférés à l'usine où on peut toujours leur donner un emploi qui leur convienne mieux.

Certaines mines doivent incessamment renouveler leur personnel; dans d'autres, au contraire, la situation est plus stable. L'emplacement de la mine, à ce point de vue, offre beaucoup d'importance. Des mines se trouvant un peu à l'écart comme celles d'Aumetz et de Roncourt, sur les plateaux au nord de la Fentsch et au sud de l'Orne, sont plus favorisées par exemple que les mines le long de la frontière luxembourgeoise; celle de Mont-Rouge, à Audun-le-Tiche, a une main-d'œuvre particulièrement instable; et comme des mines et des usines nombreuses se trouvent dans les environs proches, l'ouvrier mécontent peut ainsi choisir.

(1) Le directeur du Bureau départemental de placement de Metz me communique au cours d'une visite en mai 1928 que son rapport hebdomadaire relève un manque de 1.500 ouvriers dans les mines et de 900 dans les usines métallurgiques. En hiver ces chiffres sont réduits à presque rien.

(2) Enquête faite par la Commission départementale d'hygiène de Nancy, citée par l'Enquête de la Confédération générale du Travail.

Enfin, l'instabilité de la main-d'œuvre est plus grande là où le travail est plus difficile et plus dangereux.

L'ouvrier qui rompt son contrat pour s'embaucher dans un autre métier, risque d'être expulsé de France immédiatement; comme il y a un certain chômage dans d'autres industries, on tient à réserver celles-ci à la main-d'œuvre nationale.

L'ouvrier étranger n'obtient sa carte d'identité qu'avec un contrat de travail visé par un bureau de placement public. Mais le plus souvent le nouveau patron couvre son ouvrier, et il est difficile de faire autre chose que ce qui se passe dans la Moselle, où le bureau de placement met en rapport le nouveau patron avec l'ancien, qui est ainsi dédommagé (1).

Si de pareilles mesures arrivent à le faire rester dans sa place jusqu'à expiration du contrat, l'ouvrier restera probablement plus longtemps encore; il s'est habitué à son travail, il a obtenu un logement qui lui plaît et ne se sent plus en exil.

Pendant la crise de chômage de 1927, les mines n'étaient pas autorisées à introduire des ouvriers étrangers et se trouvaient obligées de recruter leur main-d'œuvre parmi les chômeurs français et étrangers inscrits aux bureaux de placement, mais ces ouvriers se montraient plus instables encore que ceux introduits directement de l'étranger.

Il n'existe aucune statistique publiée sur l'instabilité de la main-d'œuvre des usines; mais on peut présumer que la situation y est bien meilleure. Les bureaux de placement publics ne reçoivent presque pas de demandes d'introduction de main-d'œuvre de la part des usines, mais ceci s'explique en grande partie par le fait

(1) Au cours d'une visite au Bureau départemental de placement de Metz, en mai 1928, on m'a communiqué que pendant les cinq derniers mois les dédommagements ainsi payés s'élevaient à 30.000 francs. Les frais de voyage se montent à 300, 500 ou 600 francs; il n'y a donc qu'un petit nombre des ruptures de contrats qui soient divulguées.

que les usines peuvent toujours boucher leurs trous avec des mineurs qu'elles savent sans cela sur le point de rompre leur contrat et partir.

Sur le plateau de Briey, un cinquième seulement des mineurs sont des Lorrains ou des Français d'autres départements, et dans le bassin de Metz—Thionville, un quart. Les sociétés ne peuvent donc pas faire descendre la population locale dans les mines; les ouvriers du pays préfèrent les chemins de fer aux usines métallurgiques, et les ouvriers recrutés à l'étranger quittent leur travail à peine arrivés. Le travail des mines et des usines offre donc singulièrement peu d'attraits; les salaires ne se trouvent pas en rapport avec les risques à courir, et la vie dans les centres ouvriers n'est guère de nature à les faire oublier.

En Lorraine comme ailleurs, un mineur gagne davantage que la grande masse des ouvriers, mais les salaires sont déjà un peu plus élevés dans les houillères du Nord; le gain minimum (1) y est surtout moins bas, et l'écart entre les gros et les petits salaires moins prononcé (2). Les ouvriers d'usines en Lorraine gagnent aussi davantage que ceux de la plupart des autres départements, mais le niveau local des prix est élevé.

Pourtant, beaucoup d'ouvriers italiens et polonais viennent en Lorraine avec l'espoir de faire en quelques années des économies suffisantes pour acquérir un petit terrain en Italie ou en Pologne ou, en tout cas, d'envoyer de l'argent régulièrement à leur famille. Avec les faibles salaires ces ambitions sembleraient impossibles à réaliser.

Ainsi que dans tous les pays à monnaie dépréciée, les salaires réels en France sont encore inférieurs à ceux d'avant-guerre. Il existe dans le bassin de Metz—Thionville un index pour Rombas, Hayange et Audun-le-Tiche qui nous montre de combien le coût de la vie d'une famille ouvrière de quatre personnes s'est élevé

(1) Par exemple le gain réalisé par un chargeur, indépendamment du nombre de bennes chargées dans la journée.

(2) Salaires moyens journaliers (Chiffres des services des Mines) :

	1926	
	Fond	Jour et Fond
Nord	30f 11	28f 46
Pas-de-Calais	31 33	29 39
Loire	30 07	28 46
Meurthe-et-Moselle	30 »	27 90

La Fédération des Travailleurs du Sous-Sol estime que le calcul est fait d'une manière trop sommaire et que les moyennes obtenues sont trop élevées.

depuis le dernier trimestre de 1913; mais je crois qu'il est impossible de rien conclure de précis de ces index; la vie est devenue beaucoup plus chère à Rombas qu'à Hayange, et les prix ont baissé deux fois plus à Hayange qu'à Rombas pendant 1927, ce qui semble peu probable. Je préfère donc me baser sur mes impressions personnelles obtenues par des conversations avec des ouvriers qui ont toujours vécu en Lorraine et avec des commerçants qui fournissent à un ouvrier tout ce dont il a besoin et peuvent ainsi relever d'après leurs comptes combien leur client dépense par semaine. Tout cet ensemble de choses me porte à croire qu'un ouvrier marié et avec enfants, même logé presque gratuitement dans une cité, ne peut vivre de son salaire sans y ajouter les produits d'un champ de pommes de terre, d'un potager et d'un poulailler.

Voici les salaires journaliers (moyens de l'année), allocations familiales non comprises, dans les mines du bassin de Briey en 1913, 1926 et 1927. En 1926, les salaires n'avaient pas encore quadruplé sauf pour l'abattage; mais ils ont progressé depuis.

	1913	1926	1927
Abattage	8f 68	34f 20	39f »
Fonds	7 83	29 70	33 70
Jour	5 54	20 50	23 65
TOTAL	7 27	27 50	31 50

Le gain journalier d'un mineur du fond, allocations familiales non comprises (1), monte donc à une trentaine de francs, mais les mineurs qui travaillent au jour, et leur proportion pour les mines du bassin de Briey est d'un cinquième, gagnent 10 francs de moins par jour, et les salaires des ouvriers d'usines sont en général équivalents à ces derniers.

Tous les mineurs du fond n'atteignent pas la moyenne de 34 francs par jour; ceux qui chargent les bennes ne gagnent pas autant que les vrais mineurs; le travail se fait aux pièces et l'ouvrier peu habile n'arrive pas à dépasser de beaucoup 20 francs. Le vieux mineur expérimenté peut aller à 50, 60 et même 70 francs par jour (2), mais la proportion des mineurs à l'abattage n'est pas très élevée; on compte en général deux aides-mineurs pour un mi-

(1) Variant d'environ 1 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour.

(2) A la mine de Moutiers le salaire moyen pour tous les ouvriers (fond et jour) était en décembre 1928 de 30 fr. 60; le salaire moyen pour les vrais mineurs de 46 francs (salaire maximum : 70 fr. 05), pour les chargeurs de 34 fr 64 (salaire maximum : 45 fr. 40) [Chiffres communiqués par la mine au cours d'une visite, 17 octobre 1928].

neur et un mineur travaillant au jour pour une équipe de trois travaillant au fond. Dans le bassin de Metz—Thionville le nombre de mineurs à l'abattage ne se montait, en 1927, qu'à 20,8 % de l'effectif total des mines.

Pour atteindre de tels salaires, il faut travailler ferme, quoique l'effort musculaire ne soit pas le principal; l'expérience compte davantage pour obtenir le rendement maximum de chaque coup de mine (1).

Les mineurs travaillant au jour n'ont que leur salaire fixe, il en est de même pour les ouvriers des usines, sauf le petit nombre participant directement à la production; en plus de la prime pour la quantité fournie par eux-mêmes, ils reçoivent généralement une prime supplémentaire si la production totale de leur usine dépasse un certain minimum. Ces primes représentent un pourcentage assez élevé pour le contre-maître et les ouvriers ayant une responsabilité plus grande, mais pour les simples ouvriers ces pourcentages se réduisent à presque rien.

Il n'existe aucune statistique publiée pour les usines, sauf pour le bassin de Metz-Thionville (2); les salaires varient de bassin en bassin, et même de société en société, mais en règle générale, on peut dire qu'ils sont un peu plus élevés en France qu'en Belgique, pays ayant un excédent de main-d'œuvre, un peu inférieurs en France qu'au Luxembourg.

Un salaire d'une vingtaine de francs est loin d'être satisfaisant, mais c'est pourtant ce que gagne la grande masse des 80.000 ouvriers d'usine, et il en est peu parmi les mineurs qui atteignent des salaires vraiment élevés. C'est presque exclusivement dans cette minorité que se recrutent les Italiens et les Polonais qui réalisent des économies importantes; les ouvriers chefs de famille ne peuvent rien mettre de côté, sauf dans le cas où les fils ajoutent leurs salaires à celui du père.

Les économies réalisées étaient plus importantes avant la guerre, quand les salaires étaient plus élevés, et le nombre de célibataires italiens plus considérable qu'à l'heure actuelle. Un auteur (3) cite

(1) Mais le gain journalier ne représente pas exactement le revenu d'un mineur, le nombre de jours de présence pour les ouvriers du fond étant bien inférieur aux jours de présence des ouvriers de jour. (En 1927, pour les mines de Briey : 271 jours par an contre 315, bien que ce dernier chiffre peut s'expliquer par une infraction à la journée de huit heures, des mineurs travaillant des heures supplémentaires en remontant de la mine.)

(2) En 1927, salaire moyen 24 fr. 90, allocation familiale de 2 fr. 27 non comprise.

(3) Commandant RAYNAUD, *Mémoires et documents du Musée social*, 1910.

l'exemple d'un ouvrier italien qui, pendant quinze ans, avait mis de côté 25.000 francs; il débuta avec un salaire de 5 francs par jour pour finir comme contremaître avec 10 francs; un autre, à trente-trois ans, avait déjà économisé 13.000 francs; le même auteur estimait, d'une façon générale, qu'un ouvrier gagnant 5 francs par jour pouvait mettre de côté 3 fr. 50 en Lorraine, tandis que l'ouvrier italien aux États-Unis, sur un salaire de 10 francs, pouvait économiser 7 francs. A la suite de conversations avec des ouvriers sur place, je suis porté à croire que ces chiffres moyens sont un peu exagérés, mais pouvaient pourtant être atteints par quelques-uns.

A l'heure actuelle, le mineur gagnant 50 francs ou plus par jour peut facilement faire des économies; avec un salaire de 900 francs par mois, qui est la moyenne pour les mineurs (fond et jour ensemble), un célibataire peut économiser environ 300 francs par mois, mais avec un salaire de 650 francs que gagne par mois la grande majorité, il n'arrive que dans des cas exceptionnels que l'ouvrier puisse épargner.

Pour réaliser des économies, l'ouvrier doit se loger dans une cantine où le loyer dépasse rarement 10 francs par mois et y prendre tous ses repas. La cantine de la mine de Moutiers prend des pensionnaires pour 10 francs par jour et au bout de quelque temps pour 9 francs, permettant ainsi à l'ouvrier de mettre de côté 300 à 400 francs par mois (1).

La vie que mènent ces ouvriers est extrêmement dure; dans les cas les plus favorables ils sont deux par chambre, le plus souvent davantage; dans les cantines privées le lit n'appartient pas toujours en propre à l'ouvrier; un camarade de la tournée suivante en sort peut-être quand il rentre lui-même de la mine; des rencontres se produisent donc le dimanche. Aux heures de repos ils n'ont que le restaurant sale et inhospitalier de la cantine; s'ils succombent quelquefois à la tentation du bar, les économies sont vite envolées. Dans les cités il n'y a pas de bars, mais il suffit d'aller dans l'ancien village, toujours proche, pour en trouver une double rangée le long de la rue principale.

L'ouvrier qui vit ainsi n'est pas suffisamment nourri non plus, mais il est étonnant de voir comment on peut s'habituer à la sous-alimentation en ayant l'impression de manger à sa faim (2).

(1) Visite en octobre 1928.

(2) Dans la cantine d'Auboué où on est logé pour 15 francs par mois, blanchissage et literie

Une économie de 250 francs par mois, par exemple, représente une somme importante pour l'ouvrier. Si la femme d'un ouvrier polonais dispose d'un hectare de terre en Pologne, et peut ainsi tout juste subsister avec ses enfants, son mari peut en quatre ans mettre de côté 11.800 francs, somme suffisante pour acheter un hectare de plus dans un pays où le terrain n'est pas cher; avec 2 hectares une famille peut vivre en Pologne assez convenablement pourvu qu'elle soit dans le voisinage d'une exploitation agricole où le chef de famille pourra touver du travail (1).

Le nombre d'ouvriers italiens et polonais capables de se soumettre aux privations d'une telle vie est assez considérable. Cela se comprend déjà du fait que l'Italie fasciste n'autorise pas l'émigration ouvrière vers des départements français sans que les salaires soient suffisamment élevés pour permettre des envois réguliers d'argent aux familles. Mais il est difficile d'évaluer le nombre de ces ouvriers et le montant de leurs économies.

En supposant que tout l'argent envoyé par mandats internationaux et lettres chargées provienne des ouvriers et que tous envoient le tiers de leur salaire (300 francs), un ouvrier sur dix de la mine de Moutiers expédie de l'argent à l'étranger. Mais cette mine compte une forte proportion d'ouvriers français et les Italiens ont aussi le plus souvent amené leurs femmes. Parmi les mineurs de Saint-Pierremont, dont l'effectif est un peu plus élevé, un sur cinq économise sur son salaire.

Les Italiens dominent dans ces deux mines, mais les Polonais économisent autant; les sommes envoyées de Tucquegnieux, ville polonaise qui renferme deux mines et compte une majorité masculine écrasante, me font supposer, toujours dans la même hypothèse,

compris, la consommation moyenne d'un ouvrier se répartit comme suit : le matin, un demi-litre de café au lait, l'ouvrier achète 1 kilo de pain pour toute la journée, la plupart prennent aussi 1 franc de beurre. Aux deux repas principaux il mange de la soupe et un plat de viande. Le jour de ma visite, le menu du jour portait : une grande portion de soupe 0 fr. 90, une portion de ragoût aux légumes ou pommes de terre, des boulettes, des saucisses, chaque plat pour 1 fr. 80; un rôti pour 2 fr. 30. Les portions ne sont pas grandes pour des travailleurs dont on exige un grand effort musculaire, et ceux-ci ne sont rassasiés que grâce à une quantité de pain disproportionnée. Les dépenses journalières se répartissent donc ainsi :

Café au lait	0f 80
Beurre	1 »
1 kilo de pain	2 30
Déjeuner	3 »
Dîner	3 »
TOTAL	10f 10

(Visite, mai 1928.)

(1) Chiffres fournis par le directeur du *Kurjer Polski* de Thionville, 11 octobre 1928.

qu'environ un quart des mineurs de cette localité expédie de l'argent chez eux.

Dans les villes industrielles à population plus composite, les résultats de la statistique postale peuvent être plus facilement faussés que dans les agglomérations minières. Si on suppose des envois de 300 francs pour chaque ouvrier expédiant de l'argent, leur nombre ne se monte à Homécourt qu'à un dixième de l'effectif, ce qui est naturel, les ouvriers d'usine ne pouvant guère faire d'économies (1).

La totalité des économies réalisées n'entre pas dans la statistique postale; certaines usines ont des caisses d'épargne pour leurs ouvriers, et on trouve partout des caisses publiques, mais il est impossible de tirer des conclusions précises des chiffres publiés (2).

L'ouvrier marié, au contraire, lui n'a que le strict nécessaire et ne peut jamais faire d'économies. Un ménage de quatre personnes dont les enfants ont de sept à huit ans, dépense pour la nourriture 18 francs par jour; les allocations familiales, qui varient d'usine en usine, se montent de 1 franc à 1 fr. 50 par jour pour la femme et à autant pour chaque enfant au-dessous de treize ans, sont par conséquent loin de combler la différence.

Un ouvrier de la Maison de Wendel qui travaille à Moyeuvre et habite Richemont où il possède une maison et 50 ares de terrain, m'a dit (3) qu'il gagnait 20 francs par jour; pour sa femme il reçoit 1 fr. 50 par jour, pour son premier enfant 45 francs par mois, pour le second 50 francs, enfin pour vie chère 6 francs par jour; donc, en les répartissant sur les trente jours du mois, ces allocations se montent à 9 fr. 42 par jour. Dans l'hypothèse qu'il tra-

(1)

Commune	Population en 1926	Mandats internationaux. Par mois — Nombre de pièces	Mandats internationaux. Par mois — Somme globale	Lettres chargées. Par mois — Nombre de pièces	Lettres chargées. Par mois — Somme globale
Homécourt	7.773	219	62.930[1]	120	47.815[1]
Mancieulles	2.216	181	54.740	43	9.900
Piennes	3.872	247	75.880	15	6.880
Villerupt	9.405	379	115.000	336	275.100
Moutiers	2.072	86	22.976	12	5.243
Tucquegnieux	3.826	361	180.044	83	29.633

(Chiffres communiqués par la Direction régionale des Postes et Télégraphes de Nancy, moyennes mensuelles sur une longue période de l'année 1928.)

(2) *Les comptes rendus statistiques* de Strasbourg, 1927, donnent les chiffres des caisses d'épargne pour 1925; mais le nombre de dépôts est si élevé (5.630 à Hayange), le dépôt moyen si bas (521 francs à Hayange, moins que le gain d'un mois) que chaque écolier doit avoir son livret, et on n'en peut donc rien conclure.

(3) Mai 1928.

vaille 25 jours par mois, il dispose de 29 fr. 42 par jour pour se nourrir et s'habiller, l'impôt, les assurances sociales et d'autres frais encore; et sans les produits de son champ, cette famille serait dans la misère. Ce cas n'a rien d'exceptionnel, il est plutôt même de règle générale.

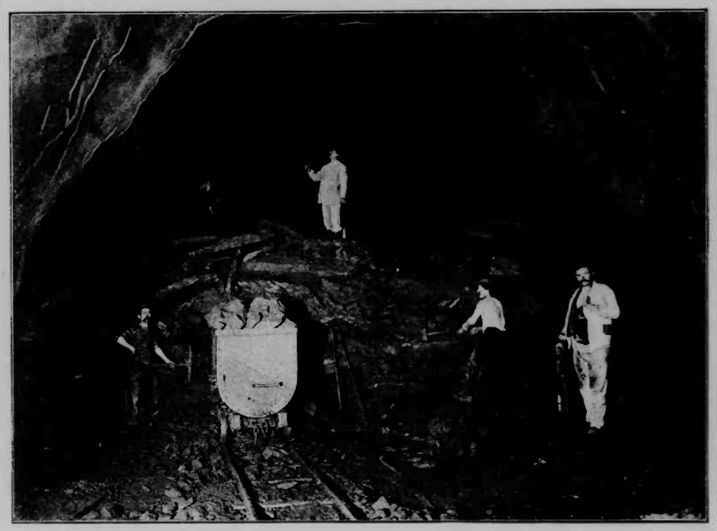
Une atmosphère d'appréhension et de menace plane toujours sur les districts miniers. Chaque jour les journaux locaux lorrains relatent un accident grave survenu dans les mines et les usines, chaque semaine au moins un accident mortel.

Les mines de fer ne connaissent pas les terribles catastrophes collectives qui arrivent dans les houillères; pas de coups de grisou à redouter (le seul accident collectif s'est produit dans la mine de Rochonvillers où 25 ouvriers furent tués en 1919 par un éboulement); on ne rencontre pas d'infirmes ou de mutilés dans les rues des villes comme dans les régions des bassins miniers plus anciens; en Lorraine, les victimes du travail retournent dans leur pays où elles peuvent vivre plus largement grâce à leur petite retraite.

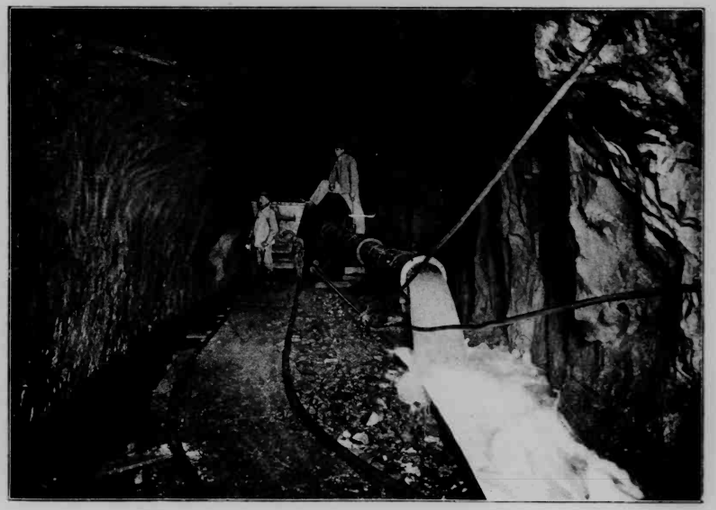
Le nombre d'accidents mortels est trois fois plus considérable dans une mine de fer que dans un charbonnage, où les petits accidents au contraire sont plus fréquents. Sur 1.000 mineurs (fond et jour) en Meurthe-et-Moselle, 3 sont voués à la mort au cours de l'année, 18 ou 19 à devenir infirmes pour la vie (mais pour les ouvriers de fond les accidents mortels s'élèvent à 4 ou 5 sur 1.000 ouvriers par an); enfin, 1 ouvrier sur 2 est, au cours de l'année, victime d'un léger accident et devient incapable de travailler pendant plus de quatre jours. Dans les houillères les plus proches, dans la Sarre, dans le Nord, en Belgique et en Angleterre, où on témoigne un certain respect pour la vie humaine, 1 sur 1.000 mineurs est voué à la mort; en Amérique, par contre, plus de 4, et dans la Ruhr, où on travaille un peu à l'américaine, 2 (1).

Dans les mines de Briey, la couche exploitée dépasse même 5 mètres; quand on est dans la mine et qu'on voit cette hauteur de chantier impressionnante, on comprend aisément qu'un ouvrier soit tué sur le coup s'il reçoit sur sa tête une pierre, même d'assez faibles dimensions. Dans les charbonnages, la hauteur des couches exploitées dépasse rarement 1 mètre; il tombe fréquemment des pierres mais sans causer de mort.

(1) Chiffres moyens pour les années de 1920 à 1925 (*Annuaire de la Chambre de Commerce franco-sarroise*).



UN CHANTIER D'ABATAGE DE MINERAI A LA MINE D'AUBOUÉ



GALERIE DE MINE — ÉVACUATION DES EAUX

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE

vaille 25 jours par mois, il dispose de 29 fr. 42 par jour pour se nourrir et s'habiller, l'impôt, les assurances sociales et d'autres frais encore; et sans les produits de son champ, cette famille serait dans la misère. Ce cas n'a rien d'exceptionnel, il est plutôt même de règle générale.

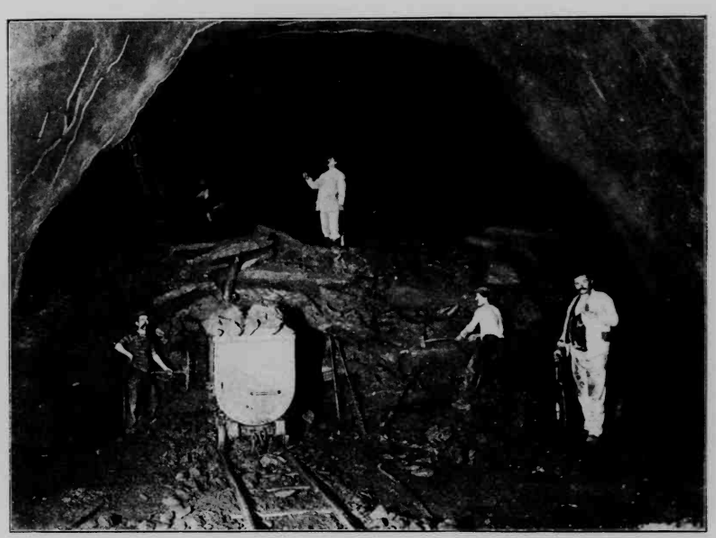
Une atmosphère d'appréhension et de menace plane toujours sur les districts miniers. Chaque jour les journaux locaux lorrains relatent un accident grave survenu dans les mines et les usines, chaque semaine au moins un accident mortel.

Les mines de fer ne connaissent pas les terribles catastrophes collectives qui arrivent dans les houillères; pas de coups de grisou à redouter (le seul accident collectif s'est produit dans la mine de Rochonvillers où 25 ouvriers furent tués en 1919 par un éboulement); on ne rencontre pas d'infirmes ou de mutilés dans les rues des villes comme dans les régions des bassins miniers plus anciens; en Lorraine, les victimes du travail retournent dans leur pays où elles peuvent vivre plus largement grâce à leur petite retraite.

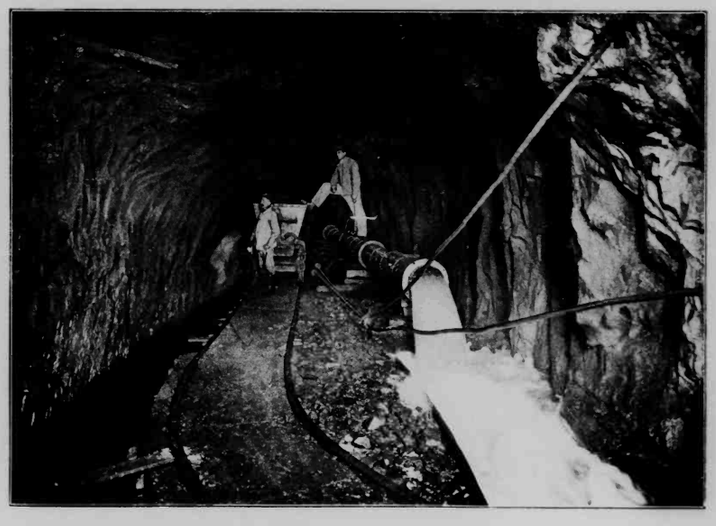
Le nombre d'accidents mortels est trois fois plus considérable dans une mine de fer que dans un charbonnage, où les petits accidents au contraire sont plus fréquents. Sur 1.000 mineurs (fond et jour) en Meurthe-et-Moselle, 3 sont voués à la mort au cours de l'année, 18 ou 19 à devenir infirmes pour la vie (mais pour les ouvriers de fond les accidents mortels s'élèvent à 4 ou 5 sur 1.000 ouvriers par an); enfin, 1 ouvrier sur 2 est, au cours de l'année, victime d'un léger accident et devient incapable de travailler pendant plus de quatre jours. Dans les houillères les plus proches, dans la Sarre, dans le Nord, en Belgique et en Angleterre, où on témoigne un certain respect pour la vie humaine, 1 sur 1.000 mineurs est voué à la mort; en Amérique, par contre, plus de 4, et dans la Ruhr, où on travaille un peu à l'américaine, 2 (1).

Dans les mines de Briey, la couche exploitée dépasse même 5 mètres; quand on est dans la mine et qu'on voit cette hauteur de chantier impressionnante, on comprend aisément qu'un ouvrier soit tué sur le coup s'il reçoit sur sa tête une pierre, même d'assez faibles dimensions. Dans les charbonnages, la hauteur des couches exploitées dépasse rarement 1 mètre; il tombe fréquemment des pierres mais sans causer de mort.

(1) Chiffres moyens pour les années de 1920 à 1925 (*Annuaire de la Chambre de Commerce franco-sarroise*).



UN CHANTIER D'ABATAGE DE MINERAI A LA MINE D'AUBOUÉ



GALERIE DE MINE — ÉVACUATION DES EAUX

Le nombre d'accidents dans les mines de fer de Lorraine est certainement plus élevé qu'il ne le doit, malgré les progrès réalisés depuis la guerre. En Meurthe-et-Moselle, le nombre d'accidents mortels a même diminué de moitié depuis 1913; en Moselle, au contraire, les améliorations sont faibles. Les mines du bassin de Metz—Thionville comptent plus de morts qu'en Meurthe-et-Moselle (1), l'explication en est que les mines sont plus vieilles et qu'une plus grande proportion de minerai provient du dépilage; le prix du minerai étant si faible (si la mine le vend pour 30 francs il lui revient à 20), on ne peut faire du déblayage, les matières nécessaires pour combler les vides produits par l'enlèvement du minerai faisant d'ailleurs défaut; quand les mineurs, pendant le dépilage, abandonnent une partie de la mine et éloignent les piliers laissés pendant la première exploitation (le traçage), le travail devient beaucoup plus dangereux. Dans le bassin de Metz—Thionville, le nombre de morts pendant le dépilage est triple de celui du traçage.

Le nombre des accidents varie avec les saisons et l'embauchage de nouveaux ouvriers; les accidents sont plus nombreux dans les mois pluvieux de l'automne et de l'hiver, quand le sol se fendille, qu'au printemps et en été où la pluie s'évapore sans pénétrer dans les profondeurs de la terre.

Les enquêtes faites après chaque accident grave montrent qu'une très grande partie d'entre eux est causée par le manque de précautions. La région de Nancy relève peu d'accidents, les mineurs, français en grande majorité, travaillant aux mines depuis des années. Dans les nouvelles mines du plateau de Briey, où l'effectif change continuellement, le nombre d'accidents est proportionnellement plus élevé (2).

Il serait injuste d'incriminer l'absence de précautions des ouvriers; une part au moins égale des responsabilités incombe aux sociétés qui établissent les salaires d'une manière telle que l'ouvrier, pour abattre un tonnage important et ainsi atteindre un gain journalier suffisant, n'a pas le temps nécessaire de se protéger. Beaucoup d'ouvriers italiens sont d'ailleurs venus en Lorraine pour gagner le plus possible dans le moins de temps possible et cet état d'esprit lui fait négliger les conseils de prudence.

(1) Accidents mortels en Moselle pour 1.000 mineurs (fond et jour), en 1926 : 3,5; en 1927 : 4 En Meurthe-et-Moselle, dans les mêmes années : 2,4 et 3,7. Calculs pour 300 jours de présence par an.

(2) L'Administration des Mines de Nancy dresse des courbes qui montrent la coïncidence entre le nombre d'accidents et chaque nouvel embauchage.

Il n'existe aucune statistique publiée des accidents survenus dans les usines; ils sont très fréquents, mais leur issue est moins souvent fatale que dans les mines.

L'état sanitaire n'est pas aussi mauvais qu'on pourrait le croire dans les centres miniers et industriels de Lorraine. Les mines se trouvent en général en pleine campagne, aucune fumée ne contamine l'air et les cités ouvrières du plateau de Briey ne pourraient être mieux situées. Dans le bassin de Metz—Thionville également, l'état sanitaire est satisfaisant; en 1926 et 1927, la statistique des caisses de maladie ne relève que neuf jours de maladie déclarée par mineur.

La température excessive des usines est certainement très malsaine, mais la mortalité par tuberculose est pourtant moins élevée dans plusieurs centres industriels du bassin de Metz—Thionville que dans le département en général, où en 1913 15 habitants sur 10.000 mouraient de la tuberculose (1). Une telle proportion n'est rien en comparaison des chiffres d'une grande ville comme Paris où 40 sur 10.000 habitants succombent chaque année à ce même fléau, et comme dans une petite ville comme Metz, qui est pour ainsi dire sans industrie, mais où la quantité des taudis est effrayante.

La mortalité par tuberculose était avant la guerre un peu plus élevée dans l'arrondissement de Briey que dans le département de la Moselle (19 pour 10.000). L'état sanitaire était surtout déplorable dans les trois nouveaux centres industriels de la vallée de l'Orne où la mortalité infantile variait entre 18 et 20 pour 100 naissances; la mortalité par tuberculose y est encore de 21 pour 10.000 habitants.

Dans les centres industriels de la vallée de la Chiers et dans les communes minières du plateau de Briey, la situation était meilleure.

La statistique des maladies n'a qu'une valeur relative. La tuberculose n'est pas toujours déclarée par ménagements pour les familles; les syphilitiques ignorent en grande partie eux-mêmes leur maladie; mais à titre de comparaison ces statistiques gardent cependant toute leur valeur.

On ne peut exprimer en chiffres précis la situation des logements dans ces grandes localités industrielles. On a cependant

(1) Rombas 12,4, Audun-le-Tiche 22,2 (moyennes 1909-1912).

essayé de le faire au Luxembourg, en s'inspirant du travail du Dr J. Bertillon, de Paris, qui considère comme surpeuplé un logement quand le nombre de ses habitants dépasse le nombre des pièces multiplié par 2; un appartement de deux pièces est donc surpeuplé s'il est habité par une famille de cinq personnes, ou un logement de trois pièces par une famille de sept personnes.

Ce critérium est modeste, et les sociétés métallurgiques l'ont trouvé insuffisant pour leurs constructions ouvrières.

Dans les trois villes d'Esch, de Differdange et de Dudelange, un logement sur dix se trouve surpeuplé de cette façon. La proportion est à peu près la même dans ces trois villes; au premier abord cette situation peut sembler assez satisfaisante pour des centres qui se sont formés si rapidement, mais si l'on considère que ces chiffres représentent 1.100 familles qui s'entassent dans des conditions qui les exposent à de graves dangers au point de vue de l'hygiène et de la morale, il reste encore bien des progrès à faire.

CHAPITRE XIX

LES CITÉS OUVRIÈRES

La crise du logement subsiste toujours. — Avant la guerre les sociétés construisaient surtout des logements pour les mineurs, depuis la guerre elles le font surtout pour les ouvriers d'usine. — Situation par bassin et par société. — Les frais de constructions. — Leurs résultats : les sociétés ayant les meilleures cités ont une main-d'œuvre beaucoup plus stable. — Les ouvriers ne gagnent pas assez pour bâtir eux-mêmes.

Les types de maisons et les plans des cités. — Les jardins et les champs, à discrétion ici, rationnés là. — Les rapports de l'ouvrier et du cultivateur. — La population porcine des cités. — Le poulailler. — Distraction plutôt que profit.

L'impossibilité de se loger d'une manière décente a peut-être contribué plus que toute autre chose à entraver le recrutement de la main-d'œuvre. Malgré le bel effort de construction de la part des usines et des mines, la crise du logement sévit encore en maint endroit. La production du minerai est plus limitée par le manque de logement que par les difficultés de son écoulement, et l'ingénieur en chef des Mines déclarait, dans son rapport de 1923, quand la production des mines de Briey se montait à 9,3 millions de tonnes, qu'il fallait construire 5.000 nouveaux logements pour atteindre une production de 20 millions de tonnes.

Les maisons ouvrières construites par les sociétés sont en général très satisfaisantes, mais par contre la manière dont les ouvriers non logés par les patrons sont forcés de s'abriter défie toute description.

La conclusion d'une enquête officielle sur l'habitation en 1926 est que la construction de maisons ouvrières pour 7.000 ouvriers étrangers de la région de Longwy est urgente (1). Les enquêteurs ont relevé à Villerupt 25 chambres habitées sans fenêtre; à Tucquegnieux, les célibataires habitent de 15 à 20 ans la même chambre.

Avant la guerre déjà, les sociétés avaient entamé des constructions sur une large envergure, moins pour les ouvriers d'usines que pour les mineurs qui, pour la plupart étaient des étrangers qu'on

(1) Enquête faite par l'Office départemental d'Hygiène sur la demande du Bureau départemental de placement, cité par l'enquête de la Confédération générale du Travail.

ne pouvait autrement ni faire venir en Lorraine ni y rester. Les mines étaient d'ailleurs le plus souvent placées en pleine campagne, et sur le plateau de Briey elles ont dû loger la presque totalité de leur personnel.

Depuis la guerre, la construction s'est développée encore davantage; l'État a permis aux sociétés d'utiliser les dommages de guerre pour élever des cités ouvrières à la place des usines qu'elles jugent inutiles de reconstruire telles qu'elles étaient. On s'occupe autant à l'heure actuelle d'abriter des ouvriers d'usines que des mineurs et l'activité du bâtiment est aussi prononcée dans le bassin de Metz—Thionville qu'en Meurthe-et-Moselle.

Le tableau suivant montre les résultats des constructions pour les mineurs des différents bassins lorrains :

Bassin	Nombre de pièces		Places cantines	Effectifs logés			Nouveaux logements
	1913	1927	1927	1913	1927		1927
	—	—	—	—	—		—
Briey	4.058	6.071	2.842	7.964	11.864	82 %	623
Longwy	408	713	289	659	953	54 %	9
Nancy	159	437	20	118	399	23 %	26
Metz—Thionville (1)	»	3.917	»	»	»	»	460

Donc sur le plateau de Briey, les mines ont construit un peu plus d'un logement pour 3 ouvriers; une famille sur deux prend un pensionnaire; les cantines abritent encore un nombre très élevé d'ouvriers et les sociétés logeaient ainsi avant la guerre les trois cinquièmes de leur effectif, à l'heure actuelle plus des quatre cinquièmes. Certaines mines ont même construit un logement pour deux ouvriers (2).

Dans le bassin de Metz—Thionville les mines n'ont pas construit autant, mais à l'heure actuelle, comme sur le plateau de Briey, les sociétés de ce bassin édifient un nouveau logement par an pour dix existants déjà.

Dans la région de Longwy, les sociétés ont bâti proportionnellement un nombre égal de logements à celui du plateau de Briey, mais comme ils sont en général plus petits, les familles prennent rarement des pensionnaires.

(1) La Statistique de l'ingénieur en chef des Mines ne donne ni le nombre de places dans les cantines, ni le nombre des pensionnaires que prennent les familles logées.

(2) La mine de Moutiers possède 425 logements pour 851 ouvriers; la mine de Piennes 480 (plus une cantine avec 100 places) pour 945 ouvriers et environ 60 employés; la mine de la Mourière 340 logements pour environ 700 ouvriers et disposant de 80 à 85 places dans ses cantines. (Renseignements fournis par les mines au cours de visites en octobre 1928).

Dans la région de Nancy qui comptait, avant la guerre, peu de maisons ouvrières, les sociétés ont déployé une très grande activité en ces dernières années et on atteindra bientôt une proportion de 1 logement pour 3 mineurs comme dans les autres bassins.

Il n'existe aucune statistique annuelle des logements construits pour les ouvriers d'usine. Une enquête concernant 48 établissements métallurgiques dont 27 en Meurthe-et-Moselle, 19 en Moselle et 2 dans la Meuse, donne le tableau suivant (1) :

Logements pour ouvriers d'usine.

	Construits			En cours de construction	Constructions prévues en 1928
	au 1-1 1927	en 1927	au 1-1 1928		
Moselle	11.526	1.813	13.339	612	141
Meurthe-et-Moselle . . .	5.869	388	6.257	35	172

Les usines du bassin de Metz—Thionville ont donc construit trois fois plus de logements pour leurs ouvriers que les usines des trois anciens bassins français réunis. On peut présumer que la plus grande partie de ces logements ont été bâtis depuis la guerre, le nombre de logements très considérable terminés au cours de 1927 et celui en construction à la fin de l'année, semble l'indiquer. Les aciéries de Hagondange ont doublé le nombre de leurs logements depuis 1921, d'autres sociétés ont fait de même; la Maison de Wendel a augmenté ses logements de plus d'un tiers.

Étant donné le nombre de ses ouvriers, la Maison de Wendel a construit très peu de logements; dans la vallée de l'Orne 1.422 seulement pour 5.280 ouvriers; dans la vallée de la Fentsch, encore moins, c'est-à-dire 1.718 pour un effectif presque double (12.058 ouvriers), mais il est à considérer que la Société a une proportion plus élevée habitant les villages voisins qu'aucune autre (2).

Les trois grandes aciéries de Rombas, de Knutange et de Hagondange logent une proportion plus grande de leurs ouvriers, sans toutefois pouvoir rivaliser de loin avec les mines du plateau de Briey.

En Luxembourg, l'Arbed-Terres-Rouges possède 2.432 logements et 1.010 places dans ses dortoirs; la Hadir environ 300 maisons pour ses ouvriers et 60 pour ses employés (1); mais la proportion d'ouvriers logés reste assez faible.

(1) Rapport sur l'instabilité de la main-d'œuvre étrangère dans les mines de fer, présenté par M. P. Pouillet, chef du service de la main-d'œuvre étrangère.

(2) Nombre de logements pour 1926, effectif ouvrier au 1er avril 1928.

Dans la région de Longwy où les usines peuvent tirer profit de la main-d'œuvre belge résidant dans les arrondissements d'Arlon et de Virton, la construction s'est moins imposée qu'ailleurs; seules les aciéries de Micheville, que ne peuvent atteindre les ouvriers belges, ont dû construire à Villerupt 1.000 logements pour ses 3.000 ouvriers (2), mais dans la vallée de la Chiers les usines de Senelle, au contraire, occupant actuellement 3.300 ouvriers, ne possédaient avant la guerre que 350 logements, chiffre qu'elle a doublé depuis (3). Les usines de Rehon ont commencé depuis la guerre l'élévation d'une nouvelle cité de 600 maisons. Mont-Saint-Martin compte 1.000 logements, mais ce n'est guère pour une usine occupant environ 5.500 ouvriers.

Ces constructions ont entraîné des dépenses très considérables. On peut présumer, en règle générale, que le prix de revient est un peu inférieur à 10.000 francs chacune (4); les sociétés sont leurs propres entrepreneurs et réduisent ainsi leurs frais.

Le loyer se monte en général à 10 francs par mois pour un logement de 4 pièces, cuisine comprise, tandis qu'un logement particulier, de la même dimension, mais de qualité inférieure le plus souvent, revient de 50 à 100 francs par mois, loyer exorbitant pour un ouvrier ne gagnant plus que 650 francs. Certaines sociétés diminuent les loyers pour les ouvriers d'une certaine ancienneté et il arrive même que le loyer devienne entièrement gratuit; ceci concerne principalement les employés (5).

Un loyer si faible ne couvre même pas l'impôt sur la propriété et ne laisse rien pour l'entretien, mais il n'y a pas ici lieu de parler de bienfaisance : la construction est une vertu de nécessité, et les dépenses ont été largement recouvrées par une stabilité bien plus grande de la main-d'œuvre. Les mines de Briey possédant de bonnes cités ouvrières ne demandent presque pas d'introduire des ouvriers étrangers; leur embauchage annuel ne dépasse pas un

(1) Chiffres communiqués par les sociétés.

(2) Communiqué par la Société.

(3) Communiqué par la Société.

(4) Communiqué par la Société de Senelle-Maubeuge. Les prix moyens pour les 690 logements construits dans l'Est à l'aide de prêts de la Caisse foncière de Crédit pour l'Amélioration du Logement dans l'Industrie, accordés de 1919 à la fin de mars 1923, étaient pour un logement de 3 pièces 20.105 francs, pour un de 4 pièces 25.000 et un de 5 pièces 35.936 (PINOT).

(5) L'Arbed loge gratuitement tous ses employés.

dixième de leur effectif total, tandis que les mines ayant des cités moins satisfaisantes doivent renouveler chaque année leur personnel pour plus de la moitié par de nouvelles introductions de l'étranger (1).

La mine de Moutiers, dont les maisons ouvrières sont parmi les mieux aménagées, compte à l'heure actuelle plus de 300 ouvriers, c'est-à-dire plus du tiers de son effectif, ayant plus de trois années de service à la mine; dans toutes les mines de Briey ensemble, la proportion de ceux qui ont servi plus de trois ans n'atteignait que le quart en 1927. Leur nombre n'était qu'un cinquième en 1926. La situation s'est donc considérablement améliorée et l'ingénieur en chef des mines l'attribue aux meilleures conditions du logement.

En Lorraine, presque rien n'a été bâti par les soins des sociétés coopératives de construction subventionnées par les pouvoirs publics et pouvant ainsi prêter de l'argent à un taux réduit aux ouvriers qui désirent se construire eux-mêmes une maison. La faible activité déployée par ces sociétés a été presque complètement arrêtée depuis la guerre à cause de la hausse des prix de construction et du manque de crédit (2).

Il est presque impossible que des ouvriers qui gagnent d'aussi modestes salaires qu'en Lorraine en prélèvent une somme suffisante pour payer des intérêts et des amortissements. Une maison de quatre pièces avec le terrain mais sans véritable jardin, coûte actuellement de 30.000 à 35.000 francs (3) et ce n'est que dans des cas d'exception, comme aux environs de Thionville, que les ouvriers se bâtissent des maisons, mais ceux-ci sont le plus souvent des fils de paysans alsaciens qui peuvent compter sur un petit héritage et sur la dot de leur femme s'ils la choisissent en Alsace. Des ouvriers d'Alsace qui n'ont pas cette chance arrivent parfois même à avoir une maison à eux; ils louent un champ à peine installés en Lorraine et comme ils sont habitués aux travaux agricoles, ils lui font

(1) Au cours d'une visite au Bureau départemental de placement de Nancy, j'ai eu l'occasion de voir la liste des demandes d'introduction d'ouvriers de l'étranger pour l'année 1927.

(2) Une Société coopérative fondée en 1894 a construit 230 maisons dans la région de Longwy, deux autres 17 maisons dans la vallée de l'Orne; dans la région de Nancy, des sociétés coopératives ont bâti 321 maisons, dont seulement une partie pour des mineurs et des ouvriers métallurgistes. C'est très rarement que ces maisons appartiennent directement aux ouvriers (Rapport sur l'utilité de créer un Office public départemental d'habitations à bon marché en Meurthe-et-Moselle, 17 janvier 1924).

(3) M. Jost, entrepreneur, m'a dit que ces dernières maisons ont coûté 28.000 francs, plus 4.000 francs pour le terrain (mai 1928).

rendre tout ce qu'il peut donner, et économisent ainsi sur leur salaire.

Au Luxembourg, l'Arbed a récemment incité ses ouvriers à bâtir eux-mêmes leurs maisons en leur accordant certains avantages. Mais la moitié de ceux qui avaient accédé à cette proposition se sont retirés ensuite, ne trouvant pas les conditions assez avantageuses. Il fallait avoir les trois dixièmes du prix total de la maison comptant ou en terrain; l'intérêt était la première année de 4 %, puis de 6 %, c'est-à-dire assez élevé. Un certain nombre cependant se risque, mais construit alors une maison suffisamment grande pour prendre un pensionnaire.

Les syndicats ouvriers ont proposé que le loyer payé soit considéré comme acompte, si l'ouvrier plus tard veut acheter la maison (1).

Des entrepreneurs privés construisent davantage, mais le plus souvent mal; ils préfèrent garder les maisons plutôt que de les vendre et au bout de quelques années de loyers exorbitants ils ont recouvré entièrement leurs frais de construction (2).

Les logements construits par les sociétés sont au contraire bien agencés; elles n'ont pas seulement voulu donner un abri aux ouvriers, mais encore leur procurer un certain confort, qui sans être très grand est pourtant supérieur à ce dont ils ont l'habitude.

Pour éviter les frais d'établissement de rues, autrefois on édifiait les maisons le long des routes en des rangées interminables et maussades, et le plus souvent accolées les unes aux autres. A présent l'emplacement est plus libre et chaque maison est entourée de jardin des quatre côtés. On a même commencé à utiliser les terrains un peu plus élevés où l'air est plus pur et il est étonnant qu'on ne l'ait pas fait plus tôt. Mais ces terrains ne peuvent pas être toujours bâtis à cause des affaissements provoqués par l'extraction minière. L'ouvrier, d'ailleurs, ne se montre pas très enthousiasmé pour ces cités plus éloignées et on y a même dû abaisser les loyers (Moutiers).

(1) M. Nickels (Arbed) et les présidents des syndicats des mineurs et des métallurgistes.

(2) J'ai visité de ces logements d'entrepreneurs à Esch. Une famille de cinq personnes payait 177 francs belges de loyer par mois pour deux petites pièces (environ de 16 mètres carrés chacune). Dans la première se trouvait le fourneau, derrière un rideau se trouvaient la cave à charbon et l'office; il fallait chercher l'eau courante dans un escalier noir, l'électricité n'existant pas dans toute la maison, qui abritait dans une vingtaine de pièces 80 personnes. 5 célibataires étaient logés dans une seule pièce et payaient 60 francs chacun par mois, plus 12 francs par jour pour la nourriture. (En décembre 1928, le salaire d'un mineur de jour oscillait entre 31 et 48 francs belges par jour.

Déjà avant la guerre, certaines sociétés avaient construit des cités ouvrières de premier ordre, par exemple la mine de Piennes, une des plus anciennes du bassin de Briey, et celle de Saint-Pierremont, plus récente.

Sur le plateau de Briey, les sociétés ont généralement bâti des logements de 3 pièces avec cuisine, mais les appartements de 2 pièces et cuisine et même d'une pièce et cuisine sont plus nombreux que ceux de 4 pièces et cuisine réservés aux familles très nombreuses.

En principe, il existe deux ou quatre logements par maison; ce n'est qu'à Nilvange que nous trouvons un type de construction voisin de la caserne. Les pièces sont plus vastes dans les cités plus récentes et à Piennes par exemple, où le plan de la cité a peut-être été un des mieux conçus, les dimensions des chambres sont inférieures à celles des mines voisines et laissent à désirer.

Ce n'est que dans les cités les plus neuves qu'on a installé l'eau courante; dans les plus anciennes il faut aller chercher dans la rue l'eau qui vient de sources souterraines captées dans les mines et filtrées. L'électricité est installée partout; les cabinets se trouvent dehors, comme il est prescrit par la loi. Presque toujours est adjoint à chaque logement un étable pour les porcs et la basse-cour avec un petit étage comme grenier, soit isolé au fond du jardin, soit en appentis.

Un petit jardin de 2 ares, rarement davantage, est adjacent à chaque logement; en général la Société loue aussi à ses ouvriers un champ qui leur permet de cultiver eux-mêmes leurs pommes de terre et des légumes et de quoi nourrir leurs bêtes.

Il n'est pas toujours possible aux sociétés de satisfaire à ces besoins; dans les vallées industrielles de l'Orne, de la Fentsch et de la Chiers, il reste très peu de terrain disponible (1). Mais les mines situées en pleine campagne possèdent elles-mêmes de vastes terrains agricoles qu'elles ont achetés en prévision d'affaissements probables, pour ne pas payer d'indemnités le cas échéant.

La presque totalité de la commune d'Auboué est actuellement propriété de la Société et les ouvriers peuvent avoir tant de terrains qu'ils désirent. Le loyer, 1 franc par are et par an, est quantité négligeable et certains louent jusqu'à 20 ares, mais l'ouvrier

(1) Dans la vallée de la Fentsch la superficie des jardins privés n'était en 1913 que 103 hectares, dans la vallée plus spacieuse de l'Orne, 404 hectares.

travaillant à la mine ou à l'usine huit heures par jour ne peut en cultiver autant. La dimension moyenne des champs en location est de 4 ares 16, le jardin non compris; les trois quarts environ des ouvriers s'empressent de profiter de cette occasion, mais l'ensemble des terrains à louer ne se monte pourtant qu'à 40 hectares (1).

Les effectifs d'une mine et d'une usine à hauts fourneaux sont assez limités. Une usine complète, comme celle de Hagondange par exemple, qui occupe à peu près 5.000 ouvriers, doit rationner les terrains disponibles, bien que la Société en possède de vastes étendues, et les champs distribués sont proportionnels au nombre d'enfants.

Un ouvrier habitant depuis un certain temps la commune a droit à une part des terrains communaux, qu'on trouve presque partout encore en Lorraine, et il peut ainsi disposer d'un ensemble de terres un peu plus considérable (2). Parfois, l'ouvrier apporte son aide au cultivateur durant la moisson et obtient en échange un champ d'une dizaine d'ares; le cultivateur le laboure et l'ouvrier n'a qu'à semer et récolter; il arrive aussi que l'ouvrier le loue tout simplement, dans ce cas le propriétaire reçoit comme loyer la moitié de la récolte des pommes de terre et les deux tiers des betteraves fourragères, ou bien, en argent, 6 à 8 francs par are.

Même lorsqu'il s'agit d'ouvriers habitant leur village natal, il en est très peu qui possèdent une vache; la chèvre, cette « vache du mineur », selon l'expression usitée dans la Sarre, est également rare dans les centres industriels et mineurs; pour nourrir une chèvre et à plus forte raison une vache, il faudrait disposer d'un terrain plus vaste. C'est seulement dans quelques communes, à Fontoy entre autres, que l'on trouve un important troupeau de chèvres (3). Le nombre de chèvres s'est beaucoup accru pendant la guerre, quand la pénurie de lait se faisait sentir, mais il décroît de nouveau (4).

Mais, par contre, on élève des porcs partout. Dans la vallée de la Fentsch, leur nombre a quadruplé entre 1873 et 1912; dans la

(1) Renseignements communiqués par la Société en mai 1928.

(2) A Joudreville, les terrains communaux sont partagés en 70 parts, chacune de 40 ares, mais comme la commune ne compte que 6 cultivateurs et 1 ouvrier agricole, un nombre assez considérable de mineurs doivent en profiter; il y a deux mines sur le territoire de la commune (Visite en octobre 1928). A Manom, près de Thionville, où habitent beaucoup de cheminots, la commune fournit 5 ares et demi à ceux qui y résident depuis trois ans (mai 1928)

(3) Dans la cité de la mine de La Mourière, j'ai rencontré un troupeau d'une trentaine de chèvres qui rentrait d'un bois voisin que les mineurs s'étaient réunis pour louer.

(4) Dans l'arrondissement de Thionville-Ouest on comptait, en 1912: 2.448 chèvres; en 1927 : 2.663.

vallée de l'Orne, il a triplé. On peut présumer que la presque totalité des porcs appartient aux ouvriers. Au recensement de 1907, on comptait en moyenne un porc pour deux parcelles au-dessous de 50 ares, et 2 porcs (1,72) pour chaque parcelle entre 50 ares et 2 hectares.

Le nombre de porcs n'a pas progressé depuis la guerre proportionnellement à l'effectif des usines et des mines (1). En 1927, on comptait à Moyeuvre un porc pour trois ménages. Les anciennes maisons ouvrières sont souvent dépourvues de porcherie, mais si on parcourt la liste du recensement on s'aperçoit que les nouvelles cités, toujours munies de porcheries, comptent généralement 2 porcs par m énage. Un certain nombre de porcs appartient cependant aux aubergistes, aux boulangers et autres commerçants qui disposent de beaucoup de restes à leur donner; ils peuvent en avoir quatre, cinq ou davantage. Mais il est bien évident que l'élevage pratiqué par les ouvriers prédomine.

A la veille de la guerre, les localités industrielles les plus importantes du bassin de Metz—Thionville comptaient de 500 à 1.000 porcs chacune, nombre qui ne s'est guère augmenté, et ce ne peut donc être qu'une minorité des 45.000 mineurs et métallurgistes qui en élèvent.

L'élevage du porc demande de l'argent. Il faut d'abord payer les porcelets au comptant, il faut en partie leur acheter leur nourriture; les risques de les voir mourir jeunes sont assez grands, et beaucoup d'ouvriers, pour ces raisons, s'abstiennent d'en faire l'élevage. Pour remédier à ces désavantages, les coopératives de la Maison de Wendel achètent, une fois élevé, un des deux porcs de leurs ouvriers; cette vente leur fait retrouver les sommes dépensées pour les deux porcelets et pour leur nourriture; ils ont donc le second gratuitement (2).

Mais les cités qui comptent une population porcine élevée offrent un aspect répugnant, et des sociétés qui ont beaucoup dépensé pour l'aménagement et l'entretien de leurs cités ne regardent pas d'un œil bienveillant leur élevage; la mine de la Mourière l'a même interdit dans sa cité; au Luxembourg, les sociétés ne construisent plus de porcheries (Arbed).

(1) Nombre de porcs dans l'arrondissement de Thionville-Ouest, en 1912 : 13.066; en 1927 : 13.415.

(2) Ces dernières années, les coopératives de la Maison de Wendel ont acheté environ 200 porcs à leurs ouvriers et les ont payés de 700 à 800 francs chacun.

Mais le poulailler n'est interdit nulle part. La cité de la mine de Landres n'est qu'un immense poulailler; en elle-même la cité est parmi les plus laides, bien que les logements y soient grands, mais elle est singulièrement pittoresque par la quantité de porcs, de poules, d'oies et de canards qui se promènent dans les rues. Il n'y a pas de famille ouvrière, à Landres et dans toute la Lorraine, qui ne possède ses lapins (1).

Le profit que peut tirer l'ouvrier de son champ et de ses bêtes est très variable. La terre s'épuise rapidement sans engrais, mais il faut savoir comment s'en servir, et les sociétés distribuent des petits manuels techniques à leurs ouvriers. Parfois les champs et les jardins ne sont pas suffisamment irrigués. On comprend que dans ces conditions le profit pécuniaire soit souvent très réduit, mais c'est en tout cas une distraction saine et les ouvriers y tiennent beaucoup.

Mais les fils de cultivateurs qui sont habitués aux travaux des champs en tirent toujours du profit, surtout dans le bassin de Metz—Thionville qui est plus favorisé que le plateau de Briey, d'un climat plus rude. Un ouvrier aidé par sa femme et ses enfants peut même vendre des légumes et des fruits pour 2.000 ou 3.000 francs par an (2).

(1) Arrondissement de Metz—Thionville :

	1912	1926
Lapins	19.596	30,706
Oies	1.771	3.734
Canards	2.939	4.631
Poules	58.493	65.457

(2) Joste, maire de Gandrange.

CHAPITRE XX

LA PRÉVOYANCE SOCIALE

En Meurthe-et-Moselle seuls les mineurs jouissent d'un régime d'assurances complètes. — Les invalides du travail, les veuves et les orphelins. — En matière de retraite de vieillesse et d'invalidité l'initiative privée n'a abouti à rien. — L'assurance de maladie organisée de façon satisfaisante également pour les ouvriers d'usine. — Prévenir est mieux que guérir. — Les dispensaires antituberculeux et antivénériens. — Les résultats frappants dans la lutte contre la mortalité infantile.

L'incertitude du lendemain pèse sur l'ouvrier d'industrie moderne déraciné autant que la modicité des salaires et les conditions lamentables d'habitation qu'il trouve dans les villes.

Le chômage a été inconnu en Lorraine jusqu'à présent, mais cela ne durera pas toujours. L'ouvrier ne sait jamais si le prochain accident n'est pas pour lui; les siens peuvent tomber malade, lui aussi. Que deviendra sa famille quand il sera vieux ou incapable de travailler par suite d'infirmités ou s'il vient à mourir prématurément?

Dans le bassin de Metz—Thionville, on a hérité du régime allemand des assurances sociales qui embrassent tous ceux dont le revenu ne dépasse pas un certain minimum. Les prestations et les pensions ne sont pas très élevées, mais on est pourtant à l'abri du besoin.

En France, les mineurs seuls ont été assurés obligatoirement jusqu'ici contre les accidents, les maladies, la vieillesse et l'invalidité par suite de maladies. Les ouvriers d'usine sont seulement assurés contre les accidents; les industriels de l'Est ont institué en leur faveur des caisses de maladies qui en général fonctionnent d'une manière satisfaisante, mais en matière d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, l'initiative privée n'a abouti à rien, ou à presque rien.

Au Luxembourg règne le même système d'assurances obligatoires qu'en Alsace-Lorraine.

L'assurance contre les accidents est semblable partout; elle est entièrement à la charge des sociétés et représente des sommes

annuelles très considérables; par exemple, pour les mines de Meurthe-et-Moselle, en 1927, 10,8 millions de francs. Les petites sociétés s'assurent, les grandes sont leurs propres assureurs.

Les invalides du travail mènent malgré tout une vie difficile durant tout le reste de leur vie. En principe l'assurance doit leur fournir la moitié de la diminution de leur salaire; si l'ouvrier, après son accident, peut gagner la moitié de ce qu'il gagnait avant, il a donc les trois quarts de son revenu antérieur; les grands invalides, ceux qui ont perdu les deux bras ou sont devenus aveugles, touchent les deux tiers de leur salaire antérieur (1). Le degré d'invalidité est fixé par le médecin, qui est généralement le médecin de l'usine, et si les deux parties, l'ouvrier et l'usine, ne tombent pas d'accord, c'est au juge de paix de trancher. La veuve touche le cinquième du salaire de son mari, et si elle a quatre enfants ou plus en bas âge, les six dixièmes. Les orphelins de père et de mère reçoivent un cinquième chacun.

En Meurthe-et-Moselle les mineurs sont, comme partout en France, assurés contre la vieillesse et l'invalidité par suite de maladies, depuis leur cinquante-cinquième année; ces caisses existent depuis une douzaine d'années et sont gérées en commun par patrons et ouvriers.

Le montant de la retraite dépend des années de service; un mineur ayant travaillé trente ans dans les mines reçoit 2.750 francs par an et ce n'est qu'après avoir peiné quarante-quatre ans sous terre qu'on atteint le droit à une retraite de 4.000 francs par an (2).

Ces mêmes caisses (caisses autonomes) assurent les mineurs contre l'invalidité par suite de maladies; mais comme la retraite est basée d'après les années de service, on ne peut pour ainsi dire vivre sur ces pensions. Si le mineur devient incapable de travailler après quinze ans de labeur, sa retraite est de 1.125 francs, ce qui, avouons-le, constitue une petite différence avec le gain moyen annuel d'un mineur qui est de 9.000 francs; et si la maladie le frappe avant sa dixième année de service il ne reçoit rien.

---

(1) Dans la Moselle, la pension est calculée sur un salaire de base, auquel on ajoute le tiers de l'excédent. Un grand invalide touche ainsi :

Salaire de base	4.500f
Tiers de l'excédent	500 (salaire total : 6.000 fr.)
TOTAL	5.000
Rente entière (deux tiers)	3.330f

(2) Loi du 29 février 1928. Les retraites viennent d'être augmentées par la loi du 16 avril 1929.

En proportion avec les retraites accordées, cette assurance revient extrêmement cher; la prime est de 9 % du salaire, dont la moitié pour les ouvriers et l'autre pour les patrons; l'État ajoute 1 %, ce qui fait 10 % en tout, soit le même pourcentage prévu par les nouvelles lois pour une assurance sociale complète.

Dans le bassin de Metz—Thionville où mineurs et sidérurgistes sont assurés aussi bien les uns que les autres, les prestations des caisses de retraite et d'invalidité sont aussi élevées que pour les mineurs de Meurthe-et-Moselle; elles sont même supérieures pour les ouvriers qui dépassent trente ans de service, mais les versements sont très inférieurs. Les assurés sont groupés en catégories d'après leurs salaires, mais si on calcule les sommes versées sur l'ensemble des salaires, les versements ne représentent pour les patrons et les ouvriers réunis que 3,32 % des salaires (1). Cette différence énorme s'explique en partie par une administration plus simple que pour les caisses autonomes, mais la cause principale en est qu'on a en Alsace-Lorraine un régime de répartition; les versements faits au cours de l'année sont presque entièrement utilisés pour les retraites payées dans l'année; si l'extraction minière cessait, hypothèse peu probable, il ne resterait donc presque rien pour assurer les retraites aux anciens et aux invalides du bassin disparu. En France plus de la moitié des versements est faite au compte de capitalisation et les caisses autonomes sont à l'abri d'une telle éventualité. Ce système offre autant d'avantages aux entreprises diverses ayant besoin de capitaux qu'aux assurés eux-mêmes, mais pourra se défendre aussi longtemps que l'assurance sociale n'embrassera pas la totalité de la population.

Les veuves reçoivent la moitié de la retraite après la mort de leur mari avec majoration pour les enfants.

Une loi française de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes est restée lettre morte. Elle est pourtant appliquée par les Aciéries de Longwy, mais les retraites sont tellement insuffisantes que la Société les majore à titre gratuit de 1.000 francs pour les ouvriers ayant trente années de service ininterrompu et ayant atteint soixante ans; le supplément varie entre 500 et 1.000 francs pour ceux qui ont une ancienneté de vingt à trente ans. Mais vu l'instabilité extrême de la main-d'œuvre, cette libéralité revient moins cher à la Société qu'on pourrait le supposer. Le 1er janvier 1923, 20 employés et

(1) Chiffre valant pour 1927, communiqué par la Maison de Wendel, avril 1929.

MINE DE MURVILLE — VUE ARRIÈRE DES CITÉS EN BORDURE DE LA ROUTE NATIONALE

HABITATIONS OUVRIÈRES — PLACE CENTRALE DES CITÉS DE LA MEUSE

90 ouvriers touchaient cette retraite supplémentaire sur un effectif de 8.000 environ.

Plusieurs sociétés ne font absolument rien pour leurs ouvriers d'usine en matière de retraite; d'autres, comme les Sociétés de Pont-à-Mousson et de Micheville, assurent à leurs ouvriers décorés de la médaille du travail une retraite qui les empêche tout juste de mourir de faim (1). Donc l'assurance-retraite n'existe pour ainsi dire pas pour les ouvriers d'usine (2).

Ce fait n'est pas très étonnant. La statistique des mines de Briey montre qu'en 1927 l'assurance de retraite et d'invalidité coûtait aux ouvriers et patrons ensemble 14.700.000 francs, tandis que l'assurance maladie ne revenait qu'à 3.400.000 francs. Certaines sociétés sont assez riches pour verser ces sommes chaque année, mais une société isolée ne peut pas s'engager pour une durée illimitée, l'avenir étant toujours incertain.

L'assurance de maladie, au contraire, a généralement été organisée d'une manière satisfaisante pour les ouvriers d'usine; certaines sociétés ont même installé des caisses obligatoires, comme les Aciéries de Longwy par exemple (3). Les mineurs ont médecin et pharmacien gratuits et reçoivent une dizaine de francs par jour de maladie avec majoration pour femme et enfants; les primes sont partagées entre ouvriers et patrons. Les sidérurgistes jouissent le plus souvent des mêmes avantages.

Dans le bassin de Metz—Thionville, les usines améliorent l'assurance légale de différentes manières variant de société en société; les caisses peuvent ainsi prendre à leurs charges les honoraires entiers du médecin quand les femmes et les enfants sont malades, au lieu de la moitié seulement; la famille touche l'allocation entière au lieu de la moitié si l'homme entre à l'hôpital; les avantages de la période de convalescence sont prolongés au delà des limites prescrites, enfin les médicaments sont fournis à des conditions plus avantageuses que la loi.

Du point de vue social il est plus important de prévenir les maladies que de les guérir; la tuberculose une fois déclarée, il est généralement trop tard pour la combattre.

(1) De 600 à 1.500 francs par an (Pont-à-Mousson, avril 1928).

(2) Toutes les sociétés n'ont pas répondu à l'enquête demi-officielle de M. Pinot dont les résultats sont publiés dans son livre : *Les Œuvres sociales de la Métallurgie*, mais on peut présumer que celles qui ont fait quelque chose n'avaient pas intérêt à le cacher.

(3) Aux Aciéries de Longwy, les ouvriers paient 2 % de leur salaire, ce qui couvrait à peu près les frais avant la guerre; depuis la Société a dû ajouter des sommes importantes.

L'hygiène sociale était autant délaissée avant la guerre du côté allemand de l'ancienne frontière que sur le plateau de Briey, contrairement à ce qu'on pourrait croire; les efforts réalisés depuis la guerre dans les deux départements de la part des pouvoirs publics et des sociétés sont imposants, mais il reste encore beaucoup à faire.

La tuberculose dépasse de loin tous les autres fléaux sociaux; elle étend ses ravages principalement dans les villes surpeuplées; dans le département de Meurthe-et-Moselle le nombre de ses victimes en 1913 était le double dans les communes de plus de 5.000 habitants que dans celles de population inférieure. Une lutte effective ne peut s'engager qu'avec la suppression des taudis, et il est encore trop tôt pour se prononcer sur les résultats des nouvelles constructions ouvrières, qui sont pourtant certains.

En attendant, la lutte est organisée au moyen de dispensaires, soit une douzaine dans la région qui nous occupe; ces dispensaires donnent des consultations gratuites plusieurs fois par semaine; ils cherchent à isoler des enfants sains des parents contaminés; les enfants menacés sont envoyés dans des préventoriums; des écoles en plein air et des colonies de vacances sont organisées; les malades sont placés dans des sanatoriums et des hôpitaux-sanatoriums.

Une nourriture abondante, de l'air pur et un repos assez prolongé peuvent généralement conjurer le mal s'il est pris à temps, mais ces conditions ne peuvent se remplir que si le malade jouit d'une certaine aisance. Les caisses de maladie ne sont pas en état de procurer aux ouvriers assurés un traitement suffisant.

Sur les 179 tuberculeux contagieux que le dispensaire de Jœuf a pris à sa charge, au cours de ces six dernières années, 114 ont succombé jusqu'à présent, c'est-à-dire 64 %, chiffre formidable qui démontre combien sont inefficaces les soins offerts aux classes ouvrières.

Certains résultats ont cependant été acquis. Les dispensaires peuvent se vanter d'avoir obtenu des guérisons complètes. Le dispensaire de Jœuf compte à l'heure actuelle moins de malades qu'au moment de sa fondation, malgré le dépistage plus perfectionné qu'il poursuit au moyen d'infirmières-visiteuses.

Au sanatorium, les séjours sont trop courts pour assurer la guérison; mais on a pu prolonger le séjour des enfants dans les

préventoriums et en 1927 la cure moyenne dans le principal établissement de la région a atteint cinq mois et six jours. Pour le malade auquel on ne peut procurer le grand air, on a commencé le traitement du pneumo-thorax qui entraîne à peu de frais en comparaison du sanatorium.

Certains dispensaires s'adonnent également à la lutte antisyphilitique; dans ces centres surpeuplés de célibataires les maladies vénériennes ont fait des ravages terribles, et bien que la lutte soit moins bien organisée que celle contre la tuberculose, les dispensaires peuvent cependant relever une diminution des cas de syphilis primaire.

Il n'existe pas de traitement préventif contre le cancer, mais les dispensaires cherchent à le constater à temps pour le traiter avant qu'il ne soit trop tard.

La lutte contre la mortalité infantile, qui avant la guerre sévissait terriblement sur les deux côtés de l'ancienne frontière, et qui pendant la guerre atteignit des chiffres fantastiques, a par contre déjà donné des résultats magnifiques.

On a organisé dans presque tous les centres miniers et industriels des consultations de nourrissons, généralement par les soins des pouvoirs publics, mais avec l'appui des sociétés qui ont souvent mis des locaux à la disposition de ces consultations qui se tiennent une fois par semaine ou tous les quinze jours. Ces consultations sont gratuites, et les sociétés fournissent en plus du lait pasteurisé de leurs propres fermes dont le prix est réduit de moitié. La firme de Wendel donne aux mères qui sont exactes aux consultations une layette d'une valeur d'environ 100 francs à la fin de l'année. Pour ceux qui ne font pas partie du personnel, les municipalités prennent ces dons à leur charge.

Ces consultations fonctionnent à Moyeuvre depuis plusieurs années déjà; les trois quarts des nourrissons sont actuellement inscrits aux consultations et la mortalité parmi eux est à peine la moitié de celle des enfants non inscrits.

Les résultats obtenus ressortent du tableau suivant qui donne la mortalité infantile dans neuf communes de la région industrielle et pour Metz, avant et après la guerre (1) :

(1) Chiffres pour 1909 à 1912, d'après *Statistiches Jahrbuch für Elsass-Lothringen*; les chiffres pour 1926-1928 sont établis d'après les chiffres communiqués par l'Office de Statistique de Strasbourg.

Enfants au-dessous d'un an morts sur 100 naissances vivantes.

	Moyenne 1909-12	Moyenne 1926-28
Algrange	16,4	13,4
Audun-le-Tiche	19,7	9,6
Thionville	12,2	8,3
Moyeuvre (Grande)	16,8	9,2
Hayange	20	11,4
Knutange	18,3	10,2
Basse-Yutz	16,4	8,0
Nilvange	19,7	10,6
Rombas	16,5	10,5
Metz	22,5	12,3

Sur le plateau de Briey les résultats obtenus ne sont pas moindres; à Auboué la mortalité infantile est réduite de 20 à 11; 70 % des nourrissons sont inscrits aux consultations; à Homécourt, où la proportion des enfants pesés n'atteint que 48 %, la réduction est moins considérable, de 19 à 16 seulement; à Jœuf, la mortalité est tombée de 18 à 12 (1).

(1) Chiffres d'avant-guerre d'après le Dr Aweng, et moyenne d'après-guerre pour 1926 1927.

CHAPITRE XXI

LA POLITIQUE OUVRIÈRE

Pourquoi les syndicats ne réussissent pas à s'imposer. — Attitude des sociétés envers eux. — Pourquoi une localité minière n'a jamais de municipalité ouvrière. — Les centres industriels. — L'esprit des nouveaux venus. — La lutte des ouvriers polonais contre l'assimilation. — Politique de naturalisation des pouvoirs publics. — Le point de vue des industriels quelquefois différent. — Tendances de ces masses ouvrières une fois assimilées et stabilisées. — Les effectifs syndicaux à l'heure actuelle. — Leurs fortes positions au Luxembourg, où prévaut l'ouvrier indigène. — La prévoyance ne pourrait pas endiguer le mouvement. — Une nouvelle féodalité naissante. — L'absolutisme nécessaire à l'intérieur de l'usine doit avoir une contre-partie au dehors.

Dans des centres ouvriers aussi importants on s'attendrait, le 1er mai, à voir des cortèges imposants défiler, drapeaux rouges claquant au vent, et d'interminables rangées d'ouvriers s'avancer d'un pas menaçant et avec un regard de défi, en ce jour qui leur appartient. On s'attendrait à voir ces hommes de tous les pays du monde unis dans un sentiment de fraternité; mais il n'en est rien. Aucun cortège ne se forme même ce jour-là; il n'existe pas de syndicat qui soit reconnu par les patrons, il n'existe presque pas de municipalité ouvrière, socialiste ou communiste, et la population prolétarienne d'une région qui représente un dixième de la population française, n'envoie qu'un seul député à la Chambre.

La composition internationale de ces masses ouvrières est la cause même qui les empêche de prendre une attitude internationaliste. Chacun se méfie de l'autre; les syndicats éprouvent des difficultés presque insurmontables dans le recrutement des ouvriers étrangers qui souvent ne comprennent même pas la langue du pays, soit le français, soit l'allemand. Les Polonais qui travaillent dans les mines et usines de l'Est ne sont pas arrivés de la Ruhr comme leurs compatriotes établis dans le Nord. La loi française n'admet pas qu'un ouvrier étranger fasse partie du bureau d'un syndicat, qui ne leur inspire pas ainsi assez de confiance. Le recrutement est entravé par le fait que la plupart des étrangers arrivent avec l'esprit de retour et la résolution de gagner le plus d'argent

possible dans le plus bref délai et ne veulent donc pas payer de cotisation. L'écart disproportionné entre les gros salaires et les petits, créé par le travail aux pièces, divise les ouvriers entre eux. Enfin il règne une sourde animosité entre les ouvriers proprement industriels et ceux qui habitent encore leur village natal et n'ont pas rompu leurs attaches avec les communautés rurales. Ces derniers sont satisfaits des salaires moins élevés, ce qu'ils gagnent à l'usine représente un supplément en espèces au revenu de leur petite exploitation, et l'argent comptant qui fait souvent défaut dans les campagnes, y est apprécié au delà de sa valeur.

Enfin, on ne peut négliger la répression, privée et publique, qui existe même si on la nie à autrui et souvent à soi-même. Partout les ouvriers se plaignent que les militants des syndicats et même les simples membres sont congédiés par leurs patrons; un sort identique est parfois réservé aux conseillers municipaux et le nombre de ceux figurant sur les listes électorales et qui s'en retirent avant les élections de peur de perdre leur emploi, est considérable, que cette crainte soit justifiée ou non. Les municipalités communistes doivent procéder à des renouvellements partiels, plusieurs fois au cours des périodes électorales [1], le nombre de conseillers prescrit, ayant été congédiés, sont partis. Généralement il n'y a qu'un seul grand patron dans la localité; les petits qui dépendent de lui n'osent pas le contrarier, et les métallurgistes de la région s'entendent entre eux pour ne pas embaucher d'ouvriers licenciés pour motifs politiques. Le conseiller municipal est donc bien forcé de s'en aller pour trouver du travail ailleurs.

Les ouvriers étrangers n'osent souvent pas s'affilier aux syndicats de peur d'être expulsés. Combien d'entre eux ne sont pas coupables de rupture de contrat!

En dernier lieu, si le militant syndicaliste arrive à se débrouiller sur place, il ne peut peut-être plus se loger, car la Société, qui possède, outre les cités, souvent presque la totalité des maisons dans le vieux village, peut se payer le luxe d'en acquérir une de plus [2].

On comprend cette attitude de la part des usines, les grèves sont chose inconnue en Lorraine, les salaires auraient été plus élevés si la région avait possédé des syndicats puissants. Mais on comprend aussi qu'on riposte du côté adverse; les confédérations générales du travail de la France, de la Belgique, du Luxembourg et de l'Allemagne viennent de créer une centrale de propagande pour éviter que ces centres cosmopolites ne deviennent une région à salaires dépréciés qui exerce une influence néfaste sur les salaires des districts environnants; mais cette tâche est rendue difficile tant par la scission des organisations ouvrières que par le caractère composite de la main-d'œuvre. Dans le bassin de Metz—Thionville tous les ouvriers sont communistes; au Luxembourg, dans la région de Longwy et sur le plateau de Briey ils sont tous socialistes; mais en causant avec eux on aperçoit qu'ils pensent exactement de même; ce sont seulement leurs chefs qui ne peuvent s'entendre.

[1] A Nilvange, par exemple.

[2] M. VIGNE (*Le Bassin de Briey*, 1913) a fait la même constatation durant son enquête.

On ne rencontre presque pas de municipalité à majorité ouvrière, comme on pourrait le prévoir dans une région de 425.000 habitants où 150.000 sont privés des droits publics en leur qualité d'étrangers [1].

Une localité minière compte généralement un quart d'ouvriers indigènes et trois quarts d'étrangers; les votes ouvriers sont donc toujours inférieurs à ceux des ingénieurs et employés unis aux cultivateurs et commerçants qui gardent toujours une certaine méfiance envers les nouveaux venus qui ne sont pas toujours, il est vrai, les plus désirables. Le vol est à peu près inexistant; on ne rencontre pas de mendiants dans les rues; d'ailleurs qui pourrait-on voler et à qui demanderait-on l'aumône? Celui qui veut travailler peut toujours trouver de l'emploi. Mais le tribunal de Briey était avant la guerre, malgré l'extrême tolérance de la police, celui de France qui jugeait le plus de crimes et de délits [2].

Il en est autrement dans les centres industriels; le nombre d'ouvriers d'une usine moyenne est de 3.000, chiffre qui peut d'ailleurs être doublé ou même presque triplé. La proportion d'ouvriers indigènes est également plus élevée dans les usines que dans les mines et dans ces centres les ouvriers électeurs forment une majorité écrasante.

Dans le bassin de Metz—Thionville, Algrange, dont les six mines comptaient très peu d'étrangers, Nilvange et Knutange étaient avant la guerre les forteresses du socialisme, tandis qu'à Hayange et Moyeuvre, avec leur nombreuse population d'origine lorraine, la situation était à l'opposé. Les nouveaux venus d'Allemagne qui

[1] Les arrondissements de Briey et de Thionville-Ouest, les cantons de Thionville et de Metz-campagne en France et le canton d'Esch au Luxembourg avaient en 1926 (1927), 423.541. habitants, dont 146.853 étrangers.

[2] CANISSY.

dominaient dans les trois premières localités se sentaient naturellement beaucoup plus déracinés, ils pouvaient être mariés, mais sans autre lien de famille qui les empêchait d'assister aux meetings des syndicats et des associations politiques; ils avaient des loisirs pour remplir des postes de confiance dans leurs organisations. Enfin ces ouvriers subissaient moins l'empreinte du clergé que les ouvriers lorrains qui sans pratiquer d'ailleurs, se laissent influencer par leurs femmes qui le font presque toujours (1).

Après la guerre, le mouvement ouvrier s'est renforcé également parmi les ouvriers lorrains et à Hayange par exemple, le parti communiste aux dernières élections réunissait le plus de voix sans atteindre tout à fait la majorité absolue.

Les centres ferroviaires qui ne comptent que des ouvriers français, sont sans conteste les plus avancés, et aux dernières élections législatives les communistes réunissaient les deux tiers des votes à Basse-Yutz et plus de la moitié même à Thionville, malgré sa population commerçante. Ceci s'explique d'ailleurs en partie parce que les cheminots sous le régime français sont traités comme de simples ouvriers, tandis qu'ils avaient le statut de fonctionnaires sous le régime allemand.

Sur le plateau de Briey la population rurale reste encore considérable; dans les trois cantons sud les socialistes n'obtenaient que le dixième des voix aux dernières élections législatives, tandis qu'ils en réunissaient la moitié dans les trois cantons nord qui embrassent la région de Longwy et la plupart des centres miniers des bassins de Landres et de Tucquegnieux. La proportion d'ouvriers français dans les usines de la région de Longwy est plus faible que dans celles de l'arrondissement de Thionville-Ouest, qui ont fait triompher leur candidat aux élections (2).

Ces masses d'ouvriers étrangers privés des droits publics ne sont en aucune façon une classe de parias au point de vue économique comme les émigrants de l'Europe méridionale et orientale aux États-Unis; leur contrat d'embauchage leur garantit les mêmes salaires qu'aux Français et comme ils sont en grande partie mineurs, ils gagnent même davantage.

(1) En 1924, une adresse de protestation contre l'application possible des lois laïques en Alsace-Lorraine réunissait en moins de deux mois les signatures des quatre cinquièmes des femmes du département de la Moselle.

(2) Les résultats par communes des élections législatives de 1928 sont donnés par les journaux locaux.

S'il n'existe pas pour eux de barrière économique, leur qualité d'étrangers les met pourtant à part; ils cherchent eux-mêmes à conserver les liens qui les rattachent à leurs pays.

Les Italiens qui se fixent en Lorraine ne se sentent pas étrangers et ne sont pas d'ailleurs généralement considérés comme tels par la population locale. Deux ou trois salles de danses sont leur seul point de ralliement, et leur patriotisme ne va guère qu'à fréquenter les cafés et les commerçants italiens.

Il en est autrement pour les Polonais dont le plus grand nombre arrive, comme les Italiens, avec l'esprit de retour, bien que cet espoir soit généralement illusoire.

Trois abbés polonais se sont installés en Lorraine : celui de Hayange célèbre quatre services chaque dimanche et dessert onze localités; celui de Briey inspecte une douzaine d'écoles polonaises et enseigne lui-même généralement le catéchisme aux enfants. Ces cours polonais qui ont lieu soit à l'école communale, soit dans une salle prêtée par la mine ou l'usine, se font après les heures de classes obligatoires pour tous, entre 5 et 7 heures. On enseigne aux enfants un peu de géographie polonaise, très peu d'histoire, surtout leur langue maternelle.

Chaque localité a plusieurs associations polonaises; les unes organisent des représentations, d'autres des chœurs ou des petits orchestres, d'autres encore sont purement amicales. Chaque association a son drapeau et aux fêtes d'inauguration des délégations affluent de toutes parts et on peut voir réunis une douzaine de drapeaux.

Cette lutte ouverte contre leur assimilation sera d'ailleurs probablement vaine; les enfants polonais parlent français entre eux dans les rues, fait auquel il ne faut pas attacher trop d'importance parce que les mêmes enfants ont peut-être parlé l'allemand dans leurs jeux il y a deux ou trois ans, quand ils habitaient encore la Ruhr. Mais l'assimilation des Polonais, sans parler de celle des Italiens, sera peut-être plus facile que l'intégration des Alsaciens-Lorrains de langue allemande dans la nationalité française.

Du point de vue de l'État français il est dangereux d'avoir une telle quantité d'étrangers dans une région frontière et d'une importance économique aussi grande que la Lorraine. Leur proportion dépasse le tiers de la population et ils s'accroissent aussi vite ou plus vite que la population indigène, abstraction faite des nouveaux immigrants qui d'ailleurs se font de moins en moins nombreux.

La France ne demande pas mieux qu'à adopter tous ces étrangers malgré les modifications qui pourraient en résulter pour le caractère national. La durée du séjour nécessaire pour obtenir la naturalisation a été baissée de dix ans à trois ans et si l'étranger est marié à une Française, à un an. Pour faciliter leur naturalisation ils sont exempts du service militaire s'ils ont dépassé trente ans, et on envisage même de fixer la limite à vingt-cinq. Le Service des Naturalisations a été réorganisé afin de pouvoir examiner un nombre double ou triple de demandes par an.

Une Française mariée à un étranger perd sa nationalité mais les enfants d'un tel mariage, nés en France, ont le droit d'opter à leur majorité. Le Gouvernement italien qui n'est pas disposé à perdre ses nationaux, paie même une indemnité de voyage et de séjour à la femme italienne qui veut accoucher en Italie.

Les intérêts des industriels sont plutôt opposés à cette politique; ils voient déjà le jour où une main-d'œuvre homogène s'organisera en de puissants syndicats. La Maison de Wendel soutient entièrement le prêtre polonais de Jœuf; les usines et les mines prennent le plus souvent à leur charge les frais des écoles et accordent toutes sortes de facilités aux associations polonaises. La colonie russe de Nilvange a son pope et l'usine a construit une chapelle; à Aumetz nous trouvons un prêtre tchécoslovaque. Les industriels tiennent d'abord à contenter leurs ouvriers étrangers qui à l'heure actuelle demandent à préserver leur nationalité; une partie d'entre eux a autant besoin des consolations des prêtres que des soins du médecin, d'ailleurs moins nombreux que les curés (1), ceux-ci formant la barrière la plus sûre contre les syndicats.

Les mines et les usines ont une partie d'ouvriers stables, composée autant d'étrangers que de Français, et une partie instable qui se renouvelle toujours; mais cette dernière, qui formait autrefois la majorité, devient de moins en moins importante, et il n'est guère douteux que la multiplication des cités va réussir à fixer la main-d'œuvre en Lorraine.

Mais une fois la population stabilisée et les étrangers plus ou moins assimilés, les industriels auront devant eux des masses ouvrières autrement conscientes de leur classe que celles d'à présent. Les ouvriers étrangers n'oublieront pas tout à fait leur origine

(1) Les neuf principaux centres du bassin de Metz—Thionville comptaient, en 1913 : 26 médecins civils, 33 prêtres catholiques et 7 pasteurs protestants, tous en fonctions.

et ce qui subsistera de leur ancienne nationalité renforcera leur esprit socialiste.

Les syndicats actuels, malgré leur existence en fait sinon en droit, illégale, ne sont pas si négligeables qu'on le croit. Il ne reste rien de l'afflux extraordinaire vers les syndicats du lendemain de la guerre, mais le bassin de Metz—Thionville ne compte pourtant pas moins de 10.500 mineurs et métallurgistes syndiqués (1), c'est-à-dire à peu près le cinquième des effectifs. Sur le plateau de Briey le pourcentage des syndiqués est d'environ 15 % (2). Au Luxembourg, au contraire, 50 % environ des mineurs sans distinction de nationalités et 40 % des métallurgistes sont organisés; la proportion élevée d'ouvriers indigènes, bien plus forte que dans les autres bassins, explique ce fait. Parmi les mineurs indigènes 70 à 80 % sont même syndiqués, parmi les étrangers seulement 5 à 10 % (3). Ceci nous présage ce qui se produira partout quand la main-d'œuvre sera stabilisée.

La prévoyance sociale ne pourra pas endiguer la poussée des revendications ouvrières et la formation des syndicats.

Il serait injuste de vouloir amoindrir l'effort accompli tant par les usines que par les pouvoirs publics. Les œuvres sociales ont entraîné des dépenses considérables, elles sont au premier plan des préoccupations des chefs d'entreprises qui leur consacrent tous leurs soins. Les cités ouvrières sont bien aménagées. Quand on se représente ce qu'était autrefois un taudis ouvrier où régnaient la mort et la maladie, on constate les progrès réalisés; un foyer éprouvé autrefois par deux enfants morts en bas âge, n'en compte plus qu'un aujourd'hui. On a mis un frein aux ravages de la tuberculose et on commence même à la refouler.

L'ouvrier n'a plus la hantise du lendemain comme au début de l'ère industrielle; les assurances sociales le mettent en tout cas à l'abri de la misère, bien qu'il faille remarquer que les nouvelles assurances sociales en France ont été vigoureusement combattues par les métallurgistes comme tel a été le cas d'ailleurs dans tous les pays.

La prévoyance sociale, excepté pour les retraites de vieillesse et d'invalidité, a été très bien organisée de la part des industriels, mais

(1) M. Doeblé, député de la Moselle.
(2) M. Humbert, secrétaire régional de l'Est de la C. G. T.
(3) Les présidents des deux syndicats d'Esch en octobre 1928.

l'essentiel manque. Les ouvriers se sentent des colons et c'est en somme une nouvelle féodalité qui est en train de naître et qui ne laisse guère plus de liberté à ses serfs que l'ancienne.

L'Arbed et les de Wendel commandent chacun à environ 20.000 ouvriers en Lorraine et à un nombre égal ou supérieur dans d'autres régions. Ce sont de véritables chefs d'État qui veulent régler la vie de leurs sujets jusque dans les moindres détails. L'ouvrier est logé, et bien logé, mais il n'est pas chez lui; en cas de grève, le patron peut le mettre à la porte en quinze jours. Il est en partie nourri par l'usine qui, en général, le sert bien et à bon marché, mais il ne peut écarter l'impression qu'on l'exploite là encore. L'usine s'occupe de sa femme, de ses enfants, de son avenir et le fait d'une manière à laquelle il n'a rien à objecter, mais il préférerait s'en occuper lui-même, par ses propres organisations — qui peut-être le feraient d'une façon moins satisfaisante — plutôt que de sentir sa vie dirigée à chaque heure et à chaque pas par l'usine.

Il n'y a de véritable joie à travailler que si on voit croître les fruits de ses efforts, comme le paysan voit pousser le blé qu'il a semé. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que la grande industrie moderne peut offrir à ses ouvriers cette satisfaction profonde. L'absolutisme à l'intérieur de l'usine ne peut être évité non plus et un régime socialiste n'accorderait pas plus d'autorité au conseil d'entreprise que celle exercée aujourd'hui par l'assemblée des actionnaires. Mais en dehors de ses huit heures de travail, l'ouvrier ne tolérera pas à la longue l'absolutisme des principautés industrielles qui subiront à leur tour le sort des monarchies despotiques d'autrefois.

Tant que l'existence de l'ouvrier reste misérable, il n'éprouve pas de semblables besoins. Ce sont toujours les parties les plus aisées de la classe ouvrière qui s'organisent d'abord, mais peu à peu tous prennent conscience de leur personnalité et finissent par se convaincre qu'il n'existe pour eux de véritable liberté qu'en tant que membres d'une collectivité. Les syndicats s'imposeront un jour ainsi en Lorraine comme partout et la politique de prévention qu'on y pratique retarde certainement un peu cette évolution, mais donnerait une force explosive plus grande au mouvement une fois les barrières rompues.

CHAPITRE XXII

CE QU'EST DEVENU LE VILLAGE AGRICOLE LORRAIN

L'aspect extérieur du village lorrain. — Le morcellement des terres. — Rareté des fermes isolées. — Population des villages. — Nombre limité de fermes dans chaque village. — Disparition des ouvriers agricoles. — Un exemple caractéristique : Norroy-le-Sec. — Conséquences de la guerre dans l'agriculture. — La propriété du sol. — Dimensions moyennes des fermes. — Remembrement de communes occupées pendant la guerre.

Quand on circule sur le plateau de Briey on est frappé par l'aspect tout à fait rural qu'a gardé le pays. L'industrie ne s'est introduite que dans les vallées de la Chiers et de l'Orne et seulement dans un espace resserré.

Sur le côté allemand de l'ancienne frontière, dans l'arrondissement de Thionville-Ouest, la population agricole est devenue quantité négligeable en face des masses ouvrières qui s'y sont installées; mais l'impression ressentie sur les lieux n'est pas tout à fait celle qu'on attendait.

La vallée de la Fentsch tout entière et la vallée de l'Orne sont devenues des agglomérations urbaines continues. Quand on suit la route nationale entre Metz et Thionville, qui passe sur la rive gauche de la Moselle ainsi que la voie ferrée, on a l'impression qu'une ville sans interruption y est en voie de formation. Si on prend, au lieu de la route nationale, le chemin plus rapproché du versant du plateau, qui de Woippy passe par Rombas et Fameck vers Thionville, on s'aperçoit à peine de la présence de l'industrie, excepté à Rombas; quelques câbles aériens transportent des bennes au-dessus de nos têtes et deux chemins de fer miniers traversent la route. A part cela la région est absolument intacte.

Il en est de même au Luxembourg. Les six communes situées au pied du plateau, surtout Esch et Differdange, sont fortement industrialisées, mais à quelques kilomètres plus au nord nous nous trouvons dans une région entièrement agricole.

D'après l'aspect extérieur des villages, tout est resté comme il

y a cent ans. Dans la partie la plus ancienne du village, les maisons se touchent : maisons d'habitation, écuries, étables et granges ne forment qu'un. Une grande porte donne accès à la grange, une moyenne à l'étable et à l'écurie, une petite à la cuisine. Toutes ces portes s'ouvrent directement sur la rue, et seules quelques petites fenêtres et une petite porte donnent sur les derrières, réminiscence du village fortifié d'autrefois. Les rues latérales sont rares, mais le village lui-même est le plus souvent bâti sur un croisement de routes. Les maisons sont un peu en retrait pour laisser un espace libre devant la façade pour le bûcher, le fumier et les charrettes qui encombrent la rue principale. Aux extrémités du village se trouvent quelques maisons isolées, de date plus récente.

Tel est l'aspect général des villages, qu'il s'agisse de Lorraine française, du Luxembourg ou de la Belgique. Sur le plateau de Briey, les villages sont situés sur le plateau même, le long d'un ruisseau, près d'une source, à la lisière d'un bois — situation déterminée par l'élevage du porc de jadis — ou sur le sommet d'un mamelon. Sur la pente est du plateau se trouvent trois rangées de villages : tout à fait en haut, généralement là où s'ouvrent de petits vallons, à mi-côte là où sortent les sources et en bas dans le fond plat de la vallée. Mais les villages sont semblables partout.

Excepté dans les cas tout à fait rares, la terre n'était nulle part remembrée avant la guerre. Les cultivateurs sont donc contraints à l'ancien assolement triennal. Le blé alterne avec l'avoine, pour les chevaux, et la jachère, et le seul changement à noter est que les quatre dixièmes des jachères sont maintenant plantées de pommes de terre, les deux dixièmes de plantes fourragères, tandis que les derniers quatre dixièmes restent encore en jachères (1).

Le morcellement empêche les cultivateurs d'abandonner le village pour se construire une ferme neuve au milieu de leurs champs. Les quelques fermes isolées qu'on rencontre, dans le Jarnisy sur le plateau de Briey et autour de Metz sont d'anciens biens ecclésiastiques ou bien des domaines appartenant à de riches bourgeois de Metz.

La dimension des villages varie beaucoup; certains ont de 300 à 400 et 500 habitants ou davantage; d'autres n'atteignent pas une centaine d'habitants. Au Luxembourg et en Belgique chaque commune renferme plusieurs villages; sur le plateau de Briey chaque

(1) GAY.

village forme le plus souvent une commune, tandis que sur le versant est les villages ont fréquemment des hameaux annexes.

Le nombre d'habitants de la commune est naturellement proportionné à sa superficie, mais il se réduit quand les forêts sont plus étendues, et il s'accroît quand le village est assez proche d'une mine ou d'un centre industriel pour que des familles ouvrières s'y soient installées.

Quand on examine la densité de la population des communes, on arrive à la conclusion qu'elle est de 25 habitants environ par kilomètre carré dans les communes qui se touvent tout à fait à l'écart des influences industrielles. Si quelques mineurs ou ouvriers d'usines habitent la commune avec leur famille, la densité sera rapidement doublée, triplée ou davantage (1).

Les fermes de la région qui nous occupe qu'elles soient exploitées par leur propriétaire ou par des fermiers sont généralement petites. Mais le nombre de cultivateurs dans ces villages comptant jusqu'à 500 habitants est pourtant extrêmement restreint; pour trente communes du plateau de Briey, on relève une moyenne de 11,63 cultivateurs; le chiffre ne dépasse jamais 20, mais est souvent au-dessous de 10. Le village industrialisé compte en général environ 4 cultivateurs (2).

En parcourant la liste des principaux habitants des villages, on est frappé par le gaspillage de forces humaines que favorise cette forme d'habitations. Un exemple : dans le village de Norroy-le-Sec, situé à quelques kilomètres au sud des nouvelles mines du bassin de Landres et qui comptait en 1926 430 habitants, se trouvaient 136 maisons, 138 ménages et 131 électeurs; on peut donc présumer qu'il n'y a pas d'ouvriers étrangers , mais le village abrite certainement 10 ou 20 mineurs français. Un seul ménage sur dix représente une ferme, mais en face des 13 cultivateurs vivent 6 rentiers, 1 curé, 1 instituteur, 1 institutrice, 1 garde champêtre et 1 sage-femme. Le commerce est représenté par quatre épiciers dont un, il est vrai, est en même temps aubergiste et enfin un marchand de vins. Le village n'avait ni boulanger ni boucher comme

(1) Voir note 1, p. 117

(2) L'*Annuaire de Lorraine* qui paraît avec un volume par an pour chaque département orrain, donne les noms des cultivateurs pour chaque commune. Dans les cas où j'ai eu l'occasion de contrôler les données de l'*Annuaire*, je les ai trouvées exactes, mais on ne peut se servir de l'*Annuaire* pour délimiter le nombre des cultivateurs propriétaires de celui des fermiers.

on l'aurait cru, le centre important de Piennes étant tout proche et ses boulangers, ses bouchers et ses épiciers passent avec leur camionnette à Norroy, chacun à heure fixe, plusieurs fois par semaine. L'artisanat ne fait pas défaut non plus dans ce village : un vitrier, un peintre, un armurier, un ferblantier, un bourrelier, une repasseuse et un fabricant de meubles d'art s'empressent d'offrir leurs services aux treize cultivateurs.

Le nombre de cultivateurs s'est fortement réduit depuis la guerre qui a éclairci les rangs dans ces villages agricoles. Landres et Piennes qui autrefois ne faisaient qu'un ont actuellement quinze cultivateurs ensemble; avant la guerre, Landres seul en comptait autant (1).

Il n'y a pas lieu de se plaindre de ce développement. Les fermes étaient devenues trop petites par suite des partages continuels; elles sont en train d'atteindre des proportions plus raisonnables.

Ce qui est fâcheux c'est qu'il ne reste plus d'ouvriers agricoles dans les villages et le cultivateur ne peut obtenir d'aide pendant les moissons. Landres compte pour 10 cultivateurs un seul ouvrier agricole qui est même un Belge; à Joudreville, un ouvrier agricole doit suffire à 6 cultivateurs; dans beaucoup d'autres villages on n'en trouve pas un seul (2).

Les dernières données précises sur la propriété des terres et les dimensions des exploitations, sont fournies par le recensement allemand de 1907. On peut supposer que les terres louées se sont un peu réduites et les exploitations se sont légèrement agrandies, mais ces changements ne sont pas très importants.

Au Luxembourg, la presque totalité des cultivateurs possédaient eux-mêmes leur terre et les fermes étaient en général petites. En Moselle, par contre, le tiers des terres étaient louées.

Il n'existe aucune statistique française qui puisse nous renseigner sur la propriété du sol et il est impossible d'arriver à une conclusion précise par une enquête comme celle que j'ai eu l'occasion d'entreprendre. Un cultivateur possède toutes ses terres, un autre loue tout ce qu'il cultive, d'autres enfin en possèdent une partie et louent le reste. Mais l'impression générale est qu'à l'heure actuelle plus de la moitié des terres est louée; avant la guerre la proportion était encore plus forte.

(1) Le président du Syndicat agricole de Piennes et de Landres.

(2) Ouvriers et journaliers dits manœuvres en Meurthe-et-Moselle :

	1882	1926
Domestiques	21.600	3.700
Servantes	11.300	3.400

mais ces chiffres ne donnent pas une véritable idée de la situation dans une région aussi industrialisée que l'arrondissement de Briey.

Un notaire de Xivry, maintenant décédé, avait réuni, par achats et par hypothèques, 50 fermes qui, depuis sa mort, ont passé en deux mains différentes. Les 30 villages que nous avons nommés comptaient environ 3.500 fermes, et en supposant que les 50 fermes du notaire se trouvaient dans ces villages, il y aurait possédé une ferme sur 7, soit plus de 4 villages entiers.

Dans d'autres cas, moins exceptionnels, le cultivateur loue des biens de famille, mais il doit toujours en payer la rente. Si le propriétaire a plusieurs enfants et n'a pas de valeurs en banque, la ferme doit être divisée pour chaque héritage et la terre devient donc de plus en plus morcelée. Ceci est la conséquence inévitable du droit d'héritage égal pour tous les enfants. Dans d'autres pays, le fils aîné qui prend la ferme, a le droit de racheter, argent comptant, à ses frères et sœurs leurs parts moyennant une somme disproportionnée à la valeur des terres, somme qu'il peut facilement obtenir par un emprunt hypothécaire.

Le morcellement est donc poussé à sa limite extrême. Les parcelles dépassent rarement un hectare et sont généralement inférieures. En Meurthe-et-Moselle, la moyenne était en 1892, seulement de 0,22 hectare. Un cultivateur possède au moins cent parcelles, souvent davantage; quelques-unes peuvent se toucher ou être à proximité les unes des autres, mais la plupart sont dispersées aux quatre coins du territoire communal (1).

Depuis la guerre, un certain nombre de communes ont remembré leurs terres. Une loi de 1918 stipule le remembrement aux frais de l'État de toutes les communes dont les limites ont disparu; mais en réalité ce privilège s'est étendu à toutes les communes occupées pendant la guerre; leur nombre en Meurthe-et-Moselle se monte à environ 250 dont la moitié est située dans l'arrondissement de Briey. 90 communes ont demandé le remembrement, ce qui montre combien on est gêné par le morcellement. 35 communes

(1) A la fin du dernier siècle, 9 communes du bassin de Metz—Thionville comptaient chacune de 1.500 à 5.000 parcelles, en moyenne 2.700. En considérant le nombre élevé de pracelles ouvrières dans ces communes qui se chiffrent rarement à plus d'une ou deux par ouvrier, il reste plus de 100 parcelles par cultivateur. (D'après *Das Reichsland.*)

avaient leur remembrement achevé au 6 octobre 1926. Le manque de crédits entrave les travaux et il est probable qu'un certain nombre de communes renonceront au remembrement, parce que les terres n'ont plus la même valeur partout qu'au lendemain de la guerre, certains cultivateurs ayant dépensé beaucoup pour leur mise en valeur depuis.

CHAPITRE XXIII

DANS QUELLE MESURE LES PAYSANS ONT PROFITÉ DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Les possibilités de vente de lait. — Les grandes exploitations procèdent les premières à l'extension de l'élevage. — La rareté et la cherté de la main-d'œuvre accélèrent le mouvement. — La Lorraine, ancien pays de blé. — Le sol du plateau de Briey, excepté le Jarnisy particulièrement opposé à la création de pâturages. — La vallée de la Moselle plus favorable. — La zone du Keuper, région d'élevage par excellence. — La géologie explique aussi la forme de propriété et le morcellement des terres. — Les terres légères du Luxembourg, pays de petits propriétaires. — L'Œsland, seule région d'élevage proprement dit. — La vache frisonne, race laitière. — Les pâtures trop pauvres pour l'élevage de boucherie. — Bêtes maigres achetées au printemps et abattues en automne.

Chaque fois que de nouveaux centres industriels se créent, les agriculteurs de la région abandonnent plus ou moins la culture des céréales pour étendre leurs pâturages et s'adonner principalement au ravitaillement en lait et en beurre, le lait leur rapporte bien plus que les cultures, et comme il ne peut être transporté loin, les cultivateurs jouissent d'un monopole local; déjà le marché de la viande est, dans notre cas, constitué par la France entière, les régions plus éloignées étant favorisées par de meilleurs pâturages et pouvant ainsi supporter les frais élevés de transport (1). Enfin pour le blé, les cultivateurs lorrains se trouvent en concurrence avec le monde entier.

Les villages les plus proches ne sont pas seuls à profiter de la naissance de nouveaux centres industriels; l'emploi généralisé du camion surtout depuis la guerre, permet de transporter le lait à plusieurs dizaines de kilomètres. Les possibilités d'écoulement ne sont pas autant déterminées par la distance que par l'importance plus ou moins considérable de l'agglomération urbaine. Les besoins d'une localité minière de 2.000 habitants environ, comprenant une

(1) Les frais de transport ou autres pour une vache, se vendant au marché de Metz 2.250 francs, se montent à environ 250 francs (M. Pfersdorf, mai 1928).

forte proportion de célibataires, sont largement comblés par les deux ou trois villages les plus proches; mais le rayon d'attraction d'une ville industrielle de 10.000 habitants, et à plus forte raison d'un groupement de villes comme celles qui s'entassent dans la vallée de la Fentsch, et rassemblent 50.000 habitants à peu près, s'étend et se ramifie très loin le long de toutes les routes et voies ferrées.

Cette transformation de l'agriculture n'a pu se produire en Lorraine qu'avec de très grandes difficultés.

Un cultivateur qui a ses champs groupés en une seule étendue peut faire ce qu'il veut, mais quand la terre n'est pas remembrée, il est soumis à l'assolement triennal et on ne peut transformer en prairie une parcelle de 2 mètres de largeur, même si la longueur atteint plusieurs centaines de mètres. Le fait que, dans une grande partie de notre région, la moitié des terres n'appartient pas aux cultivateurs ne les incite pas non plus à faire des dépenses pour constituer de bons herbages.

Ce sont les grandes exploitations qui ont profité les premières des nouvelles possibilités, bien qu'elles soient pour la plus grande partie cultivées par des fermiers (1). Mais ceux-ci ne constituent pas la partie la plus pauvre de la population des campagnes; le grand fermier possède le plus souvent ses bêtes et ses machines et dispose d'un certain capital qui lui permet de se lancer dans les voies du progrès. Il pourrait souvent acheter la ferme qu'il loue, mais il préfère ne pas immobiliser ses capitaux. Le seul désavantage sérieux consécutif à la quantité de terres louées est que des améliorations à longue échéance, comme par exemple un bon drainage, ne sont pas entreprises, mais les frais de main-d'œuvre sont devenus tellement élevés que le drainage représente presque la valeur d'un achat de la terre (2).

L'extension de l'élevage dans les grandes exploitations a été facilité par le fait que leurs terres généralement sont d'un seul tenant; le manque de main-d'œuvre a également contribué à orienter les grands cultivateurs dans cette voie.

La dépopulation des campagnes se poursuit toujours d'une manière ininterrompue; l'arrondissement de Château-Salins, le plus

(1) Dans la Moselle, 1 ferme sur 3 au-dessus de 100 hectares était louée en 1907, 1 sur 2 fermes entre 20 et 100 hectares.

(2) D'après Thisse, les prix de l'hectare en Moselle dans des régions moins favorisées, en 1927, sont: de 3.000 à 5.000 francs; aux environs de Metz et dans la vallée de la Moselle : de 5.000 à 10.000 francs.

agricole du département de la Moselle, a perdu le quart de sa population entre 1910 et 1926; les agriculteurs se trouvent donc dans la nécessité de faire appel à la main-d'œuvre étrangère; les grandes fermes confient très souvent à des familles suisses les soins du bétail; on fait venir de Pologne des valets de ferme, mais les frais de voyage sont presque prohibitifs quand on ne peut faire venir d'étrangers par centaines à la fois, comme font les industriels.

On rencontre dans l'agriculture un certain nombre de Belges qui ne sont pas d'ailleurs considérés par la population comme des étrangers. Une enquête officielle relevait en 1921 (1) dans l'arrondissement de Briey, 89 étrangers, dont 60 étaient Belges; 16 de ces étrangers étaient même des propriétaires, beaucoup s'étaient installés comme fermiers, mais leur nombre peut être considéré comme minime en comparaison du nombre de fermes, qui ne dépassent pas 1.250 dans tout l'arrondissement (2); le nombre d'ouvriers saisonniers belges qui arrivent pendant les moissons, est certainement peu important (3).

Les prix de la main-d'œuvre ne sont pas moins gênants que sa rareté (4) et l'abandon de la grande culture qui demande beaucoup plus de bras que l'élevage, s'impose donc dans la mesure du possible.

Mais cette possibilité même est très limitée à cause du caractère du sol qui s'y oppose la plupart du temps et entrave ainsi l'extension de l'élevage plus encore que l'extrême morcellement et la propriété du sol.

La Lorraine a toujours été un excellent pays de blé, et bien que le rendement moyen par hectare y soit assez inférieur au département du Nord, la région se classe cependant parmi les meilleures productrices de céréales de France. Le sol est de sa nature trop sec et il ne pleut pas assez pour que les prairies, même suffisamment engraissées, donnent beaucoup de foin; les pâturages prennent vite en été un aspect jaune, et ceci ne s'applique pas seulement aux environs immédiats des centres industriels, mais à la plus grande partie de la Lorraine et du Luxembourg.

(1) Enquête faite par la sûreté générale.

(2) Calculs, supposant 11,63 fermes dans les communes rurales et 4 dans les communes industrialisées.

(3) ROUSE (*L'émigration saisonnière*) mentionne à ce propos les communes d'Abbeville, Briey, Conflans, Giraumont et Hussigny.

(4) Les journaliers reçoivent de 15 à 18 francs par jour; les garçons de ferme de 2.400 à 4.800 francs par an; des ouvriers mariés et chargés de famille, beaucoup plus (*Rapport* de Thisse).

Le plateau de Briey se prête encore moins que les autres régions à l'extension de l'élevage. Les prés naturels se sont cantonnés longtemps au fond des vallées qui deviennent de plus en plus étroites et encaissées à mesure qu'on approche de la mince bordure du Bajocien, étage exclusivement calcaire dominant le haut pays vers la plaine liasique à l'est et au nord. Les crues lentes de l'Orne amènent des dépôts argileux et constituent ainsi de bons prés, mais il en existait également dans les thalwegs qui unissent entre elles les ondulations un peu plus prononcées du plateau, arrosées par les eaux de ruissellement et les eaux de source.

Ces prés constituaient autrefois l'unique ressource de fourrage; ils étaient donc très morcelés, chaque cultivateur tenait à en posséder et à chaque partage par héritage ces petits lots de prairies se sont toujours trouvés divisés de nouveau.

Mais le Bathonien, qui est la formation prédominante dans la presque totalité de l'arrondissement de Briey, n'a pas d'unité géologique et est souvent argileux dans ses assises supérieures. Quand la terre contient assez d'argile pour retenir l'humidité, on a pu créer en maints endroits sur le plateau même des herbages de qualité aussi bonne que les prés de fond de vallées; ces herbages s'appellent dans la région prés hauts pour les distinguer des autres qu'on appelle prés bas.

Dans la partie sud-ouest de l'arrondissement, principalement dans le Jarnisy, nous rencontrons le Bathonien supérieur, le Callovien et l'Oxfordien; les terres du Jarnisy se confondent avec les marnes et les calcaires marneux de la Woëvre et se prêtent admirablement à l'extension des pâturages.

La partie nord-est du plateau de Briey renferme au contraire des terres très légères, argilo-siliceuses, et souvent sensibles à la sécheresse. Quand on prend la route de Landres à Longwy, on ne voit pas beaucoup de pâturages et on rencontre même de temps en temps des vaches attachées paissant dans le fossé.

Aux environs de Joppécourt on est au contraire frappé par l'étendue des prés hauts; la quantité de prairies au fond des vallées de la Crusnes et de la Pienne a incité les habitants du plateau à créer de nouveaux pâturages.

La plaine de Lias qui entoure le plateau de Briey à l'est et au nord, se prête mieux à l'élevage que le Bathonien du plateau. Le Lias lorrain est le même que celui du Charolais et du Nivernais, du Barsigny et de la Normandie, sur lequel vivent les plus belles

races bovines françaises, mais il pleut moins en Lorraine que dans ces autres régions. Le niveau d'eau annuel oscille entre 700 et 800 millimètres par an; la vallée de la Moselle reçoit moins de pluie que le plateau de Briey et les parties situées plus à l'est de la plaine lorraine. Mais la répartition des pluies le long de l'année laisse surtout à désirer et l'été est souvent trop sec.

Les alluvions des vallées de la Moselle et de la Seille qui s'étendent principalement sur la rive gauche de la Moselle sont plus humides que les marnes du lias, mais sont moins aptes à l'élevage que la zone du Keuper qui commence au delà d'une ligne passant un peu à l'est de la vallée de la Moselle et s'étendant entre la Nied française et la rivière de la Sarre. Cette zone constitue la région de l'élevage par excellence en Moselle.

En dernier lieu c'est la géologie qui explique le morcellement des terres et la propriété du sol et elle se trouve donc ainsi responsable des entraves qui s'opposent à l'extension de l'élevage dans toute la Lorraine.

Dans l'arrondissement de Château-Salins qui se trouve presque entièrement dans la zone du Keuper, et où les terres argileuses se transforment en une pâte gluante sous l'action de l'humidité pour se durcir et se fendiller sous l'action de la sécheresse, de forts attelages, de 4, de 6 et parfois même de 8 chevaux, sont nécessaires. On commence déjà ici à labourer avec les bœufs, et les simmenthaler qui forment la race prédominante dans les parties encore plus à l'est, sont d'excellents animaux de trait. Le petit cultivateur qui ne possède qu'un cheval ou deux n'enfonce pas le soc de sa charrue assez profondément pour obtenir de bons rendements et ne peut tenir tête à la concurrence des grandes exploitations.

Les deux tiers des terres cultivées incombent ainsi, dans l'arrondissement de Château-Salins, à des exploitations au-dessus de 20 hectares, les très grandes fermes y sont nombreuses et la moitié des terres sont affermées.

Dans les arrondissements de Forbach et Thionville-Est, de terres légères, le quart seulement est affermé et les exploitations au-dessus de 20 hectares n'atteignent pas le tiers des terres cultivées. L'extrême morcellement que nous constatons dans ces deux arrondissements s'explique d'ailleurs en partie du fait qu'ils se trouvent entièrement sur le côté allemand de la fontière linguistique; les familles sont ici beaucoup plus nombreuses et les partages de terre plus fréquents que dans les régions de langue française.

La transformation de l'agriculture dans ces deux arrondissements a pourtant été, aux portes de nouveaux centres ouvriers, poussée plus loin qu'on aurait pu s'y attendre.

Le nombre élevé de grandes propriétés dans l'arrondissement de Metz-Campagne, de langue française, où les terres sont relativement légères, s'explique surtout par la proximité de Metz dont les riches habitants se sont constitués des domaines importants au cours des siècles.

Le Luxembourg est un pays de petits propriétaires comme l'Alsace, le pays de Bade et la province rhénane; ces terres légères ne demandent pas de si grands attelages que dans la vraie région agricole de la Moselle. Les argiles du Lias ne dépassent pas de beaucoup le canton d'Esch qui, à l'heure actuelle, est sans comparaison le plus riche des cantons en herbages et en prairies. Dans les parties supérieures des vallées de l'Alzette et de la Chiers, les prés s'étendent à perte de vue et des communes comme Esch, Schifflange et Pétange, avant l'invasion complète de leur territoire par l'industrie, étaient parmi les plus riches en prairies dans tout le pays. Depuis, partout dans le canton, on a transformé les champs labourés en herbages, la terre s'y prêtant suffisamment.

Au nord des argiles du Lias, s'étend une vaste zone de grès liasique, dit grès luxembourgeois, qui forme un triangle pointant vers le nord-est. Les rivières s'encaissent profondément dans ce plateau et le fond des vallées est couvert d'alluvions qui forment de bonnes prairies comme toujours, mais les sols sablonneux du plateau, qui renferment une certaine quantité de chaux, donnent de belles récoltes s'ils sont suffisamment fumés et d'ailleurs n'apportent pas d'obstacle infranchissable à la transformation en pâturages.

Le grès liasique forme, surtout vers le nord, moins vers l'est, un escarpement prononcé, au bas duquel se trouvent les sols calcaires, marneux et argileux du Keuper et du Muschelkalk, qui occupent un espace beaucoup plus restreint au Luxembourg qu'en Moselle; cette région se prête particulièrement à l'agriculture et les prés naturels abondent le long des rivières qui viennent ici confluer du nord et du sud.

Au nord, nous rencontrons les terrains primaires de l'Œsland qui sont parfaitement appropriés à l'élevage et reçoivent assez de pluie. L'Œsland est une contrée d'élevage proprement dite, le canton de Cerf compte 82 bêtes à corne pour 100 hectares de superficie cultivés, tandis que la proportion dans une région relativement aussi favorisée que le Jarnisy (canton de Conflans) est de 32 et dans la vallée de la Moselle, entre Metz et Thionville, n'atteint que 20 environ.

Les régions agricoles que nous venons de parcourir et auxquelles nous aurions pu ajouter une partie de la Woëvre et des Ardennes (les vallées de la Chiers et de la Meuse), ont transformé leur agriculture pour profiter des nouveaux marchés qui s'offraient à elles. Mais ce n'est pas seulement la région de la minette qui a donné l'impulsion. Vers l'ouest, il n'existe pas de région industrielle dense à proximité; l'influence de l'agglomération parisienne se fait cependant sentir jusque dans les Ardennes et dans la Meuse qui, autrefois, s'adonnaient à la production du beurre et du fromage, et qui sont maintenant accaparées par les grandes compagnies laitières approvisionnant Paris. Vers l'est, au contraire, le territoire de la Sarre est tout proche, et à une dizaine de kilomètres à l'est de Metz et de Thionville tout le lait se dirige vers la Sarre et les houillères lorraines. La puissance d'attraction de l'agglomération nancéienne se fait sentir également dans la Moselle, et la partie sud-est du département s'est toujours orientée vers Nancy.

La partie sud-est du Luxembourg approvisionne aussi la Sarre, et la région de Trèves, ou le faisait en tout cas avant la guerre; la Belgique méridionale, par contre, tourne le dos résolument à la Lorraine et le train de beurre d'Arlon amène ses produits jusqu'à Londres.

Partout où les terres s'y prêtent suffisamment et où l'écoulement du lait est assuré par la naissance de nouveaux centres, les agriculteurs se sont lancés dans cette production, mais on engraisse peu de bêtes de boucherie, excepté dans les régions qui se trouvent trop à l'écart pour la vente du lait.

On ne peut en même temps élever avantageusement des bêtes de boucherie et de bonnes vaches laitières. La race hollandaise appelée aussi pie-noire, qui de la Frise s'est répandue partout dans la région qui nous occupe, donne beaucoup de lait, mais assez léger. Sa viande est également appréciée, bien qu'on ne l'engraisse pour la boucherie que quand elle tarit.

La raison principale du peu d'élevage est cependant que les pâtures sont trop maigres, comparées avec les autres régions d'élevage de France. Les bêtes sont prêtes pour l'abattoir quelques mois plus tard qu'ailleurs, mais à cette époque les prix de viande

ont déjà baissé de 30 % environ et l'élevage ne rapporte pas ainsi en Lorraine.

Dans une certaine mesure pourtant, on achète des bêtes maigres au printemps, de la Normandie et d'autres départements par l'intermédiaire des marchands de bestiaux, le plus souvent juifs (1); dans le Jarnisy, par exemple, où on trouve de grandes fermes qui ont jusqu'à 150 hectares de pâtures, certains propriétaires ou fermiers achètent de 50 à 100 bêtes chaque année. Des bouchers louent des pâtures pour y mettre au printemps les bêtes qu'ils veulent abattre à l'automne. Mais la quantité de bêtes varie avec les années; sur de bonnes pâtures on peut mettre deux bêtes par hectare, sur d'autres une seulement, et pendant des années de sécheresse il faut disposer de 2 hectares par bête (2). Mais comme on a commencé à acheter des bêtes maigres dans d'autres régions aussi, leurs prix ont augmenté plus vite que ceux de la viande grasse, apportant ainsi un bénéfice moindre.

Un peu d'élevage est recommandé en été quand les vaches donnent plus de lait et que les cultivateurs trouvent des difficultés à l'écouler. La possibilité de vente est également restreinte durant les six mois de l'année où les chèvres des ouvriers donnent du lait, et surtout les expéditions dans la Sarre en souffrent.

(1) En Meurthe-et-Moselle, ces bêtes de boucherie qui sont abattues avant le jour du recensement sont estimées à environ 10.000 (Gay). Le recensement a relevé 81.000 bêtes à cornes dont 47.000 vaches laitières.

(2) D'après un boucher de Piennes, qui achète environ 80 bêtes chaque printemps. M. Gay donne comme moyenne des « parcs » de Meurthe-et-Moselle : trois quarts à une tête de gros bétail à l'hectare.

CHAPITRE XXIV

LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE

C'est au Luxembourg que la transformation a été poussée le plus loin. — Un troupeau imposant. — Céréales et pâturages en 1878 et 1927 dans la Moselle. — Comme au Luxembourg, transformation rapide surtout depuis la guerre. — La vallée de la Moselle. — Les vaches laitières refoulent le bétail de boucherie. — Les pâtures limitées et le nombre assez élevé de bovins sur le plateau de Briey. — Le Jarnisy. — Les étapes accomplies.

Dans le Luxembourg, où la transformation de l'agriculture a rencontré le moins d'obstacles, la superficie des céréales a été réduite d'environ un tiers entre 1865 et 1926, c'est-à-dire de 85.000 à 56.000 hectares. Les prés naturels et les herbages occupent maintenant 42.000 hectares, les prairies artificielles (trèfle et luzerne) 22.000 et les betteraves fourragères 9.000. L'élevage a donc pris, dans un ancien pays de blé comme le Luxembourg, une importance bien supérieure à celle des céréales qui doivent se contenter seulement de 56.000 hectares, tandis que l'élevage en réclame 73.000.

La transformation a été brusque, surtout depuis la guerre, et les céréales ont perdu 13.000 hectares depuis 1913, c'est-à-dire presque autant que pendant les cinquante années précédentes.

L'étendue des prés naturels est sensiblement la même que par le passé, ce sont d'anciens champs de céréales qui ont cédé la place aux herbages, aux prairies artificielles et aux champs de betteraves. Dans le canton d'Esch, deux tiers de la superficie totale sont, à l'heure actuelle, accaparés par l'élevage; dans le canton de Cappelen, plus éloigné des centres industriels, un peu plus de la moitié, mais dans les autres cantons également la superficie consacrée à l'élevage s'est augmentée. Seul le canton de Cerf, situé tout au nord, a vu ses champs labourés s'étendre depuis la guerre.

Le Luxembourg compte actuellement un troupeau d'environ 100.000 bêtes à corne, contre 94.000 en 1910 et 87.000 en 1860; le nombre de vaches laitières est de 52.000, mais la quantité de lait et le poids des animaux ont certainement augmenté dans une pro-

portion plus forte que leur nombre, bien que nous n'ayons pas de statistique sur laquelle nous puissions nous appuyer.

Dans le département de la Moselle, la transformation n'a pu être poussée aussi loin qu'au Luxembourg, comme nous le prouve le tableau suivant :

	En hectares		
	1878	1913	1927
Céréales	218.000	191.000	167.000
Prés naturels (prés de fauche)	65.000	73.000	80.000
Herbages (ou parcs), pâturages et pacages	4.000	9.000	25.000

Comme en Luxembourg, c'est donc surtout depuis la guerre que la transformation a été rapide. Par des acquisitions, des échanges, des réunions de parcelles, on a réussi à constituer parfois des clôtures très considérables, qu'on appelle dans le pays des parcs, mais on s'est souvent contenté d'abandonner les anciens champs labourables à l'enherbement spontané, tandis que des soins extrêmes s'imposent pour obtenir des résultats satisfaisants.

Cette transformation s'est naturellement surtout produite là où les terres s'y prêtaient et quand la distance des centres ouvriers n'était pas trop grande. Dans les arrondissements de Thionville-Est et Ouest qui ont des terres légères et très morcelées, la réduction des céréales, entre 1878 et 1927, n'est que de la moitié de celle de l'arrondissement de Château-Salins, dont les terres sont plus humides et moins divisées. Les prés naturels occupent une superficie double dans cette dernière région que dans les deux autres arrondissements, mais ceux-ci étant plus proches des nouveaux centres, la surface des herbages s'y est accrue dans une proportion très forte malgré les obstacles que le caractère du sol lui oppose [1].

Dans la vallée de la Moselle, entre Metz et Thionville, les céréales occupaient sur la rive gauche en 1913 une superficie double à celle que réclamait l'élevage et les 860 hectares de prés et pâturages étaient peu importants en face des 3.500 hectares de céréales, mais on comptait tout de même 1.841 bêtes à cornes auxquelles il faut en ajouter un certain nombre achetées au printemps mais abattues avant le recensement. Les herbages n'avaient gagné que 310 hectares depuis 1878.

[1] La superficie de l'arrondissement de Château-Salins est de 976 kilomètres carrés, des deux arrondissements de Thionville réunis de 941 kilomètres carrés ; les céréales ont été réduits de 8.453 hectares et 4.071 hectares respectivement entre 1878 et 1927.

Sur la rive droite, les gains des pâturages ne se montent qu'à 106 hectares et les cultivateurs ont dû se dédommager en augmentant les champs de betteraves et les prairies artificielles et le troupeau se trouve aussi considérable que sur l'autre rive [1].

Dans le département entier de la Moselle, les céréales réclament encore plus de place que l'élevage, 175.000 hectares contre 167.000. La superficie en betteraves fourragères a été plus que quadruplée depuis 1878, tandis que les prairies artificielles, luzerne et trèfle, n'ont guère progressé.

Le troupeau s'est augmenté dans de très fortes proportions, de 137.000 têtes en 1873, dont 90.000 au-dessus de deux ans, à 204.000 têtes en 1927, dont 113.000 étaient des vaches laitières. Tandis qu'en Meurthe-et-Moselle le nombre de vaches laitières est inférieur à l'heure actuelle au chiffre d'avant-guerre, la Moselle compte maintenant 17.000 vaches laitières de plus.

La production de lait a refoulé l'élevage de boucherie et le département compte actuellement 55 vaches laitières sur 100 bêtes à corne, contre 52 en 1912.

Le plateau de Briey a été de beaucoup le moins favorisé pour l'extension des pâturages. Le département de Meurthe-et-Moselle peut se diviser en cinq régions agricoles [2] qui, allant d'est en ouest, sont : la montagne, le versant des Vosges (7 % de la superficie du département), la plaine (46,5 %), les plateaux (34 %), la Woëvre (9,5 %) et les Côtes de Meuse (3 %). L'arrondissement de Briey occupe la moitié nord de ces plateaux qui, du nord au sud, s'étendent dans la partie ouest du département dans toute sa longueur [3]. Le plateau de Briey se trouve encore défavorisé, malgré les efforts accomplis en vue de l'extension des herbages. C'est ce qui ressort du tableau suivant :

	Les plateaux	La plaine
En prés	7 %	15 %
En herbages	3	7
En pacage	2,5 %	6 %
	12,5 %	28 %
En terres labourables	47 %	38 %

[1] Voir tableau, p. 232-233.

[2] *L'agriculture dans le département de Meurthe-et-Moselle en 1927.*

[3] Il y a cependant lieu de remarquer que la perméabilité extrême des roches qui, sur le plateau de Haye, constitue un obstacle infranchissable à l'extension des prairies, est moins prononcée sur le plateau de Briey.

L'arrondissement de Briey représente le cinquième du département, mais il ne compte que le sixième des prés, herbages et pacages; il compte pourtant le quart des bêtes à cornes du département.

Comme on pouvait s'y attendre, c'est sourtout le Jarnisy (canton de Conflans) qui a pu se lancer dans la production laitière, le sol s'y prêtant très bien et les centres importants de la vallée de l'Orne se trouvant tout près. Le canton ne représente que le cinquième de l'arrondissement, mais possède plus du tiers des prés et des herbages, sans cependant posséder une proportion égale de vaches laitières; on s'adonne dans la région également à l'élevage de bêtes de boucherie et de cheval de trait.

Les autres cantons n'ont pu créer autant de parcs, mais se sont dédommagés en étendant les champs de betteraves et les prairies artificielles, et le canton de Longwy se classe premier pour ces cultures, et son nombre de vaches laitières n'est pas de beaucoup inférieur à celui de Conflans.

Dans la totalité de l'arrondissement de Briey les céréales ont été réduites entre 1894 et 1926, de 49.000 à 33.000 hectares. Le blé ayant perdu plus de terrain que l'avoine; les prés et les pâturages ont augmenté, de 6.000 en 1894 à 19.000 à l'heure actuelle, mais plus du tiers de cette croissance incombe au canton de Conflans, où les prés et les herbages réclament autant de place que les céréales, tandis que dans les autres cantons les céréales occupent une superficie double ou même triple.

CHAPITRE XXV

L'APPROVISIONNEMENT DES NOUVEAUX CENTRES OUVRIERS EN LAIT ET EN VIANDE

Les parties sud du Luxembourg seules vendent leur lait en nature. — L'Œsland n'arrive pas à placer son beurre et s'adonne à l'élevage de boucherie. — En Moselle, la plus grande partie du lait est consommée en nature. — La Sarre est le principal client. — Le lait suraebonde dans les régions minières. — Comment se comble le déficit des vallées de la Fentsch et de l'Orne. — Le plateau de Briey a plus de lait que sa population n'en consomme. — Son extrémité sud grand producteur, l'extrémité nord principal consommateur.

Le développement de l'élevage du porc au Luxembourg. — Le pays se suffit en viande à lui-même. — Le marché de viande de Metz, le troisième de France. — Le grand déficit de viande du département. — Les porcs. — Production encore plus faible sur le plateau de Briey. — Disparition du porc dans les campagnes.

Dans les bassins industriels de Longwy, du Luxembourg, de Metz—Thionville, de la vallée de l'Orne et des bassins miniers de Landres et de Tucquegnieux (1), vivent actuellement 320.000 habitants environ, au lieu de 56.000 vers 1850. L'agglomération messine a doublé sa population et compte à l'heure présente 90.000 habitants. Ces chiffres nous révèlent l'importance des nouveaux marchés qui se sont offerts aux cultivateurs lorrains, mais si l'on considère que la consommation en lait est seulement d'un tiers de litre (2) par jour et par personne, on comprend que la vente du lait en nature ne s'étende pas sur un rayon illimité.

Le Luxembourg possède actuellement 52.000 vaches laitières; leur production annuelle s'élève à 100 millions de litres; mais la consommation de la population, en admettant une moyenne d'un tiers de litre par jour et par personne, ne se monte qu'à 35 mil-

(1) Je fais abstraction de la région de Nancy, dont les agglomérations sont dues surtout à d'autres facteurs que l'industrie minière et métallurgique.

(2) La consommation du lait atteignait avant la guerre, à Nancy, à peine un tiers de litre par jour et par personne, à Metz elle dépassait légèrement le tiers. Ces chiffres coïncident avec les renseignements que m'a fournis le plus grand laitier d'une ville aussi peuplée d'enfants que Villerupt (consommation quotidienne : 2.500 litres).

lions de litres. Le superflu doit être transformé en beurre et en fromage.

La fabrication du beurre au Luxembourg s'élève à 2.400.000 kilos par an. En comptant qu'il faut 25 litres de lait pour faire 1 kilo de beurre, 60 millions de litres de lait sont donc transformés en beurre. Le lait restant et le lait écrémé servent à faire du fromage et à engraisser les porcs.

Le troupeau du canton d'Esch, qui comptait 5.400 vaches en 1928, peut à lui seul satisfaire aux besoins des centres miniers et métallurgiques en lait, mais des raisons de transport expliquent qu'une certaine quantité de lait soit amenée d'autres cantons.

L'Œsling, qui représente un tiers du Luxembourg, et où l'élevage est beaucoup plus important que dans le Gutland, n'envoie pas de lait aux centres industriels; cela est déjà évident quand on considère la répartition des crémeries (1) dont les trois cinquièmes se trouvent dans l'Œsling, le quart étant même dans le seul canton de Cerf; il n'en existe pas dans le canton d'Esch, où tout le lait est consommé en nature, très peu dans le canton de Luxembourg, un peu plus dans le canton de Cappelen.

Les parties nord du Luxembourg ne peuvent même pas écouler tout leur beurre dans les centres du sud, et doivent en grande partie engraisser des bêtes de boucherie. Dans le canton de Cerf, 41 % sur 100 bêtes à corne seulement sont des vaches laitières, tandis que dans les cantons d'Esch et de Luxembourg, la proportion est de 62 et 70 %, mais dans une véritable région d'élevage, la proportion des vaches laitières ne dépasse pas le quart du troupeau.

Dans les centres industriels du bassin de Metz—Thionville, vivent environ 120.000 habitants, à Metz 70.000; Metz et les cinq cantons industriels (2) comptent en tout 250.000 habitants, mais leur consommation annuelle en lait n'est que de 30 millions de litres pour une production qui dans le département s'élevait, en 1926, à 250 millions de litres (3); l'année précédente, très riche en foin, relevait une production de 300 millions de litres.

On comptait en 1926 que 200 millions de litres avaient été consommés en nature, le reste étant transformé en beurre et en

(1) Leur liste se trouve dans *Luxemburger landwirtschaftlicher Genossenschafts-Kalender 1928*.

(2) Les cantons de Fontoy, Hayange, Moyeuvre, Thionville et Metz-Campagne.

(3) Rapport polycopié de M. Thisse.

fromage. La Sarre est le grand consommateur du lait de la Moselle; la principale région laitière du département, la zone du Keuper, entre les rivières de la Nied française et de la Sarre, est presque entièrement orientée vers la Sarre : c'est là que se sont installés tous les grands laitiers du département et deux des trois usines de pasteurisation de la coopérative laitière.

Les quatre centres miniers du plateau de Malancourt n'absorbent que les deux tiers du lait de ce plateau, le reste étant expédié à Metz (1). Les trois communes minières du plateau d'Aumetz absorbent à peine la moitié de la production de cette région; mais à côté de ces localités minières surtout peuplées de célibataires, nous trouvons les vallées industrielles de l'Orne et de la Fentsch dont la production est infime en face de leur consommation. La vallée de la Fentsch a la chance de pouvoir disposer du superflu du plateau d'Aumetz qui, avec sa propre production, peut suffire au tiers de la consommation. La vallée de l'Orne peut satisfaire au cinquième de ses besoins, mais tire très peu du plateau de Malancourt parce que les communes qui ont un superflu de lait sont situées à l'extrémité sud de cette région.

En supposant que la rive gauche de la Moselle entre Metz et Thionville consomme elle-même la totalité de son lait, ce qui n'est naturellement pas le cas, la production et la consommation s'équilibrent. Les centres des vallées de l'Orne et de la Fentsch doivent donc se ravitailler sur l'autre rive de la Moselle et dans la vallée de la Seille où la production de lait est intense : les grands fermiers de cette dernière vallée transportent eux-mêmes leur lait par camions. Les coopératives des usines cherchent elles-mêmes le lait sur l'autre rive de la Moselle, mais elles n'ont pas besoin d'aller très loin, les communes qui longent la rive droite de la Moselle entre Metz et Thionville pouvant déjà combler le tiers du déficit des vallées de l'Orne et de la Fentsch.

Le plateau de Briey compte 11.800 vaches laitières; en supposant une quantité journalière de 6 litres par vache, chiffre élevé dans une région de si médiocres pâturages, la production annuelle s'élève à 25 millions de litres, ce qui laisse un tiers en trop. On est

(1) Voir tableau p. 230. La production de lait est calculée pour le nombre de vaches laitières relevé en 1912, en supposant une production moyenne annuelle de 6 litres par jour et par vache. La consommation est calculée sur la population de 1926; le nombre de bovins dans les arrondissements de Thionville-Est et Ouest a augmenté d'environ un dixième entre 1912 et 1927; la production est donc un peu plus élevée que mes chiffres ne l'indiquent.

en effet surpris de constater que les villages en bordure immédiate des deux bassins miniers de Landres et de Tucquegnieux ont des difficultés à écouler tout leur lait, surtout en été.

Les centres industriels de la vallée de l'Orne doivent au contraire chercher leur lait assez loin, bien qu'ayant à leur portée le Jarnisy, la région la plus riche en lait du plateau de Briey; la Woëvre participe dans une certaine mesure au ravitaillement et un laitier d'Étain, par exemple, distant de 40 kilomètres de Homécourt, s'y rend chaque jour avec sa camionnette.

Les agglomérations les plus importantes, celles de la vallée de la Chiers et du bassin de Villerupt, se trouvent à l'extrémité nord de l'arrondissement, tandis que les régions les plus favorisées pour l'élevage sont à l'extrémité sud. La région de Longwy doit même faire venir du lait de la vallée de la Meuse, mais ces expéditions ne jouent guère un rôle important; à Villerupt, par exemple, la coopérative de la fonderie de Villerupt-Auberives est seule à le faire. Les autres laitiers de Villerupt vont le chercher sur le plateau situé au sud-ouest qui est parmi les régions les plus pauvres en pâturages, mais le village le plus éloigné (Joppécourt) n'est pourtant pas distant de plus de 15 kilomètres (1).

La consommation de viande au Luxembourg est, d'après des chiffres officiels, de 50 kilos par tête et par an, quantité relativement faible (2). Le Luxembourg possède un troupeau imposant de bêtes à cornes et sa population animale est aussi élevée que le nombre de ses habitants. L'élevage des porcs, pratiqué surtout dans les petites et moyennes exploitations, s'est beaucoup développé et leur nombre s'est plus que doublé entre 1860 et 1926; il se pratique principalement dans le Gutland où le chiffre des porcs par 100 hectares de terres cultivées est le quadruple de ce qu'il est dans l'Œsland. L'élevage des moutons a, au contraire, presque disparu et leur nombre n'atteint même pas le cinquième de ce qu'il était en 1860. Le Luxembourg peut cependant se suffire à lui-même pour sa consommation de viande et les importations de produits animaux que nous constatons sont contre-balancées par des exportations.

Il est plus difficile de se rendre compte de la situation dans le département de la Moselle qui n'est pas séparé du reste de la

(1) Ces renseignements m'ont été fournis par le principal laitier de Villerupt.

(2) D'après l'octroi de Metz, la consommation de viande était en 1913 : 84 kg 30 par an et habitant.

France par des frontières douanières et ne possède plus de statistique qui puisse nous renseigner comme la Statistique ferroviaire allemande. Mais l'importance qu'a prise depuis la guerre le marché de l'abattoir de Metz, peut nous guider d'une manière utile.

Le marché de Metz où en 1913 se vendaient seulement 6.400 grosses bêtes, le nombre est maintenant de 50.000 par an; le marché de Metz se classe troisième en France, et on peut présumer que la presque totalité de viande dans le commerce en Moselle passe par le marché de Metz. Des 1.500 grosses bêtes expédiées par semaine, 300 sont destinées à Metz, 500 au reste du département, 350 prennent la direction de la Sarre, dont la consommation est de 800 bêtes par semaine (1).

Un dixième seulement des bêtes qui passent par le marché de Metz provient du département, le reste de la Normandie et du Nord, surtout en automne, de la Bretagne, des Deux Sèvres et de la Vendée, ces deux régions expédiant surtout en hiver.

Les abattoirs de Thionville et de Hayange, qui tuent entre 10.000 et 12.000 bêtes par an, s'approvisionnent pour la plus grande partie à Metz, ainsi que les autres de la région industrielle, mais on peut présumer que ces abattoirs locaux tuent une proportion plus élevée de bêtes provenant de la Moselle.

On peut s'étonner qu'un troupeau qui dépasse 200.000 têtes pour une population de 633.000 habitants livre une si faible quantité à la consommation, mais la raison en est que les cultivateurs se livrent presque uniquement à la production laitière. La proportion de vaches laitières est, dans le département, de 52 % bêtes à corne; aux abords immédiats de la région métallurgique, la proportion oscille entre les deux tiers et les trois quarts (2). Des arrondissements comme Sarrebourg et Château-Salins qui, avant la guerre, s'adonnaient encore beaucoup à l'élevage, se consacrent maintenant de plus en plus depuis l'emploi généralisé du camion, à la vente du lait en nature.

Le nombre de vaches laitières qu'on ne veut plus garder et qu'on engraisse pour la boucherie en automne, est assez considérable dans un troupeau aussi important. Si on admet qu'on garde une vache laitière cinq ans en moyenne (3), le département fournit pourtant à la boucherie 20.000 bêtes par an auxquelles il faut

(1) Visite en mai 1928.

(2) On les garde 4 ou 5 ans en Meurthe-et-Moselle (Gay).

(3) En 1912.

ajouter le nombre de vaches maigres achetées au dehors au printemps.

L'abattoir de Metz vend chaque année environ 30.000 veaux dont la moitié est destinée à la ville même; l'élevage des veaux a fait des progrès, mais on les tue en Moselle assez jeunes pour réserver les pâtures aux vaches laitières et on peut supposer que l'importation des veaux est très considérable.

Le nombre de moutons a baissé de plus de la moitié depuis 1873, et on doit donc en importer, mais comme le mouton est plus cher de quelques francs que le bœuf, il est moins recherché dans cette région surtout ouvrière.

L'élevage des porcs n'a pas progressé dans les mêmes proportions que dans le Luxembourg (1); les ouvriers en élèvent de plus en plus, mais la tendance contraire se ferait plutôt sentir chez les paysans. L'extension des parcs à bestiaux a réduit nécessairement les champs disponibles aux porcs, et il est bien rare en Moselle de rencontrer le soir le troupeau de cochons qui rentre au village, comme il arrive encore dans la vallée de la Seille. La Moselle possède peu d'industries qui, comme la brasserie, la sucrerie et la distillerie laissent beaucoup de résidus et permettent ainsi l'élevage du porc en grand. Le département doit donc importer la majeure partie des cochons, et c'est principalement de Hollande qu'on reçoit ou bien des porcelets à engraisser ou bien des porcs fraîchement tués.

L'arrondissement de Briey ne compte que 20.000 bovins pour une population de 150.000 habitants, tandis que le Luxembourg en possède le quintuple pour une population qui n'atteint pas le double. Les centres ouvriers s'approvisionnent donc en viande par le dehors. Les plus grands bouchers de la région (2), qui tuent 650 grosses bêtes par semaine, n'en font venir que le dixième de la Meurthe-et-Moselle, la Marne, la Meuse et les Ardennes; le reste arrive des marchés de La Villette, à Paris. Au cours des mois de septembre, octobre et au début de novembre, quand le bétail de la région est engraissé, ces bouchers achètent une centaine de bêtes par semaine dans ces quatre départements.

L'arrondissement de Briey compte actuellement 13.000 porcs, mais le Luxembourg en a dix fois autant pour une population qui

(1) La Moselle comptait en 1873 : 151.000 porcs, en 1912 : 211.000 et en 1927 : 191.000.
(2) Pierre frères, de Homécourt. Visite en octobre 1928.

n'atteint pas le double. Le nombre de porcs a été réduit de plus du tiers entre 1894 et 1927 et l'élevage n'existe pour ainsi dire plus dans les fermes qui n'en gardent que pour leurs propres besoins. La cause en est la vente du lait en nature qui supprime les résidus utilisés autrefois pour les porcs; on cultive moins de pommes de terre, mais la raison principale en est que l'ancienne catégorie des manœuvres qui possédaient toujours quelques cochons, a complètement disparu du plateau de Briey. Toute la viande de porc consommée doit donc être importée.

CHAPITRE XXVI

LE COMMERCE

Les coopératives des usines. — Des maisons de gros multiplient leurs succursales à l'infini. — La coopération véritable obtient moins de succès. — Nuée des petits commerçants, français et italiens. — Le petit laitier domine encore. — Les boutiques ambulantes animent les rues. — Metz essaye de reconstituer au point de vue économique l'ancien département de la Moselle.

La Lorraine métallurgique est une région de production et non de commerce. La plupart des sociétés ont même leur siège social hors de la région; la vente des produits métallurgiques se fait sur les lieux de consommation et les clients ne viennent en Lorraine que pour assister aux essais de grosses commandes avant leur livraison.

Ce fait explique les modestes dimensions des villes lorraines et le commerce ne s'occupe que du ravitaillement de la population ouvrière.

Les usines possèdent toujours des coopératives qui détiennent une partie plus ou moins considérable du commerce. Dans les cités ouvrières, des commerçants privés n'obtiennent pas la permission de s'établir.

Une partie non moins considérable du commerce est détenue par des anciennes maisons de gros de Reims et de Châlons-sur-Marne: Le Familistère, les Économats français, les Comptoirs français. Il n'existe presque pas de localité industrielle qui ne possède une succursale de ces trois sociétés et on est frappé par le numéro inscrit sur leur devanture, et qui approche parfois de 1.000.

La coopération proprement dite est moins répandue dans les bassins industriels que dans les autres régions de l'Est. Elle peut difficilement rivaliser avec les coopératives des usines, qui souvent ont préféré, durant des périodes de hausse, vendre au besoin avec une légère perte plutôt que d'augmenter les salaires; le caractère instable de la main-d'œuvre s'oppose aussi à l'extension de la véritable coopération.

Mais à côté de ces trois catégories, s'est abattue une nuée de commerçants particuliers, établis dans les anciens villages devenus villes commerçantes; Piennes, agglomération de 4.000 habitants, compte une quarantaine d'épiceries et il y en a certainement trop; mais l'existence même de commis de commerce exerce une fascination irrésistible.

Au nombre déjà trop élevé de commerçants indigènes sont venus s'en ajouter d'autres, de nationalité étrangère; à Mancieulles, la moitié des aubergistes sont des Italiens, un des deux épiciers particuliers, le fruitier, le marchand de vins, le cordonnier, etc., ainsi que les dépositaires de bière; la moitié des petits commerçants à peu près sont des étrangers dans ces centres miniers.

Les grands moulins de la région de l'Est se trouvent à Nancy et à Strasbourg et la région métallurgique n'en possède que de deuxième ou troisième ordre qui moulent le blé régional en y ajoutant un peu de blé importé pour en améliorer la qualité.

Les sociétés possèdent souvent leur propre boulangerie, mais le petit boulanger subsiste encore partout et détient certainement la majeure partie du commerce.

Les coopératives des sociétés distribuent aussi du lait, mais sur une moins grande échelle. Les grands laitiers qu'on a vus croître depuis la guerre plus à l'est dans la Moselle et qui se sont enrichis par les expéditions dans la Sarre, n'existent pas dans la région métallurgique. Dans le bassin de Metz—Thionville, au Luxembourg et sur le plateau de Briey l'approvisionnement se fait encore par le petit laitier qui ramasse 200 ou 300 litres par jour. C'est souvent un ancien ouvrier qui, d'abord cahoté dans une mauvaise charrette a fini par avoir au bout de quelques années sa camionnette; mais le métier est dur; certains partent de chez eux le matin dès 4 heures et circulent jusqu'à 14 heures. Sur le plateau de Briey, où ils vendent le lait 4 sous plus cher qu'ils ne l'achètent, leurs bénéfices sont assez modestes, quand on considère qu'ils dépensent 10 à 15 francs par jour en essence et doivent entretenir leur voiture. Le bénéfice augmente quand on réunit 1.000 litres par jour, comme le fait le principal laitier de Villerupt, mais les grands laitiers de la Moselle qui pasteurisent le lait réalisent des bénéfices d'une tout autre envergure [1].

(1) En Moselle, le prix du lait payé aux paysans est de 0f 70, mais il se vend en détail à Metz 1 franc, dans la Sarre 1f 60 et à Nancy, à l'état écrémé, 1f 20 (chiffres communiqués par la Coopérative laitière de Bénestroff, mai 1928).

Les rues sont animées surtout dans la matinée par des boutiques ambulantes; à Homécourt, par exemple, on peut voir trois ou quatre laitiers à la fois dans la même rue, ils sont toujours accompagnés de leur femme qui, munie d'une sacoche de receveuse de tramway, reçoit l'argent tandis que son mari mesure le lait à chaque client. Le boucher et le boulanger de la localité voisine arrivent également à heures fixes avec leur camionnette, tandis que le boucher et le boulanger de Homécourt s'en vont aussi faire leur tournée dans les villages environnants. Mais ce sont surtout les commerçants de localités un peu plus considérables, comme Bouligny, Piennes et Briey qui rayonnent régulièrement. Les épiciers font d'ailleurs de même et les Coopérateurs de Lorraine ont sup- primé leurs succursales dans de petites localités pour les desservir par des boutiques roulantes où les marchandises sont exposées derrière de grandes glaces sur trois côtés de la voiture.

Les maisons de gros de Metz approvisionnent les petits commerçants du bassin de Metz—Thionville, de même que Nancy approvisionne ceux du plateau de Briey, mais depuis la guerre Metz tente de reconstituer, au point de vue économique, l'ancien département de la Moselle qui renfermait aussi l'actuel arrondissement de Briey et qui, depuis la guerre de 1870, a été conquis par les maisons de commerce de Nancy.

Nancy est défavorisée dans cette lutte par la distance; Audun-le-Roman, le point central du plateau de Briey, où se rencontrent quatre voies ferrées, se trouve à 106 kilomètres de Nancy en chemin de fer, mais est au contraire relié à Metz par 43 kilomètres de route. La ligne principale de Nancy par Conflans et Spincourt à Longuyon établie après la guerre de 1870, pour combler le vide que l'annexion avait pratiqué dans le réseau, laisse à sa gauche les principaux marchés agricoles de la Woëvre, et à sa droite les nouveaux centres industriels et miniers du plateau de Briey. Des lignes transversales ont été créées depuis, mais la communication avec Nancy reste insuffisante.

Metz n'est pas avantagée non plus au point de vue ferroviaire; aucune ligne directe ne part de la ville vers les centres du plateau de Briey, il faut toujours passer par Thionville ou la vallée de l'Orne. Mais cette situation devient moins gênante, les maisons de gros transportant leurs marchandises par leurs propres moyens; toute la région est sillonnée d'autobus qui facilitent le trajet pour

les petits commerçants et les particuliers se rendant à Metz pour leurs affaires.

Les voies ferrées manquantes seront certainement construites bientôt, mais il sera plus difficile de briser des relations commerciales établies depuis un demi-siècle.

CONCLUSION

Il ne reste guère à ajouter aux conclusions que nous avons formulées, dans le chapitre XII pour la partie économique de notre ouvrage et dans le chapitre XXI pour les questions ouvrières.

L'importance que représente pour la métallurgie lorraine le riche gisement de minerai que la nature a mis à sa disposition ne peut être exagérée, mais on ne peut pas diminuer non plus les effets de la cherté du coke, que les métallurgistes lorrains fabriquent maintenant de plus en plus eux-mêmes et avec des fines à coke provenant de leurs houillères particulières, atteignant ainsi des prix de revient inférieurs à ceux d'avant-guerre. Les salaires sont bas, mais sont peut-être pourtant proportionnés à la qualité de la main-d'œuvre sur laquelle nous ne nous risquons pas à porter de jugement; cependant, une enquête générale (1) cote les ouvriers d'usine italiens mieux qu'on n'aurait cru. Enfin, par son éloignement des ports, la métallurgie lorraine, plus orientée vers l'exportation que vers le marché intérieur, se spécialisant davantage dans les gros produits que dans les articles plus élaborés et plus légers, est très défavorisée par rapport à d'autres régions métallurgiques, et l'élévation des tarifs de chemins de fer depuis la guerre, sans proportion avec l'augmentation des prix, a aggravé sa situation sous ce rapport.

Quand on étudie l'histoire des sociétés lorraines durant un demi-siècle, on est frappé de leur brillante prospérité qui atteste leur position privilégiée. Dans les parties de la Lorraine qui sont toujours restées françaises, on compte à peine une seule société qui n'ait pas réussi; les premiers actionnaires ont tous édifié de grosses fortunes, tandis que dans la Lorraine annexée et au Luxembourg les premiers participants y ont très souvent perdu leur argent. L'extrême prudence en matières financières des sociétés françaises qui poursuivent une ascension lente et sans heurts, partant d'un début des plus modestes, contraste avec la politique des sociétés allemandes qui veulent s'imposer d'un seul coup.

(1) Citée par PAIRAULT : *L'immigration organisée.*

Trop de prudence financière peut pourtant être dangereuse à une époque où l'évolution technique est si rapide, bien que la politique de grandes réserves des sociétés françaises les met à l'abri des surprises fâcheuses. La tendance générale de la vie économique place de plus en plus les bénéfices dans une intégration allant des matières premières jusqu'aux produits de consommation et les métallurgistes français sont en train de s'y plier, malgré la répugnance qu'ils montraient à cet égard avant la guerre.

Les industriels lorrains ont dû faire des efforts exceptionnels et coûteux pour s'attirer et conserver leur main-d'œuvre; mais pourtant la vie qu'ils offrent à l'ouvrier n'est, pas plus qu'ailleurs, l'existence à laquelle un homme peut prétendre en toute justice, mais probablement la collectivité n'a pas, dans l'état actuel des choses, des ressources suffisantes pour donner mieux à la plupart de ses membres. Mais on désespère quand on voit que les progrès merveilleux réalisés sur tant de points en ces dernières années, tant au point de vue technique qu'au point de vue d'une meilleure utilisation du travail humain, n'ont absolument pas profité aux ouvriers. Le salaire qui entre dans une tonne de minerai de Briey a à peine triplé depuis 1913, les prix de vente ayant monté bien davantage. Il est impossible de mesurer en chiffres précis l'effet de la rationalisation dans les usines, mais la réduction des effectifs ouvriers, relativement, porte à croire qu'il est ici encore plus considérable.

Les actionnaires n'ont pas davantage touché le surplus de bénéfices; les dividendes distribués par les sociétés françaises n'ont généralement pas été quintuplés, comme la dépréciation monétaire l'aurait indiqué. Que sont donc devenues ces nouvelles richesses que l'ingéniosité de l'homme a créées? Sont-elles toutes gaspillées par les innovations qui se succèdent avec la rapidité foudroyante d'une concurrence insensée? Ce n'est pas à une monographie comme la nôtre de répondre à cette question angoissante.

ANNEXES

Production et expéditions de minerai (en milliers de tonnes).

BASSIN	PRODUCTION					Consommé sur place	Expédié	
	1880	1900	1913	1927	1928	1927	dans d'autres bassins lorrains 1927	hors de la Lorraine 1927
Metz—Thionville	996	7.742	21.136	19.218	20.404	9.785	4.659	4.338
Briey	»	232	15.104	19.359	21.092	2.487	6.401	10.092
Longwy	1.658	2.240	2.959	3.066	3.569	1.122	1.438	478
Nancy		1.721	1.916	1.453	1.501	522	302	585
Luxembourg	2.173	6.171	7.333	7.266	7.027	4.932	186	2.093
TOTAL	4.827	18.106	48.448	50.362	53.593	18.848	12.986	17.586

BASSIN	EXPÉDIÉ									
	en Luxembourg		en Meurthe-et-Moselle		en Moselle		en Sarre		en Belgique	
	1913	1927	1913	1927	1913	1927	1913	1927	1913	1927
Metz—Thionville	2.815	3.972	517	687	»	»	2.812	2.552	237	988
Briey	1.143	465	»	»	810 (1)	1.072	489	1.284	4.416	5.988
Longwy	58	151	»	»	«	110	271	176	175	92
Nancy	»	»	»	»	54 (1)	33	248 (2)	473	106	2
Luxembourg	»	»	375	186	»	»	240	247	1.578	1.538
TOTAL	4.016	4.588	892	873	864	1.215	4.060	4.732	6.512	8.608

(1) Association Minière.
(2) *Saarwirtschaftsstatistik.*

Production et expédition de minerai (en milliers de tonnes.) *Suite.*]

BASSIN	EXPÉDIÉ			
	dans le Nord (1)		en Allemagne moins Sarre et Moselle	
	1913	1927	1913	1927
Metz—Thionville	»	»	2.903	798
Briey	1.683	1.784	976	1.033
Longwy	133	207	4	3
Nancy	52	110	183	»
Luxembourg	»	»	541	308
TOTAL	1.868	2.101	4.607	2.142

(1) D'autres départements français que Moselle et Meurthe-et-Moselle.

Production sidérurgique des bassins de Longwy, de Nancy et de l'Orne (en milliers de tonnes)

BASSIN	Fonte		Acier		Produits finis
	1913	1928	1913	1928	1928
Longwy	1.737	2.303	1.114	2.039	1.090
Nancy	807	759	493	552	416
Orne	949	1.112	684	814	235

Croissance et décroissance de la popu'ation par région.

RÉGIONS	Communes en 1926	Superficie (en hect.)	1801	1841	1866	1876 (1)	1891	1901	1911	1921	1926	Densité de population par km² en 1841	Densité de population par km² en 1926
A. — *Les régions industrielles.*													
I. Vallée inférieure de l'Orne . . .	7	4.645	3.555	4.574	6.617	6.772	10.507	20.186	28.446	28.622	31.865	98	686
II. Vallée de la Fentsch	8	4.382	2.684	4.588	8.641	8.897	12.955	25.072	39.255	36.034	43.065	105	983
III. Vallée de la Chiers, *y compris les vallées de Côte-Rouge et de la Moulaine*.	7	4.290	3.763	5.242	6.499	8.953	14.471	20.661	28.989	26.898	37.465	122	873
IV. Communes du pied de la côte, au nord, et *les vallées de l'Alzette et de ses affluents*	21	22.151	»	18.331	19.361	27.642	41.410	71.910	96.264	95.026	119.954(2)	83	542 (2)
V. Communes rurales du canton d'Esch	7	13.890	»	7.542	8.104	8.453	8.711	9.162	8.941	9.696	11.486	54	83
VI. Communes du pied de la côte, à l'est	17	13.477	9.119	11.004	10.318	10.115	10.440	11.566	14.139	12.006	13.741	82	102
VII. Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, *rive gauche*. . .	11	8.142	5.134	6.586	7.104	6.419	7.590	10.366	15.038	19.573	22.893	81	281
VIII. Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, *rive droite* . . .	11	6.891	4.627	5.071	4.543	4.002	3.810	3.753	4.104	3.771	4.064	74	59
IX. Région messine.	10	6.594	36.945	46.977	54.201	65.889	77.417	85.735	104.932	81.777	90.388	713	1.371
X. Région de Thionville	5	4.482	6.733	8.089	9.761	9.489	11.689	16.043	24.111	24.362	24.890	180	555
XI. Vallée de la Moselle entre Metz et Nancy.	34	27.630	23.821	27.901	32.097	36.802	34.747	38.059	41.450	30.760	38.078	101	138
XII. Agglomération nancéienne . . .	7	5.359	33.427	45.830	50.183	76.577	101.303	119.186	140.788	134.830	139.895	855	2.610
XIII. Communes du pied de la côte (*plateaux de Haye, Bois de Faulx*).	23	23.780	13.483	15.605	15.933	21.407	26.266	31.280	37.532	37.040	39.250	66	165
XIV. Vallée de l'Orne, de Conflans à l'ancienne frontière	12	11.193	4.867	6.342	6.146	7.240	8.621	15.117	33.154	30.021	39.856	57	356
XV. Bassins de Landres et de Tucquegnieux	9	6.830	2.300	2.193	2.068	2.175	1.904	1.968	14.967	11.282	20.255	32	297
XVI. Plateau de Malancourt	6	4.395	1.494	1.752	1.803	1.845	2.209	3.739	5.782	5.212	6.246	40	142
XVII. Plateau d'Aumetz	7	6.958	2.442	3.623	3.622	3.135	2.984	4.488	7.598	5.399	6.713	52	98
XVIII. Plateau d'Audun-le-Roman. . .	9	7.202	2.644	3.637	3.472	3.794	3.123	3.293	4.147	4.287	6.003	50	83
B. — *Le plateau rural.*													
XIX. Plateau au sud de l'Orne (*en Moselle et Mthe-et-Moselle*). .	16	15.491	6.189	7.623	7.392	7.217	6.536	6.011	5.925	4.703	4.848	49	31
XX. Vallée de l'Orne à l'ouest de Conflans	4	2.881	879	1.263	1.087	1.091	1.096	1.030	1.033	933	933	44	32
XXI. Plateau au nord de l'Orne (*au sud des Bassins miniers, en Moselle et Meurthe-et-Moselle*).	20	19.796	6.096	7.812	7.730	7.554	6.802	6.395	6.680	5.814	5.927	39	30
XXII. Région de Crusnes	25	22.956	9.345	11.605	11.768	11.621	10.794	10.533	10.506	8.951	9.865	51	43
XXIII. Plateau au nord de la Chiers. .	6	4.939	2.180	2.989	3.317	3.180	3.283	3.095	3.378	2.836	3.527	61	71
XXIV. Vallée de la Chiers sauf Longuyon.	8	7.698	3.429	4.942	4.514	4.001	3.758	3.758	3.593	3.270	3.332	64	43
XXV. Longuyon	1	2.970	1.268	1.773	1.840	2.524	2.618	3.350	3.810	4.824	5.442	60	183
XXVI. Plateau à l'ouest de la Chiers. .	4	3.448	1.351	1.559	1.483	1.344	1.148	976	866	673	697	45	20

(1) Militaires compris depuis 1876 (2) 4 communes belges chiffres de 1920.

Production sidérurgique (en milliers de tonnes).

BASSIN	Fonte					Acier				Produits finis		Fonte expédiée		Demi-produits expédiés	
	1880	1900	1913	1927	1928 (2)	1900	1913	1927	1928 (2)	1913	1927	1913	1927	1913	1927
Longwy, Nancy et l'Orne	538	1.676	3.493	3.916	4.174	587	2.299	3.051	3.405	1.136	1.251	900	832	712	918
Metz—Thionville	293	1.524	3.816	3.376	3.560	625	2.284	2.739	2.997	1.364	1.750	1.285	725	797	513
Luxembourg	261	971	2.548	2.732	2.770	185	1.335	2.471	2.567	675	1.581	1.194	68	461	399
TOTAL	1.092	4.165	9.857	10.024	10.504	1.397	5.918	8.261	8.969	3.175	4.582	3.379	1.625	1.970	1.830
Sarre	240 [1]	555	1.371	1.771	1.936	»	2.080	1.895	2.073	1.496	1.402	»	»	156	155
Belgique	608	1.019	2.485	3.751	3.905	655	2.467	3.701	3.935	2.163	3.229	»	»	»	»
Nord	275	413	933	1.009	1.176	321	1.177	1.299	1.549	897	»	»	»	»	»
Centre	379	164	184	174	218	282	530	400	516	451	»	»	«	»	»
Ruhr	»	3.270	8.209	10.352	9.171	»	10.112	12.978	11.462	9.181	9.941	»	»	»	»

(1) 1883. (2) Chiffres provisoires.

Production de charbon et de coke des bassins houillers voisins (en milliers de tonnes):

	1913		1927		1928	
	Charbon	Coke	Charbon	Coke	Charbon	Coke
Sarre	13.216	1.750	13.596	2.232	13.107	2.373
Houillères lorraines	3.796	171	5.366	148	5.555	149
Houillères du Nord	27.391	2.470	33.229	3.260	33.266	3.629
France	40.844 (1)	4.027	52.847 (1)	4.046 (2)	52.429 (1)	4.400 (2)
Belgique	22.842	3.523	27.551	5.397	27.543	5.925
dont Campine	»	»	2.433	»	2.890	»
Hollande	1.873	»	9.323	1.199	10.694	»
Ruhr	114.487	25.272	118.511	27.420	114.577	28.584
Aix-la-Chapelle	3.265	1.200	5.023	1.058	5.509	»

Importation de charbon et de coke en France (en milliers de tonnes).

	1913		1927		1928	
	Charbon	Coke	Charbon	Coke	Charbon	Coke
Hollande	978	26 (3)	634	528	837	588
Belgique	3.759	548	2.278	819	3.223	849
Allemagne	3.636	2.394	6.282	3.417	4.509	3.925
Importation totale	20.827	3.078	19.009	4.720	17.275	5.368

(1) Y compris une faible quantité de lignite. (2) Cokeries houillères. (3) Statistique hollandaise. — Comité des Forges donne une importation de coke de 112.000 tonnes.

Situation linguistique dans le bassin de Metz-Thionville en 1873 et en 1910.

RÉGIONS	Communes en 1871 (1)	Communes appartenant en 1873 à la région de langue			Dispense retirée de 1873 à 1892	Langue maternelle en 1910			
		française	mixte avec dispense	allemande		allemande		française	diverses
						civils	militaires		
La Vallée de l'Orne	5 (7)	4	1	»	3	17.140	4	6.480	4.748
La Vallée de la Fentsch	8	5	2	1	4	26.069	1	6.942	5.204
La Région messine	13 (11)	8	5	»	8	60.776	21.626	19.968	1.904
Au pied de la côte, au sud de la Fentsch.	11	11	»	»	»	2.270	876	4.861	214
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive gauche. . .	10	8	1	1	3	6.600	118	6.494	1.798
La Région de Thionville	3 (5)	»	1	3	1	17.114	3.289	2.292	1.584
Au pied de la côte, au nord de la Fentsch.	5 (6)	»	»	5	»	5.318	1	130	395
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive droite . . .	11	7	4	»	1	1.289	»	2.709	101
La Vallée de la Moselle en amont de Metz.	15	13	2	»	4	3.358	1.058	8.811	448
Le Plateau d'Aumetz	7	4	»	3	2	4.962	2	1.663	957
Le Plateau de Malancourt	5 (6)	5	»	»	1	2.746	»	2.076	950
Le Plateau de Gravelotte	5	5	»	»	1	588	»	2.290	4

(1) Le nombre de communes en 1910 est ajouté entre parenthèses.

Exploitations agricoles en 1907 dans le bassin de Metz—Thionville.

RÉGIONS	Superficie (en hect.)	Au-dessous de 0,5 hect.	Entre 0,5 et 2 hect.	Entre 2 et 5 hect.	Entre 5 et 20 hect.	Entre 20 et 100 hect.	Au-dessus de 100 hect.
La Vallée de l'Orne.	4.645	2.974	246	57	29	17	»
La Vallée de la Fentsch	4.382	2.244	160	41	35	16	1
La Région messine	6.594	2.599	489	134	71	19	8
Au pied de la côte, au sud de la Fentsch.	8.109	703	536	264	142	18	»
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive gauche. . .	8.142	1.176	576	162	136	58	8
La Région de Thionville.	4.482	1.285	339	85	51	25	»
Au pied de la côte, au nord de la Fentsch.	5.368	375	199	181	120	38	»
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive droite . . .	6.891	166	353	190	180	47	2
La Vallée de la Moselle en amont de Metz.	9.986	1.503	967	189	48	13	10
Le Plateau d'Aumetz	6.958	515	233	135	99	81	1
Le Plateau de Malancourt	4.395	603	95	72	31	49	3
Le Plateau de Gravelotte	5.579	299	165	91	71	53	9

L'élevage dans le bassin de Metz—Thionville en 1873 et en 1912.

RÉGIONS	Race bovine		Vaches laitières	Race porcine		Race chevaline
	1873	1912	1912	1873	1912	1912
La Vallée de l'Orne	610	459	342	1.130	3.016	477
La Vallée de la Fentsch	651	470	330	943	3.874	733
La Région messine	1.073	1.513	1.088	1.345	2.708	6.165
Les Communes du pied de la côte, au sud de la Fentsch	1.057	1.358	916	1.633	2.072	606
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville. rive gauche	1.659	1.881	1.297	2.740	3.016	1.147
La Région de Thionville	748	805	613	1.232	2.652	1.647
Les Communes du pied de la côte, au nord de la Fentsch	1.388	1.616	946	2.277	3.076	636
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive droite	1.465	1.994	1.214	2.787	2.748	877
La Vallée de la Moselle en amont de Metz	734	854	513	2.138	1.828	628
Le Plateau d'Aumetz	1.398	1.503	886	1.651	3.193	845
Le Plateau de Malancourt	551	855	484	803	1.249	506
Le Plateau de Gravelotte	630	1.017	578	1.377	1.454	652

SURFACES CULTIVÉES DANS LE BASSIN DE METZ-THIONVILLE EN 1878 ET EN 1913 (en hectares).

Tableau.

Surfaces cultivées dans le bassin de Metz—

RÉGIONS	Communes en 1910	Superficie	Terres labourées			
			1878	1913	Dont	
					Céréales	sarclées
La Vallée de l'Orne	7	4.645	1.872	1.702	658	326
La Vallée de la Fentsch	8	4.382	2.317	2.030	1.029	370
La Région messine	13	6.594	4.163	3.694	2.146	670
Au pied de la côte, au sud de la Fentsch	11	8.109	3.499	3.279	1.784	646
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive gauche	10	8.142	6.064	5.620	3.447	1.057
La Région de Thionville	5	4.482	2.333	2.363	1.425	497
Au pied de la côte, au nord de la Fentsch	6	5.368	3.547	3.247	1.931	438
La Vallée de la Moselle entre Metz et Thionville, rive droite	11	6.891	4.741	4.677	2.847	873
La Vallée de la Moselle en amont de Metz	15	9.986	4.289	3.618	1.848	643
Le Plateau d'Aumetz	7	6.958	5.323	5.093	3.146	541
Le Plateau de Malancourt	6	4.395	3.066	2.794	1.887	271
Le Plateau de Gravelotte	5	5.579	3.698	4.081	2.446	524

Thionville en 1878 et en 1913 (en hectares).

(1913) :			Prairies		Pâturages		Forêts		Vignes	
fourragères	en friche	Jardins privés	1878	1913	1878	1913	1878	1913	1878	1913
175	63	404	290	262	94	53	1.931	1.890	249	105
236	194	103	222	170	90	97	1.512	1.452	12	2
509	98	370	476	543	36	113	303	276	621	193
313	139	238	382	840	278	96	3.139	2.931	484	215
505	110	223	597	715	174	145	1.437	655	208	6
228	66	64	319	282	231	105	898	832	128	49
377	307	133	572	634	20	98	1.244	1.069	12	5
656	171	112	569	621	111	165	740	781	210	123
616	169	282	606	644	362	512	2.612	2.587	1.235	1.075
686	534	88	162	332	63	351	1.270	1.260		»
277	307	47	170	283	96	248	892	788	»	»
409	501	45	247	250	»	71	1.401	1.028	27	26

BIBLIOGRAPHIE

Il serait trop long d'énumérer tous ceux qui ont eu la bienveillance de me documenter pendant mes voyages d'enquête, et je profite de l'occasion pour leur renouveler mes remercîments. Outre les bibliothèques publiques de Paris, j'ai été reçu très aimablement dans les bibliothèques de l'Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine et de l'Institut géographique de l'Université de Strasbourg, de la Société industrielle de l'Est et de la Société nancéienne de Crédit de Nancy, de l'Institut de Géographie de Louvain, de la Chambre de Commerce de Paris, du Comité des Houillères de France et de la Wissenschaftlicher Institut der Elsass-Lothringer im Reich de Francfort.

Ne sont pas indiqués dans cette bibliographie les ouvrages empruntés une fois seulement et cités en bas d'une page. Les chapitres de XIII à XXVI sont essentiellement basés sur les résultats de mon enquête personnelle.

Questions économiques.

Documents.

Administration des Mines : Les Industries extractives du Grand-Duché du Luxembourg, 1927 et 1928. Luxembourg.

Annales des Mines de la Belgique, Bruxelles.

Annales des Mines, Paris.

Annuaire international des Mines et de la Métallurgie, éd. par R. Pitaval. 1928.

Annuaire des Sociétés anonymes belges et du Grand-Duché du Luxembourg et des Sociétés congolaises. Bruxelles, 1928.

Association pour les Intérêts miniers d'Alsace et de Lorraine : Notice sur l'industrie minière en Alsace-Lorraine pendant la guerre (1914-1918). Strasbourg, 1920.

Association minière d'Alsace et de Lorraine: 1°. L'Industrie minière depuis l'armistice. Metz, 1920; 2°. L'Industrie minière en Alsace et en Lorraine, en 1922-1923. Metz.

Association des Maîtres de Forges de Lorraine : 1° L'Industrie sidérurgique en Lorraine en 1921 et 1922; 2° L'Industrie sidérurgique en Lorraine en 1923-1924 et 1925. Metz.

Baedekers Jahrbuch für den Oberbergbezirk Dortmund 27. Jahrgang, Essen 1927-1928.
Banque Renauld et Cie, Nancy : Annuaire 1913.
Bericht des Generaldirektors Defline. Die Lage der Saargruben. Saarwirtschaftszeitung, 28 février 1928.
Bericht des Statistischen Amtes des Saargebietes. Heft 5 1927 et Heft 6 1928.
Chambre de Commerce de Dunkerque : Statistique maritime et commerciale. 1926 et 1927.
Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg : Rapport général sur la situation de l'Industrie et du Commerce, 1912-1913 et 1927.
Chambre de Commerce de Metz : Compte rendu des travaux.Années 1926 et 1927.
Chemin de fer d'Alsace et de Lorraine : Rapport général 1927.
Comité des Forges de France : 1° Annuaire; 2° Bulletin; 3° La sidérurgie française, 1872-1912. Paris, 1920.
Comité Central des Houillères de France : 1° Annuaire; 2° Rapport de 1928.
Compagnie des Chemins de fer de l'Est : Rapport de 1927.
Comptoir Métallurgique Luxembourgeois Columeta. Anvers, 1924.
Écho des Mines et de la Métallurgie, Paris.
Glückauf, Essen.
Jaarverslag van den Hoopdingenieur der mijnen over het jaar 1913 et 1927.
Ligue générale de l'Aménagement et de l'Utilisation des Eaux : Congrès de Metz 1927. Rapports, Discussions, Vœux. Paris, 1928.
Ministère des Finances. Direction générale des Douanes : 1° Tableau général du Commerce et de Navigation. Année 1926. Paris, 1927. 2° Statistique mensuelle du Commerce extérieur de la France. Années 1926, 1927 et 1928.
Ministère de la Guerre. Commission de géographie du Service géographique de l'armée : Région compromise entre la Meuse et le Rhin. Bassins miniers et métallurgiques. Paris, 1917.
Ministère des Travaux publics. Direction des Mines : 1° Statistique de l'Industrie minérale et des appareils à vapeur. 1913 et 1926 (1928); 2° Statistique de la navigation intérieure, 1913 (1915) et 1927 (1928).
Rapport de l'Ingénieur en chef des Mines de Meurthe-et-Moselle en 1926 et 1927, *in extenso* dans : Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, Rapport des chefs de service, en extrait dans le Bulletin du Comité des Forges pour les années précédentes.
Rapport du service des Mines. Département de la Moselle. Situation de l'Industrie minérale en 1926 et 1927. Mulhouse, 1927 et 1928.
Recueil Financier. Ed. Bruylant, Bruxelles.
Revue de l'Industrie Minérale. Paris.

Saarwirtschaftsstatistik, herg. im Auftrag der Handelskammer z. Saarbrücken etc... vom Saarwirtschaftsarchiv. Heft 1. Saarbrücken, 1927.
Saarwirtschaftszeitung, Saarbrücken.
Société des Aciéries de Longwy : Album 1927.
Société générale Alsacienne de Banque de Strasbourg : Annuaire des Sociétés par actions du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, du Luxembourg et du territoire de la Sarre. 1928.
Société nancéienne de Crédit industriel et de Dépôt : 1° Bulletin financier; 2° Recueil des Valeurs de la région de l'Est de France, 1921.
Société générale de Belgique : Rapport de 1928.
Société des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson : 1° Camille Cavallier, 1854-1926; 2° Les Transports par chemin de fer. Va-t-on couvrir la « volute infernale »? 1928.
Société Métallurgique de Knutange. Notice sur les Établissements. 1922.
Stahl und Eisen, Düsseldorf.
Statistik der Güterbewegung auf Deutschen Eisenbahnen, 1900, 1913 et 1927.
Statistik der Saareisenindustrie, 1913-1928, herg. v. der Fachgruppe der eisenschaffenden Industrie im Saargebiet. Saarbrücken, 1929.
Union Économique belgo-luxembourgeoise : 1° Bulletin mensuel du commerce spécial avec les pays étrangers, 1928; 2° Tableau annuel du Commerce avec les pays étrangers. Année 1926, 2 vol. 1928.
Usine, Paris.
Usines et Installations du Groupe « Columeta ». Arbed-Terres-Rouges.
Verkehr und Wasserstände der deutschen Binnenwasserstrassen im Jahre 1913. 2 vol. 1916.
Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs, Berlin.

Ouvrages.

Baudhain (Fernand) : L'industrie vallonne avant et après la guerre, 1924.
Baumont (Maurice) : La grosse industrie allemande et le charbon. Paris, 1928.
Berkenkopf (P.) : Die Entwickelung und die Lage der lothringisch-luxemburgischen Grosseisenindustrie seit dem Weltkriege. Jena, 1925.
Blankevoort : Les résultats des recherches et de l'exploitation des mines en Hollande, Annales des Mines de Belgique, tome XXVIII.
Broocks, La Croix : The iron and associated industries. Washington, 1920.
Cayeux (L.) : Études des gites minéraux de la France. T. II. Les minerais de fer secondaires, Paris, 1922.
Doumer (Paul) ... : La Métallurgie du fer, Paris, 1912.

Dreux (A.) : Rapport sur le canal du Nord-Est. Congrès National de Navigation intérieure de Rouen, 1921.
Dumazet (Ardouin) : Voyages en France. 1°. La Lorraine centrale. Le plateau lorrain, Paris, 1914-1917. 2°. Les provinces délivrées III. Lorraine, 2e partie. Paris, 1920.
Faber (M. E.) : Métallurgie du Luxembourg. Essai de géographie physique, sociale et économique. Luxembourg, 1927.
Fœhlinger (O.) : Geschichte der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen und ihres Transportverkehres. Strasbourg, 1897.
Gréau (E.) : Le fer en Lorraine, 1908.
Grandet : Monographie d'un établissement métallurgique sis à la fois en France et en Allemagne. Chartres, 1909.
Hasslacher : 1°. Das Industriegebiet an der Saar und seine Hauptsachliche Industriezweige 1912. 2°. Literatur über das Industriegebiet an der Saar, 1910.
Hottenger : 1° Le pays de Briey, 1912 ; 2° L'ancienne industrie du fer en Lorraine, 1926.
Kohlmann : Die Neuentwickelung des lothringischen Eisenbergbaus. Stahl und Eisen, 1911.
Krebs (R.) : Die wirtschaftliche Bedeutung des Jahrzehnts 1870-1880 für die neuere Vergangenheit der lothringischen Eisenindustrie. Metz, 1920.
Lafitte (L.) : Rapport général sur l'exposition de l'Est de France. 2 vol. Nancy, 1909.
Langrogne et Bergerat : Notice sur le Bassin ferrifère de Lorraine désannexée. Annales des Mines, 1920.
Laufenburger (H.) : L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et de la France. Strasbourg, 1924.
Launay (L. de) : L'avenir de notre industrie sidérurgique. Revue des Deux-Mondes, 1925.
Levainville (J.) : L'industrie du fer en France. Paris, 1922.
Mahaim (Ernest) : La Belgique restaurée. Bruxelles, 1926.
Majerus (Emil) : Das Wirtschaftsbündnis des Grossherzogtums Luxemburg mit Belgien. Luxembourg, 1928.
Hatton (R.) : L'industrie du fer dans le bassin de Maubeuge. Annales de Géographie, 1927.
Muyser (A. de) : L'industrie sidérurgique luxembourgeoise. Histoire de sa concentration. Bruxelles, 1926.
Pawlowski (August) : 1° Le développement minier et métallurgique et le problème qui s'y attache dans l'Est français, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine et la Belgique. Paris, 1913; 2° Le nouveau bassin minier de Meurthe-et-Moselle et son réseau ferré. Paris, 1909.
Quelle (Otto) : Industriegeographie der Rheinlande. Bonn, 1926.
Palmer (J. J. W.) : Origin and development of the continental Steel Entente. Washington, 1927.
Rousier (P.de) : Les grandes industries modernes. II. La métallurgie. Paris 1925

(Ruhr). Les progrès de la production de la fonte en Allemagne depuis 1880. Bulletin du Comité des Forges, 1902. L'Industrie minière et sidérurgique de l'Allemagne en 1927. Bulletin du Comité des Forges, 1928.
Seigle (J.) : Aperçus sur l'Industrie minière et métallurgique dans l'Est de la France : Revue Industrielle de l'Est, 1925.
Sering, Krüger, Schumacher : Das Moselland und die westdeutsche Eisenindustrie. Leipzig, 1910.
Sorre : Les Ressources, l'Outillage et la Production de la Région du Nord. L'Industrie extractive. 1. Le bassin houiller. 2. Les carrières. Lille, 1927.
Wagner (Joseph) : La sidérurgie luxembourgeoise avant la découverte du gisement de minette. Diekirch, 1921.
Ungeheuer : Die wirtschaftliche Entwickelung der Luxemburgischen Eisenindustrie von 1879 bis zur Gegenwart. Berlin, 1910.
Verronnais. Supplément à la Statistique Historique, Industrielle et Commerciale de la Moselle. Metz, 1852.
Vignes (M.) : Le Bassin de Briey et la Politique de ses Entreprises sidérurgiques ou minérales. Paris, 1913.
Villain (F.) : Le gisement de minerai oolithique de la Lorraine. Annales des Mines, 1902.
Weigert (Erich) : Die Grosseisenindustrie des Saargebiets. Schmollers Jahrbuch, 46. Jahrgang, 1922.
Weyhmann (Alfred) : Histoire de l'ancienne industrie du fer en Lorraine. Strasbourg, 1905.
Wiedenfeld (Kurt) : Ein Jahrhundert rheinischer Montanindustrie. Bonn, 1916.

Questions ouvrières

Documents.

Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange. Œuvres sociales.
Association Lorraine des Caisses de maladie des Entreprises minières et industrielles : Les Assurances sociales et l'Industrie lorraine en 1920 et 1921. Metz.
Association des Dames françaises : Dispensaire d'Hygiène sociale de Jœuf. Procès-verbal de l'Assemblée générale du 26 février 1928. Nancy, 1928.
Bulletin du marché du travail. Rapport annuel. Numéro supplémentaire. 5 mars 1926, 4 mars 1927, 30 mars 1928.
Conseil général du département de la Moselle. Rapport du Préfet.
Délibération du Conseil général. Deuxième session ordinaire de 1927. Metz.
Fédération nationale des Travailleurs du sous-sol et similaires : 1° Congrès de Lens; 2° La législation minière, relative aux Retraites, Caisse de secours, Délégués mineurs, Durée du travail et Salaires.

Ministère de l'Agriculture : Statistique de l'Immigration de 1918 à 1926. Paris, 1927.
Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle. Rapports de 1926 et 1927.
Petits-fils de François de Wendel et Cie. Hayange et Moyeuvre : Exposé des Œuvres sociales. 1927.
Publikationen des Statistischen Amts. H. 55. Die Wohnverhältnisse in Gross-Luxemburg und in den grössten Ortschaften des Kantons Esch nach dem Stand vom I. Dezember 1927.
Reichsland Elsass-Lothringen. Herg. Statistischen Bureau des Ministeriums für Elsass-Lothringen, I und II Teil, Strasbourg. 1898-1901.
Service d'Hygiène du Département de Meurthe-et-Moselle: Rapports de 1926 et 1927.
Société des Aciéries de Longwy : Exposition de Strasbourg 1923.
Statistisches Jahrbuch für Elsass-Lothringen. 1913-1914.
Statuts de la Caisse de Retraites des Mines de Hayange et de Moyeuvre.
Statuts de l'Union des Caisses minières d'Alsace et de Lorraine.
Statuts de la Caisse de Maladie des Forges de Hayange.
Zehn Jahre Luxemburg. Berg-und Metallindustriearbeiterverband. Luxemburg, 1926.

Ouvrages.

Aweng (A). : La Mortalité infantile dans les agglomérations ouvrières du bassin de Briey. Avant, pendant et après la guerre. Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociales, avril 1923.
Lambert (Charles) : La France et les étrangers. Dépopulation, immigration, naturalisation. Paris, 1928.
Pairault (A.) : L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France. Paris, 1926.
Pinot (R.) : Les Œuvres sociales des Industries Métallurgiques. Paris, 1924.
Spillmann et Parisot : Guérir est bien, prévenir est mieux. Nancy, 1925.
This (C.) : Die deutsch-französische Sprachgrenze in Lothringen. Beiträge z. Landes und Volkskunde von Elsass-Lothringen. H. I. Strasbourg, 1887.
Qualid (W.) : L'immigration ouvrière est-elle organisée en France? La France deviendrait-elle un pays de minorité nationale? Le Musée social, mars et juin 1927.

Questions agricoles.

Documents.

Allgem. Verband landw. Lokalvereine des Grossherzogtums Luxemburg : Luxemburger landwirtschaftlicher Genossenschafts-Kalender für das Jahr 1928.
Comptes rendus statistiques d'Alsace et de Lorraine, Strasbourg, 1919-1928.

Grand-Duché de Luxembourg. Note statistique, extrait de l'Annuaire officiel de 1928.
Office régional agricole de l'Est : l'Agriculture dans le département de Meurthe-et-Moselle en 1927. Nancy, 1927.
Publikationen des Statistischen Amts. Statistik der Landwirtschaft 1913 et 1927. Der Viehstand des Grossherzogtums nach der Viehzählung vom 10. Dezember 1910.
Statistique agricole annuelle de l'arrondissement de Briey, de 1894 et de 1927 (en manuscrit).

Ouvrages.

Auerbach (B.) : Le plateau lorrain . Nancy, 1893.
Cressot (J.) : Le Département de la Moselle. Leçons de géographie pour les écoles primaires. Metz, 1927.
Faber (J. P.) : Géographie économique du Grand-Duché du Luxembourg, 1903.
Grosdidier de Maton (M.) : Metz, étude de géographie urbaine et économique. Nancy, 1928.
Joly (H.) : Géographie physique de la Lorraine et de ses enveloppes. Nancy, 1912.
Krzymowski (Rich.) et Herzog (A.) : Die landwirtschaftlichen Wirtschaftssysteme in Elsass-Lothringen. Gebweiler, 1914.
Thisse : Rapport sur l'agriculture de la Moselle en 1927 (en manuscrit).
Vincent : La coopérative laitière de la Moselle. Rapport au Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricole. Metz, 1927.
Vaulgrenant : Essai sur la topographie du village lorrain. Metz, 1924.

Tableaux

Population par commune en 1801 : Colchen : Mémoire statistique du département de la Moselle. An XI.
Thiébaut (C) : Dictionnaire géographique, statistique du département de la Meurthe, Nancy, an XI.
Annuaire statistique du département de la Meuse pour l'an XII, Bar-sur-Ornain.
En 1841 : Verronais : Statistique historique, industrielle et commerciale de la Moselle. 1844.
Servaix : Annuaire historique, statistique et administratif du département de la Meuse. Bar-le-Duc, 1844.
Annuaire statistique et administratif du département de la Meurthe. Nancy, 1844.
En 1866 : Sauer (E.) : La Moselle administrative. T. VI. Metz, 1867.
Pierson et Loiseau : Géographie de la Meuse. Verdun, 1862.
Les chiffres pour le département de la Meurthe (1861) sont pris aux archives départementales de Nancy.
Statistische Mitteilungen für Elsass-Lothringen H. 1, 7, 21 et 24, donnant la population par commune pour les années 1871, 1875, 1880

et 1890; les Ortschaftsverzeichnisse de 1905 et 1910 pour 1900, 1905 et 1910, et le Ministère des Finances : La situation financière des communes de France et d'Algérie depuis 1876.

La population par commune au Luxembourg de 1870 à 1900, se trouve dans les Publikationen des Statistischen Amts H. 3, celle de 1910 en H. 36, et celle de 1922 en H .46; les autres recensements m'ont été communiqués par l'Office de Statistique du Grand-Duché du Luxembourg.

Les superficies cultivées en Moselle par commune en 1878, sont indiquées dans les Statistische Mitteilungen für Elsass-Lothringen H. 14, celles de 1913 se trouvent en manuscrit à l'Office de Statistique de Strasbourg, où est également consulté le recensement du bétail de 1912, le recensement linguistique de 1910 et le dictionnaire des communes, donnant le nombre des parcelles ouvrières, tous en manuscrits. Le recensement du bétail en 1873 se trouve dans les Statistische Mitteilungen H. 2.

Cartes

Carte topographique de la Belgique 1/20.000e.

France. Levés réguliers 1/20.000e.

Planchettes d'Alsace-Lorraine 1/20.000e.

Carte de France 1/50.000e.

Carte topographique du Grand-Duché du Luxembourg 1/20.000e et 1/50.000e.

Carte géologique de la France 1/80.000e et 1/320.000e.

Elsass-Lothringen. Die Verteilung der landwirtschaftlichen und industriellen Bevölkerung in den Gemeinden. 1907. Nachrichten des Statistischen Bureaus für Elsass-Lothringen. nr. 5, 1910.

Geologische Specialkarte von Elsass-Lothringen 1/25.000e.

Geologische Uebersichtskarte von Elsass-Lothringen und den angrenzenden Gebieten 1/200.000e.

Forest (J.) : Cartes des voies ferrées, voies navigables et canaux de France, Belgique et Rhénanie 1/700.000e.

Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde : Historisch-Statistische Grundkarte des Deutschen Reiches 1/100.000e.

Peltier : Carte des bassins ferrifères de la Lorraine et du Luxembourg 1/50.000e.

Société de Documentation industrielle : 1° Carte industrielle de la Lorraine, 1/200.000e, 1926; 2° Carte industrielle du Nord et du Pas-de-Calais 1/50.000e, 1927-1928; 3° Carte industrielle du Territoire de la Sarre 1/50.000e.

Travaux du Comité d'Études. Tome I : L'Alsace-Lorraine et la Frontière du Nord-Est. Atlas 1918.

Travaux du Comité d'Études. Section géologique. Enquête sur les Richesses minières du Nord-Est de la France et des Régions voisines. Atlas. Paris, 1918.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Introduction v

CHAPITRE I

L'ANCIENNE INDUSTRIE DU FER

Ce sont les chutes d'eau qui déterminent essentiellement l'emplacement de l'ancienne industrie. L'essor donné à la métallurgie par l'utilisation de la minette et de la houille et par les premières voies ferrées. L'industrie s'établit dans la vallée de la Chiers. La région de Nancy. Le déplacement des hauts fourneaux luxembourgeois vers la minette. Les vallées de l'Orne et de la Fentsch. Les nouvelles usines dans la vallée de la Moselle, en amont de Metz. La Belgique méridionale. . 1

CHAPITRE II

LA DÉCOUVERTE DU PROCÉDÉ THOMAS ET LA MISE EN VALEUR DU BASSIN DE BRIEY

L'invention du procédé Thomas permet de déphosphorer le fer. La découverte du bassin de Briey après la guerre de 1870-1871. La ruée des métallurgistes vers les nouveaux gisements. Les capitaux élevés, nécessaires pour l'installation simultanée d'une mine et d'une aciérie Thomas. L'intégration à distance. Les avantages de l'usine complète, avec intégration sur place. Le progrès des capitaux étrangers à la région 9

CHAPITRE III

LES BASSINS MÉTALLURGIQUES DE LORRAINE

Les sociétés locales et étrangères installées dans la région de Longwy. Trois nouvelles aciéries s'ajoutent aux anciennes. La vallée de la Chiers devenue une ville continue. Le bassin de Villerupt. La puissance de la région en 1913. — L'essor de Neuves-Maisons et de Pont-à-Mousson dans la région de Nancy. Caractère dispersé de la métallurgie. La position du bassin de Nancy en 1913. — Deux puissantes firmes allemandes s'établissent au Luxembourg. Une grande société belge fait de même. Le mouvement de concentration terminé par la constitution de l'Arbed. La métallurgie du Luxembourg en 1913. — La prédominance de la maison de Wendel jusqu'à la fin du XIXe siècle. La sidérurgie de la Sarre établit des filiales en Lorraine. Quatre sociétés belges y ont une existence éphémère. Les trois nouvelles aciéries de Knutange, Rombas et Hagondange. Le partage des richesses minières. La puissance du bassin de Metz—Thionville en 1913. — La première aciérie Thomas en France s'élève à Jœuf. Les autres usines de la vallée de l'Orne. La production du bassin en 1913. — La Belgique méridionale 11

CHAPITRE IV

LA SIDÉRURGIE DANS LES BASSINS HOUILLIERS VOISINS

Pages

L'origine et l'emplacement de la métallurgie de la Sarre. Ses intérêts en Lorraine annexée et au Luxembourg. Comment elle a remédié à sa situation peu favorable. — Les bassins de Valenciennes et de la Sambre dans le Nord. Leurs rapports avec la Lorraine. Le bassin de la Sambre se consacre au finissage des produits lorrains. La production brute se maintient dans le bassin de Valenciennes. — Le déclin de la métallurgie du Centre. La puissance de ses filiales en Lorraine et dans le Nord. — Les bassins de Liége et de Charleroi. Un siècle de métallurgie belge. Ses filiales en Lorraine et ses participations minières. — L'emplacement des usines métallurgiques de la Ruhr. La prédominance du minerai suédois. La métallurgie de la Ruhr dépasse en puissance la Lorraine entière. — Les deux petits bassins de la région d'Aix-la-Chapelle. Leurs étroits rapports avec la Lorraine 33

CHAPITRE V

L'INDUSTRIE LORRAINE ET LE COKE DE LA RUHR

La production en coke des bassins houillers environnants. La dépendance de la Lorraine vis-à-vis de ses fournisseurs de la Ruhr. La participation des métallurgistes lorrains dans la découverte des nouveaux bassins. Les filiales allemandes et belges ont leur ravitaillement assuré par leurs sociétés-mères. La base houillère de la maison de Wendel est solidement établie. Situation plus difficiles des métallurgistes de Meurthe-et-Moselle 45

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME DES TRANSPORTS A LA VEILLE DE LA GUERRE

Les transports à l'intérieur du bassin de la minette. La faible importance des expéditions par voie d'eau. Le puissant courant de transport entre la Ruhr et la Lorraine. Les efforts des chemins de fer allemands pour remédier à la crise. La canalisation de la Moselle. Anvers, port d'exportation pour la Lorraine. Le projet du canal de Nord-Est 52

CHAPITRE VII

LE PARTAGE DES CONCESSIONS DANS LE BASSIN DE BRIEY

Les mines sont toutes la propriété des métallurgistes. — Les usines de la région de Longwy s'emparent de la majeure partie des nouvelles richesses minières. — Les parts prises par les autres bassins métallurgiques. — La Sarre, le Nord et la Belgique assurent également leur approvisionnement. — La Ruhr acquiert seulement des participations minières pour ses filiales de Lorraine 58

CHAPITRE VIII

LA NOUVELLE ORIENTATION DES BASSINS MÉTALLURGIQUES

Pages

Destruction et reconstruction. La liquidation des sociétés allemandes. — La situation générale de l'après-guerre. — La métallurgie luxembourgeoise s'adapte à ses nouveaux marchés. Importance gardée par le marché allemand. L'essor remarquable de l'Arbed-Terres-Rouges. — Les anciens et les nouveaux débouchés du bassin de Metz—Thionville. Les résultats financiers des nouvelles sociétés. L'ascension de la Maison de Wendel. — L'accroissement de la production brute des trois anciens bassins français. Leurs excellents résultats financiers. Les progrès de la région de Longwy. La vallée de l'Orne et le bassin de Nancy. Puissance de la fonderie de Pont-à-Mousson. 62

CHAPITRE IX

LA SIDÉRURGIE DES BASSINS HOUILLERS

Les conséquences de la guerre dans la Sarre. Par la reprise de ses débouchés allemands, la métallurgie sarroise reconquiert sa puissance d'avant-guerre. — Le développement de la métallurgie du Nord. Ses deux grands producteurs. Le rôle du Nord dans le finissage des produits lorrains. — L'essor de la métallurgie belge depuis la guerre. Concentration et intégration. Sa base minière est moins assurée que sa base charbonnière. — Les progrès de la métallurgie de la Ruhr réparent les pertes de guerre allemandes. Concentration et rationalisation. La puissance de la Ruhr égale ou dépasse celle des bassins lorrains réunis. 81

CHAPITRE X

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE SUR LE MARCHÉ DU COMBUSTIBLE

L'économie réalisée dans la consommation du combustible. Les métallurgistes lorrains établissent des cokeries sur place. La diminution des expéditions de coke de la Ruhr. L'importance croissante des bassins secondaires : Campine belge, Limbourg hollandais et Aix-la-Chapelle. La Sarre et les houillères lorraines. Le Nord fournit à la Lorraine une quantité de coke plus considérable. Comment la métallurgie luxembourgeoise a assuré son ravitaillement. Le bassin de Metz—Thionville voit s'affaiblir sa base charbonnière. Les contrats de coke entre les houillères du Nord et la métallurgie de l'Est. Leurs échanges d'actions. . . . 89

CHAPITRE XI

LES CHANGEMENTS SURVENUS DANS LES TRANSPORTS

Les principaux courants de transport. La rivalité de Dunkerque et d'Anvers. Tonnages transportés. La généralisation de l'emploi des wagons spéciaux à minerai et ses conséquences. Les expéditions de minerai par le port de Strasbourg. La canalisation de la Moselle jusqu'à Thionville. 98

CHAPITRE XII

LA PUISSANCE DE LA MÉTALLURGIE LORRAINE ET SA PLACE SUR LE MARCHÉ MONDIAL

Pages

Les sociétés étrangères à la région établies en Lorraine. Leurs filiales tendent à dépasser les anciennes usines mères du dehors. L'ascension des sociétés locales. Elles assurent leur vente en annexant des forges et usines transformatrices. Le renforcement des sociétés locales par suite de la guerre. La production en 1913 et 1928. L'acier Martin. La rationalisation. Le marché mondial en 1913 et 1927. L'Allemagne et l'Angleterre, principaux clients des gros produits. A la recherche des débouchés lointains pour les articles finis. Les possibilités d'extension du marché intérieur français 102

CHAPITRE XIII

LES DIFFICULTÉS DU RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

A partir de la fin du dernier siècle la main-d'œuvre ne peut plus se recruter sur place. Les conséquences de la journée de huit heures. Les besoins plus importants des bassins houillers. La population des centres miniers et industriels. Les chemins de fer, fondateurs de villes. — L'excédent élevé des naissances sur les décès dû à la présence de nombreuses familles étrangères. Les communes rurales ont perdu un tiers de leur population. La croissance des centres industriels. Les nouveaux venus : Italiens et Allemands avant la guerre, Polonais depuis. Le nombre des ouvriers étrangers reste plutôt stationnaire, mais le nombre de femmes et d'enfants étrangers se multiplie. 111

CHAPITRE XIV

L'IMMIGRATION ALLEMANDE DANS LE BASSIN DE METZ-THIONVILLE

Le noyau d'ouvriers lorrains dans la Maison de Wendel. Ces ouvriers habitent encore en grande partie leur village natal. Les villages agricoles débordant d'ouvriers d'usine. Les parcelles ouvrières. Le réseau privé des de Wendel draine la main-d'œuvre des villages. — Le brusque essor du bassin de Metz—Thionville à la fin du dernier siècle. L'afflux vers les nouveaux centres des immigrants lorrains, allemands et italiens. Où dominent les Lorrains et où prévalent les immigrants allemands. Le déplacement de la frontière linguistique, surtout dû à l'arrivée de Lorrains de langue allemande. Les rapatriements. L'élément étranger renforcé depuis la guerre. 122

CHAPITRE XV

LA MAIN-D'ŒUVRE BELGE DANS LE BASSIN DE LONGWY

Les villages français éloignés de quelques kilomètres n'envoient pas leurs ouvriers aux usines. Les ouvriers belges habitent jusqu'à 40 kilomètres de distance. Les villages frontières. Les lignes d'Arlon et de Virton. Quatorze heures d'absence de chez soi. L'horaire défectueux des lignes de Montmédy et d'Audun-le-Roman. Pas d'arrivages belges à Villerupt, ville italienne. L'élément étranger de la vallée de la Chiers 135

CHAPITRE XVI

LA MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE ET ÉTRANGÈRE AU LUXEMBOURG

Pages

La main-d'œuvre indigène, de minorité est devenue, depuis la guerre, majorité. La population étrangère reste pourtant aussi nombreuse. L'augmentation des effectifs se recrute uniquement dans le pays. Luxembourg, résidence d'ouvriers métallurgistes. La ligne d'Attert. Le dixième des ouvriers se rendent à leur travail par train 142

CHAPITRE XVII

LES ITALIENS ET LES POLONAIS SUR LE PLATEAU DE BRIEY

Presque pas de main-d'œuvre locale. Le vieux village au bord duquel s'élèvent les cités n'a guère changé. L'accroissement de la population étrangère depuis la guerre. Le nombre des mineurs étrangers n'a guère augmenté. Les Polonais remplacent les Italiens. L'abondance des enfants dans les cités. — La main-d'œuvre française de la région de Nancy. Le caractère dispersé de la métallurgie en a facilité le recrutement sur place 146

CHAPITRE XVIII

L'INSTABILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE — SES CAUSES

L'instabilité d'avant et d'après-guerre. Les années de service à la mine. Les départs des Italiens dans la belle saison. L'importance de la situation de la mine. Les moyens dont on dispose pour faire respecter les contrats. — La proportion d'ouvriers indigènes. Les salaires et le coût de la vie. Les grandes différences de salaires, conséquences du travail aux pièces. Les bas salaires des mineurs au jour et des ouvriers d'usine. Comment les Italiens et les Polonais réussissent à réaliser des économies. Les envois d'argent à l'étranger. La situation de l'ouvrier marié. Le nombre élevé d'accidents. Leurs causes. L'état sanitaire. Les ravages de la tuberculose. Le logement surpeuplé 151

CHAPITRE XIX

LES CITÉS OUVRIÈRES

La crise du logement subsiste toujours. Avant la guerre les sociétés construisaient surtout des logements pour les mineurs, depuis la guerre elles le font surtout pour les ouvriers d'usine. Situation par bassin et par société. Les frais de constructions. Leurs résultats : les sociétés ayant les meilleures cités ont une main-d'œuvre beaucoup plus stable. Les ouvriers ne gagnent pas assez pour bâtir eux-mêmes. — Les types de maisons et les plans des cités. Les jardins et les champs, à discrétion ici, rationnés là. Les rapports de l'ouvrier et du cultivateur. La population porcine des cités. Le poulailler. Distraction plutôt que profit. 164

CHAPITRE XX

LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Pages

En Meurthe-et-Moselle seuls les mineurs jouissent d'un régime d'assurances complètes. Les invalides du travail, les veuves et les orphelins. En matière de retraite de vieillesse et d'invalidité privée l'initiative n'a abouti à rien. L'assurance de maladie organisée de façon satisfaisante également pour les ouvriers d'usine. Prévenir est mieux que guérir. Les dispensaires antituberculeux et antivénériens. Les résultats frappants dans la lutte contre la mortalité infantile. 174

CHAPITRE XXI

LA POLITIQUE OUVRIÈRE

Pourquoi les syndicats ne réussissent pas à s'imposer. Attitude des sociétés envers eux. Pourquoi une localité minière n'a jamais de municipalité ouvrière. Les centres industriels. L'esprit des nouveaux venus. La lutte des ouvriers polonais contre l'assimilation. Politique de naturalisation des pouvoirs publics. Le point de vue des industriels quelquefois différent. Tendances de ces masses ouvrières une fois assimilées et stabilisées. Les effectifs syndicaux à l'heure actuelle. Leurs fortes positions au Luxembourg, où prévaut l'ouvrier indigène. La prévoyance ne pourrait pas endiguer le mouvement. Une nouvelle féodalité naissante. L'absolutisme nécessaire à l'intérieur de l'usine doit avoir une contre-partie au dehors. 18

CHAPITRE XXII

CE QU'EST DEVENU LE VILLAGE AGRICOLE LORRAIN

L'aspect extérieur du village lorrain. Le morcellement des terres. Rareté des fermes isolées. Population des villages. Nombre limité de fermes dans chaque village. Disparition des ouvriers agricoles. Un exemple caractéristique : Norroy-le-Sec. Conséquences de la guerre dans l'agriculture. La propriété du sol. Dimensions moyennes des fermes. Remembrement de communes occupées pendant la guerre. 189

CHAPITRE XXIII

DANS QUELLE MESURE LES PAYSANS ONT PROFITÉ DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Les possibilités de vente de lait. Les grandes exploitations procèdent les premières à l'extension de l'élevage. La rareté et la cherté de la main-d'œuvre accélèrent le mouvement. La Lorraine ancien pays de blé. Le sol du plateau de Briey, excepté le Jarnisy particulièrement opposé à la création de pâturages. La vallée de la Moselle plus favorable. La zone du Keuper, région d'élevage par excellence. La géologie explique aussi la forme de propriété et le morcellement des terres. Les terres légères du Luxembourg, pays de petits propriétaires. L'Œsland, seule région d'élevage proprement dit. La vache frisonne, race laitière. Les pâtures trop pauvres pour l'élevage de boucherie. Bêtes maigres achetées au printemps et abattues en automne. 195

CHAPITRE XXIV

LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE

Pages

C'est au Luxembourg que la transformation a été poussée le plus loin. Un troupeau imposant. Céréales et pâturages en 1878 et 1927 dans la Moselle. Comme au Luxembourg, transformation rapide surtout depuis la guerre. La vallée de la Moselle. Les vaches laitières refoulent le bétail de boucherie. Les pâtures limitées et le nombre assez élevé de bovins sur le plateau de Briey. Le Jarnisy. Les étapes accomplies. 203

CHAPITRE XXV

L'APPROVISIONNEMENT DES NOUVEAUX CENTRES OUVRIERS EN LAIT ET EN VIANDE

Les parties sud du Luxembourg seules vendent leur lait en nature. L'Œsland n'arrive pas à placer son beurre et s'adonne à l'élevage de boucherie. En Moselle, la plus grande partie du lait est consommée en nature. La Sarre est le principal client. Le lait surabonde dans les régions minières. Comment se comble le déficit des vallées de la Fentsch et de l'Orne. Le plateau de Briey a plus de lait que sa population n'en consomme. Son extrémité sud grand producteur, l'extrémité nord principal consommateur. — Le développement de l'élevage du porc au Luxembourg. Le pays se suffit en viande à lui-même. Le marché de viande de Metz, le troisième de France. Le grand déficit de viande du département. Les porcs. Production encore plus faible sur le plateau de Briey. Disparition du porc dans les campagnes 207

CHAPITRE XXVI

LE COMMERCE

Les coopératives des usines. Des maisons de gros multiplient leurs succursales à l'infini. La coopération véritable obtient moins de succès. Nuée des petits commerçants, français et italiens. Le petit laitier domine encore. Les boutiques ambulantes animent les rues. Metz essaye de reconstituer au point de vue économique l'ancien département de la Moselle. 214

Conclusion 219

Annexes 221

Bibliographie. 235

TABLE DES CARTES OU GRAPHIQUES

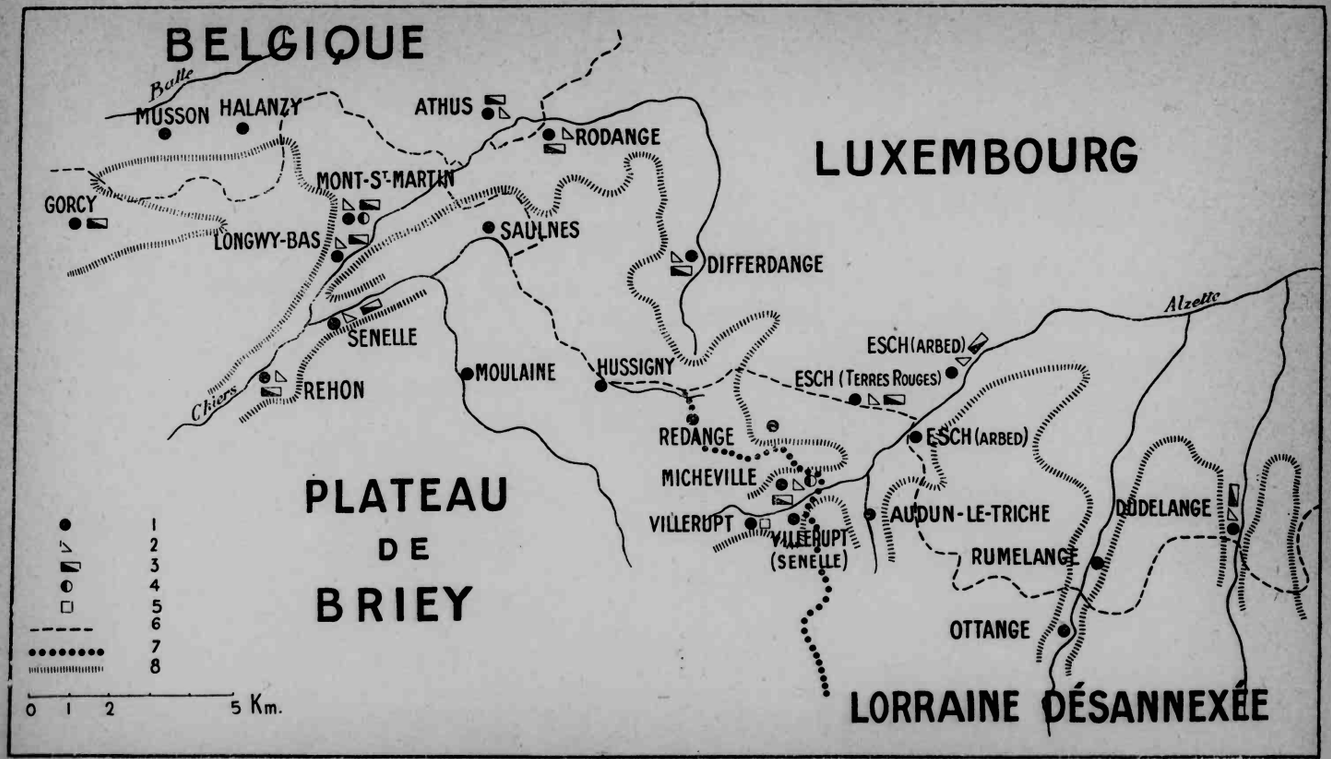
La relation des croquis avec le texte est donnée par l'indication du *chapitre* à la suite de chaque légende.

1. Le gisement ferrifère lorrain et les bassins houillers voisins . . . . . (*Introduction*).
2. La métallurgie aux confins de la France, du Luxembourg et de la Belgique. . . . . (*Chapitre III*).
3. La métallurgie de la région de Nancy . . . (*Chapitre III*).
4. La métallurgie des vallées de l'Orne, de la Fentsch et de la Moselle . . . . . (*Chapitre III*).
5. La métallurgie de la Sarre. . . . . (*Chapitre IV*).
6. Les principales lignes d'exportation et d'approvisionnement de la Lorraine . . . . . (*Chapitre VI*).
7. Les surfaces concédées en France, au Luxembourg et en Belgique . . . . . (*Chapitre VII*).
8. Les bassins métallurgiques lorrains et les bassins voisins qui utilisent le minerai de minette. (*Chapitre XII*).
9. Densité de population par commune . . . . (*Chapitre XIII*).
10. L'avance de la langue allemande entre 1871 et 1910 . . . . . (*Chapitre XIV*).
11. La main-d'œuvre belge de la région de Longwy et du Luxembourg . . . . . (*Chapitre XV*).
12. Croquis géologique de la Lorraine . . . . . (*Chapitre XXIII*).

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBOURG — 1930

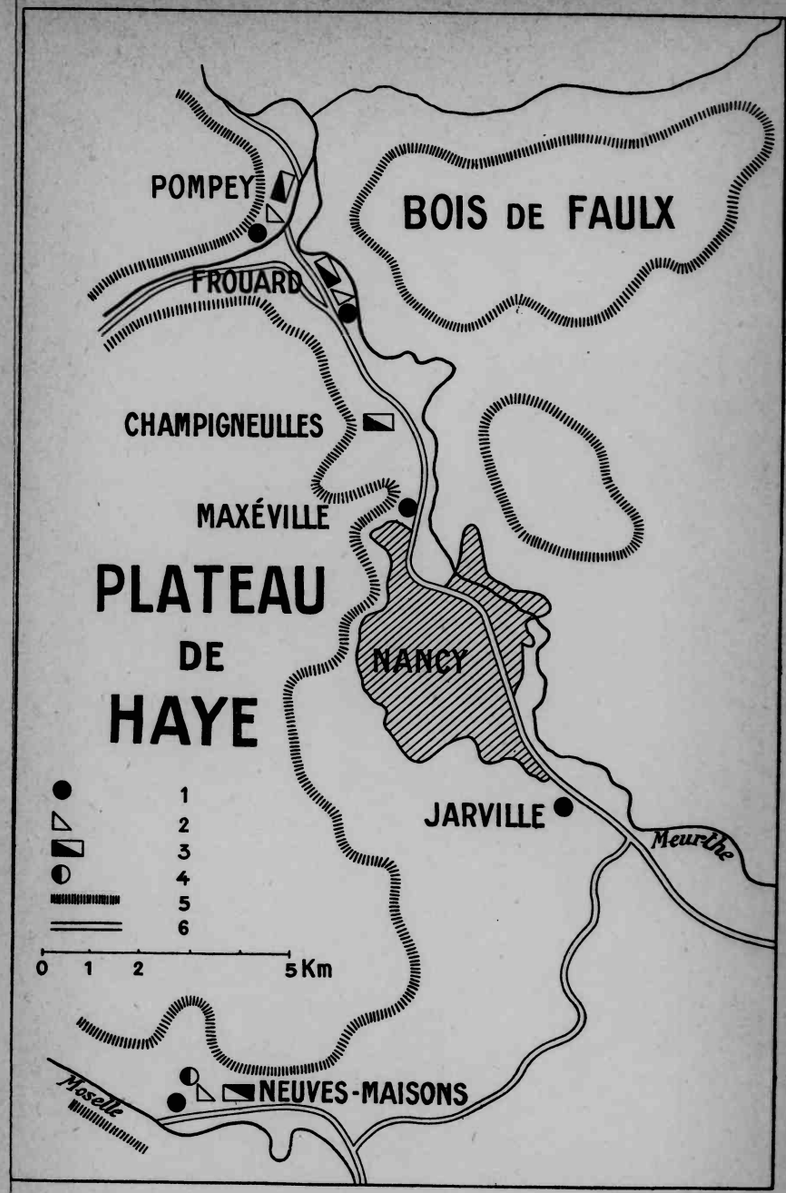
I. *Le gisement ferrifère lorrain et les bassins houillers voisins.*

1. Bassins houillers. — 2. Gisement ferrifère lorrain. — 3. Limites d'États. — 4. Ancienne frontière franco-allemande.



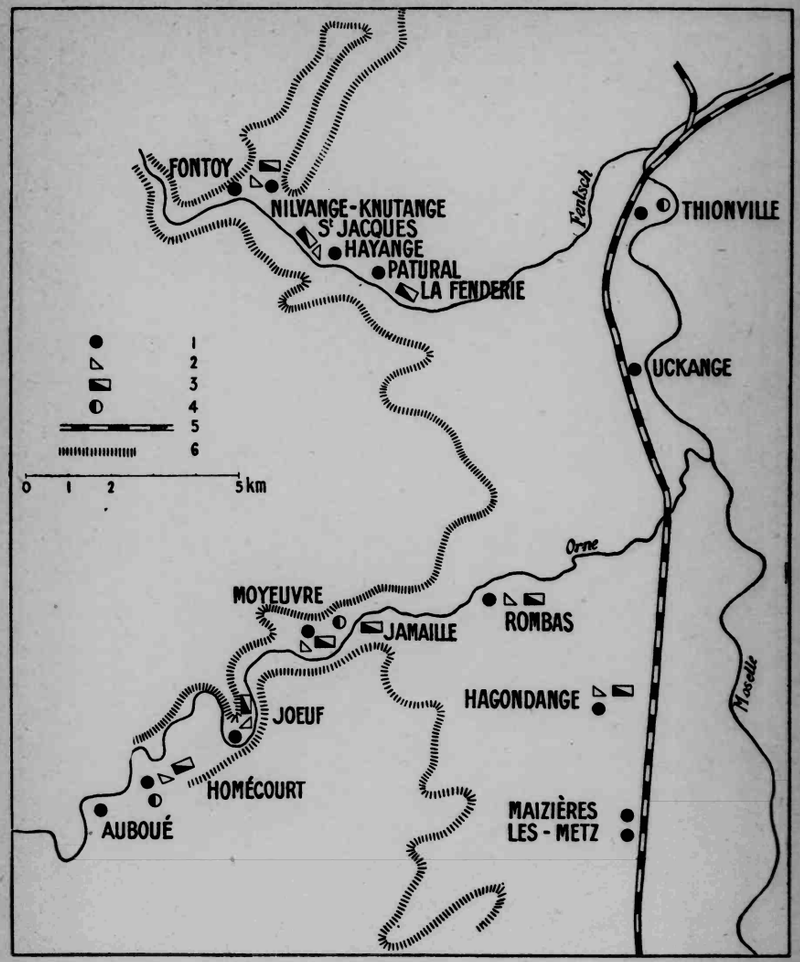
II. *La métallurgie aux confins de la France, du Luxembourg et de la Belgique.*

1. Hauts fourneaux. — 2. Aciéries. — 3. Laminoirs. — 4. Fours à coke. — 5. Fonderies. — 6. Limites d'États. — 7. Affleurement du gisement de fer.



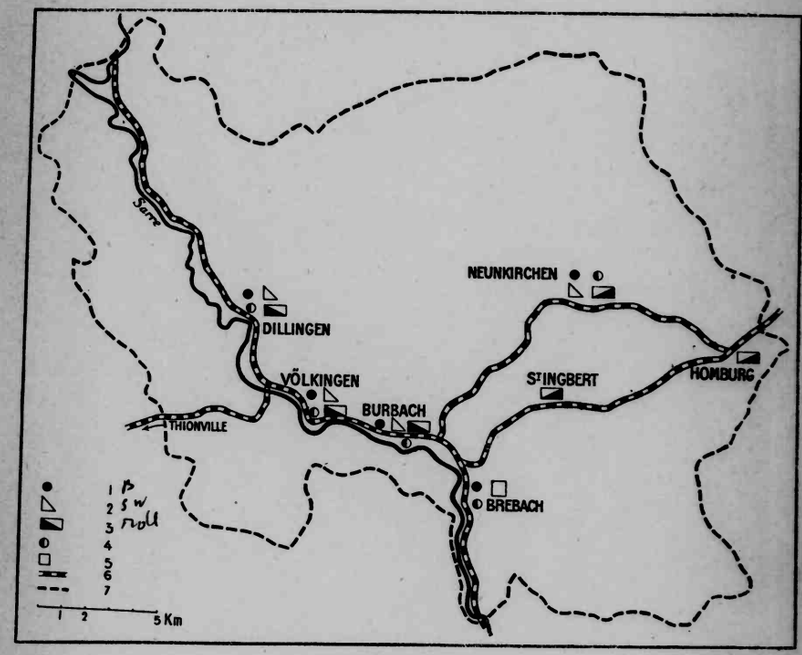
III. *La métallurgie de la région de Nancy.*

1. Hauts fourneaux. — 2. Aciéries. — 3. Laminoirs. — 4. Fours à coke.
5. Affleurement du gisement de fer. — 6. Canaux.



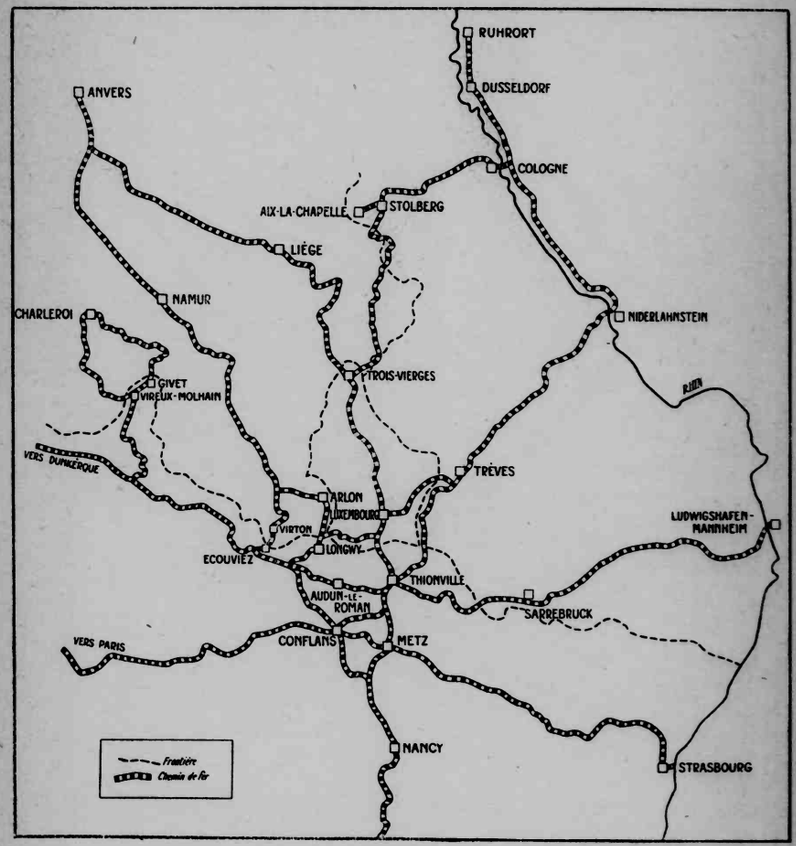
IV. *La métallurgie des vallées de l'Orne, de la Fentsch et de la Moselle.*

1. Hauts fourneaux. — 2. Aciéries. — 3. Laminoirs. — 4. Fours à coke. — 5. Chemin de fer de Metz à Thionville. — 6. Affleurement du gisement de fer.



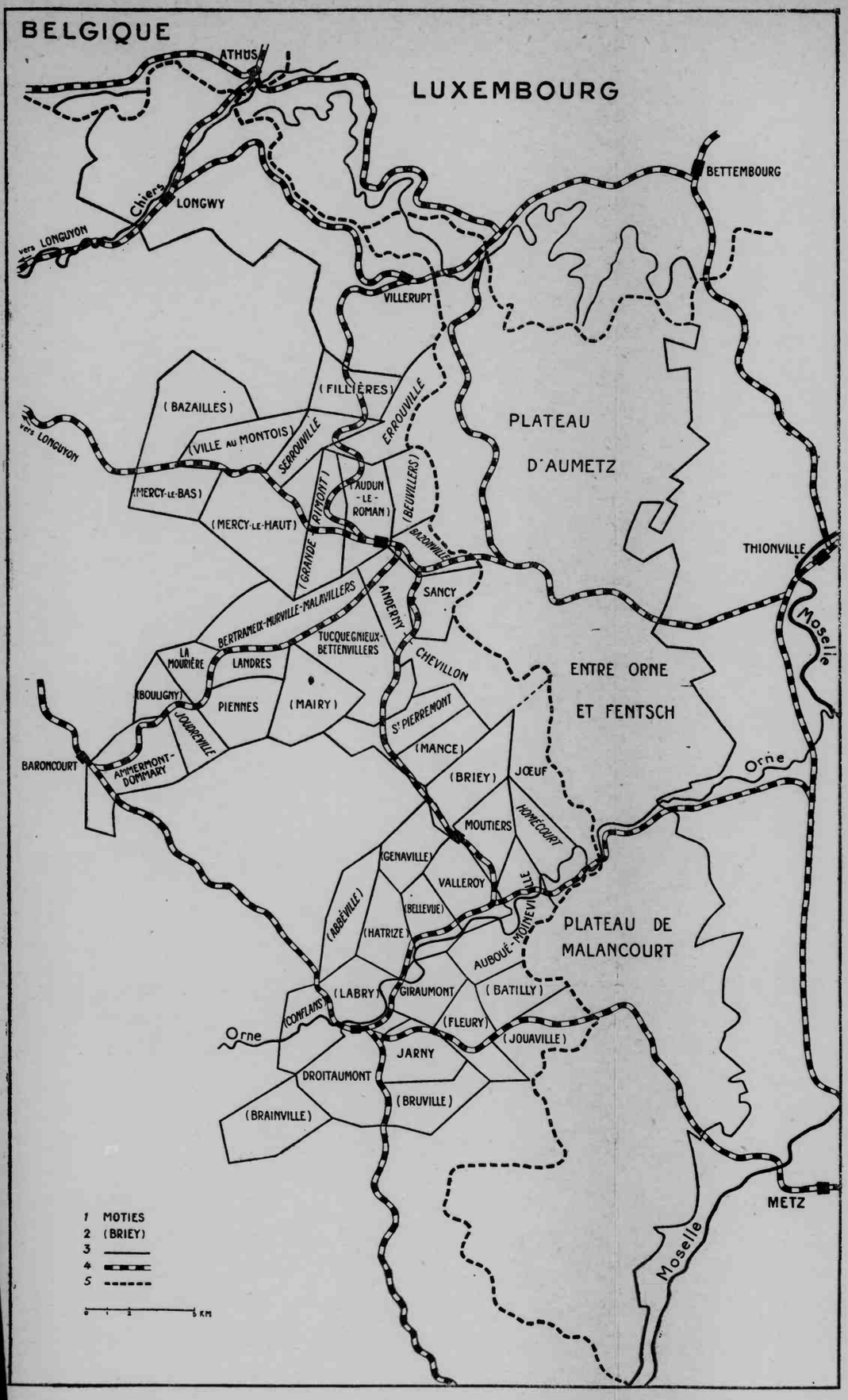
V. *La métallurgie de la Sarre.*

1. Hauts fourneaux. — 2. Aciéries. — 3. Laminoirs. — 4. Fours à coke. — 5. Fonderies. 6. Chemins de fer. — 7. Frontières.



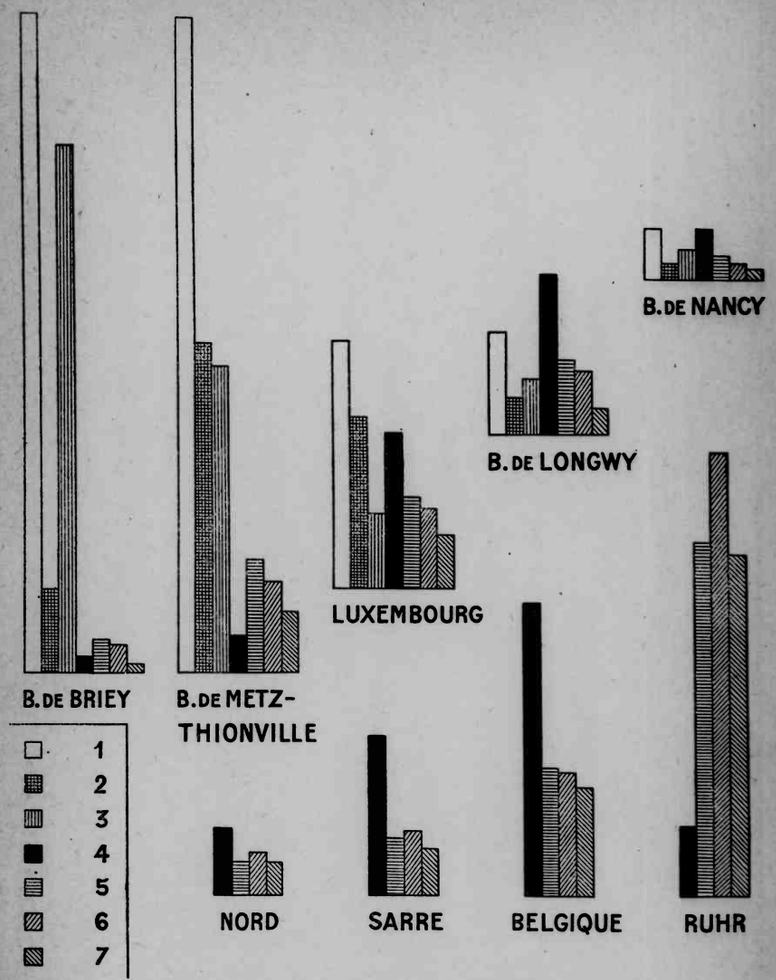
VI. *Les principales lignes d'exportation et d'approvisionnement de la Lorraine.*

1. Voies ferrées. — 2. Limites d'États.



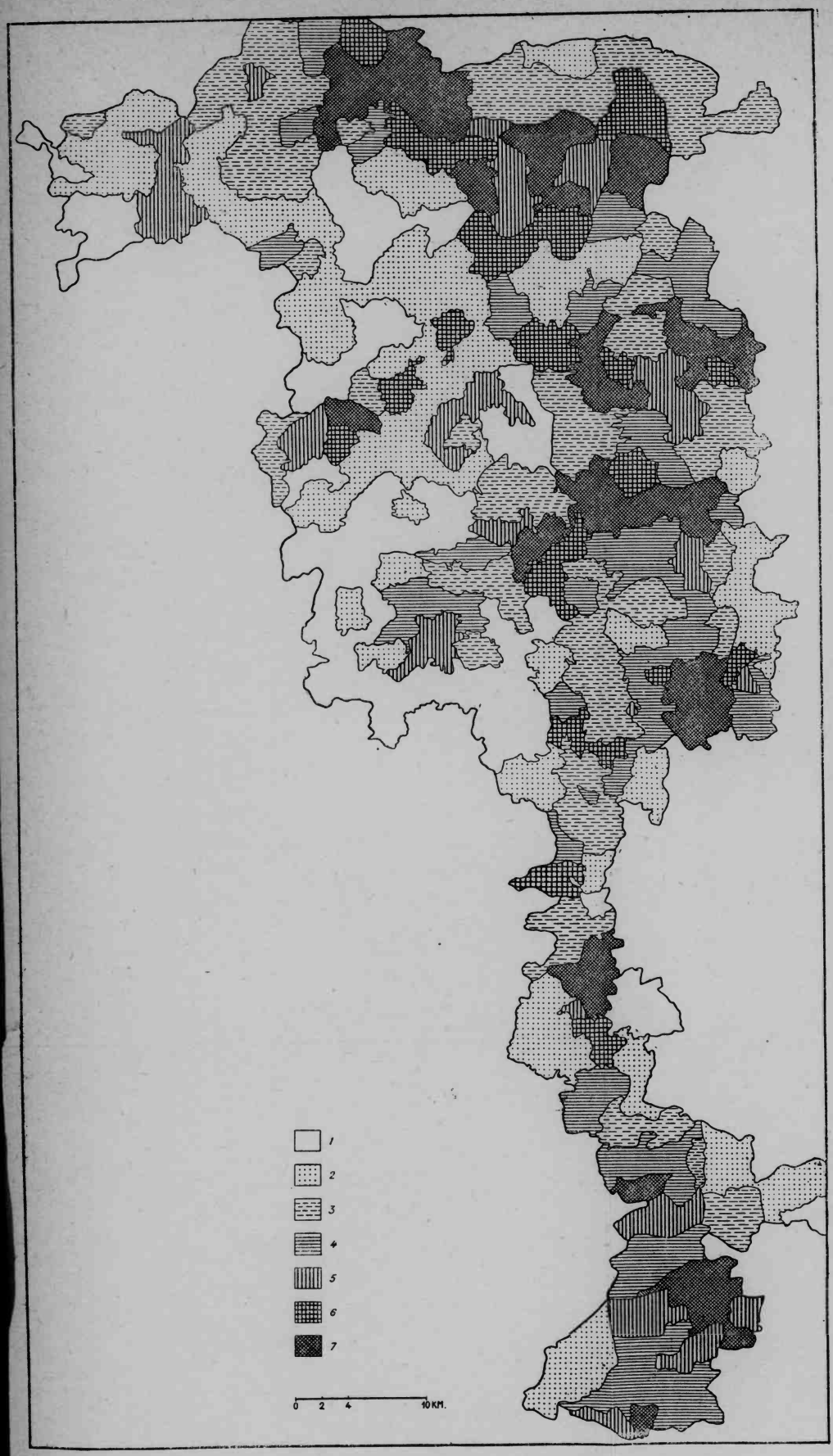
VII. *Les surfaces concédées en France, au Luxembourg et en Belgique.*

1. Concession exploitée. — 2. Concession inexploitée. — 3. Limites des concessions. — 4. Chemins de fer. 5. Frontières (actuelles et d'avant-guerre). Seules les concessions du plateau de Briey sont marquées.



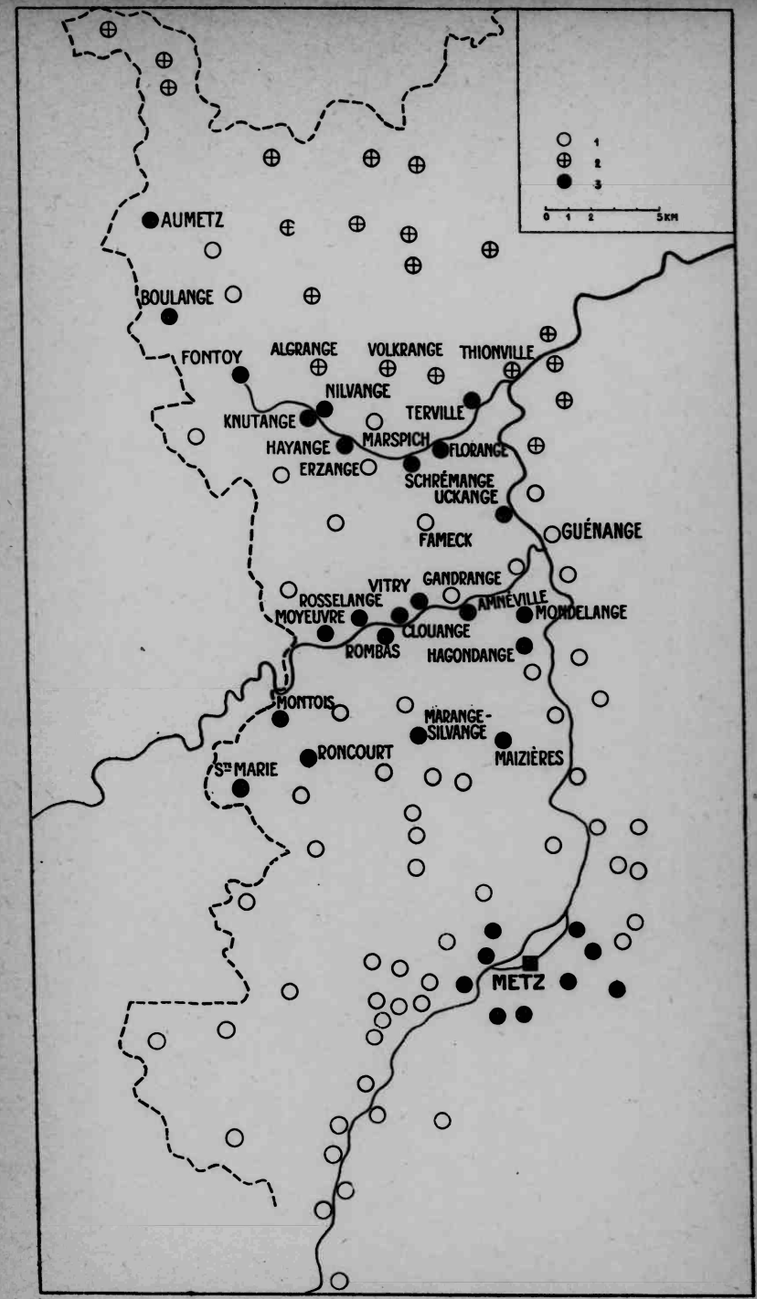
VIII. — *Les bassins métallurgiques lorrains et les bassins voisins, qui utilisent le minerai de minette.*

1. Production de minerai. — 2. Consommation propre de minerai. — 3. Exportation de minerai. — 4. Importation de minerai de minette. — 5. Production de fonte. — 6. Production d'acier. — 7. Production de produits finis. Chaque carré représente un million de tonnes. Pour les chiffres, voir tableaux en annexe.



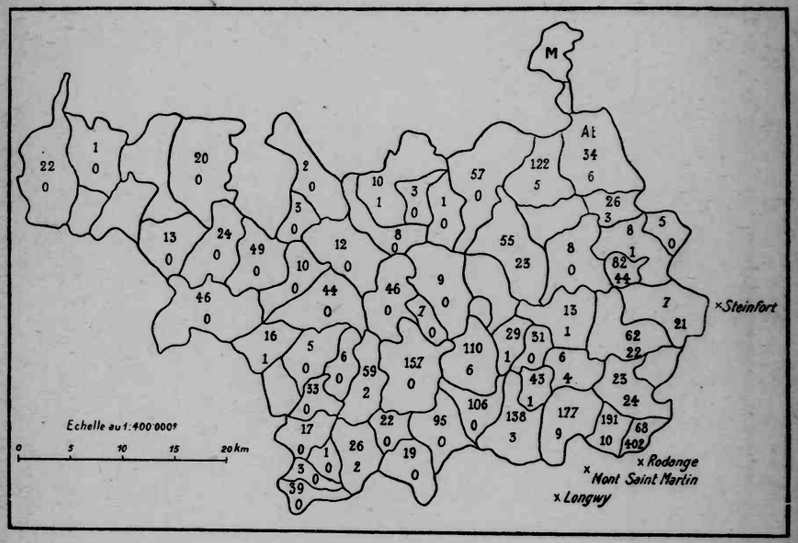
IX. *Densité de population par commune.*

1. Moins de 30 habitants par kilomètre carré. — 2. De 30 à 50. — 3. De 50 à 100. — 4. De 100 à 200. 5. De 200 à 300. — 6. De 300 à 500. — 7. Plus de 500.



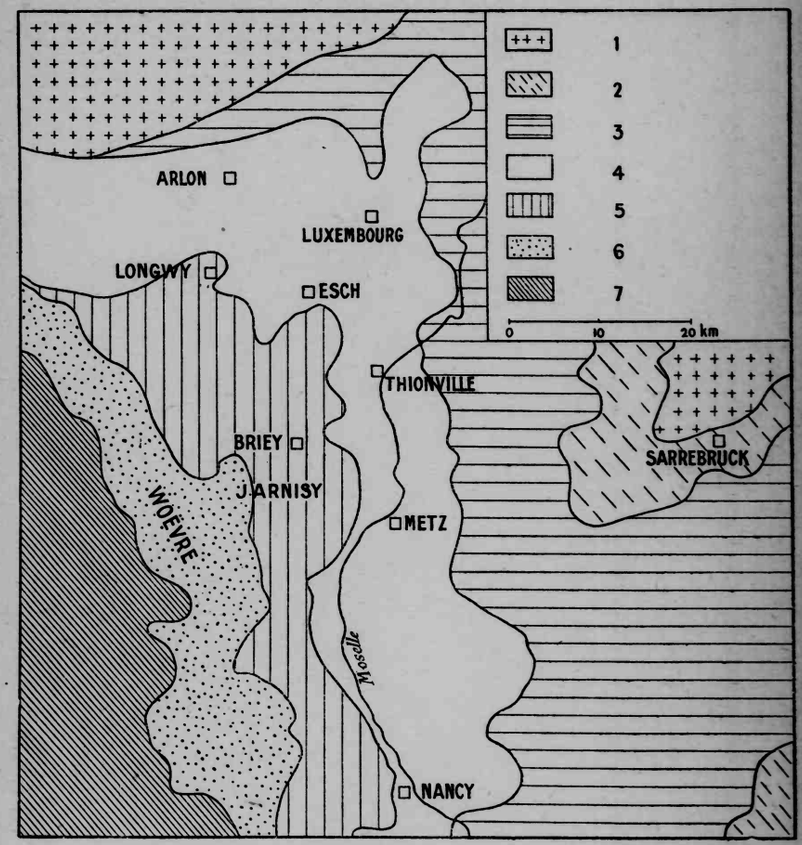
X. *L'avance de la langue allemande entre 1871 et 1910.*

1. Communes de langue française. — 2. Communes de langue allemande.
3. Communes de langue française en 1871, de langue allemande en 1910.



XI. *La main-d'œuvre belge de la région de Longwy et du Luxembourg.*

Le chiffre de dessus représente le nombre de mineurs et métallurgistes belges, résidant en Belgique, mais travaillant en France ; le chiffre de dessous ceux résidant en Belgique et travaillant au Luxembourg.



XII. *Croquis géologique de la Lorraine.*

1. Terrains primaires. — 2. Grès du trias. — 3. Muschelkalk et Keuper. — 4. Lias. — 5. Bajocien et Bathonien inférieur et moyen. — 6. Bathonien supérieur Callovien et Oxfordien. — 7. Rauracien.

Due Nov. 8

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES

This book is due on the date indicated below, or at the expiration of a definite period after the date of borrowing, as provided by the library rules or by special arrangement with the Librarian in charge.

DATE BORROWED	DATE DUE	DATE BORROWED	DATE DUE
NOV 19 1948	12/3	[redacted]	
FEB 10 1949	2/24	OCT 20 1949	11/3
FEB 24 1948	3/10	NOV 23 1949	12/7
		Jan 8 54	
MAR 12 1949	3/26		
APR 14 1949	4/28		
JUL 1 1949	7/15		
JUL 16 1949	7/30		
AUG 1 1949	8/15		
AUG 15 1949	7/29		
SEP 2 1949	9/12		
OCT 3 1949	10/17		

NEH
MSH 04208
OCT 2 71994

340 So5

A340 So 5
Somme
La Lorraine Metallurgique.
W. Landes - 510 Figures.
Letter - 5-21-54
9-1-54
Renewed 9-14-54

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
0041439686

END OF
TITLE